LA FLORIDE.

I. — VOYAGES ANCIENS ET MODERNES.
II. — MÉMOIRE INÉDIT SUR LA FLORIDE DU MILIEU.

I.

Soixante-cinq ans à peine nous séparent du jour où le président du premier congrès américain, John Ancock, après avoir levé les yeux au ciel comme pour le prendre à témoin de la justice de sa cause, signa d'une main ferme la déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Ses collègues suivirent cet exemple; trois millions d'hommes se séparaient à jamais de la mère-patrie et prenaient rang parmi les peuples. Disséminés sur le sol de treize provinces dont chacune, en s'unissant aux autres, conservait son individualité, ils voulurent consacrer le souvenir de cette origine. Treize étoiles brillèrent sur l'azur du drapeau arboré par la nation nouvelle. Mais la constellation qui se levait en Amérique ne devait pas s'arrêter à ce nombre; aujourd'hui il est plus que doublé, et la population, croissant avec une rapidité sans exemple, a atteint le chiffre de dix-huit millions.

Maîtres de la vaste contrée qui s'étend de la Floride au Canada,

et que bornent d'un côté la mer Atlantique, de l'autre une triple chaîne de montagnes, les fils émancipés de l'Angleterre ne se contentèrent pas long-temps de ce riche patrimoine. A l'ouest de ces possessions existait un pays immense, connu seulement de quelques chasseurs. Des fleuves larges comme des lacs y serpentaient à travers des forêts sans fin, des prairies sans bornes. Le Caraïbe, libre comme au temps de ses pères, poursuivait dans ces plaines encore inexplorées les troupeaux de daims et de buffles. Mais les *pionniers* arrivent, la carabine sur l'épaule, la pioche et la hache à la main. Ils franchissent les montagnes, passent les fleuves, et devant eux les forêts tombent, les prairies se couvrent de culture. En vain les guerriers rouges font trève à leurs vieilles querelles et se liguent contre l'ennemi commun qui s'empare de leur terrain de chasse : le souffle tout-puissant de la civilisation les disperse et refoule leurs tristes débris aux deux extrémités du nouvel empire, au midi dans les déserts de l'Arkansas, au nord dans les savanes glacées de l'Ouisconsins. Point de paix, point de trève à cette invasion : à peine un flot de pionniers s'est-il fait sa part de terre qu'un flot nouveau arrive, le pousse en avant ou passe par-dessus. Et comme si l'Union américaine ne pouvait suffire à cette prise de possession, voilà que des milliers de colons partent de la lisière des Vosges, des vallées de la forêt Noire, des rivages de l'Irlande, et viennent se mêler aux émigrans de la Nouvelle-Angleterre. Tous ils vont en avant comme poussés par une main invisible, surmontant un à un les obstacles, laissant derrière eux de nouveaux états, et ajoutant chaque année une étoile de plus à la bannière des États-Unis.

Tandis que les pionniers sont à l'œuvre et domptent la nature et les tribus indiennes, les hommes placés à la tête de la jeune république travaillent avec le même bonheur à son agrandissement. Les armes et la politique les servent tour à tour contre les nations européennes. Au nord, la Grande-Bretagne est forcée de céder sur la question des limites. Au midi, la Floride et la Louisiane, ces deux riches fleurons des couronnes d'Espagne et de France, ne font que passer par les mains de l'Angleterre pour aller se fondre dans l'Union. Bientôt viendra le tour du Texas, cet état libre d'hier; bientôt le golfe creusé comme une immense rade entre les deux Amériques ne sera plus qu'un lac anglo-américain. A ce peuple d'industriels et de commerçans, séparé de ses comptoirs de la mer Pacifique par trois cents lieues de déserts, il faut l'empire du Mexique, et les robustes milices des États-Unis n'auront pas de peine à soumettre les descen-

dans dégénérés des vainqueurs de Montésume. Encore quelques années, et les deux Océans salueront à la fois le drapeau de l'Union flottant sur les Andes de Panama comme pour appeler les navires des deux mondes.

Les États-Unis n'ont donc, pour ainsi dire, d'autres limites au midi que celles de l'Amérique septentrionale. Au nord, les possessions anglaises élèvent une barrière qu'ils n'ont pas encore essayé de franchir. En sera-t-il toujours de même? Quand la population anglo-américaine sera près de remplir l'immense territoire qui la sépare de l'Océan Pacifique, quand elle commencera à se sentir pressée entre le golfe du Mexique et le Canada, la domination de l'Angleterre devra forcément disparaître de ce continent. Pour cette nouvelle conquête, les États-Unis n'auront même pas besoin de tirer l'épée. L'exemple qu'ils ont donné est de ceux qui ne s'oublient pas : le Canada grandit chaque jour, et le moment approche où, secouant de lui-même le joug de la métropole, il ira faire cause commune avec eux. La rivalité des races anglaise et française retardera sans doute cette révolution, mais elle est trop dans la force des choses pour être ajournée à jamais; l'émancipation du Canada n'est qu'une question de temps. Ainsi l'Amérique du Nord tout entière s'appellera un jour États-Unis. La moitié d'un continent, le huitième environ de la surface habitable du globe, ne formera qu'une seule nation.

Mais en reculant leurs limites du pôle à l'équateur, de l'Atlantique à la mer Pacifique, les États-Unis doivent se morceler. Pas plus dans l'ordre politique que dans le monde physique les géans ne sont des êtres normaux; ils ne se perpétuent pas. L'empire romain, ce colosse des temps passés, égalait à peine en étendue le tiers de l'Amérique septentrionale. Chez lui, une organisation puissante, un centre d'action d'où partait en tout sens une impulsion commune et où tout revenait, semblaient garantir une existence éternelle; l'empire romain s'est pourtant partagé. Aucune de ces conditions de durée ne se trouve dans l'Union américaine, agglomération fortuite d'états qui n'ont guère de commun que la langue, mais dont les mœurs, les lois, les intérêts, diffèrent autant que ceux des peuples les plus éloignés. Réunis par le même besoin d'indépendance, par la nécessité de s'entr'aider pour atteindre ce but, s'ils ont pu croire un moment à une fusion complète, cette illusion doit s'être déjà dissipée, même aux yeux les moins clairvoyans. La doctrine du gouvernement individuel, *self-government*, est une base bien fragile pour asseoir un grand empire : aussi voyez ce qui se passe. Le congrès vote une loi

de douanes qui blesse les intérêts d'un état du sud; celui-ci nomme aussitôt une convention, déclare la loi non avenue, arme sa milice, et force le général Jackson, ce président aux habitudes si despotiques, à céder sans même combattre. Au nord, l'état de l'Ohio se trouve trop à l'étroit dans les limites fixées par le gouvernement central; c'est aux armes qu'il en appelle. Il déclare la guerre à son voisin, l'état du Michigan, et le congrès, revenant sur sa décision première, se voit contraint de sacrifier celui-ci. Des citoyens de New-York voyagent en Virginie; un comité de vigilance, sans autre autorité que celle qu'il s'est attribuée, croit reconnaître en eux des apôtres de la liberté des noirs; il leur applique la loi de *Lynch*, les pend, les brûle à petit feu, leur fait subir des tourmens dignes du poteau des Caraïbes, ou tout au moins les roule dans du goudron, puis les couvre de plumes et les expose aux insultes d'une populace ameutée. Un des plus riches négocians de New-York signale dans une brochure les abus et les dangers de l'esclavage; les planteurs de la Louisiane répondent en mettant sa tête à prix. Devant ces actes de rébellion, devant ces attentats qu'encouragent des populations entières, les autorités locales, le gouvernement central, gardent également le silence. — Nous ne voulons pas, disent-ils, compromettre l'Union.— Comme si après de tels actes l'Union existait encore!

On peut bien, pour sauver quelque temps les apparences, fermer les yeux et laisser faire. En attendant, d'autres germes de dissolution se développent à l'ouest. Les états fondés par les émigrans n'ont pas cette tradition d'une origine commune, la seule qui rattache entre eux les états du sud et du nord. Ici, d'ailleurs, la population, composée en partie de Suisses, d'Allemands, d'Irlandais, présente déjà ses caractères propres. Plus elle s'étendra dans l'intérieur des terres, plus elle s'individualisera. Du croisement de ces divers peuples, du mélange de leurs langues naîtra une race distincte parlant un dialecte particulier. Dès-lors les derniers liens qui unissent encore ces jeunes états à leurs frères aînés se trouveront usés et tomberont d'eux-mêmes. Les intérêts matériels, cette loi suprême des Anglo-Américains, aideront à la séparation. Dans l'ouest, une terre prodigue n'attend que des cultivateurs et des industriels pour livrer toute sorte de richesses. Le Mississipi et ses affluens ouvrent mille voies de communication entre leurs riches vallées et le golfe du Mexique. Les Américains de l'ouest iront-ils franchir les Alleganis pour gagner les ports de la Pensylvanie ou de la Nouvelle-Angleterre? Non, ils resteront chez eux, et à côté des états du littoral ils

fonderont une puissance continentale. Plus tard, leurs descendans franchiront, peupleront les déserts, encore inexplorés, qui s'étendent jusqu'à la mer Pacifique. Peut-être de nouveaux centres s'organiseront-ils sur leurs pas. A coup sûr, lorsque les populations futures toucheront à la mer après avoir franchi les Montagnes Rocheuses, les rives occidentales de l'Amérique verront s'élever un empire qui ne conservera plus qu'un souvenir bien vague de ses ancêtres de la côte orientale.

En Europe, la barbarie et la guerre ont été le point de départ de l'organisation sociale. Dans l'Amérique septentrionale, les peuples se forment sous les auspices de la civilisation et de la fraternité. Partie des deux limites extrêmes, l'humanité dans les deux mondes semble néanmoins tendre vers un terme moyen semblable. Les notes et les protocoles diplomatiques commencent à remplacer chez nous les grandes batailles où nos pères prodiguaient leur sang. L'influence, tous les jours plus réelle, que prennent nos congrès européens rappelle sous bien des rapports l'autorité si contestée du gouvernement central de l'Union. Les expéditions à frais communs entreprises pour assurer l'indépendance de la Grèce, pour enlever la Syrie au pacha d'Égypte, semblent préparer de futures associations pour l'accomplissement de grandes œuvres d'utilité générale. Sans doute, nous sommes encore loin de la paix universelle; sans doute, cette harmonie naissante n'a pas des racines aussi profondes que quelques hommes d'état feignent de le croire. Le moindre incident peut la troubler et rallumer le feu mal éteint de la guerre. Le traité du 15 juillet n'a pas soulevé chez nous plus de ressentimens que la loi des douanes dans la Caroline et les autres états du sud; déjà le congrès américain s'est vu forcé d'appuyer ses décisions par la force des baïonnettes. A mesure que les provinces se multiplieront, leurs intérêts, devenus plus distincts, les isoleront davantage, et le jour n'est pas loin peut-être où ces *états frères* ne seront plus que des *peuples alliés*. Alors il n'y aura plus de différences entre leurs relations réciproques et celles qui régissent les Européens.

Trois grandes nations, diverses de mœurs, de caractère et d'institutions, existent déjà sous ce vieux nom de république, qui couvre et prétend relier en un seul faisceau l'ensemble des États-Unis. Deux appartiennent aux provinces peuplées directement par la métropole avant la déclaration de l'indépendance. Elles occupent le littoral en-deçà des Alleganis. M. Michel Chevalier a très bien caractérisé ces deux branches, qui, sorties d'un même tronc, n'ont plus aujourd'hui

d'autre point de contact que le souvenir de leur origine. Au nord habite le Yankee, au midi le Virginien. Le premier, laborieux, entreprenant, poussant jusqu'à la fièvre l'activité qu'il cache sous un extérieur froid et taciturne, ne recule devant aucune fatigue, devant aucun obstacle, pourvu qu'il aperçoive au-delà quelque intérêt de commerce ou d'industrie, n'hésite jamais à faire dans ce double but les tentatives les plus folles en apparence, semble puiser des forces nouvelles jusque dans l'insuccès, et par sa persévérance qui dégénère en entêtement, par sa confiance qu'on pourrait taxer de témérité, réalise ces prodiges que l'Europe vient étudier avec étonnement. Le second, vif, spirituel, mais paresseux par caractère et par préjugé, abandonne à ses esclaves le travail qu'il méprise. Celui-là, religieux et moral dans sa vie privée, appartient d'ordinaire à quelques branches du presbytérianisme; celui-ci, plus que relâché dans ses mœurs, professe la religion épiscopale. L'Yankee descend des sectaires qui, persécutés par la mère-patrie, vinrent chercher la liberté de conscience dans les forêts du Nouveau-Monde et ne durent leur existence qu'à un travail opiniâtre et incessant : il a reçu de ses ancêtres des principes démocratiques qu'il conserve dans toute leur pureté. Le Virginien est l'héritier de ces favoris de la couronne qui reçurent à titre d'apanage de vastes concessions, et les exploitèrent, grace à leur fortune, sans sortir de l'oisiveté : aussi, tout en lui rappelle les habitudes, les instincts de l'aristocratie. Il montre encore avec plaisir ses anciennes armoiries et remplace par la qualification de colonel ou de général les titres nobiliaires prohibés par la république. Les habitans du nord doublent le produit de leurs terres par le commerce et l'industrie; dans le sud, ce sont eux encore qui tiennent entre leurs mains ces deux sources de richesses. Le Virginien leur livre la matière première qu'il recueille dans ses plantations, mais ce sont les négocians yankee qui la travaillent et la répandent dans le monde entier.

A côté de ces deux variétés de la race anglaise, derrière les Alleganis et au nord des monts Cherokees s'élève et grandit chaque jour une population qui tend à prendre de plus en plus d'importance aux États-Unis. Les hommes de l'ouest sont les Anglo-Américains pur sang, car seuls ils ont rompu avec toutes les traditions européennes dont les habitans du littoral conservent encore quelques traces. Chez ces derniers, la centralisation gouvernementale trouve de nombreux et énergiques adversaires, soutiens zélés des droits des états, mais au moins ils ont conservé avec l'amour de leur province le respect

des lois qu'ils ont eux-mêmes établies. Dans l'ouest, la doctrine du *self-government* s'applique non-seulement à la chose publique, mais encore aux individus. On reconnaît ici les dignes fils de ces aventuriers qui ne trouvaient que des entraves dans les lois protectrices de la société et cherchaient au milieu des bois une indépendance farouche. Sans cesse en lutte avec les élémens, avec les bêtes féroces, avec les sauvages, habitués à ne compter que sur eux-mêmes et ne trouvant de secours que dans la force physique, les habitans des nouveaux états ont perdu peu à peu le respect des institutions et jusqu'au sentiment religieux, si prononcé chez leurs pères. Dans les bois, deux chasseurs qui se rencontrent s'abordent le doigt sur la détente de leurs carabines. Au milieu des villes, c'est encore à cette arme qu'ils en appellent pour vider le moindre différend. Pendant une session de la législature, un général de la milice du Tennessee entre en discussion avec un journaliste de Nashville : le lendemain il le rencontre, et, sans plus de provocations, lui tire un coup de fusil à bout portant. La justice évoqua l'affaire; mais le général était riche : il déposa quelques sacs de dollars comme caution et continua à siéger dans l'assemblée législative. Plus tard il en fut quitte pour une légère amende. Ce fait caractérise parfaitement le peuple dont nous parlons. L'Anglo-Américain de l'ouest ne respecte au monde que deux choses : les dollars et la carabine.

De cette population de l'ouest dépend surtout l'avenir des États-Unis. C'est elle qui, grace à l'esprit entreprenant, à l'inflexible ténacité qu'elle tient des Yankee, à l'énergie indomptable qu'elle puise dans son genre de vie, avance chaque jour en suivant le cours du soleil, abattant les forêts, franchissant les montagnes, domptant les fleuves les plus rapides, et transformant en riches provinces, en nouveaux états, les vastes solitudes de l'Amérique septentrionale. Pour fruit de ses labeurs, elle conquiert un monde. Un jour, des monts Alleganis à l'Océan-Pacifique, la terre appartiendra tout entière aux descendans de ces infatigables pionniers. On dirait qu'ils ont conscience de la grandeur de leurs destinées. L'Anglo-Américain de l'ouest méprise tout ce qui n'est pas né sur le sol des États-Unis; il commence à dédaigner ses concitoyens des bords de l'Atlantique. Bientôt, s'il n'obtient pas dans le congrès la prépondérance qu'il croit lui être due, il revendiquera jusque dans les formes cette indépendance absolue dont il jouit déjà de fait.

Tous les peuples ont eu leur temps de barbarie et de moyen-âge, périodes de grandes guerres et de combats particuliers où les élé-

mens divers de la société se heurtent pêle-mêle comme cherchant à se coordonner, à préparer l'édifice futur. Les États-Unis subissent la loi commune. Enfantés pour ainsi dire de toutes pièces par les nations les plus civilisées, ils conservent encore, il est vrai, dans quelques villes du littoral, des traces de cette origine. En revanche, la barbarie règne seule aux frontières occidentales, parmi ces populations nomades qui marchent à l'avant-garde. En négligeant ces deux extrêmes, nous pourrons dire que l'Union tout entière est en plein moyen-âge. Ici sans doute cette phase de l'existence des peuples diffère, sous bien des rapports, de ce que nous voyons dans les siècles passés. L'humanité ne se répète jamais, et les circonstances exceptionnelles qui ont donné naissance aux États-Unis doivent imprimer à leur développement un caractère tout spécial. Au XIIe siècle, dans notre Europe déjà si peuplée, on se battait hommes contre hommes pour s'enlever quelques vassaux, quelques tours féodales. Jetés sur un sol qu'ils ne sauraient occuper en entier, les Américains de nos jours n'ont aucune raison pour guerroyer entre eux; ils se liguent pour vaincre un ennemi commun, — la nature. Contre ce rude adversaire, ils emploient la surabondance de force physique que nos pères usaient à porter et à parer leurs grands coups de lance.

Là est le secret de cette activité fiévreuse qui semble dévorer l'Anglo-Américain, qui le pousse en enfant perdu dans les entreprises les plus insensées. Dans cette lutte, il n'a que faire de cottes de mailles de Milan, d'épées de Tolède, de béliers, de tours mobiles, de ces mille engins inventés par nos chevaliers pour attaquer et pour défendre leurs inaccessibles donjons. Le fer et le feu lui ouvrent les forêts et les prairies; à ces armes de tous les temps il ajoute celles que lui fournit la science moderne, la carabine contre les sauvages et les bêtes féroces, la mécanique et la vapeur contre l'immensité des distances. Les moyens diffèrent comme l'ennemi qu'il faut combattre; mais, en Amérique comme en Europe, au XIXe comme au XIIe siècle, même acharnement à la guerre, même mépris pour la vie des individus, même orgueil dans le triomphe, même dédain pour quiconque se tient en dehors de la lutte. Dans les deux époques, la force brutale est la plus nécessaire; aussi elle domine et écrase l'intelligence. Si l'esprit des Américains travaille bien plus que celui de nos anciens preux, c'est uniquement pour concourir à l'accomplissement de l'œuvre actuelle. L'Yankee est industriel, parce que l'industrie seule peut terrasser l'ennemi qui

le défie sans cesse; il est commerçant, parce que le commerce est nécessaire à l'industrie. Dans cette double sphère d'activité, il enfantera des merveilles, mais ne lui demandez rien au-delà.

Cependant arrive pour les peuples le jour de la renaissance. Fatiguée de ses divisions sanglantes, l'Europe voulut compléter et raffermir ses institutions au sein de la paix; elle abandonna le fracas des batailles pour l'étude paisible des sciences et des beaux-arts. Les principes d'hiérarchie et d'autorité consacrés par le catholicisme et par la féodalité elle-même étaient autant de germes d'organisation qui se développèrent rapidement. La Grèce et Rome avaient conservé quelques restes des traditions de l'intelligence; l'Europe les recueillit avidement. L'Espagne mauresque, détruite par le fer des descendans de Pélage, lui légua les trésors de la science ancienne accrus par ses propres travaux. Puisant à toutes ces sources à la fois, l'Europe s'élança dans sa nouvelle carrière et y marcha à pas de géant. Lorsque l'Amérique du Nord en sera venue au même point, lorsque de l'un à l'autre Océan, du pôle à l'isthme de Panama, l'homme régnera sur la nature vaincue, trouvera-t-il sous sa main les mêmes élémens de régénération politique et intellectuelle? L'individualisme enfante d'intrépides pionniers; il est peu propre à servir de base à un ordre social quelconque. La lutte contre la matière entraîne à ne compter pour quelque chose que les intérêts matériels, assez rarement d'accord avec la culture des arts et de la science pure. Ces traits de caractère, déjà si fortement empreints chez les Anglo-Américains, se prononceront chaque jour davantage. Mais aux deux extrémités du continent qui nous occupe, des idées d'un ordre bien différent ont des représentans qui monteront à leur tour sur la scène quand l'heure sonnera, et joueront à coup sûr un grand rôle dans cette œuvre de l'avenir. Au midi, les petits-fils assoupis de Cortez et de ses compagnons s'éveilleront au contact de la civilisation anglo-américaine, et mêleront à ses théories exagérées de liberté le principe de l'autorité, à son caractère égoïste et positif leur esprit chevaleresque et poétique. Au nord, les idées d'hiérarchie sociale et toutes celles qui sont du ressort de l'intelligence trouveront de fervens apôtres dans la population française du Canada.

Les auteurs qui ont écrit sur les États-Unis ont trop négligé de rechercher les traces que notre domination a laissées dans le nord de l'Union. Le nom de la France est encore respecté sur les rives glacées des lacs de la frontière. La tradition y conserve le souvenir de ces guerres héroïques où une poignée de braves oubliés par la

mère-patrie défiaient à la fois la puissance anglaise, le courage féroce des Indiens, les obstacles que leur opposait une nature sauvage. On y répète de ces noms improvisés sur le champ de bataille et qui figureraient dignement à côté de ceux des Pyramides, du Mont-Thabor, de Masagran. Notre langue se parle dans ce coin du monde séparé de nous par quinze cents lieues de mer; elle est familière à la plupart des tribus sauvages, et M. de Castelnau (1) l'a trouvée seule en usage dans l'île sacrée de Michilimakimac, à l'extrémité du lac Huron. Ces vestiges de notre passage sont certainement peu de chose; ils n'en méritent pas moins d'être signalés. Seuls ils servent de point de contact entre les Anglais des États-Unis et les Français du Canada. Or, si le monde de la matière appartient aux premiers, nul ne peut nous disputer l'empire de ces idées qui pénètrent jusqu'au fond des masses et enfantent des révolutions. Peut-être est-ce sur ces rives sauvages que commencera la fusion des deux peuples et que se formera une nation nouvelle, forte de corps et d'esprit, digne en un mot de régner sur la moitié d'un continent.

Deux publicistes français, MM. Michel Chevalier et de Tocqueville, ont visité l'Amérique septentrionale. Tous deux, dans le présent, ont cherché à prévoir l'avenir de ces contrées; ni l'un ni l'autre ne se sont en rien préoccupés du Canada. M. de Castelnau, dans ses *Souvenirs de l'Amérique du Nord*, lui consacre un chapitre intéressant, mais trop court. Pourtant, à défaut d'autre intérêt, la curiosité seule eût dû engager ces voyageurs à étudier cette colonie, qu'on retrouve au XIXe siècle telle que l'avait établie le XVIIe. Dans cette Amérique où se sont succédé les principaux peuples d'Europe et où chaque nouveau conquérant effaçait en quelques années le type de la nation qu'il remplaçait, n'est-ce pas un véritable phénomène que cette race canadienne, toujours française, résistant à la fois au flot anglais qui l'envahit par le nord, au débordement des Yankee qui la presse du côté du sud, et conservant comme un dépôt sacré le langage, les mœurs, les institutions qu'elle reçut de la mère-patrie? Pour le Canadien, la séparation d'avec la France est un fait qu'il subit sans l'accepter : aussi voit-il avec dédain, presque avec haine, tout ce qui n'est pas d'origine française, et se défend-il de savoir l'anglais comme d'une mauvaise action, et cela, au plus haut comme au plus bas degré de l'échelle sociale. Jamais Anglais, quel que soit

(1) *Vues et Souvenirs de l'Amérique du Nord*; Paris, 1842.

son rang, ne pénètre dans les réunions de cette brillante aristocratie qui conserve les traditions de Louis XIV. Entrez dans un magasin, demandez un objet quelconque en vous servant d'une autre langue que le français : « Je ne vous comprends pas, monsieur; » telle sera la réponse que vous obtiendrez presque toujours. Au contraire, faites-vous reconnaître pour *Français de France*, soudain toutes les portes s'ouvrent, et le marchand vous offre lui-même des réductions de prix que vous n'auriez pas osé proposer.

Cette religion du souvenir, si pure dans son origine, a bien ses inconvéniens. Pour mieux défendre sa nationalité, le Canadien repousse un changement quelconque; il est par conséquent stationnaire par principes et fort peu ami du progrès. Gai, brave, insouciant, toujours prêt à tirer l'épée, il a conservé intact le caractère de ses ancêtres, il est resté en tout le Français de Louis XIV. Il y aurait là de précieuses études pour ceux de nos romanciers qui cherchent à ressusciter le grand siècle dans leurs écrits. Au Canada, ils retrouveraient la haute noblesse dont les gentilshommes de la régence n'étaient que des descendans abâtardis. Les seigneurs avec leurs vassaux, le clergé et sa dîme, les couvens et leurs scènes de violence ou de désespoir, tout ce que nos anciennes institutions avaient de pittoresque et d'abusif passerait vivant sous leurs yeux. Ce sont, il faut en convenir, de singuliers anachronismes; mais pourrions-nous élever une voix sévère contre ces hommes qui, livrés à l'étranger par leur patrie, n'en parlent pourtant qu'avec amour, ne la nomment jamais que *la belle France?*

Le clergé seul fait exception à cette règle générale. Les intérêts de ce monde, bien plus que ceux du ciel, l'ont détaché de ses compatriotes et entièrement rallié à la politique anglaise. Il ne l'a que trop bien prouvé lors de la dernière tentative faite par les Canadiens pour conquérir leur liberté. En se soulevant contre l'Angleterre, ils devaient naturellement compter sur l'appui des réfugiés irlandais, qui forment plus du tiers de la population non française. Il n'en a rien été. A la voix des prêtres catholiques, les enfans d'Erin ont pris les armes, non point contre les Anglais hérétiques, dont la politique impitoyable les avait chassés de leur terre natale, mais contre leurs coreligionnaires, contre ces Canadiens qui les appelaient dans leurs rangs en leur offrant une nouvelle patrie. Aussi, après des prodiges de bravoure, il a fallu céder à la force et courber de nouveau la tête sous le joug qu'on avait cru briser. Une seule chance restait aux Canadiens. Seuls, ils ne peuvent rien contre l'empire britannique :

l'appui des Etats-Unis leur assurerait la victoire. Un moment ils ont pu croire que les graves sujets de mésintelligence qui régnaient entre les deux gouvernemens amèneraient une guerre et faciliteraient leur émancipation. Le traité récemment conclu a dû leur enlever cette dernière espérance. Mais la fortune a ses revirements soudains : nos frères du Canada doivent se tenir prêts. Et si jamais la lutte recommence, puisse le sort des armes leur être favorable! Puissent-ils, à côté des états qui représentent l'Angleterre au-delà des mers, constituer une France américaine!

II.

Dans la civilisation future de l'Amérique septentrionale, les États-Unis apporteront l'élément industriel et commercial : l'élément intellectuel viendra surtout du Canada. Ce dernier trouvera promptement des auxiliaires au sud de l'Union. La race virginienne, par son oisiveté même, se trouve placée dans les circonstances les plus favorables à la culture de l'esprit. Elle aussi s'étend et gagne du terrain. Lorsque ses fils s'éloignent dans la direction du nord-ouest, et pénètrent dans le Tennessee, dans le Kentucky, ils se mêlent aux descendans des Yankee, et, contraints de mener le même genre de vie, ils perdent leurs traits les plus caractéristiques. En revanche, le type virginien se prononce de plus en plus à mesure que la population s'étend vers le sud. C'est là sa véritable patrie. Si nos prévisions sont justes, si les Français du nord et les Anglo-Américains du sud doivent un jour se donner la main pour une œuvre commune, il y a un intérêt bien grand à suivre dans leur développement les états directement peuplés par ces derniers.

A ce titre, la Floride surtout mérite toute notre attention. Naguère entièrement occupée par les tribus sauvages, cette province n'est réellement ouverte aux Européens que depuis un petit nombre d'années. Jetée à l'extrémité de l'Union, entièrement entourée par la mer ou par les populations virginiennes de la Georgie et de l'Alabama, elle ne se peuple, pour ainsi dire, que du trop plein de ces deux états. Privée de ces grands fleuves qui pénètrent jusqu'au cœur des continens, et, par la facilité des communications, amènent le mélange des populations riveraines, elle ne peut que donner naissance à une race pure, destinée sans doute à jouer en Amérique le rôle qu'ont rempli en Europe les peuples méridionaux. La Floride offre des rapports

frappans avec l'Italie : il n'y manque, pour compléter la ressemblance, que des montagnes et un volcan. Toutes deux forment une presqu'île à l'extrémité du continent dont elles font partie, et l'île de Cuba semble placée là tout exprès pour représenter la Sicile. Toutes deux sont baignées par un grand golfe et une grande mer dont la brise tempère les ardeurs du soleil : l'une et l'autre ont des marais pestilentiels et des côtes salubres, des lacs nombreux et rians, des fleuves qui prennent naissance sur leur territoire et arrosent des plaines également fertiles. La destinée de ces deux péninsules serait-elle la même, et la Floride réveillera-t-elle un jour en Amérique le goût des beaux arts, si complètement étouffé aujourd'hui par les préoccupations industrielles et commerciales?

La Floride est une des parties de l'Amérique les plus anciennement connues. Sa découverte a suivi de bien près celle du Nouveau-Monde et précédé celle du Mexique. Cependant les désastres qui suivirent les premières tentatives d'exploration, les difficultés sans nombre qui se multiplièrent sous les pas des malheureux colons dispersés sur ses côtes, rebutèrent long-temps les Européens. Quelques trafiquans, quelques hardis aventuriers osèrent seuls se hasarder au milieu de ses marais et de ses forêts vierges pour acheter aux Indiens ces pelleteries si recherchées par le luxe de nos grandes villes. En 1773, un naturaliste anglais, William Bartram, la visita le premier avec soin. Véritable pionnier de la science, il ne craignit pas de s'aventurer au milieu des contrées les moins explorées et de remonter seul, dans un canot, plusieurs de ses grandes rivières. Le récit de ses voyages est encore aujourd'hui l'ouvrage le plus complet que nous ayons sur la Floride. Depuis cette époque, les relations de commerce avec les Indiens devinrent plus fréquentes, quelques voyageurs marchèrent sur les traces des marchands et publièrent le résultat de leurs observations. Lorsque cette province passa sous le pouvoir des États-Unis, les armes de l'Union pénétrèrent bien avant dans l'intérieur du pays. Enfin, M. de Castelnau vient de passer une année entière dans une de ses divisions dont le nom même était à peine connu en Europe. Son *Mémoire sur la Floride du milieu*, présenté à l'Académie des sciences, a été l'objet d'un rapport favorable de la part de M. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire.

Comme bien d'autres contrées de l'Amérique, la Floride a appartenu tour à tour à chacun des peuples qui, depuis quatre siècles, se disputent les lambeaux du Nouveau-Monde. Dès l'an 1497, un Anglais, Sébastien Cabot, chargé par Henri VII de trouver un passage

pour pénétrer jusqu'aux Indes, aperçut au nord de Cuba une côte qu'il se contenta de signaler. En 1512, Jean Ponce de Léon, gouverneur de Porto-Rico, cherchant à découvrir une certaine île de Bimini, où existait, disait-on, la fontaine de Jouvence, fut jeté par la tempête sur cette terre, en prit possession au nom du roi d'Espagne, et lui donna le nom de Floride. Dès cette époque, les Espagnols tentèrent, à diverses reprises, de conquérir ces contrées nouvelles où ils espéraient retrouver les richesses du Mexique et du Pérou; mais ils furent toujours repoussés par les indigènes. En 1538, Fernand de Soto, un des compagnons de Pizare, débarqua dans la baie du Saint-Esprit à la tête de forces considérables, s'ouvrit un passage à travers les populations indiennes, et vint mourir de la fièvre sur les bords du Mississipi. Ce qui restait de son armée eut grand'peine à regagner l'île de Cuba.

Aucune de ces expéditions n'avait laissé de traces en Floride. En 1562, François Ribault, envoyé par Charles IX, découvre la côte orientale et fonde près de l'embouchure de la rivière de Saint-Jean un établissement français, le premier qu'on ait essayé d'élever dans cette partie du continent américain; mais bientôt, oubliés par la métropole, les colons sont contraints d'évacuer le pays. Long-temps encore cependant la France et l'Espagne se disputent cette possession, lorsqu'au bout d'un siècle, la France renonce à s'occuper de la Floride et se rejette uniquement sur la Louisiane et le Canada. L'Angleterre prend sa place, et, par le traité de Paris en 1763, elle obtient la cession de la Floride, qui, vingt ans après, revient de nouveau aux Espagnols. En 1810, une partie de cette province est cédée aux États-Unis en même temps que la Louisiane. Enfin, le 22 février 1819, l'Espagne renonce à toutes ses prétentions sur ces contrées et les abandonne en totalité au gouvernement de l'Union.

Bornée au nord par la Georgie, au nord-ouest par l'état d'Alabama, la Floride est entourée sur tous les autres points par l'Océan Atlantique, qui, en formant le golfe du Mexique, se replie autour de la presqu'île dont le nom est devenu celui de la province entière. Sa forme est irrégulière et sa largeur très variable; sa plus grande longueur est d'environ deux cent cinquante lieues, sa surface de neuf mille lieues carrées, un peu moins que le quart de celle de la France. Elle possède plus de quatre cents lieues de côtes, bordées surtout au sud et à l'est par de petites îles plates et découpées en baies et en petits havres. Ces rivages communiquent avec l'intérieur par un nombre infini de rivières, la plupart navigables. Tout, dans cette con-

trée, semble disposé, on le voit, pour faciliter le commerce, soit à l'intérieur, soit à l'étranger.

Les mers qui baignent la Floride présentent un phénomène digne de remarque; elles n'ont pas le même niveau. Les eaux du golfe du Mexique sont bien plus élevées que celles de l'Océan Atlantique. La physique générale du globe explique très bien ce fait. Les vents alisés, qui sous les tropiques soufflent d'orient en occident, refoulent continuellement devant eux les vagues de la mer, et de cette impulsion incessante résulte le grand courant, appelé *courant équatorial*, qui vient se briser contre les côtes de l'Amérique méridionale. Là, il rencontre, à cinq degrés au sud de l'équateur, le cap Saint-Roch, qui divise sa masse et dirige une partie de ses eaux vers le midi, le long des côtes de l'Amérique. L'autre portion, de beaucoup la plus considérable, se porte vers le nord, parcourt la mer des Antilles, et pénètre dans le golfe du Mexique par le détroit qui sépare le Yucatan de l'île de Cuba. Là, ce courant se dirige d'abord vers le nord et vient battre les rivages de la Louisiane et de l'Alabama, puis il se divise en deux branches : l'une se replie vers l'ouest, rase les côtes de la Louisiane et du Mexique, pénètre jusqu'au fond du golfe, et vient rejoindre le courant d'entrée à la pointe du Yucatan; l'autre se porte à l'est, redescend le long de la Floride et s'échappe dans la mer Atlantique par le canal de Bahama. Ce détroit joue ici en quelque sorte le rôle d'une écluse, et la vitesse du courant qui le traverse est quelquefois de deux lieues à l'heure. Cette branche du courant équatorial prend alors le nom de *Gulf-Stream;* elle remonte jusqu'au banc de Terre-Neuve, se replie vers l'est, traverse toute l'Atlantique, et n'est arrêtée que par les côtes de l'ancien continent. Un de ses bras longe les rivages d'Espagne et de France, pénètre dans la Manche, contourne les îles britanniques et se fait sentir jusqu'aux Orcades. Les eaux du Gulf-Stream, échauffées par le soleil des tropiques, présentent une température bien supérieure à celle de nos mers; aussi exercent-elles une influence remarquable sur les provinces qu'elles baignent. C'est à elles que l'Irlande doit la douceur de son climat; ce sont elles qui permettent aux myrtes de venir en pleine terre au milieu des rochers qui bordent notre Bretagne.

Ainsi, cette mer méditerranée que nous appelons golfe du Mexique peut être considérée comme un vaste bassin recevant sans cesse les eaux que les vents alisés lui amènent du midi par le détroit du Yucatan, pour les verser par le canal de Bahama. La presqu'île de la Floride semble disposée comme une immense digue destinée à rompre

le premier choc du courant, à empêcher qu'il entre dans l'Atlantique avec une force irrésistible. Ces faits nous expliquent la différence de niveau que nous signalions tout à l'heure. Ils rendent également compte d'un autre phénomène très singulier observé dans la rivière de Saint-Jean, magnifique fleuve qui prend sa source vers l'extrémité méridionale de la presqu'île, la traverse en entier du sud au nord, et vient se jeter dans l'Océan Atlantique près des frontières de la Georgie. Les eaux de cette rivière, parfaitement douces à son embouchure, sont salées à une cinquantaine de lieues au-dessus, et le deviennent d'autant plus, qu'on remonte davantage. De plus, la force de son courant n'est pas constante dans les parties supérieures de son cours. Ce double résultat tient à l'élévation de niveau du golfe du Mexique, dont les eaux pénètrent par l'intermédiaire de marais et d'étangs jusqu'au centre de la presqu'île. C'est au milieu de ces flaques d'eau salée que se forme peu à peu la rivière de Saint-Jean. Ce fleuve prend littèralement sa source dans la mer. Il en résulte que ses eaux s'élèvent ou s'abaissent avec les marées, et qu'elles demeurent saumâtres jusqu'à ce que, des affluens nombreux et considérables venant à s'y mêler, elles perdent cette empreinte de leur origine.

Dans l'est de la Floride, la rivière de Saint-Jean sera pour les Américains une de ces grandes routes toutes tracées par où ils pénètrent, grace à la vapeur, jusqu'au centre des régions les plus sauvages. A l'ouest, l'Apalachicola leur offre les mêmes avantages. De plus, elle met la Floride en communication avec la Georgie. Deux rivières navigables bien au-delà de leur point de jonction, la Chattaoutchi et la Flint, lui donnent naissance, et forment par leur réunion un des plus puissans cours d'eau de ces contrées. Aussi, le génie du commerce et de l'industrie a-t-il pris un rapide essor dans la Floride centrale depuis que les armes du général Jackson ont permis aux blancs de s'y hasarder sans trop de dangers. Plus de trente bateaux à vapeur battent aujourd'hui de leurs larges roues ces flots qui naguère n'étaient sillonnés que par le canot d'écorce et la pagaie de l'Indien. Mais, si la civilisation domine sur le cours du fleuve, la nature seule règne encore en souveraine sur ses rives inexplorées. Partout s'étendent de vastes forêts d'yeuses et de magnolias, qui, dans ces plaines humides, acquièrent des dimensions colossales. Les cannes et les hautes herbes couvrent le sol submergé. Du milieu d'elles, mille plantes grimpantes s'élancent vers le tronc des grands arbres, les enlacent de leurs replis et s'élèvent de branche en branche, tandis que

de celles-ci pendent jusqu'à terre ces mousses gigantesques appelées *tillantsias*, qui atteignent jusqu'à quarante et cinquante pieds de long. Des quadrupèdes aux physionomies étranges, des oiseaux au brillant plumage animent ces solitudes, et s'enfuient effrayés par le bruit des pistons, par le sombre panache qui flotte au-dessus du *steamer*. Souvent aussi les peuplades indiennes du voisinage, attirées par l'étrangeté du spectacle, se pressent sur quelque promontoire désert. Mornes et silencieux, les guerriers caraïbes contemplent sans pouvoir cacher leur admiration la machine mugissante qui vient envahir leur antique domaine, et ces blancs dont le génie semble enfanter des monstres pour les traquer jusque dans leurs plus profondes retraites.

La ville la plus importante de la Floride est Pensacola, située à l'ouest, au fond de la baie du même nom. Son arsenal et son port militaire seront un jour de magnifiques établissemens, et aideront puissamment à assurer la domination des États-Unis dans le golfe du Mexique. Sur la côte orientale de la province, on trouve Saint-Augustin, fondée par les Espagnols en 1570. Cette antique métropole est aujourd'hui bien déchue, et son port mal abrité est presque entièrement abandonné. La capitale actuelle est Tallahassee. Fondée en 1824, dans une belle plaine à huit lieues au nord de la baie des Apalaches, cette ville ne s'est pas développée avec la rapidité miraculeuse qu'il est si fréquent d'observer dans les nouveaux établissemens des États-Unis. Elle ne compte guère que quinze cents habitans. Pourtant sa position est des plus heureuses. Les terres qui l'entourent sont d'une fertilité rare et arrosées par de nombreuses sources. De plus, elle est à la fois le siége du gouvernement central de la province et le chef-lieu d'un comté. Mais ces avantages disparaissent en grande partie devant l'insalubrité du climat. Dangereuse en tout temps pour les étrangers, l'atmosphère de cette ville devient pestilentielle pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre. Alors nul n'est certain d'échapper aux fièvres bilieuses qui tous les ans dévastent la contrée. Aussi, pendant cette saison meurtrière, chacun cherche à fuir le fléau. Les boutiques se ferment, les habitations sont désertes : le marchand court faire ses emplettes dans les villes du nord, et le planteur va jouir de ses richesses sur les bords du Niagara ou aux eaux de Sarratoga.

Le sol de la Floride semble composé en entier de dépôts marins; partout on trouve des débris de coquilles mêlés au sable, au terreau, qui en forment la base. Il est probable en effet que la plus grande

partie de cette province n'est qu'un vaste atterrissement. Lorsque les forces cachées au centre de notre globe soulevèrent les Andes et l'Amérique au-dessus des mers primitives, le courant équatorial, subitement arrêté dans sa marche d'orient en occident, vint se heurter contre cette barrière. Nous avons vu plus haut pourquoi il dut se porter vers le nord. Trouvant moins de résistance vers le milieu du nouveau continent, il y creusa peu à peu le golfe du Mexique, ou du moins arracha de ses côtes les matériaux les moins résistans. Repoussé par le massif de l'Amérique septentrionale, il chercha une issue vers l'Atlantique, et, rencontrant la chaîne de roches calcaires qui borde la Floride à l'est, il fut contraint de se replier jusqu'au canal de Bahama. Tous ces obstacles, en retardant sa marche, lui permirent de déposer les masses énormes de détritus de tout genre qu'il enlevait au continent. Peu à peu, des bancs de sable et de vase s'élevèrent au pied de la digue opposée par la nature à l'impétuosité de ses vagues. A mesure que la mer élargissait sa route, son niveau s'abaissait, et bientôt du milieu des ondes sortit la Floride, pays plat, à peine ondulé, semé de vastes flaques d'eau et se perdant en pente insensible sous la mer qui lui donna naissance. Les marais salés qui s'étendent du bord occidental de la presqu'île jusqu'à la rivière de Saint-Jean attestent encore de nos jours la réalité de ce mode de formation. Dans la Floride centrale, dans la Floride de l'ouest, ces dépôts couvrirent la roche calcaire, qui resta visible seulement sur un petit nombre de points, et surtout dans les îlots qui avoisinent Saint-Augustin.

La roche calcaire elle-même forme une couche d'épaisseur variable, et repose sur un lit d'argile et de gravier. Elle est facilement attaquée et traversée par les eaux pluviales. Celles-ci, arrêtées par un obstacle qu'elles ne peuvent vaincre, s'écoulent entre la roche et l'argile, se réunissent et forment une multitude infinie de canaux souterrains qui, profitant de la première issue, apparaissent tout à coup au grand jour. La rivière de Wakula, qui se jette dans la baie des Apalaches, présente un des plus curieux exemples de ce phénomène. Sa source, décrite pour la première fois par M. de Castelnau, consiste en un bassin ovalaire de trois cents pieds de large, de quatre-vingts pieds de profondeur, d'où sort un véritable fleuve beaucoup plus considérable que la Seine. Ses eaux sont d'une limpidité parfaite. Le voyageur placé dans son canot distingue les moindres rochers qui tapissent le fond de l'abîme; son œil suit tous les mouvemens des myriades de poissons qui, se jouant au-dessous de

lui, tantôt s'approchent de la surface, tantôt s'enfoncent et disparaissent sous la sombre voûte des cavernes latérales.

Quelquefois un éboulement subit vient tout à coup barrer le passage à ces fleuves souterrains. Alors les eaux accumulées cherchent à s'ouvrir un passage : un bruit pareil à celui d'un tonnerre lointain se fait entendre; le sol est agité comme par un tremblement de terre; il cède enfin, et avec un horrible fracas s'élance dans les airs une gerbe d'eau, de roches, de graviers, qui retombe et s'étend au loin dans les campagnes, entraînant tout sur son passage, creusant, dans l'espace de quelques heures, le lit d'une nouvelle rivière. Ces éruptions soudaines ne sont pas très rares en Floride, et quelques-uns des lacs les plus considérables de cette province n'ont pas d'autre origine. Le lac Jackson, entre autres, occupe aujourd'hui une plaine jadis cultivée et couverte de forêts. On y voit encore des arbres debout, et, pendant l'étiage, on distingue sur son fond les *trails* ou sentiers que les Indiens avaient autrefois pratiqués dans les bois. Souvent le conduit momentanément obstrué se dégage peu à peu; le lac se dessèche, la source tarit, et l'on peut, comme Bartram l'a fait bien des fois, descendre dans ces espèces de cratères. On trouve alors la roche calcaire ouverte jusqu'à la couche d'argile par un large orifice où viennent aboutir en tout sens des canaux cylindriques aussi réguliers, aussi polis que si la sonde d'un ingénieur les eût forés dans le roc. A côté des phénomènes que nous venons de décrire, on aperçoit des ponts naturels, des rivières qui s'enfoncent sous terre tantôt pour se perdre à jamais, tantôt pour reparaître à des distances souvent considérables. On voit qu'il est peu de contrées où la nature ait semé avec plus de largesse ces spectacles que l'œil le plus indifférent ne peut contempler sans admiration.

Les hommes ont aussi laissé en Floride des traces curieuses de leur séjour. Sur plusieurs points, on rencontre de grandes chaussées en terre, des collines artificielles généralement de forme carrée, et qui ont jusqu'à sept cents pieds de long sur deux cents pieds de haut. Les unes servaient jadis d'emplacement pour la maison des chefs, de citadelle pour les villages des anciens Caraïbes; c'étaient autant de petits Capitoles. D'autres remplaçaient chez ces nations les orgueilleuses pyramides des Pharaons, les sombres nécropoles de l'Égypte. Une épaisse végétation les recouvre, et des générations d'arbres séculaires se sont sans doute succédé sur ces monumens funèbres. Les peuples qui les élevèrent n'existent plus depuis long-temps. Les Indiens, dont on connaît le respect religieux pour les restes de leurs

ancêtres, voient avec indifférence l'archéologue européen fouiller ces antiques tombes et en retirer des ossemens humains, des haches, des pointes de flèches en pierre dure. — Ce ne sont point les os de nos pères, — disent-ils. Et en effet la forme des crânes annonce une race toute différente des Caraïbes qui habitent aujourd'hui ces contrées, et semble plutôt offrir quelques ressemblances avec celle des têtes appartenant à la race péruvienne.

Le botaniste et l'agriculteur trouvent en Floride trois espèces de terrains caractérisés par leurs productions végétales. Les *sapinières*, dont le sol, presque toujours sablonneux, est le plus souvent stérile, fournissent seulement des pins excellens comme bois de construction. Puis viennent les *savanes* et les *marécages*. Les premières forment d'immenses prairies dont l'herbe élevée de quatre à cinq pieds ondule comme une mer sous le souffle du vent, tandis que quelques bouquets d'arbres élèvent leurs têtes verdoyantes au-dessus de ces graminées, et, comme autant de petites îles, reposent l'œil fatigué par la monotonie du paysage. Les marécages occupent à eux seuls plus de la moitié de la province. De leur vase croupissante sortent de longues cannes, des joncs, des roseaux gigantesques; leurs flaques d'eau se cachent sous les feuilles vertes et les larges fleurs des nymphœa et des nénuphars. A la surface des lacs qui occupent les bas-fonds, le vent pousse d'une rive à l'autre des îles flottantes de *pistià stratiotes*, plante aquatique assez semblable à notre laitue des jardins, mais dont les racines libres au milieu de l'eau savent trouver dans ce liquide une nourriture suffisante et n'ont pas besoin de s'enfoncer dans la vase. Plusieurs espèces d'arbres de haute futaie ombragent ces terrains sans cesse submergés. Ce sont des frênes, des ormeaux, des lauriers, des chênes aux glands doux et savoureux comme nos châtaignes. Au-dessous d'eux tous, le *cyprès distique* élève son tronc droit et lisse, semblable à une colonne de cent pieds de haut, de huit et dix pieds de diamètre, que couronne un large dais de feuilles délicates, tandis que de nombreuses protubérances, sortant de ses racines, forment autour de la base comme une enceinte de bornes à la tête d'un rouge vif.

Mais, pour voir la nature déployer toutes ses richesses végétales, il faut pénétrer dans un de ces *hammocs*, espèces d'oasis jetées au centre des forêts de pins ou des marécages, occupant quelquefois une grande étendue et bordant presque toujours le cours des rivières. Ici le limon déposé jadis par les eaux de la mer est devenu une terre dont rien n'égale l'inépuisable fécondité. Partout les cèdres, les gom-

miers, les ilex, les sassafras, les catalpas, entrelacent leurs branches à celles du magnolia, dont les pétales, d'un blanc de lait, répandent au loin leurs émanations suaves. Partout les corolles de l'azalea, semblables à autant de papillons, rivalisent avec les bouquets écarlates du sumac. Au milieu de ces arbres aux branches robustes, les palmiers balancent leurs sveltes colonnes et leurs larges feuilles fendues en éventail. Les cactus, les yukas, disputent le sol aux orangers couverts de fruits et de fleurs. Des lianes, des vignes sauvages, dont le tronc a quelquefois un pied de diamètre, relient ensemble ces enfans de la forêt, courent de l'un à l'autre en guirlandes verdoyantes, et, soutenant d'épaisses charmilles de clématites, de convolvulus, forment des pilastres isolés, des colonnades sans fin, des cabinets, de longues voûtes, de hautes salles de verdure où ne pénètrent jamais les rayons du soleil. Sous ces lambris naturels, des plantes plus modestes se déploient comme un tapis aux mille teintes. La perfide *dionée* étale ses feuilles hérissées de poils en épines, et qui, se repliant brusquement au moindre contact, percent de cent coups de poignard l'insecte assez imprudent pour s'y reposer. A côté d'elle, la *sarracénie* dresse sa noble fleur d'un jaune d'or et ses feuilles roulées en cornet où se dépose près d'un litre de rosée, boisson toujours fraîche que la nature semble préparer d'avance pour étancher la soif du voyageur.

Sur ces arbres, sur ces pelouses voltigent et s'ébattent des myriades d'oiseaux au brillant plumage. Le dindon sauvage aux riches reflets cuivrés peuple les forêts. Des vols de troupiales, de tourterelles, de perruches aux couleurs tranchantes, fourmillent sur tous les buissons. Plusieurs espèces d'oiseaux-mouches, voltigeant d'une fleur à l'autre, semblent vouloir lutter d'éclat avec elles et avec les grands papillons qui leur en disputent les sucs parfumés. Le long des rivières, sur les lacs, sur les étangs, aux nombreuses tribus des canards se mêlent le pélican au large goître et le cormoran des Florides : des aigrettes plus blanches que la neige, des échassiers aux teintes sombres, piétinent sur les rivages; au milieu d'eux, le flammant aux longues jambes, au cou plus long encore, promène son plumage rosé. Pendant que l'oiseau-moqueur répète tour à tour les chants, les cris de ces races emplumées, deux espèces de vautours et l'aigle à tête blanche planent lentement sur leurs têtes, les premiers cherchant à découvrir quelque cadavre pour satisfaire leur sale appétit, le second guettant de l'œil le héron immobile sur une pierre à fleur d'eau. Aussitôt que le patient échassier est parvenu à saisir un poisson, notre brigand fond sur lui

du haut des airs, le frappe de son bec redoutable, le force à lâcher sa proie, et s'en saisit avec adresse avant qu'elle soit retombée dans l'eau.

La classe des mammifères, celle des reptiles, ont aussi de nombreux représentans dans la Floride. Des troupeaux de daims parcourent ses plaines désertes. Parfois on les voit fuir avec la rapidité de l'éclair devant une bande de loups affamés ou devant quelque jaguar au pelage tacheté. Celui-ci remplace le tigre dans les savanes de ces contrées; mais, bien moins à redouter que son frère d'Asie, il semble ignorer sa force prodigieuse et ose rarement braver les regards de l'homme. Plusieurs grandes espèces d'écureuils s'élancent de branche en branche poursuivis par les chats sauvages : leur agilité fait ressortir encore plus la gêne et la lourdeur des mouvemens de l'ours noir, qui partage avec eux ces retraites aériennes. Au-dessous s'agitent dans l'herbe le hideux serpent à sonnette, le serpent noir, qui fait la chasse au précédent sans craindre ses redoutables crochets, le serpent de verre, dont le corps se brise au moindre choc. Sur le bord des lacs, des rivières, la grenouille mugissante fait entendre sa voix de taureau, et l'alligator lui répond par ses rugissemens. Ce reptile, qui représente en Amérique le crocodile de l'ancien monde, serait pour l'homme un ennemi d'autant plus redoutable, qu'une cuirasse impénétrable le met à l'abri de ses armes; mais, timide et farouche plutôt que féroce, il n'attaque presque jamais, et souvent les Indiens traversent à la nage des fleuves où fourmillent ces gigantesques sauriens.

Le climat de la Floride est très chaud dans l'intérieur des terres, mais sur les côtes il est des plus tempérés. Dans l'île de Key-West, placée vers le point le plus méridional, le thermomètre s'élève rarement au-dessus de trente degrés centigrades, température que dépassent souvent nos étés de la Provence. On compte les années où le mercure descend au-dessous de zéro. Malheureusement, ce climat si doux n'en est pas moins meurtrier. Les villes de Pensacola et de Saint-Augustin sont célèbres, il est vrai, par la pureté de l'air qu'on y respire, et tous les ans bon nombre de phthisiques viennent y passer l'hiver; mais partout ailleurs la saison chaude ramène annuellement des épidémies redoutables même pour les enfans du pays, et la fièvre jaune étend quelquefois ses ravages jusqu'au nord de la province. Si nous comparons avec M. de Castelnau la mortalité du nord et du sud des États-Unis en prenant pour limite la latitude de Washington, nous trouverons qu'il meurt dans le nord environ trois personnes

sur cent par an, dans le midi cinq sur cent, dans la Floride en particulier six sur cent.

La culture du sol de la Floride ressemble à celle des autres états méridionaux de l'Union, et les produits en sont les mêmes. On n'y récolte guère d'autre céréale que le maïs. De vastes plantations de tabac, de cannes à sucre, mais surtout de cotonniers, sont exploitées par des esclaves. En laissant ainsi aux nègres tout le travail, les planteurs, il faut bien le dire, paraissent obéir à une impérieuse nécessité. Dans ces contrées, les rayons d'un soleil presque tropical tombant d'aplomb sur d'immenses marais, sur des terres où pourrissent sans cesse des débris d'arbres jetés à bas pour le défrichement, en dégagent ces miasmes infects que la race blanche ne peut braver impunément. La race nègre, au contraire, semble se plaire dans ce milieu qui pour nous est mortel. Chétive et abâtardie dans les états du nord où pourtant elle est libre, elle acquiert ici, au sein de l'esclavage, tout son développement physique. Mais livré à lui-même, ce n'est pas au travail que le nègre emploierait la force et l'énergie qu'il semble puiser dans une atmosphère brûlante. Entre ses mains, la culture la plus florissante serait bien vite arrêtée et anéantie; l'émancipation de la race noire serait pour la Floride naissante, pour tous les autres états du sud, le signal d'une ruine complète et immédiate.

Telle est l'opinion bien arrêtée des planteurs sur l'application locale d'une question qui, prise dans sa généralité, préoccupe de nos jours les plus hautes intelligences, qui peut-être ne sera résolue que par la voie sanglante des armes. Avouons que les faits semblent parler en leur faveur. La détresse des colonies anglaises, obligées d'importer des cargaisons d'Indiens ou de prétendus engagés volontaires pour remplacer leurs anciens esclaves, est un rude avertissement pour les États-Unis. L'exemple de Saint-Domingue est peu propre à donner raison à ceux qui regardent la liberté comme devant être pour les nègres un stimulant au travail. Voyez cette île, qui colonie française fournissait du sucre au monde entier, aujourd'hui contrainte d'aller au dehors chercher cette même denrée; qu'est-elle devenue entre les mains des compagnons de Toussaint-Louverture? Ne citons qu'un seul fait. Pour obtenir des produits quelconques de ce sol si merveilleusement fécond, le gouvernement de cette république s'est vu contraint d'attacher les cultivateurs au sol, d'en faire des serfs. Bien plus, il a autorisé tous les officiers de l'armée, c'est-à-dire les propriétaires, à corriger leurs ouvriers *avec une canne de grosseur*

moyenne. Les nègres émancipés se replacent d'eux-mêmes sous la loi du bâton.

Il est fort beau sans doute de se livrer à des spéculations philantropiques, il est surtout aisé de tracer l'effroyable tableau de l'esclavage et de la dégradation qui en est la suite, d'écrire des pages pleines d'une sensibilité touchante sur la confraternité de tous les hommes. Reconnaissons pourtant avec bonne foi que la plupart des livres publiés sur ces matières portent un caractère évident d'exagération, pour ne pas dire plus. Tous les voyageurs qui sont allés juger par leurs propres yeux, sans avoir pris d'avance des engagemens par la publication prématurée de leurs opinions, sont d'accord sur ce point. A l'appui de ce qui précède, nous croyons devoir citer textuellement un passage emprunté à M. de Castelnau.

« Lorsque, arrivant d'Europe avec mes idées de liberté universelle, je vis pour la première fois des esclaves, je ne pus les regarder sans une vive pitié et sans me sentir profondément attristé de leur sort. Bientôt je les vis joyeux et paraissant heureux; et étonné, j'inscrivis sur mon journal : *L'esclave peut rire!* Un jour, à Richemont, j'appris qu'une vente d'esclaves allait avoir lieu. Je fus quelque temps indécis : un sentiment de curiosité me poussait vers le lieu de la scène, tandis que mes principes arrêtaient mes pas. Il me semblait que m'y rendre était en quelque sorte sanctionner par ma présence un sacrifice humain. Cependant, voyageur venu dans ce pays pour étudier ses institutions, je devais tout connaître, et je me rendis lentement au lieu indiqué. — Je vais donc voir un marché d'esclaves, me disais-je; de malheureux captifs nus, ou plutôt recouverts par le sang ruisselant des plaies causées par le fouet, vont se présenter à mes regards; il faut préparer mon esprit à un spectacle d'horreur, et déjà le cri de la mère à qui on enlève son enfant ne vient-il pas frapper mon oreille? La femme arrachée à son époux va se tordre dans les angoisses du désespoir, et tous, malgré leurs pleurs, seront vendus, vendus pour toujours, et leurs enfans vendus aussi! — Le marché était le magasin du commissaire-priseur; au milieu de la foule, quelques nègres bien mis causent et rient. — Les barbares! me disais-je; rire quand leurs semblables doivent éprouver des tortures si cruelles! — Mais j'attends en vain, les esclaves ne viennent pas, ou plutôt j'apprends que ce sont ceux-là même dont je viens de blâmer l'insensibilité! Un homme seul pleurait; lui au moins comprend sa position, et avec intérêt je lui demande la cause de ses

pleurs. — Maître, me dit-il, je n'ai été vendu que six cents dollars, et Jacques, qui est moins fort que moi, en a rapporté sept cents : je suis déshonoré. — Ma sensibilité se trouva singulièrement calmée, et depuis je vis vendre des milliers de nègres, mais sans avoir pu recouvrer une seconde fois mes idées philantropiques.

« Si, comme principe politique, ajoute M. de Castelnau, l'esclavage me semble blâmable, c'est bien plus par l'immoralité qu'il introduit nécessairement parmi les blancs, que par sympathie pour la race noire.... Bien que l'on puisse citer des exemples exceptionnels, cette race est une variété dégénérée de l'espèce humaine, dont l'immoralité est la nature, et chez qui les fonctions animales remplacent toutes les nobles conceptions de l'esprit. »

Nous serons moins sévère que M. de Castelnau. Sans doute la race nègre ou éthiopique est inférieure aux races blanche et rouge : à peine s'élève-t-elle au-dessus des malheureux Alfourous de la Polynésie, ces derniers représentans de notre espèce. C'est là un fait incontestable; soutenir le contraire, et s'appuyer pour combattre l'esclavage sur une égalité qui n'existe pas, c'est faire beau jeu par cette exagération même aux partisans de l'opinion que l'on attaque. Mais l'immoralité grossière, le dévergondage révoltant qu'on observe dans les colonies chez les individus de cette race, sont peut-être plus imputables à la conduite de leurs maîtres qu'à leur nature propre. Le nègre est une *monstruosité intellectuelle*, en prenant ici ce mot dans son acception scientifique. Pour la produire, la nature a employé les mêmes moyens que lorsqu'elle enfante ces *monstruosités physiques* dont nos cabinets renferment de nombreux exemples. Dans ces jeux de la nature, comme les nommaient les anciens, il n'y a pas eu interversion des lois de formation, ni mise en action de forces nouvelles. Non, il a suffi pour atteindre ce résultat, que certaines parties de l'être s'arrêtassent à un certain point de leur évolution, tandis que les autres parcouraient tous les degrés de leur développement normal. De là ces fœtus sans tête ou sans membres, ces enfans qui réalisent la fable du cyclope..... Eh bien! le nègre est un blanc dont le corps acquiert la forme définie de l'espèce, mais dont l'intelligence tout entière s'arrête en chemin. Voyez ce qui se passe aux États-Unis dans ces écoles où les enfans des trois races reçoivent le même enseignement. Jusqu'à l'âge de dix ou douze ans, le jeune nègre se montre l'égal du blanc et du Caraïbe; mais, à mesure qu'il avance en âge et que son corps devient celui d'un homme, son esprit reste enfant. Il y a dans son intelligence, comme

disent les physiologistes en parlant des organes, *arrêt de développement.*

Ainsi, homme fait au physique, le nègre n'est au moral qu'un enfant. De là cet amour du plaisir, cette horreur du travail, cette imprévoyance de l'avenir, cette tendance à employer la force brutale, ce respect involontaire qu'elle imprime. De là aussi cette cruauté irréfléchie qui le porte à tourmenter les êtres faibles, qui lui fait trouver un divertissement jusque dans les souffrances de ses camarades, et s'allie parfois avec une bonté toute naïve. Tous ces traits de caractère s'observent chez les enfans de la race blanche : chez eux, ils se modifient et s'effacent par les progrès de l'âge, par l'influence de l'éducation; ils persistent chez le nègre pendant toute sa vie. Joignez à cela maintenant l'influence des besoins impérieux qu'amène l'âge de puberté, celle des passions brûlantes qu'ils font naître, mettez au service de ces instincts naturels la force et les organes d'un adulte, et rien ne vous surprendra plus dans cette nature du nègre, assemblage assez confus de bonnes et de mauvaises qualités, que les partisans des deux opinions contraires nous semblent avoir exagérées outre mesure chacun dans son sens.

Peut-on espérer de voir jamais le nègre sortir de cet état d'infériorité? Un temps viendra-t-il où l'enfant devenu homme pourra marcher tête levée et traiter d'égal à égal avec le blanc? Cette régénération nous semble fort douteuse partout; elle est impossible aux États-Unis, dans les colonies. Les caractères de race sont quelque chose de stable et qui se perpétue, qui tend plutôt à déchoir qu'à se perfectionner. Voyez ce qui se passe chez ces animaux domestiques que nous modifions pour ainsi dire au gré de nos désirs? Pour en améliorer le type sauvage, pour amener leur corps et leur intelligence au plus haut point de perfection qu'ils puissent atteindre, nous sommes obligés d'apporter un soin minutieux dans le choix des individus destinés à propager l'espèce, de condamner les autres au célibat. De plus nous renouvelons à chaque instant leur sang appauvri par des croisemens appropriés. L'oubli de ces précautions amène en peu de temps une dégradation inévitable. Eh bien! malgré son intelligence supérieure, malgré cette ame dont il est fier à si juste titre, l'homme est soumis aux mêmes lois. L'abâtardissement de la grandesse espagnole suffirait pour le prouver, alors même qu'on manquerait d'autres exemples. Si donc nous voulions sérieusement améliorer une race humaine, il faudrait avoir recours aux deux moyens que nous venons de signaler. Or, le premier est évidemment im-

praticable; le proposer serait vouloir passer pour absurde. Le second nous semble impossible, du moins dans les contrées dont nous parlons. Le libertinage peut bien amener quelques croisemens isolés entre le maître et l'esclave; mais là où l'esclavage est détruit, comme l'a fort bien démontré M. de Tocqueville, une barrière insurmontable s'élève entre le nègre et le blanc. Nous ne croyons pas que la philantropie ait jamais décidé personne à la franchir. Wilberforce lui-même eût reculé sans doute devant l'obligation de prendre pour femme une négresse, et, à coup sûr, aucune des aimables patronesses de nos sociétés négrophiles ne consentirait à accepter un noir pour époux, ne voudrait donner le jour à de petits mulâtres. Dans toute l'Amérique du Nord, on ne peut espérer d'être plus heureux en s'adressant à la race rouge. Le guerrier, la femme caraïbe, éprouvent pour le nègre autant de dégoût que de mépris, et le *zamboë* ou métis de ces deux races y est presque inconnu.

Ce n'est donc point sur des rives étrangères que la race éthiopique peut espérer de se perfectionner; peut-être un jour trouvera-t-elle dans sa propre patrie les élémens de cette régénération. Sur le sol de l'Afrique vivent des hommes de même couleur, il est vrai, mais de races bien différentes. Tous les noirs ne sont pas des nègres, et les Gallas, les Abyssins, malgré la teinte foncée de leur peau, ne le cèdent peut-être sous aucun rapport aux races les plus blanches; chez eux, le développement du cœur et de l'esprit égale celui du corps, et peut-être n'attendent-ils que le contact de la civilisation européenne pour se placer à notre niveau. Les Caffres eux-mêmes, malgré leurs habitudes errantes, sont bien supérieurs aux nègres. Entre ces noirs et la race éthiopique, le préjugé de la couleur ne peut exister, et c'est en se mêlant aux peuples que nous venons de nommer que celle-ci pourra un jour se relever de l'état constant d'infériorité où la placent l'histoire aussi bien que l'anthropologie.

Si, dans l'état actuel des choses, le nègre est au blanc ce que l'enfant est à l'homme fait, quels rapports doivent donc s'établir entre les deux races lorsqu'elles viennent à se rencontrer? La réponse nous semble facile. Les peuples les plus civilisés sont précisément ceux où la génération parvenue au milieu de sa course s'occupe davantage des générations qui la suivent. Agir autrement envers ces fils qui doivent nous succéder un jour serait se rendre coupable envers eux, envers nous, envers la société tout entière. Sans direction, l'enfant se perd presque toujours; il n'ira pas de lui-même préparer son avenir par un travail présent qui le rebute; abandonné à ses pen-

chans, il n'est que trop enclin à tourner vers le mal jusqu'aux facultés les plus précieuses que lui départit la nature. L'homme fait lui doit l'instruction qui développe l'intelligence, l'éducation qui améliore le cœur. Pour que l'enfant se dirige sans s'égarer vers ce double but, ne faut-il pas qu'il subisse une certaine autorité? Y a-t-il dans cet empire de l'âge et de la raison sur la jeunesse et l'inexpérience quelque chose qui répugne à la conscience, et le contraire ne serait-il pas plutôt immoral? Eh bien! chaque fois que le blanc et le noir habiteront la même contrée, feront partie de la même société, des relations analogues doivent exister entre eux. Par la justice comme par la force des choses, la domination appartient au premier : c'est plus qu'un droit, c'est un devoir.

Est-ce à dire que nous prenions ici la défense de la traite, de l'esclavage? A Dieu ne plaise! Nul plus que nous n'a en horreur cet abus de la force brutale, cet appel aux passions sordides qui arrache des malheureux à leur patrie, qui pousse la mère à vendre sa fille, le fils à livrer son père à des fers que rien ne peut rompre. La possession absolue de l'esclave, ce droit de vie et de mort que s'arroge le maître, est à nos yeux une monstrueuse immoralité. Ce que nous refusons au père vis-à-vis de son fils, comment l'accorderions-nous au blanc pour en user contre le nègre? Les droits dont nous parlons sont d'une autre nature; l'exercice de ces droits entraîne des devoirs sacrés. Partout où les deux races se trouvent en contact, nous croyons que l'espèce de patronage dont il s'agit ici serait profitable également au blanc et au noir. Au-delà se trouve la tyrannie pour l'un, l'abrutissement pour l'autre, l'immoralité pour tous les deux.

Donc il faut détruire l'esclavage, et cela dans un intérêt commun; mais comment atteindre ce noble but sans compromettre à la fois la fortune, la vie des maîtres et l'avenir des affranchis? Bien des moyens ont été proposés : la plupart sont irréalisables; le plus mauvais de tous nous semble être l'émancipation en masse, qu'elle soit ou non précédée d'un noviciat. A son tour, M. de Castelnau propose une solution dont l'idée nous paraît ingénieuse. Il voudrait que le prix de chaque esclave fût fixé officiellement d'après le cours, puis que ce prix fût partagé en autant d'annuités, si on peut s'exprimer ainsi, qu'il y a de jours dans la semaine moins un. Ce jour réservé serait entièrement accordé à l'esclave pour exercer son industrie, et quand il aurait ramassé le montant d'une annuité, il pourrait forcer son maître à lui vendre un autre jour; ainsi de suite jusqu'à ce qu'il eût racheté la semaine entière, et par conséquent conquis sa liberté.

Cette manière de procéder réunirait évidemment de nombreux avantages; elle ne coûterait rien à l'état, et pourtant les fortunes particulières n'auraient à faire aucun sacrifice. Elle accoutumerait peu à peu le maître à traiter avec celui qu'il regardait comme sa propriété, et l'esclave à user sagement de l'indépendance. Le besoin de travailleurs ne se faisant sentir que petit à petit, on éviterait à la culture une crise dangereuse, et dont il lui serait peut-être impossible de se relever. Enfin les rapports des deux races ne s'établissant sur le pied de l'égalité que d'une manière insensible, les préjugés seraient respectés et on leur donnerait le temps de s'affaiblir, au lieu de les révolter en les choquant de front. Malheureusement la paresse innée du nègre sera, nous le craignons bien, un obstacle insurmontable à l'application d'une mesure si séduisante. De plus il nous semble probable que les nègres à demi émancipés, et soustraits par cela même à l'influence morale que les blancs exercent sur eux, ne tarderaient pas à en appeler à la violence pour s'emparer de ce reste de liberté qu'ils auraient encore à gagner par le travail.

Nous sommes, au reste, bien convaincu que le gouvernement de l'Union ne songera jamais sérieusement à détruire l'esclavage. Plusieurs états du nord l'ont, il est vrai, prohibé dans l'étendue de leur juridiction; mais ce n'a été qu'après s'être bien assurés que pour eux le travail des ouvriers libres était plus lucratif que celui des esclaves. Quant aux états du sud, ils s'opposeront toujours à toute mesure de ce genre. Leurs frères du nord et de l'ouest feront peut-être sonner bien haut les mots de religion et d'humanité; mais nous doutons fort qu'ils veuillent jamais tenter une expérience dont le contre-coup funeste se ferait sentir jusque chez eux. Ils savent que les trois cent mille balles de coton qu'ils échangent annuellement contre leurs cuirs, leurs céréales et leurs produits manufacturiers, coûteraient bien autrement cher s'ils essayaient de les tirer d'ailleurs que de la Virginie ou de la Floride. Or, qu'il soit presbytérien ou épiscopal, le citoyen des États-Unis commence toujours par calculer, et, digne fils de l'Angleterre, il ne permit jamais à la religion du Christ ou de l'humanité de l'emporter sur la religion de l'utile. La question reste donc tout entière. Heureux les Américains si le temps n'amène pas une solution sanglante, et si leurs provinces du sud ne deviennent pas un second Saint-Domingue. Cette catastrophe est possible; elle est cependant plus éloignée qu'on ne le pense généralement. Bien loin de gémir de leur esclavage, les nègres semblent en être fiers. Ce n'est qu'avec pitié qu'ils parlent d'un nègre libre. « Le malheu-

reux, disent-ils, il n'a pas de maître! » En présence d'une sujétion aussi complètement acceptée, on voit sans surprise les maîtres armer eux-mêmes leurs esclaves, et s'en faire une garde contre les sauvages. Il y a loin, on le voit, de cette confiante sécurité aux terreurs continuelles que M. de Tocqueville nous montre comme assiégeant sans cesse les planteurs du sud.

III.

A côté de la race noire, esclave ici comme partout ailleurs, vivent le blanc et le Caraïbe, tous deux libres et se disputant la possession du sol. Les premiers viennent presque tous d'Angleterre directement ou indirectement. L'Espagne semble avoir pressenti de bonne heure que la Floride devait lui échapper. Son gouvernement n'a jamais favorisé le développement de cette colonie, et, de nos jours, la race des premiers conquérans n'est plus représentée dans ce pays que par un petit nombre de familles fixées à Saint-Augustin. Quelques Français, chassés de leur patrie par les tourmentes politiques, ont trouvé un asile sur ces plages lointaines. Parmi eux, nous citerons un des fils de Murat, qui, né sur les marches du trône de Naples, a su accepter avec une véritable philosophie la position de simple planteur, et a changé le titre de prince contre celui de général de milice. A ces rares exceptions près, la population blanche de ces contrées est toute d'origine britannique. Mais l'Anglais de la Floride ne ressemble guère à ses ancêtres de la Grande-Bretagne. L'influence du climat s'exerçant sur plusieurs générations successives a profondément modifié le type primitif; en se rapprochant de l'équateur, la race anglaise a emprunté aux natures méridionales leurs traits les plus caractéristiques.

Le grand planteur floridien est vif, intelligent, généreux et hospitalier; malheureusement, élevé dans l'oisiveté la plus complète, il mêle à ces qualités des vices qui le dégradent, et le jeu, l'ivrognerie, se partagent ses loisirs. Habitué à exercer un pouvoir absolu sur tout ce qui l'entoure, la moindre opposition le met en fureur. Pour lui comme pour le Corse et l'Italien, l'injure la plus légère demande du sang. La vengeance semble être le premier de ses besoins, et dans ce pays où les lois sont sans force, où chacun porte constamment des armes, peu de jours se passent sans amener des scènes sanglantes. L'assassinat, fréquent en Floride, n'est presque jamais poursuivi. Parfois

deux planteurs ennemis se rencontrent dans la rue, et engagent publiquement un combat au pistolet et au poignard. Leurs amis, leurs esclaves, prennent part à la lutte, et si l'un d'eux est tué, l'assassin en est quitte pour se retirer pendant quelque temps sur ses terres, où nul n'oserait l'inquiéter.

Ces habitudes de violence prennent dans la classe inférieure un caractère de véritable férocité. Les *squatters*, dont Cooper nous a si pittoresquement décrit les habitudes errantes, passent leur vie dans les bois. Là, livrés à eux-mêmes, bravant les lois qui ne sauraient les atteindre, sans frein religieux qui les arrête, ils ne reconnaissent d'autre puissance que la force, d'autres plaisirs que l'assouvissement des plus brutales passions. Grands, robustes et comme remplis d'une énergie surabondante, ces hommes à peine civilisés semblent sans cesse tourmentés par le besoin de se battre. A chaque instant, leur conversation est interrompue par des cris de guerre empruntés aux Indiens. Souvent un jeune homme se rend à cheval sur la place du marché, et après s'être frappé les flancs avec les bras en imitant le chant du coq, il s'écrie : « Je suis un cheval, mais je défie qui que soit de me monter. » Il est bien rare que ce défi ne soit pas entendu, et, sans autre raison, commence une lutte où le bâton ferré, le poignard, le pistolet et le *rifle* ou longue carabine jouent un rôle actif et meurtrier. Le *squatter* vit habituellement du produit de sa chasse; tout au plus sème-t-il quelques poignées de maïs dans le premier champ venu, sans s'inquiéter en rien du propriétaire. Si celui-ci s'avise de réclamer, on lui répond par un coup de carabine. Élevés dans l'idée que les Indiens ont usurpé une terre qui leur appartient, les *squatters* sont toujours prêts à partir pour la chasse au sauvage, et pour eux comme pour les Caraïbes la chevelure enlevée à un ennemi vaincu est un trophée dont ils se parent avec orgueil.

Quand les Espagnols abordèrent dans ces contrées, ils y trouvèrent une population nombreuse dont les institutions et les mœurs annonçaient un degré assez avancé de civilisation. Partagés en nations distinctes, les indigènes vivaient sous l'autorité de chefs héréditaires. Ils reconnaissaient une caste guerrière dont les membres pouvaient seuls avoir plusieurs femmes. La polygamie était interdite au reste de la nation. L'adultère entraînait les peines les plus sévères, et, bien loin d'être réduites à l'état d'avilissement qu'on observe chez presque toutes les nations sauvages, les femmes pouvaient être revêtues des plus hautes fonctions. Lorsque Fernand de Soto arriva dans la province de *Cofaciqui*, il la trouva gouvernée par une jeune princesse

dont Garcilasso de la Véga fait à diverses reprises le plus grand éloge. Dans les guerres qui éclataient entre eux, les Floridiens faisaient des prisonniers qu'ils échangeaient plus tard ou réduisaient en esclavage. Ils ignoraient la coutume barbare et si générale parmi les Caraïbes, de faire périr dans les tourmens tout ennemi pris les armes à la main.

Ces peuples connaissaient quelques métaux et l'art de les travailler. L'extrémité des lances ou des flèches était souvent armée d'une pointe de cuivre. A la fois chasseurs et agriculteurs, ils avaient défriché de grandes étendues de terrain où ils cultivaient principalement le maïs. De véritables avenues d'arbres à fruits ornaient l'entrée de leurs villages et de leurs villes. Celles-ci étaient parfois considérables et protégées par un système régulier de fortifications. La ville de *Mauvila*, où la petite armée de Soto faillit être détruite, était entourée d'un mur épais formé de troncs d'arbres cimentés par un mélange de paille et d'argile. De cinquante en cinquante pas s'élevaient des tours crénelées, et deux portes seulement s'ouvraient dans la campagne. Ces premiers habitans de la Floride adoraient la lune et le soleil; chaque année, dans une cérémonie publique, les jeunes femmes consacraient leur premier-né à ce dernier astre. Leurs temples étaient de vastes édifices. Celui de Tolomaco, dont Garcilasso nous a laissé la description, avait cent pas de long sur quarante de large et une hauteur proportionnée; de fines nattes en joncs en formaient la toiture. Ces temples étaient à la fois des lieux de sépulture où se conservaient les corps embaumés des caciques, des trésors publics où l'on déposait les perles pêchées dans le golfe du Mexique, et des arsenaux remplis d'armes d'une grande richesse.

Ces anciens peuples de la Floride appartenaient sans doute à la race péruvienne. Garcilasso, ce descendant de la race royale des Incas, les appelle *ses compatriotes*. Contemporain de Soto, ayant connu personnellement plusieurs des compagnons de ce capitaine, et ayant eu lui-même occasion de voir des Floridiens, il ne leur eût pas donné ce titre, s'ils n'avaient appartenu à la grande famille des tribus péruviennes. Mais plus qu'aucune autre partie du monde, l'Amérique a été le théâtre de ces grandes invasions qui remplacent une population entière par une autre. Les Floridiens de Soto n'existent plus depuis long-temps, et au moins deux races distinctes leur ont succédé sur le même sol. La première, dont l'histoire et l'origine sont peu connues, formait encore au commencement du dernier

siècle plusieurs nations distinctes, dont les principales étaient les *Savannees*, les *Ogeeces*, les *Wapoos*, les *Icossans*, les *Yamassees*, les *Palikas*, etc. Vers la fin du XVIIe siècle, on vit pénétrer en Floride un peuple nouveau, les *Creeks*, qui bientôt régnèrent seuls sur ce territoire.

Les Creeks sont très probablement originaires de l'isthme de Panama. Leurs pères, disent-ils, habitaient une montagne d'où l'on voyait le soleil se lever et se coucher dans deux mers différentes. Chassés par les Espagnols, ils émigrèrent vers le nord-est, passèrent le Mississipi et firent long-temps partie de la confédération des Natchès. Après la destruction de cette tribu célèbre, les Creeks, craignant de tomber sous la domination des Français, émigrèrent de nouveau, et entrèrent en Floride. Remarquables par leur intrépidité, même au milieu des races sauvages, il soumirent par la force des armes la plupart des peuplades qui occupaient cette contrée, et, bien loin de les détruire après les avoir vaincues, ils les admirent dans leur sein sur le pied de l'égalité. Cette politique à la fois humaine et habile accrut rapidement leurs forces et dut aider puissamment à la rapidité de leurs conquêtes. Seuls les Yamassees rejetèrent toute espèce de propositions et opposèrent une résistance désespérée; battus dans plusieurs combats, ils furent refoulés jusque sur les bords de la rivière de Saint-Jean, et dans une bataille décisive ils périrent presque tous les armes à la main. Dans un de ses voyages solitaires, Bartram découvrit les tombeaux où furent ensevelis les derniers débris de cette tribu. Ils sont placés sur une colline que le fleuve entoure presque de toutes parts, et consistent en une trentaine de monticules peu élevés que des citroniers, des magnolias et des chênes verts couvrent d'une ombre épaisse et religieuse. Les vainqueurs s'étendirent chaque jour davantage, pénétrèrent en Georgie et formèrent le plan de réunir en une seule nation tous les Indiens de cette contrée. Ils furent arrêtés par les Cherokees et la belliqueuse tribu des Choctaws. Après bien des combats, les premiers se soumirent et entrèrent à titre d'alliés dans la confédération des Creeks : les Choctaws soutinrent la guerre et surent conserver leur indépendance et leur nationalité.

Les Creeks, maîtres de toute la Floride, se partagèrent en deux grandes divisions. Les Creeks inférieurs ou *Siminoles* occupèrent les parties les plus méridionales; les Creeks supérieurs ou *Muscogis* eurent en partage le nord de la province et une partie de la Georgie. Leur population s'accrut rapidement. A l'époque où Bartram visita

ce territoire, on y comptait un nombre considérable de villages et cinquante-cinq villes principales, chefs-lieux d'autant de tribus. Parmi ces petites capitales aujourd'hui détruites, il s'en trouvait où le nombre des habitans atteignait le chiffre de quinze cents à deux mille. Les édifices qui composaient ces grands établissemens n'étaient rien moins que de simples huttes. C'étaient de véritables maisons à deux étages, construites avec des troncs d'arbres faute de pierres, et bien supérieures aux *log-house* des colons anglais. Chacune d'elles avait son jardin où l'on récoltait quelques légumes; mais les terrains à maïs étaient ordinairement à quelque distance de la ville. Là chaque famille avait son champ, et, bien que les travaux de culture se fissent en commun, chacun recueillait et emmagasinait le grain venu sur sa portion de terre. Les chefs prélevaient seulement une certaine quantité de la récolte pour un grenier public destiné à parer aux besoins imprévus. Ce grenier était attenant à la chambre du conseil, vaste rotonde où les guerriers seuls avaient le droit d'entrer, et d'où les femmes étaient bannies sous peine de mort.

A certaines époques, les députés de toutes les peuplades s'assemblaient pour délibérer sur les intérêts généraux de la confédération. Lorsque le sujet de la réunion était de nature pacifique, on choisissait pour lieu de rendez-vous la ville d'*Apalachucla* située au confluent de la Flint et de la Chattaoutchi. Cette capitale était consacrée à la paix, et il était défendu d'y verser le sang humain. A quatre lieues au nord, sur les rives de la Chattaoutchi, se trouvait *Coweta*, la ville de sang. C'était là que se décidaient les grandes expéditions militaires et qu'on exécutait les criminels ou les prisonniers condamnés à mort à titre de représailles. Chaque tribu reconnaissait un chef suprême, décoré du titre de *mico* : à lui appartenait le gouvernement civil, l'administration du grenier public, le droit de convoquer et de présider le conseil, de recevoir les étrangers et les ambassadeurs. Après lui marchait le *grand chef des guerriers*, dont le pouvoir entièrement indépendant s'étendait sur toutes les affaires militaires. Ni l'un ni l'autre n'agissait jamais sans consulter le conseil des vieillards.

Les Creeks adoraient le *grand esprit*, et, comme les autres peuples de l'Amérique du Nord, croyaient aux *prairies bienheureuses*. Leurs mœurs étaient douces et pures. S'ils laissaient aux femmes seules les soins du ménage et le travail des champs, du moins ils les traitaient avec bonté, et un guerrier aurait cru se déshonorer en les frappant. Ils enlevaient la chevelure de l'ennemi tombé sous leurs coups, mais

jamais le prisonnier n'était lié au poteau des tortures. Il était seulement regardé comme esclave et partageait en cette qualité le travail des femmes. C'est ainsi que Bartram dit avoir vu un vieux chef de Muscogis servi par des Yamassees faits prisonniers pendant la lutte acharnée des deux peuples. Cette servitude tout individuelle ne se transmettait pas aux descendans : le fils de l'esclave était libre et membre de la tribu.

Telle était la nation des Creeks en 1778, avant d'avoir été décimée par les balles des *squatters* et démembrée par les actes du congrès américain. Les traits de cette esquisse rapide sont empruntés aux écrits d'un homme qui, pendant deux années entières, a vécu au milieu de ces peuples, recueillant et vérifiant par lui-même les témoignages des trafiquans établis dans ces contrées. On voit que cette race mexicaine, tout en empruntant quelque chose aux populations septentrionales, avait conservé ses caractères propres, et qu'elle possédait tous les élémens d'une civilisation plus avancée. Mais l'Anglo-Américain de nos jours semble s'être donné pour tâche de mener à fin l'œuvre de destruction commencée par les Cortez, les Pizare, les Almagro. A mesure que les États-Unis grandissent, la race caraïbe disparaît. A leur approche, les habitations vastes et commodes groupées en villages populeux font place aux huttes d'écorce perdues au milieu des bois; le feu mystique s'éteint et n'appelle plus les guerriers dans la salle du conseil; les nations, les peuplades se dispersent, et les individus isolés tombent sous le fusil des chasseurs, périssent de misère et de faim, ou traînent dans les villes une vie dégradée par des vices empruntés aux Européens. La puissante confédération des Creeks est aujourd'hui dissoute. Après une résistance héroïque, la plupart de ses tribus ont été déportées au-delà du Mississipi. Les Chattaoutchis eux-mêmes, qui de tout temps s'étaient montrés les fidèles alliés des Américains et avaient combattu à côté des planteurs contre leurs frères des forêts, ont été relégués en 1839 dans les déserts de l'Arkansas. Plus clairvoyantes, les tribus méridionales n'ont pas voulu croire aux promesses de ce gouvernement, qui se fait un jeu de violer ses plus sacrés engagemens; elles sont restées indépendantes, et, sous le nom de *Séminoles*, luttent encore avec l'énergie du désespoir contre la fatalité qui les poursuit en Floride comme dans l'isthme de Panama, comme sur les rives du Mississipi.

Les Séminoles ont conservé les traits distinctifs de leur race; ils ont le visage ovale, le nez saillant, les yeux bien fendus, les pommettes très proéminentes, la peau d'un rouge cuivré. Leurs femmes

sont moins maltraitées par la nature que celles des autres tribus, et quelques filles de chefs peuvent même passer pour jolies; mais cette fleur de beauté passe vite, et à vingt-cinq ans la jeune Séminole est entièrement flétrie. Les hommes sont en général grands et bien faits; presque tous ont la main remarquablement petite et douce. En temps de paix, leur costume se compose d'une chemise de toile ou de peau, de longs bas de cuir et de mokassins, quelquefois ils s'enveloppent d'une couverture pittoresquement drapée; mais aussitôt que le cri de guerre retentit dans les forêts, le guerrier dépose tous ces vêtemens et les remplace par des couleurs éclatantes qui dessinent sur son corps des emblèmes de mort. Pour combattre ses ennemis, il emploie encore les armes de ses ancêtres, les flèches et le tomahac. Il y joint la longue carabine et un couteau à scalper de fabrique anglaise, et parfois suspend à son bras gauche un bouclier en peau d'alligator parfaitement à l'épreuve des balles.

On trouve encore chez les Séminoles des traces de leurs anciennes institutions. Les vieillards et les chefs ont conservé leur empire. Ces derniers forment une espèce d'aristocratie héréditaire, et bien qu'un simple guerrier puisse, par son courage, s'élever à cette dignité, il n'a jamais autant d'influence que les chefs entourés du prestige de la naissance. Les lois sont en petit nombre, mais d'une application facile, et nul ne peut se soustraire à leurs arrêts. — Le meurtre, même involontaire, est puni de mort. Deux jeunes guerriers étant ensemble à la chasse, l'un d'eux eut le malheur de tuer son camarade par accident. Aussitôt il alla se livrer lui-même. Le conseil s'assembla, et prononça la peine du talion. Sans murmurer, le jeune homme vint s'agenouiller au milieu du cercle formé par ses juges, et le plus proche parent de son ami lui fracassa le crâne d'un coup de massue. — L'adultère est puni, comme chez les anciens Creeks, par la perte du nez et des oreilles. Le chef suprême des Chattaoutchis, le vieux Conchattemico, interrogé sur l'origine des blessures qui défiguraient son visage, réfléchit un instant, puis répondit : « Il y a long-temps, bien long-temps, quand j'étais jeune et fou, je fus surpris avec la femme d'un Indien; je fus mutilé. C'est la loi : c'est bien. »

Dans leur guerre actuelle contre les Américains, les Séminoles se montrent aussi féroces que le furent de tout temps les Hurons, les Iroquois, et les autres peuplades du nord. Chassés de leurs habitations, traqués comme des bêtes fauves, ils ont eu recours à de terribles représailles, et, dans leurs expéditions, ils n'épargnent plus ni l'âge ni le sexe; ils font périr leurs prisonniers dans les plus af-

freux tourmens. C'est à tort qu'on voudrait voir la preuve d'une férocité instinctive dans ces excès qu'explique, sans les justifier, un désespoir trop légitime. Tout blanc qui n'appartient pas à la nation persécutrice peut, comme autrefois, voyager en sûreté parmi ces derniers représentans des Creeks. En 1839, l'équipage d'un brick français, naufragé sur les côtes de la Floride, allait être massacré. Un jeune mousse fit le signe de la croix. Aussitôt les sauvages, convaincus que ces blancs n'étaient pas de race anglaise, les accueillirent et leur facilitèrent les moyens de gagner Saint-Augustin. Même dans la lutte désespérée qu'ils soutiennent contre les États-Unis, les Séminoles conservent une sorte d'esprit chevaleresque : ils rendent hommage à leur manière au courage de leurs ennemis. Lorsque le général Jackson eut vaincu les Mikasoukis, leur principal chef, Néomaltha, se rendit auprès de lui et le harangua en ces termes. « Tu es un guerrier; ceux qui t'ont précédé étaient de vieilles femmes; toi, tu es un grand chef. Fais-moi mourir dans les tourmens, car, si tu étais mon prisonnier, je voudrais voir jusqu'où va ton courage. » — Lorsqu'il apprit qu'on lui laissait la vie, il s'écria : — « Conduisez-moi loin, bien loin; car, ne pouvant plus combattre les blancs que j'exècre, je veux au moins ne plus les voir. » — Ce souhait du guerrier vaincu fut exaucé; on le transporta dans l'Arkansas, où il vit encore. Les États-Unis se montrent rarement aussi généreux envers les chefs séminoles qui se distinguent dans cette guerre. Presque tous ceux dont ils ont pu s'emparer sont morts dans les fers. Nous devons citer, entre autres, Oscéola, homme remarquable par son génie, qui avait conçu le projet de réunir sous une seule bannière toutes les tribus errantes au-delà du Mississipi, et de venir ensuite à la tête de cent mille guerriers balayer les établissemens fondés dans ces parages. Fait prisonnier par trahison, il fut enfermé dans un fort de l'Union, et mourut bientôt de chagrin.

La surface de la Floride, avons-nous dit plus haut, est de neuf mille lieues carrées; la population blanche et noire qui occupe cette province s'élève à peine à cinquante-quatre mille individus; c'est, on le voit, six habitans par lieue carrée. Eh bien! l'espace manque aux planteurs et aux *squatters*. Tout moyen leur est bon pour anéantir les quatre ou cinq mille Séminoles qui survivent à une guerre d'extermination. Bien loin de s'opposer à leurs efforts, l'Union les aide de toutes ses forces : elle prodigue hommes et trésors pour conquérir des marécages où ses propres sujets ne sauraient subsister. Il résulte des documens officiels que, depuis dix ans que dure cette guerre,

les États-Unis y ont dépensé 20 millions de dollars, ou 606 millions de francs; on estime qu'ils ont pris ou tué deux mille cinq cents sauvages. Ainsi chaque tête d'Indien leur revient à plus de 40,000 francs.

Si un jour, écrasés par le nombre et reconnaissant leur impuissance, les Séminoles demandent la paix, l'Union, nous n'en doutons pas, se hâtera généreusement de l'accorder, mais à la condition pour eux de s'expatrier, de rejoindre dans l'Arkansas les débris de leur ancienne confédération. Là ils retrouveront aussi les Chérokees, les Choctaws, toutes ces populations du sud, jadis nations puissantes, aujourd'hui faibles tribus, que le congrès entasse dans le *territoire indien*. L'Arkansas et l'Ouisconsins sont les deux colonies de déportation où l'Union dépose pour quelques années les Indiens qui l'embarrassent. Le Ouisconsins, destiné aux peuplades du nord, est une région de sept mille lieues carrées, reléguée derrière les rives glaciales du lac Michigan. L'Arkansas, situé au-delà du Mississipi, est borné au midi par le Texas, et son étendue est de treize mille lieues carrées environ. Voilà ce que les Indiens sont contraints d'accepter comme équivalent de plus de deux cent mille lieues carrées de terrain qui leur appartenaient. Il est vrai que plusieurs tribus ont reçu en outre des sommes d'argent; mais, pour montrer tout ce qu'il y a d'illusoire dans ces prétendues indemnités, il nous suffira de dire que les terres cultivées des Chérokees leur ont été payées moins de moitié du prix minimum fixé par le congrès pour la vente des terres publiques, et de tous les hommes rouges, les Chérokees ont été les mieux traités. D'ailleurs, l'Union ne renonce nullement aux terres qu'elle a l'air de donner en échange; les Indiens ne les reçoivent qu'à titre d'*occupans* et non de *propriétaires*. Quand ces malheureuses peuplades auront défriché l'Arkansas, quand la civilisation recommencera à s'introduire chez elles, le congrès réclamera le sol qu'il leur avait prêté, et leur proposera comme dédommagement de les transporter un peu plus loin, par exemple derrière les Montagnes Rocheuses.

Qu'on ne taxe pas d'exagération ces prédictions désolantes. Malheureusement le passé nous permet de prévoir l'avenir. Les Muscogis, les Chérokees, les Choctaws, avaient reconnu les avantages de la civilisation européenne bien long-temps avant de se trouver étreints par les établissemens. Ils avaient modifié leur gouvernement, adopté l'institution du jury, créé des écoles, fondé un journal qui s'imprimait à la fois en anglais et en indien. La bêche commençait à remplacer le tomahac dans la main des guerriers; ils s'adonnaient à la culture, et en 1835 les Choctaws envoyèrent au marché cinq cents

balles ou plus de cinquante mille kilogrammes de coton. Des traités solennels reconnaissaient l'existence de ces peuples comme nations indépendantes, et leur garantissaient leur territoire. Mais la population anglo-américaine est arrivée jusqu'à elles, précédée par ces aventuriers qui lui fraient la route; les établissemens des Indiens ont été détruits, leurs plantations ravagées, leurs arbres coupés, leur vie menacée. Au lieu d'en appeler à la guerre, ils se sont adressés aux états. Ceux-ci ont répondu par des décrets qui abolissaient leurs lois les plus fondamentales, détruisaient leur hiérarchie, les anéantissaient comme corps de nation, sans offrir au moins en revanche quelques garanties pour la fortune, pour la vie des individus. Alors ils ont eu recours au gouvernement central, et, dans une lettre admirable de noblesse et de simplicité, ils ont présenté au congrès leurs trop justes plaintes. Pour toute réparation, on leur a offert de les transporter dans l'Arkansas.

Le fait que nous rappelons ici n'est point un acte isolé. Il se lie à tout un système adopté par l'Union et suivi avec persévérance. Une loi a décidé qu'on ne tolérerait l'existence d'aucune nation indienne en-deçà du Mississipi. Un M. Bell a présenté au congrès un rapport où il cherche à démontrer que les indigènes n'ont aucun droit à la possession de ces terres qu'ils tiennent de leurs aïeux, et que les Anglo-Américains peuvent les en dépouiller en toute justice. Les conclusions de ce rapport ont été adoptées. En présence de cette négation audacieuse des plus imprescriptibles lois de la nature, on cherche sur quel principe s'appuient le gouvernement, la civilisation, qui proclament de telles doctrines. Et lorsqu'on songe qu'elles sont l'expression d'un sentiment à peu près unanime chez un peuple dont les mille sectes rivalisent de rigorisme; lorsqu'on voit en même temps l'incendie de Caboul, le massacre des prisonniers afghans commis au chant des psaumes par les enfans de la religieuse Angleterre; lorsqu'on se rappelle que l'Amérique méridionale a été dépeuplée par la catholique Espagne, et que la destruction des Péruviens commença au signal donné par un prêtre, on se demande avec douleur ce qu'est devenue dans les mains des hommes cette religion que son fondateur résumait en ces termes : *Aimez Dieu, aimez le prochain.*

Les hommes les plus éminens dont se glorifie l'Union américaine ont, il est vrai, protesté hautement contre ces abus de la force brutale. Irving a flétri dans ses écrits la conduite des pionniers. J. Q. Adams n'a pas craint d'accuser en plein congrès l'odieuse injustice des états

de Georgie et d'Alabama, ainsi que la connivence coupable du gouvernement central. Cet ancien président des États-Unis s'est toujours montré le digne successeur des Washington, des Jefferson. Comme eux, il était bien convaincu que, pour égaler l'Européen, le Caraïbe n'a besoin que d'exercer son intelligence; aussi cherchait-il à répandre parmi eux l'instruction en tout genre. Plus récemment, MM. Gallatin et Crawford, partageant pleinement cette manière de penser, ont essayé, à diverses reprises, d'attirer l'intérêt du congrès sur les peuples indigènes. Le dernier, dans un rapport remarquable, demandait que le gouvernement s'efforçât d'attirer dans le sein de l'Union, par tous les moyens possibles, la population indienne, « plus exempte de vices, disait-il, que celle que nous envoie l'Europe. » Enfin M. Everett demandait à la chambre des représentans de pourvoir à l'éducation des Indiens dans les arts agricoles et mécaniques, de les garantir du contact des marchands qui les volent et les corrompent, de les constituer en confédération sous la tutelle des États-Unis; mais ces quelques hommes d'élite ont vainement tenté de ramener leurs concitoyens aux sentimens de justice et d'humanité dignes d'une nation qui se dit civilisée. Les bills de M. Everett ont été repoussés : le rapport de M. Bell était passé à une immense majorité.

A une époque où le mot de philantropie se trouve dans toutes les bouches, où cette vertu est presque devenue une profession, nous voudrions pouvoir ajouter que les écrits des Crawford, des Everett, ont eu quelque retentissement en Europe. Nous serions surtout heureux de pouvoir placer les noms de quelques Français à la suite de ceux de Washington, de Jefferson, de Gallatin. Il n'en est rien malheureusement. M. de Castelnau excuse la conduite des États-Unis par la férocité des sauvages. Il oublie que la vengeance seule a poussé les Séminoles aux cruautés qu'il leur reproche; il oublie qu'on a vu ces barbares, au milieu même de l'ivresse du triomphe et de la vengeance, baisser leur tomahac à l'aspect d'un simple habit de quaker, et rendre ainsi hommage à ce que la tradition leur raconte des vertus de William Penn. M. de Tocqueville, ce peintre si énergique des horreurs de l'esclavage, ne trouve contre les destructeurs des Indiens que quelques lignes d'une froide ironie; il adopte pleinement une opinion chaque jour invoquée dans le congrès pour justifier les plus atroces persécutions. A ses yeux, les Caraïbes sont incivilisables, et il les proclame incapables de toute modification, de tout progrès, lui qui a rapporté en Europe un numéro du journal imprimé par les Chérokees

à New-Echota! Quant à M. Michel Chevalier, il dresse tranquillement le tableau statistique de la population indienne, en conclut avec le plus grand calme que la race caraïbe disparaîtra sous peu de l'Amérique septentrionale, et se console en observant qu'il en existera toujours des échantillons dans l'Amérique du Sud!

Ainsi, parce qu'on transporte d'Afrique dans les colonies quelques milliers de nègres qui ne font guère que changer d'esclavage, qui souvent échappent par la servitude à une mort cruelle, des voix éloquentes s'élèvent avec raison, nous sommes les premiers à le proclamer, contre ce trafic infâme; des sociétés se forment, des gouvernemens s'émeuvent, et l'Europe se coalise pour soutenir la cause de l'humanité. Mais en même temps on extermine une race tout entière : une nation puissante travaille sans relâche et d'un commun accord à cette œuvre d'anéantissement, et personne ne crie à la barbarie, pas un de ces hommes qui tressaillent au seul mot de *nègre*, ne sent le moins du monde s'émouvoir ses entrailles! Pourquoi cette différence? Les hommes rouges ne sont-ils pas nos frères aussi bien que les noirs? La race caraïbe, incontestablement supérieure à la race éthiopique, est-elle moins digne d'intérêt? Nul n'oserait répondre affirmativement. Malheureusement son existence ou sa destruction importe peu à la politique de ce pays où l'on ne peut frapper un cheval sous peine d'amende, où il est permis en revanche d'assommer un homme aux applaudissemens des parieurs. Aussitôt que l'Angleterre a cru pouvoir se passer d'esclaves, elle a voulu supprimer l'esclavage dans les colonies rivales : elle a proposé et obtenu dans ce but l'emploi de moyens qui lui assurent l'empire des mers. Un jour sa sollicitude s'étendra jusqu'à l'Indien. Ce sera quand sa digne fille, l'Union américaine, prête à planter son drapeau sur les côtes occidentales du Nouveau-Monde, menacera les marchands de l'Inde d'une concurrence redoutable. Oh! alors, on peut le prédire d'avance, la moderne Carthage sentira tout ce qu'il y a d'odieux dans la conduite des États-Unis envers les Peaux-Rouges. Ses écrivains prêcheront la croisade, ses lords organiseront des comités, ses ministres multiplieront les notes diplomatiques et armeront leurs vaisseaux. Mais il ne sera plus temps, et le dernier des Caraïbes sera tombé sous la balle de quelque *rifle* en maudissant cette race blanche qui semble prédestinée à dévorer toutes ses sœurs.

A. DE QUATREFAGES.

LA SOCIÉTÉ

ET

LE SOCIALISME.

La Statistique. — La Philosophie. — Le Roman.

Depuis quelque temps, il s'élève contre la société un concert de récriminations et d'anathèmes. Chaque jour, un champion nouveau lui adresse un défi, tantôt au nom des lettres, tantôt au nom de la science. De la civilisation actuelle, on ne veut voir que les défauts; on oublie les bienfaits qu'elle a répandus sur le monde. La manie de l'imitation empire encore cet état de choses, et la passion l'envenime. De là tant de lamentables calculs et de descriptions abjectes. A lire ce qui s'écrit, il semble vraiment que les efforts des générations, le travail des siècles, n'ont abouti qu'à transformer le globe que nous habitons en un vaste dépôt de mendicité ou une léproserie immonde.

Au fond de ces déclamations, un même sentiment se retrouve; il

s'agit d'alléger la responsabilité individuelle de tous les torts que l'on impute au régime social. Naguère on admettait que l'homme doit porter la peine de ses fautes; on veut aujourd'hui que ce soit la société. La société, voilà le grand coupable. Elle a pour mission de procurer aux êtres qu'elle régit un bonheur sans nuages et sans limites : quand elle y manque, il faut lui demander des comptes sévères. Ainsi les termes du programme sont renversés. Pour l'individu, plus de responsabilité; le devoir collectif a effacé le devoir personnel. L'homme n'est tenu à rien depuis que la société est mise en demeure de pourvoir à tout; c'est elle qui est chargée de toutes les invectives comme de toutes les réparations, et, par une singulière loi d'équilibre, on se montre d'autant plus exigeant d'un côté que l'on est plus accommodant de l'autre. On autorise la dépravation des élémens sociaux et l'on demande une société parfaite.

L'antiquité n'a pas commis une semblable méprise. Ce qu'elle a eu d'abord en vue, c'est l'homme : elle s'est adressée à la conscience individuelle plutôt qu'à la conscience sociale; elle a cherché une responsabilité effective, sérieuse, et non une responsabilité abstraite, illusoire. Les grands esprits, dans l'ordre philosophique et religieux, n'ont pas un instant hésité sur ce point; c'est sur l'éducation de l'individu qu'ils ont fondé le perfectionnement de l'espèce. Les formules les plus célèbres de l'éthique ancienne intéressent directement l'homme, le prennent à partie pour ainsi dire. Le *connais-toi* de Socrate, l'*abstiens-toi* d'Épitecte, sont des conseils de morale personnelle, des règles de conduite précises. Le christianisme, à son tour, parle au cœur humain d'une manière directe; il ne s'inquiète ni des torts de la civilisation, ni des imperfections de la société. Dans le schisme même, personne ne se paie d'une aussi mauvaise défaite. Pélage et Abélard, en exagérant le libre arbitre, Priestley en inclinant vers la loi de la nécessité, les antinoméens et les déterministes, le Koran empreint de tant de fatalisme, le dogme païen qu'assombrit l'expiation, tous les cultes comme tous les systèmes, proclament la responsabilité de l'homme, sans faire jamais au milieu dans lequel il vit une part trop grande, sans y puiser les élémens d'une justification aussi dangereuse que commode.

C'est là que se trouve la vérité, non ailleurs : tout autre point de vue laisse la passion sans frein, la conscience sans autorité. Aucune société ne résisterait à un régime où le sentiment du devoir personnel s'affaiblirait devant l'intervention d'on ne saurait dire quelle tutelle collective. La civilisation actuelle est le fruit de l'éducation

lente et successive de l'homme; la loi du devoir a élevé l'individu, et par conséquent l'association humaine. Sans doute, cette loi n'a jamais eu une application complète, et bien des infractions en altèrent la vertu. Il n'en est pas résulté, cela est vrai, des sociétés irréprochables; mais le bien qui s'est produit dans le cours des temps émane de ce mobile, et on ne saurait lui imputer le mal qui couvre encore la terre. L'imperfection de l'homme n'accuse que l'homme; pour qu'il atteigne l'idéal où il doit aspirer, il ne faut amoindrir ni sa liberté ni sa responsabilité. Il y a plus de respect pour la dignité de sa nature chez ceux qui consentent à le voir malheureux par sa faute et régénéré par l'épreuve d'un combat intérieur, que chez ceux qui lui arrangent un bonheur forcé, pour ainsi dire mécanique, obtenu sans effort, partant sans mérite. La part de l'individu doit être grande dans la direction que prend sa destinée. Si la société en fournit quelques élémens, il appartient à l'homme de se les approprier, de les dompter quand ils sont rebelles, de ne point en abuser quand ils sont favorables.

Dans la pratique, cette confusion est pleine de dangers; elle autorise une grande partialité envers les faiblesses et les crimes des individus. Le mal n'excite plus dès-lors de haines vigoureuses; on le regarde comme un produit fatal de la civilisation et excusable à ce titre. C'est ainsi que le sens moral s'affaiblit dans les classes élevées comme dans les classes inférieures. La chimère d'une perfectibilité exclusivement collective ne laisse pas aux vertus privées un rôle suffisamment digne et nécessaire; elle les traite comme une superfétation, presque comme un préjugé. Le bien peut s'accomplir sans cela; l'exercice en est facultatif et arbitraire. L'impulsion sociale couvre et transforme tout; le bon et le mauvais sont emportés, confondus dans une sorte de mouvement fatal et aveugle. Le vice a une excuse; la vertu n'a plus de sanction. Voilà où aboutit invinciblement tout système qui tend à justifier l'homme aux dépens de la société, et qui sacrifie des garanties réelles à des combinaisons imaginaires. On ne saurait plus évidemment quitter la proie pour courir après l'ombre.

Les censeurs systématiques de la société abondent tous, sciemment ou à leur insu, dans cette déception. En l'accusant outre mesure, ils tendent à la dégrader davantage; en la chargeant de toutes les iniquités, de toutes les misères, de toutes les douleurs d'ici-bas, ils nous préparent des douleurs, des misères, des iniquités plus grandes. Ils placent l'effort ailleurs qu'il ne faudrait, et, s'abusant

sur le symptôme, ils font prendre le change sur le remède. Pour colorer cette agression d'un prétexte spécieux, volontiers ils se retranchent derrière l'intérêt qu'inspirent les classes laborieuses et s'en déclarent les défenseurs. A ce titre, et comme cela arrive dans presque toutes les causes, on les voit briller aux dépens de la partie. Certes, aucun mandat n'est plus respectable que celui-là, quand il s'exerce dans la limite des réformes possibles et n'est pas un déguisement de la vanité. Rien au monde n'est plus digne d'attention que ces classes inférieures dont les jours s'écoulent dans un travail sans trève, jusqu'au repos de la tombe. Ce sont les bras de ces hommes qui procurent aux classes aisées des jouissances pleines de raffinemens, et il est, hélas! trop vrai que plusieurs de ces malheureux peuvent ressentir les atteintes de la faim près des gerbes qu'ils ont récoltées, manquer de vêtemens au milieu des riches tissus qu'ils ont ourdis. Le dénuement et la misère n'ont pas disparu d'ici-bas malgré l'influence de la civilisation : il y a encore plus d'une blessure à guérir, plus d'un besoin à satisfaire. A ce point de vue, la poursuite d'améliorations nouvelles est non-seulement légitime, mais encore obligée. Les cœurs y sont enchaînés, l'intérêt même le commande. Seulement, il ne faut pas imiter les enfans dont parle Plutarque, et essayer, comme eux, de sauter au-delà de notre ombre. La loi de l'humanité est d'aller en avant; mais c'est précisément parce que cette marche doit être longue, qu'elle ne doit point avoir le caractère d'un tour de force, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, d'une course au clocher.

La société a encore beaucoup à stipuler pour l'homme, cela est vrai, mais à la condition que l'homme ne s'abandonnera pas. Aucun effort d'ensemble ne pourrait l'élever ni à la grandeur morale, ni au bien-être physique, s'il n'y travaillait lui-même constamment et sans relâche. Ici encore la loi du devoir personnel est la seule qui soit féconde et intelligente. Dans l'état de tutelle où vivent quelques classes de la société, l'une de leurs plus grandes garanties est dans l'honneur et le désintéressement des classes qui disposent de l'empire. L'idéal de ce régime, où le plus grand nombre abdique au profit de quelques-uns, serait que le pouvoir s'exerçât un peu plus dans l'intérêt de ceux qui implicitement ou formellement le délèguent, et beaucoup moins pour le bénéfice particulier de ceux qui en sont investis. On parle de progrès social, celui-ci serait le plus urgent à réaliser. Plus de dévouement et de meilleurs modèles dans les rangs élevés, afin d'amener plus d'aisance et de répandre plus de

moralité dans les rangs inférieurs, voilà une formule plus courte et plus sérieuse que ne le sont les formules chimériques. Elle ne sera pas plus obéie que les autres, et peut-être faut-il en accuser ceux qui ont combattu, sous divers prétextes, l'autorité du devoir. L'égoïsme humain ne saurait capituler que devant une forte éducation de l'ame et un travail intérieur qui conduisent au détachement et à l'abnégation. Quelques ames d'élite ont seules une générosité instinctive; pour les autres, c'est le fruit du temps et de l'exemple. Il est triste de dire que l'école des grands dévouemens se perd et que celle du calcul personnel gagne chaque jour du terrain. On a rendu la bride aux penchans : ils vont où la nature les emporte.

Il est donc de l'honneur de l'écrivain de ne pas déserter la défense des classes inférieures : la déclamation a rendu le terrain difficile; mais on peut reprendre les choses où elles étaient avant les écarts de l'exagération et la fièvre des utopies. C'est une mission si sainte, qu'elle se relèvera sans peine du tort qu'on lui a fait et des déviations qu'on lui a imprimées. Quand on étudie le problème avec quelque maturité d'esprit, on y découvre une foule de détails par lesquels déjà le bien pourrait se réaliser. Il ne s'agit pas sans doute de métamorphose complète, de changement à vue; ces prétentions doivent être abandonnées aux rêveurs. Mais dans un coup d'œil rapide sur les souffrances sociales, peut-être est-il possible de ramener l'attention sur quelques données, sinon neuves, du moins utiles et inspirées par le plus simple bon sens. La misère, le vice et le crime, ces trois fléaux, semblent être pour long-temps les accessoires obligés de toute civilisation humaine. C'est le fruit des passions : les passions n'abdiquent pas. Il ne reste dès-lors qu'à chercher des remèdes partiels, des moyens d'atténuation, tout en faisant, comme l'on dit, la part du feu. Telle est la pensée de la récapitulation qui va suivre.

Avant de l'aborder, il est convenable pourtant d'écarter une accusation préliminaire qui a été souvent reproduite. On a dit et répété que la misère et le crime sont un produit fatal de la civilisation, destiné à s'accroître en raison directe de l'activité industrielle d'un peuple et des victoires que le génie humain remporte sur la nature. C'est là une erreur gratuite. Évidemment on déprécie le temps présent au profit du temps passé, et la difficulté des moyens de vérification donne des forces à cette méprise. En effet, les élémens historiques manquent lorsqu'on veut examiner avec quelque précision ce qu'était, dans les siècles antérieurs, la condition des classes infé-

rieures. La statistique est une science toute moderne; on en abuse aujourd'hui, on n'en usait pas assez autrefois; on veut tout prouver actuellement avec les chiffres, jadis personne ne songeait à cette preuve. Diverses raisons, soit politiques, soit administratives, s'opposaient d'ailleurs à ce que des calculs pussent être invoqués avec suite et avec autorité. La diversité du régime provincial troublait l'unité des documens, et la censure royale en restreignait forcément l'usage. De là une lacune inévitable dans l'histoire économique du pays et une brèche ouverte aux amateurs d'hypothèses.

Cependant, à l'aide de l'observation la plus superficielle, on peut suppléer à l'absence des documens et s'assurer que la misère, loin de grandir avec la civilisation, tend au contraire à diminuer devant une aisance chaque jour accrue et les issues nouvelles que se fraie le travail. Il serait trop douloureux de penser que le progrès social, cette idole du temps, ressemble à ces divinités indiennes qui ne marchent vers le temple qu'en écrasant à chaque pas, sous les roues de leur char, un plus grand nombre de victimes. Cela n'est point; les sociétés modernes ont été calomniées; elles sont au-dessus des sociétés anciennes, comme intelligence, comme bien-être. Si, par misère, on entend ce mal moral qui se traduit au dehors par des exigences inquiètes, une soif immodérée de jouissances et les appels d'une ambition déréglée, oui, certes, notre époque est en proie à cette misère, et les classes ouvrières ne sont pas les seules qui s'en trouvent atteintes. Chez elles, comme dans toute la hiérarchie de la société, se manifestent ces prétentions à l'empire, inévitables dans un temps où tout le monde veut commander et où personne ne se résigne à obéir. Quand de toutes parts chacun semble malheureux de sa position et cherche à se faire une meilleure place, pourquoi les classes laborieuses n'éprouveraient-elles pas le même vertige? Telle est la misère du temps, et au milieu des flatteries dont ils sont l'objet, il est surprenant que les ouvriers ne s'en soient pas ressentis d'une manière plus profonde. Mais si par misère on entend ce mal physique qui se manifeste par des habitudes dégradées et la privation des premières nécessités de la vie, non, il n'est pas exact de dire que notre siècle est, sous ce rapport, plus mal partagé que les siècles antérieurs : c'est le contraire qui est vrai.

Il suffit, pour s'en assurer, de jeter un coup d'œil sur les annales des générations humaines. Certes, comme dépravation, l'antiquité a laissé loin d'elle les temps modernes. Fondé sur les sens, le paganisme avait dû faire aux sens une part très ample, et c'est l'un des

cultes qui ont osé élever la prostitution à la hauteur d'un rite religieux. Les lupercales, les bacchanales, les mystères de la bonne déesse, n'étaient autre chose qu'une débauche organisée et s'exerçant, sous l'œil des prêtres, avec un débordement périodique. Plus près de nous, divers schismes scandalisèrent l'église par d'étranges déréglemens. Carpocrate et Prodicus en donnèrent l'exemple dans les premiers siècles de notre ère, et après eux des sectes nombreuses, comme les Picards, les Vaudois, les frères de l'esprit libre, les dulcinistes, les fossariens, les multiplians, les florians, dont parle Philastre, ne craignirent pas de couvrir leurs dissolutions du voile d'un fanatisme pieux. Les turlupins allèrent plus loin encore; ils eurent des grandes prêtresses et parodièrent les écarts de l'idolâtrie. Ainsi la débauche avait pris asile à côté du sanctuaire d'une manière ouverte, profanation qui a été épargnée à notre temps. Les ravages qu'elle faisait dans les autres classes n'étaient pas moindres. Une sorte de magistrature burlesque avait été imposée, dans le moyen-âge, à la prostitution, et le roi des ribauds n'eût pas échangé son sceptre effronté pour une souveraineté plus décente. Les usages de l'époque autorisaient cette licence, et la langue même, telle qu'on la retrouve dans Rabelais, trahit cette liberté des mœurs par la liberté de l'expression. Les siècles suivans ne dérogèrent point, et il suffit de citer le règne de Louis XV pour donner la mesure du déréglement où étaient arrivés nos pères. En ce genre, il sera difficile de les surpasser.

Voilà pour la licence des mœurs. Quant à la misère des classes nombreuses, il faut se souvenir de ce qu'étaient les ilotes et les prolétaires dans le monde ancien. L'esclavage ajoutait encore à ces douleurs un chapitre dont chaque jour les pages s'effacent. Dans l'ère moderne, ce fut la féodalité qui se chargea de reproduire sous une autre forme les servitudes du régime romain. On parle de l'assujétissement dans lequel les maîtres peuvent tenir les ouvriers; mais que l'on compare ce joug à celui du vasselage d'autrefois, plein de brutalités et de caprices, ne respectant ni la liberté ni la dignité de l'homme, disposant de lui comme d'une machine, et ne lui laissant pas même la jouissance des fruits de son travail! Qui voudrait aujourd'hui, même parmi les plus malheureux journaliers, retourner à cette condition qui faisait du serf une sorte de propriété mobilière? Au lieu de regarder toujours en avant de soi, que l'on jette plus souvent un coup d'œil en arrière : on y puisera, en contemplant le chemin parcouru, la patience nécessaire pour achever l'étape labo-

rieuse qui nous est assignée. Toute génération a eu un contingent de peines et de joies; notre lot est meilleur que celui de nos aïeux, et nous préparons à nos enfans, il faut l'espérer du moins, une existence plus prospère que la nôtre. En fait de misère, qui en a plus essuyé que les populations du moyen-âge, en butte à des famines incessantes, décimées par la guerre, foulées par les partis armés, ravagées par la peste, ruinées par les exactions arbitraires? Un membre de l'Institut, M. Berryat de Saint-Prix, a dernièrement tracé un tableau animé et consciencieux de cette situation trop peu connue. Même plus près de nous, et dans ce que l'on nomme le grand siècle, on voit éclater des plaintes que l'histoire officielle ne mentionne pas. Derrière le luxe de Louis XIV se cachent les privations de tout un peuple. Un seul homme a osé élever la voix, c'est Vauban : aussi, malgré ses services, mourut-il dans la disgrace du souverain. Vauban avait le cœur aussi grand que le génie : quand il se fut assuré du mal, il ne craignit pas de le dévoiler. Dans un passage du *Projet de dîme royale*, Vauban constate que la classe des privilégiés se réduisait de son temps à dix mille familles opulentes ou aisées sur vingt-deux millions d'ames! Un autre écrivain de ce règne, Boisguilbert, aussi judicieux et aussi sincère que Vauban, confirme la triste statistique de ce dernier et ajoute : « Bien que la magnificence et l'abondance soient extrêmes en France, comme ce n'est qu'en quelques particuliers et que la plus grande partie est dans la dernière indigence, cela ne peut compenser la perte que fait l'état pour le grand nombre (1). » Si la misère a sévi sous un roi comme Louis XIV et avec un ministre tel que Colbert, au milieu du silence des factions et de la sécurité intérieure, qu'on juge de ce qu'elle devait être quand le pays était mis au pillage par des mercenaires ou envahi par la soldatesque ennemie. Certes, la matière de tableaux larmoyans abondait dans ces périodes fécondes en calamités; il ne leur a manqué qu'une chose, des statisticiens.

L'amélioration du sort des classes laborieuses est donc un fait qui ressort du moindre rapprochement historique. On peut même, dans les témoignages contemporains, en découvrir la marche et en constater le mouvement. L'un des plus judicieux et des plus consciencieux observateurs des phénomènes industriels, M. le docteur Villermé, a recueilli à ce sujet, dans les manufactures, des aveux précieux de la part des plus vieux ouvriers, de ceux qui, ayant vécu sous deux

(1) *Détail de la France sous Louis XIV.*

régimes, ont pu faire l'expérience personnelle de l'un et de l'autre. Tous ils avouent que leur classe est aujourd'hui mieux logée, mieux meublée, mieux vêtue. Le drap dans les habillemens a remplacé la grosse toile. On rencontre moins qu'autrefois des pieds et des jambes nus; les sabots deviennent rares, les souliers les ont remplacés. Quand arrive un jour de fête, cette population des ateliers se confond par sa mise avec la classe bourgeoise, et semble en être une variété. L'alimentation est plus substantielle et plus abondante; enfin, et c'est là une preuve décisive, la vie moyenne s'est accrue, et, dans l'intervalle d'un demi-siècle, on l'a vue s'élever de trente-cinq à quarante ans. On peut ajouter à ces divers indices le succès des caisses d'épargne et les réserves considérables qu'elles assurent désormais à l'ouvrier. Plus on ira, plus la situation de cette intéressante classe se dépouillera de ce qu'elle peut avoir de précaire. Avec l'aisance viendront la dignité, l'esprit d'ordre et de conduite, la tempérance, la régularité des mœurs. Le bien engendre le bien, comme le mal engendre le mal. Déjà cette amélioration graduelle serait plus sensible et plus manifeste, si, dans la voie du bien-être, les besoins ne s'accroissaient pas toujours en raison des jouissances, et si toute satisfaction n'était pas immédiatement suivie d'un désir nouveau. Que d'objets, autrefois de luxe, sont devenus pour l'ouvrier des objets de première nécessité! que de raffinemens auxquels jamais il n'aurait cru atteindre, et qui sont aujourd'hui à sa portée! Cependant cela ne suffit pas, car il est dans l'essence de l'homme d'aspirer toujours à plus qu'il ne possède. De là cette plainte éternelle qui ne cessera qu'avec l'humanité, et qui est aussi vieille que le monde.

Sous bien des rapports, les sociétés antérieures étaient donc en arrière de la société actuelle; c'est un fait désormais hors de doute. Il y a eu dans le cours des siècles une suite d'acquisitions lentes et précieuses qui composent le lot de notre temps. Les civilisations se forment comme les terrains d'alluvion; chaque âge y contribue et laisse plus qu'il n'a reçu. L'homme s'est ainsi ennobli de deux manières, moralement par une éducation chaque jour plus répandue, matériellement par un bien-être qui sans cesse tend à s'accroître. Le pouvoir, concentré d'abord dans quelques mains, s'est disséminé de manière à intéresser la classe moyenne admise à en régler l'exercice. Évidemment ce sont là des progrès, et, à ce spectacle, toute imputation de décadence tombe d'elle-même.

Le rôle du passé étant ainsi déterminé, il ne reste plus qu'à compter avec l'époque actuelle. En le faisant, il importe de se séparer de

l'école de l'exagération et de s'étudier à en éviter les données et le langage. Quand on traite aujourd'hui de semblables matières, on ne saurait y apporter ni trop de sagesse ni trop de sang-froid. La défense des classes laborieuses ne peut pas, ne doit pas être délaissée, quoique des amis dangereux l'aient singulièrement compromise. Seulement il devient essentiel d'émettre des réserves très explicites et d'assigner à ces questions des limites précises et raisonnables. Les choses en sont là que, pour être écouté, la plus stricte modération est désormais nécessaire. Aussi ne sera-t-il fait ici aucune concession ni à l'utopie, ni au roman, ni même à la statistique : les améliorations lointaines font toujours du tort aux améliorations prochaines, et il y a du bénéfice à se tenir en garde contre des chimères. Cette réserve exprimée, on peut se demander où en est notre siècle pour ces trois plaies sociales, le vice, le crime et la misère, qui rongent surtout les couches inférieures de la société. Est-il quelques mesures immédiates à prendre, quelques topiques certains que l'on puisse appliquer à de tels maux? Pour rappeler une expression devenue célèbre, y a-t-il à ce sujet quelque chose à faire? Ce sont là des questions dignes de quelque intérêt.

Quand on parle du vice, la prostitution se présente en première ligne : c'est de toutes les plaies sociales celle qui affecte le plus douloureusement la pensée et qui porte aux mœurs l'atteinte la plus profonde. Un écrivain spécial (1) a rendu au public le triste service de l'initier aux mystères et aux souffrances de cette vie d'abjection. Les détails de cette déplorable statistique sont connus, trop connus peut-être. Une seule chose peut consoler d'un aussi affligeant tableau, c'est que la société ne pousse personne dans ce monde de la dépravation. Les chutes y sont, à peu d'exceptions près, volontaires; elles ne doivent être imputées qu'aux mauvais penchans de la victime ou aux séductions de ces odieuses créatures qui spéculent sur le déshonneur. Peut-être cette question de la prostitution n'a-t-elle jamais été envisagée avec assez de rigueur. On admet trop facilement que c'est un fléau nécessaire, et que le seul devoir de l'autorité est d'en régler, pour ainsi dire, l'exercice. On la montre comme régnant sur toute la surface du globe, à l'ombre d'une tolérance universelle. Lutter contre elle semble une entreprise pleine de dangers; on aime mieux lui donner une organisation savante, la cantonner, faire des sacrifices réguliers à ce minotaure. Ce système, que l'on croit inattaquable,

(1) *De la Prostitution dans la ville de Paris*, par M. Parent-Duchâtelet.

est précisément ce qui prêterait le plus à une discussion. Il n'est pas vrai d'abord que la prostitution soit partout tolérée et autorisée; elle ne l'est pas dans les pays musulmans ni dans plusieurs villes de la Suisse, où aucun inconvénient ne résulte de cet état de choses. Sans doute, il est difficile de combattre le concubinage et les liaisons irrégulières; mais si l'action publique est impuissante pour la répression des vices, si elle ne peut imposer aux citoyens ni la continence, ni la réserve, elle n'est pas tenue à organiser le déréglement et à donner des garanties au désordre.

Le régime suivi actuellement a un autre écueil bien plus grave, celui d'autoriser l'exploitation en matière de débauche. La police accorde en effet une sorte de sanction à ce trafic abject qui se pratique dans les maisons de tolérance. Elle les classe et les patente, elle leur reconnaît une vie presque légale. Quoi de plus dangereux, et quelle prime donnée au pervertissement! Ce sont là autant de foyers de séduction que l'on crée, autant d'écoles d'infamie. L'établissement une fois fondé, il faut qu'il marche, qu'il se recrute, et aucun moyen ne répugne aux créatures qui président à ces spéculations. Liées par un contrat léonin, les victimes se débattent en vain sous cette horrible étreinte; elles doivent tout à l'entreprise, leur santé, leur pudeur, leur temps; l'entreprise ne leur doit que le vêtement et la nourriture. Contrat odieux! et la police lui donne une sorte de valeur en brevetant l'exploitation! Vraiment, c'est trop de condescendance. Que la prostitution directe soit soufferte, puisqu'on ne peut l'empêcher, et que les natures vicieuses disposent d'elles-mêmes; mais qu'on abolisse la prostitution indirecte, la prostitution en commandite, collective et enrégimentée. On dira que l'usage a consacré cet abus; mais l'usage maintenait aussi les jeux publics, et pourtant ils ont disparu sans inconvénient réel et au grand avantage de la moralité publique. Dans l'un et dans l'autre cas, l'objection la plus sérieuse a été la crainte de sortir de la notoriété pour entrer dans la clandestinité, et de voir des maisons dangereuses et ignorées de la police remplacer des maisons assujéties à une surveillance assidue. Quant aux jeux publics, l'expérience a prouvé que cette appréhension est chimérique : pourquoi n'en serait-il pas de même pour la prostitution? D'ailleurs, c'est là un risque que l'on peut courir en tout état de cause : quand le vice aurait moins de sécurité, la morale n'y perdrait rien.

Si de la région du vice on passe dans celle du crime, on y rencontre cette écume sociale, déshonneur de la civilisation et fléau des

grandes villes (1). Au premier rang figure la série innombrable des escrocs et des filous, déprédateurs redoutables et tacticiens consommés; puis vient la classe qui ne se fie pas seulement à l'adresse pour la perpétration du vol, et qui va jusqu'à l'effusion du sang. Les forçats et les réclusionnaires libérés sont presque toujours les auteurs de ces meurtres qui ne s'exécutent pas isolément, mais en participation pour ainsi dire. Chaque bande a un chef, des éclaireurs, des recéleurs, enfin toute une organisation mystérieuse et une hiérarchie régulière. Le partage du butin se fait avec une conscience qui étonne de la part de pareilles gens. Des cafés, des magasins de vins, des cabarets, connus de la police et objets d'une surveillance particulière, sont les points où ces malfaiteurs se donnent rendez-vous pour préparer leurs attentats. Un vol est considéré comme une affaire que l'on propose, que l'on négocie, et dans laquelle une prime est réservée à celui qui en fournit l'idée et le plan. Une fois en campagne, la bande prend des dispositions pour déjouer les embûches qu'on pourrait lui tendre et se mettre à l'abri des surprises. Chacun a un poste assigné, une fonction, une consigne, et, en cas d'alerte, la troupe entière se réunit pour opposer plus de résistance ou se retirer en meilleur ordre. Ce sont de véritables campagnes entreprises contre la société, et dans lesquelles la stratégie et la tactique jouent un rôle essentiel. L'art du vol a, comme l'art de la guerre, de grands capitaines et des généraux illustres. C'est ordinairement la voix du bagne qui confère ces hauts grades, et cette investiture est rarement méconnue au dehors.

Dans cette organisation savante du crime, il y a quelque chose qui étonne, c'est qu'on ne puisse pas prévenir des actes préparés dans des lieux publics et d'une manière aussi peu mystérieuse. Latéralement à ces bandes de malfaiteurs, la police entretient, avec une judicieuse vigilance, des brigades de surveillans qui, au moyen de certaines affinités et de la connaissance de l'argot en usage parmi les criminels, peuvent suivre jour par jour, presque heure par heure, les habitudes, les moyens d'existence, les projets, les démarches de cette population dépravée. Depuis le *garni* infect dans lequel il s'abrite le soir, jusqu'à la taverne qu'il fréquente, on peut épier le libéré, observer quelles relations il entretient, deviner quels desseins il nourrit. Quand un attentat se commet, il est rare que la police ne mette pas sur-le-champ la main sur les coupables; des indices cer-

(1) *Des Classes dangereuses de la Société*, par M. Frégier.

tains la guident, et elle agit. Rien de mieux que cette rapidité dans la répression; c'est déjà une garantie précieuse pour la sécurité publique. Cependant serait-il impossible d'obtenir ce résultat par des mesures préventives, et d'empêcher l'exécution du crime en intervenant à propos? Si la loi n'autorise pas l'arbitraire, même vis-à-vis des hommes qui conspirent contre la société, la police, sans sortir du cercle légal, a des moyens d'action sur les chefs de bandes, sur les malfaiteurs les plus audacieux. Ils sont, en leur qualité de libérés, soumis aux servitudes de la surveillance, et comme tels ils peuvent être exilés des résidences où ils deviennent trop dangereux. Peut-être serait-il convenable aussi d'emprunter à la police de Londres quelques détails d'organisation d'une efficacité éprouvée. Les combinaisons y sont en général prises dans le sens préventif; on y voit l'intention arrêtée d'apporter des obstacles aux délits et aux crimes. Il est vrai que, chez nos voisins, ce service est établi sur la plus grande échelle, et qu'il emploie un personnel imposant; mais pour tout ce qui touche à la sécurité et à la moralité publiques, il faut savoir se défendre de mesures incomplètes et d'économies mal entendues. Nul argent ne saurait être mieux placé que celui-là, et ce que l'on ajoute à la surveillance est autant d'épargné au budget des prisons et aux allocations pénitentiaires.

C'est vers ce dernier point que l'on doit surtout appeler l'esprit de réforme. Depuis que le régime des bagnes et des maisons de détention a été amélioré, ce séjour n'inspire plus au malfaiteur ni répugnance, ni crainte. L'emprisonnement a perdu tout caractère d'intimidation : on le considère comme une halte dans le crime. Dans cette enceinte où fermentent tant d'immoralités, s'ourdissent des complots qui éclateront à l'expiration de la peine. On y aiguise le poignard qui accomplira un nouveau meurtre, on y tient école des moyens d'effraction et d'escalade qui accompagneront les attentats contre les propriétés et contre les personnes. Là se forment ces bandes qui deviennent si redoutables au dehors, ces associations qui constituent une sorte de compagnonnage pour l'assassinat et le vol. Isolées, ces natures seraient dangereuses, et l'on ne craint pas de doubler, en les mettant en contact, leur puissance pour le mal. Ces êtres dépravés ressemblaient à des tirailleurs épars : en les renfermant ensemble, on en fait une armée compacte et disciplinée. Évidemment c'est dans ce système que la criminalité actuelle puise sa principale énergie. Dès qu'un homme a passé dans une maison de détention, sous les yeux et dans la sphère d'influence des meneurs

de la phalange pénitentiaire, il est désormais acquis à une conjuration éternelle contre l'ordre légal; il rompt avec la société pour entrer dans un monde à part et s'y élever, d'échelon en échelon, jusqu'à l'échafaud. Ce malheureux, une fois entré dans un milieu corrompu, n'aura plus ni la vertu ni la force d'en conjurer les atteintes; la contagion le gagnera, il s'initiera aux beautés de l'argot à l'usage des malfaiteurs; il entendra chaque jour les récits édifians des héros du crime, saura comment ils conduisent leurs opérations, quelles ruses ils emploient pour déjouer la surveillance, quels complices ils rencontrent, quels lieux ils fréquentent. Triste, mais inévitable éducation contre laquelle peu de condamnés savent se défendre, et dont les résultats se manifestent clairement dans les tableaux des récidives!

A cette situation fâcheuse il n'est qu'un seul remède, c'est l'isolement. On a, dans ces derniers temps, compromis cette mesure par des applications politiques. C'est une faute; il fallait conserver à l'emprisonnement solitaire le caractère qui lui appartient, et en faire exclusivement une arme contre les malfaiteurs. De l'avis des esprits les plus éclairés et des observateurs les plus réfléchis, nul moyen n'est plus efficace pour nettoyer les étables du crime. La détention, comme on l'entend, comme on la pratique aujourd'hui, est un complot incessant contre la société. Elle engendre plus d'attentats qu'elle n'en punit, et ressemble moins à une expiation qu'à une menace. Tant que les détenus auront entre eux des communications quotidiennes, il en sera ainsi. Se voir et se parler, pour des criminels, c'est conspirer, c'est s'affermir dans la dépravation. La prison renvoie toujours un homme plus vicieux qu'elle ne l'a reçu; les plus mauvaises natures y donnent le ton et s'y exaltent par le frottement. Il faut donc séparer, isoler les détenus; tout l'indique. C'est le seul moyen de dissoudre les associations souterraines, de faire tomber en désuétude la langue des bagnes et des maisons centrales. Entre des hommes qui ne se seront jamais aperçus, point de conjuration possible, point de pacte secret. Le libéré ne trouvera plus, en quittant la chiourme, des complices pour persévérer dans le mal, des railleurs pour le détourner du bien : il sera livré à ses instincts et à ses penchans. La réclusion cellulaire, la séparation rigoureuse des détenus, auront seules la vertu d'opérer cette dispersion de l'élément pénitentiaire que chaque jour la prison et le bagne versent dans la société. Vainement essaie-t-on d'y substituer des combinaisons ingénieuses qui laissent subsister pour les hôtes de la même maison de détention la complicité de la vue, du geste et de la parole. Pour

être efficace, l'isolement doit être complet et le séquestre absolu. Mettre les détenus en présence dans les ateliers, et leur imposer la loi du silence, a le double inconvénient de créer une contrainte odieuse et illusoire, et de maintenir tous les mauvais effets des communications actuelles. Si l'on veut sérieusement changer de régime, il convient d'écarter les malentendus et les fictions.

Divers reproches ont été faits à la mesure de l'isolement systématique. Cette peine est, dit-on, un épouvantail pour le criminel : elle jette dans un sombre abattement les hommes qui supportaient avec le plus d'insouciance les fatigues des bagnes et les travaux des maisons centrales; ils ont peur du silence et de l'oubli, ils ne peuvent s'habituer à la perspective de cette tombe anticipée. Jusqu'ici l'objection n'est pas sérieuse; elle prouve seulement que la peine a une sanction, qu'elle inspire une terreur salutaire. L'emprisonnement en commun n'intimidait pas, l'emprisonnement solitaire intimide; c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de ce dernier moyen de répression, et, dans la bouche des intéressés, cet éloge a plus de valeur encore. Il est vrai qu'on accuse en outre l'isolement d'exercer une action funeste sur la santé et sur la raison des détenus, d'accroître la moyenne de la mortalité pénitentiaire, et surtout d'engendrer de nombreux cas de folie et d'hébêtement. A l'appui de ce grief, la statistique expose des calculs victorieux que détruisent les calculs non moins concluans de la statistique opposée. Cette science est coutumière de ces luttes : il faut s'en servir avec prudence, comme d'une arme à deux tranchans. En admettant même comme vrai un fait suspect, quand il serait aussi prouvé qu'il l'est peu que la vie cellulaire est moins favorable au condamné que la vie en commun, il faudrait encore mettre en balance d'un côté l'intérêt social tout entier, de l'autre les chances de longévité du rebut de la population. Que tout homme ait droit à la compassion de ses semblables, rien de mieux; mais, pour être judicieuse, cette compassion ne doit pas sacrifier le grand nombre au petit, la règle à l'exception. Le premier devoir et le premier soin de toute société sont de s'épurer et de laisser aux générations qui arrivent de meilleurs élémens que ceux qu'elle a reçus des générations antérieures. C'est pour cela que le châtiment a été institué, non comme une dérision, mais en vue d'intimider et de punir.

Quand on envisage l'ensemble des souffrances humaines, on ne s'explique pas ces sollicitudes excessives pour les classes qui en sont le moins dignes. En fait de sacrifices, la société en supporte de bien

plus regrettables et douloureux que ceux d'une mortalité plus grande parmi les voleurs et les assassins. Pour l'honneur du drapeau, nos soldats campent dans les marais pestilentiels de l'Afrique, et la fièvre éclaircit leurs rangs plus que la balle des Arabes. Sous nos yeux, la partie laborieuse de la population habite tantôt des logemens sans air ni soleil, tantôt des ateliers insalubres : à un salaire à peine suffisant s'ajoutent pour elle la perspective d'une suspension de travail et les charges de la vie de famille. Parmi ces ouvriers, il en est qui sont voués à des métiers notoirement dangereux, comme les plombiers et les verriers, et pourtant on les voit se résigner courageusement et tomber à leur poste comme d'intrépides soldats. Ainsi la société ne peut pas porter aux hommes méritans tous les secours dont ils ont besoin : elle ne peut ni les soustraire à un milieu délétère, ni les affranchir des incertitudes de l'existence; et l'on voudrait qu'elle épuisât, vis-à-vis du crime, la mesure des soins et des attentions, que, non contente d'assurer aux détenus une nourriture abondante et saine, des cellules aérées, des vêtemens, un lit, des médicamens au besoin, elle s'inquiétât minutieusement des conséquences de la réclusion et reculât devant l'idée d'augmenter d'un ou deux pour cent le chiffre de la mortalité annuelle! Non, cette sollicitude serait immorale et injuste : la détention doit conserver un caractère expiatoire; en adoucir outre mesure les conditions, c'est donner un encouragement au crime, c'est abolir la crainte du châtiment.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, il est donc temps de briser le faisceau que les malfaiteurs sont parvenus à former, et de les combattre par l'isolement. Une civilisation comme la nôtre ne doit pas supporter le spectacle de cette fédération du vice qui a des points de réunion permanens, des chefs, des espions, une hiérarchie, un code et un idiome. Si le régime cellulaire peut, comme il y a lieu de le croire, rompre une aussi malfaisante ligue, il importe de ne pas en différer l'expérience. Les adversaires de l'isolement ne discutent guère que sur des adoucissemens de détail et des difficultés d'exécution. Il est aisé de concilier ces dissidences et de trouver une combinaison qui, sans altérer l'efficacité de ce régime, en tempère les inconvéniens. Quel qu'en soit d'ailleurs le mode, une réforme est urgente, surtout depuis que la littérature va prendre des héros et des héroïnes dans les régions où l'on parle l'argot. L'affiliation des malfaiteurs doit être anéantie : qu'on sache prendre une mesure décisive, et bientôt elle n'existera plus que dans les romans.

Du vice et du crime, on peut arriver sans transition à la misère qui y confine par tant de points. C'est là d'ailleurs le principal chef d'accusation qu'on fait valoir contre la société. La misère des classes laborieuses est présentée comme un grief accablant pour la civilisation qui en souffre le spectacle. Des hommes généreux, des écrivains sensés, se sont émus à ce cri, et de divers côtés on a cherché des solutions au problème le plus épineux des temps modernes, celui de concilier la liberté du travail avec la continuité et la suffisance du salaire. Ce qu'une pareille étude a fait ressortir, c'est que, dans le cours des temps, les classes laborieuses n'ont jamais connu qu'un état précaire, aggravé par l'ignorance et le fanatisme. Les formules de civilisation, graduellement améliorées, ont adouci cette misère, mais avec la lenteur et le calme qui président aux évolutions humaines. Le travail, après avoir passé par le régime des castes de l'Égypte et de l'Inde, de l'esclavage romain et du vasselage féodal, s'est enfin émancipé : aujourd'hui il s'appartient, il dispose de lui-même. Dans cet état nouveau et récent, doit-on s'étonner qu'il ait encore l'imprévoyance et la faiblesse de l'adulte? Avec le temps, l'éducation du travailleur s'achèvera. Il comprendra mieux quelle est son importance dans l'ensemble des relations sociales, et quel rôle il lui appartient d'y jouer. Ce n'est pas par des prétentions qu'il s'élèvera, comme on le lui conseille aujourd'hui, mais par des services. Il serait étrange que l'émancipation demeurât stérile, quand la servitude a été féconde. C'est faire injure aux classes laborieuses que de le supposer.

Qu'on n'affecte plus autant de souci pour les hommes qui vivent du travail de leurs mains : ils trouveront leur route d'eux-mêmes. Ils ont la patience et le nombre; quand ils y joindront l'esprit de prévoyance et de conduite, toute société devra compter avec eux. On parle d'association, de formules d'association : avant d'y songer, les classes laborieuses ont à épuiser l'épreuve complète du régime d'affranchissement dans lequel elles ne sont entrées que depuis un demi-siècle. Toute association, même avec des clauses disciplinaires, ne peut être aujourd'hui qu'un contrat libre, volontaire, spontané; il faut qu'en y entrant chaque membre sache à quoi il s'engage, quels droits il aliène, à quels devoirs il se soumet. Dans la masse actuelle des ouvriers, ce sentiment, cette conscience, n'existent pas encore. Toute association libre les trouvera un jour dociles, le lendemain rebelles, aussi prompts à se lier qu'à se dégager, répugnant même aux obligations qu'ils se seront créées. En mainte occasion, on a

cité des exemples heureux de l'association et des bienfaits qui en découlent, surtout au point de vue des institutions d'épargne et de prévoyance. Il fallait ajouter qu'aucune de ces créations n'a pu survivre long-temps à l'inconstance des travailleurs : celles qui se sont maintenues ne le doivent qu'au dévouement et au zèle de quelques hommes de cœur étrangers à la classe ouvrière. Dans l'état actuel, cette classe redoute encore moins la privation que la discipline, et ne reconnaît, au milieu de bien des misères, qu'un seul bonheur réel, celui de n'obéir qu'à elle-même. Pour mieux constater ce droit, elle en abuse souvent au point de se nuire, comme dans les chômages volontaires et les interruptions systématiques du travail. Les coalitions, dont plus d'une industrie a offert le spectacle, n'ont pas d'autre origine que le désir de faire acte d'indépendance vis-à-vis de l'entrepreneur, et de secouer la servitude du salaire. Voilà où en sont les choses aux yeux des hommes qui les observent froidement : évidemment ce sont là des élémens réfractaires pour l'association, qui demande avant tout à l'individu le sacrifice de ses caprices et la fidélité aux engagemens.

On a beau faire, on n'échappera pas à ce dilemme : de deux choses l'une, ou l'association des travailleurs sera forcée, ou elle sera libre. Si elle est forcée, elle rentre dans le régime des corporations d'autrefois, des jurandes et des maîtrises, c'est-à-dire dans une organisation arbitraire du travail. A part quelques esprits enthousiastes du passé, personne ne veut de ce retour à un privilége condamné par l'expérience (1). Reste alors l'association libre qui manque de sanction, qui n'est qu'une lettre morte. Vainement un écrivain (2), dont on ne peut méconnaître ni les intentions, ni les lumières, a-t-il essayé de tracer un règlement où la liberté se concilie avec la discipline, et le droit commun avec la hiérarchie. Ce système n'a qu'un défaut, celui de stipuler dans le vide : personne ne s'y ralliera. Tant que le travail restera libre, l'ouvrier préférera l'indépendance à la solidarité. Ce n'est jamais de plein gré que l'homme s'impose des chaînes, même dans l'intérêt de son propre

(1) M. Rossi, en parlant de l'apprentissage, qui était, avec la division arbitraire des métiers, le caractère distinctif des corporations anciennes, a dit avec le plus grand sens : « L'apprentissage n'était point établi en faveur des ouvriers, mais tout en faveur des maîtres; c'était une sorte de servitude temporaire. » Cette phrase résume admirablement le vice fondamental du système des corporations.

(2) *Du Progrès social*, par M. de Lafarelle, député du Gard. — *Réorganisation disciplinaire des classes industrielles*, par le même.

bien-être. Tout avantage de corps lui paraît vain auprès de cette latitude d'action, de cette liberté de mouvement dont il jouit aujourd'hui. La corporation industrielle ne pouvait subsister qu'à la condition d'être close et de régner despotiquement sur une profession. Vouloir en faire quelque chose de paternel et d'accessible à toute heure, sans titre particulier, sans caractère exclusif, c'est le rêve d'un homme de bien, mais ce n'est malheureusement qu'un rêve.

Les habitudes du compagnonnage, loin d'accuser, comme on l'a dit, une tendance à l'association, prouvent au contraire combien il existe d'élémens dissociables parmi les populations ouvrières. Le compagnonnage est une institution des temps barbares fondée sur la rivalité des corps de métier, et en vue de la guerre séculaire qu'ils se livrent. Non-seulement elle classe chaque profession à part, mais elle consacre des catégories dans la même profession. Au lieu du principe de la solidarité, c'est le principe de la séparation qui y prévaut. Toutes les coutumes du compagnonnage respirent une haine farouche entre les divers corps du *devoir*, c'est le nom qu'ils se donnent. Isolés ou en bandes, les compagnons s'adressent des défis grossiers, se provoquent par des chansons outrageantes, et finissent par engager des duels meurtriers ou des mêlées épouvantables. Y a-t-il rien là-dedans qui ressemble à une association, dans la saine acception du mot, et qui en contienne le germe? Sans doute, le compagnonnage stipule un échange de secours mutuels entre les membres d'un même *devoir*, mais les traces du bien qui en résulte sont effacées par un cérémonial puéril qui aboutit presque toujours à des stations prolongées dans les cabarets. En somme, ce sont là des traditions fâcheuses, un legs de siècles peu éclairés. Au lieu de refondre le compagnonnage, comme le voudrait un ouvrier qui a écrit un livre sur cette institution, au lieu d'en composer l'idéal, comme l'a fait un romancier, il y aurait plus d'avantage à l'extirper du sein des classes laborieuses. Le compagnonnage est une sorte de guerre civile entre les travailleurs, guerre d'autant plus opiniâtre qu'elle n'a pas d'objet et ne saurait avoir d'issue.

Ce qui plaît à l'ouvrier dans le compagnonnage, ce qui l'attache à cette coutume, c'est précisément le caractère turbulent et agressif qu'elle revêt. Autant il lui répugnerait de subordonner son indépendance à une association calme et sensée, autant il y a d'attrait pour lui dans ces affiliations militantes. Le bruit l'attire, les promenades en corps de *devoir*, avec la canne à la main et les signes distinctifs au chapeau, sont pour lui une grande source de jouissances. Ce que

l'on entend par une association n'aurait à ses yeux qu'une valeur abstraite et passive; le compagnonnage, au contraire, se produit au soleil, s'agite, s'escrime, a des mots de passe, des gestes mystérieux, des pratiques particulières pour la *conduite* et *l'embauchage*, enfin tout un code et presque des rites. C'est la franc-maçonnerie des classes laborieuses : elles y tiennent précisément à cause de ces détails qu'on peut taxer de barbarie ou d'enfantillage. On aurait donc tort de voir là-dedans un acte réfléchi, susceptible de discussion et donnant ouverture à une réforme. L'entraînement, l'exemple, l'habitude, ont fondé le compagnonnage; le jour où les classes laborieuses chercheront à en peser le mérite, à en raisonner les effets, il sera bien près de finir : tôt ou tard, le bon sens des ouvriers en fera justice.

Il ne faut ni décrier l'ouvrier ni le flatter. En général, on ne garde pas, à son égard, assez de mesure, on ne montre pas assez de justice; on le place ou trop haut ou trop bas; on va volontiers à l'extrême, soit qu'on l'exalte, soit qu'on le déprécie. L'ouvrier, pris en masse, a des vertus, des qualités qu'on ne doit pas méconnaître; il est serviable, désintéressé, dévoué, patient; il se résigne à une condition précaire avec une philosophie qui ne se rencontre pas dans les classes élevées; il a le sentiment de l'ordre, et, dans une certaine mesure, celui de la dignité personnelle. Ce qui lui manque, c'est l'esprit de prévoyance, c'est le souci du lendemain. Dans les grands centres industriels surtout, il travaille plutôt par boutades qu'avec suite, et cherche dans les plaisirs du cabaret une triste diversion aux fatigues de l'atelier. Un autre travers de l'ouvrier, c'est une répugnance invincible et involontaire pour ce qui le domine. L'instinct de l'obéissance et de la discipline ne dépasse pas, pour lui, la sphère des devoirs directs : il accepte une hiérarchie dans le travail; hors du travail, il ne reconnaît plus ni conducteurs ni maîtres. On a pu le voir, dans ce qui touche à la politique, désavouer ceux qui parlaient en son nom et donner le spectacle d'une armée où les soldats dictaient la loi aux généraux. L'ouvrier est ainsi fait : il exige toujours plus qu'on ne peut lui accorder et dépasse le but où l'on essaie de le conduire. Dans l'ordre industriel, cette jalousie, cette inquiétude, se retrouvent. Là, plus le patronage est immédiat, plus il paraît intolérable. L'ouvrier qui s'est élevé au rang d'entrepreneur excite plus de rancunes que celui qui a toujours occupé cette position. Aussi a-t-on vu ces travailleurs parvenus repoussés par leurs anciens camarades quand il s'est agi d'organiser à Paris les conseils de prud'-

hommes, sorte de juridiction de famille chargée de vider les différends entre les ouvriers et les maîtres.

Cette question est une de celles qui ont pu mettre en relief le caractère des ouvriers. Un homme sorti de leurs rangs, un compositeur typographe, avait fait imprimer à ses frais un petit livre où était débattue cette question des conseils des prud'hommes. Les ouvriers, quand il s'agit d'eux, ont le tort de ne pas savoir limiter leurs prétentions. Boyer s'était montré plus sage, quoiqu'il allât encore au-delà des concessions possibles. Il fut désavoué par les siens, méconnu et délaissé; il n'a pas survécu à cette épreuve, il est mort le désespoir dans l'ame. L'organisation d'un conseil des prud'hommes, même incomplète, était pourtant un bienfait. Les grandes villes industrielles de France, Lyon, Saint-Étienne, Rouen, Reims et plusieurs autres jouissent depuis long-temps de cette institution, qui n'a présenté sur ces divers points que d'excellens résultats. Dans l'ensemble du royaume, le nombre des affaires vidées devant cette juridiction exceptionnelle s'est élevé, de 1830 à 1834, à 60,555, dont 58,330 ont été conciliées, c'est-à-dire 29 sur 30. 56 affaires seulement sont arrivées en appel. Lyon, en 1835, a eu 3,885 contestations portées devant le conseil des prud'hommes, sur lesquelles 3,714 ont été conciliées et 172 jugées. Saint-Étienne, en 1836, sur 2,616 instances, a compté 2,591 arrangemens et 25 jugemens. Rouen, dans le cours de cette même année, a vu passer 1,006 affaires donnant lieu à 967 conciliations et à 25 jugemens. Aucun appel n'a été formé pour ces diverses sentences, ce qui est un témoignage évident de la justice des décisions.

Ainsi c'était déjà un progrès que de réaliser à Paris, dans des conditions analogues, une institution qui fonctionne avec succès dans nos premières villes industrielles. A l'épreuve, on aurait pu juger si quelques améliorations étaient nécessaires, et les réaliser graduellement. Il n'en a pas été ainsi : la mesure a été livrée à la discussion, et dès-lors les exigences se sont donné carrière. C'est surtout à propos de la composition des conseils que le débat a pris de la vivacité. Jusqu'ici les entrepreneurs d'industrie en ont fourni l'élément principal : quelques chefs d'ateliers, contre-maîtres et ouvriers patentés complètent le personnel de ces tribunaux conciliateurs. Sans doute l'intérêt du maître, représenté dans une proportion inégale, y conserve la haute main; mais on conçoit combien cette circonstance doit inspirer de retenue aux manufacturiers opulens, aux notabilités industrielles que l'élection investit de ces pouvoirs. Rare-

ment l'ouvrier aura de déni de justice à essuyer de la part de juges pareils, et dans plus d'une occasion on n'épuisera pas contre lui toutes les rigueurs du droit. Tant que l'entrepreneur tiendra la position dominante, il en sera ainsi : la balance penchera en faveur de l'ouvrier, et les affaires, comme le prouvent les résultats cités, n'iront pas au-delà d'une juridiction de famille. Cependant c'est contre cette situation qu'au nom des travailleurs on s'est récemment élevé. On a demandé que les juges fussent pris moitié parmi les maîtres, moitié parmi les ouvriers, les ouvriers à patente étant considérés comme des maîtres. Ainsi le conseil des prud'hommes serait partagé en deux camps; ce qui, dans bien des cas, rendrait leur action impossible. Le tribunal de conciliation deviendrait un tribunal passionné, et les entrepreneurs, plutôt que d'en subir la loi, conduiraient les ouvriers, à grands frais, dans toute l'échelle des ressorts supérieurs. D'un instrument de paix, on aurait fait de cette façon un instrument de luttes. Ces prétentions n'ont pas été admises, et Paris attend encore une juridiction des prud'hommes. Les exigences amènent inévitablement de tels résultats : elles servent d'oreiller à l'indolence administrative, qui ne cherche que des prétextes pour s'abstenir de toute innovation. L'ouvrier en porte la peine et recule ainsi, par un caprice puéril, des réformes qui lui seraient profitables.

On le voit, ce qui manque le plus aux classes laborieuses, c'est l'esprit de calcul, c'est de savoir se contenir et se conduire. Avec le temps, cette éducation se complètera. La responsabilité personnelle suppose une expérience personnelle; aucune tutelle collective ne peut suppléer cette condition. Peu à peu et individuellement, l'ouvrier, averti par ses propres fautes, éclairé par la pratique de la liberté, acquerra les qualités qui lui manquent, s'élèvera à une position chaque jour meilleure. C'est la loi des siècles, et les anomalies actuelles, fort discutables d'ailleurs, ne sont qu'un incident fugitif dans cette marche constante et nécessaire des choses. Le travailleur a eu ses jours d'enfance et d'adolescence; il aura sa période de maturité. C'est à lui d'entrevoir déjà cet avenir et d'y aspirer. Pour s'en montrer dignes, il faut que les ouvriers éteignent en eux les prétentions inquiètes et sans but, la soif des réformes impossibles, le besoin d'agitations ruineuses. Leur principale force est dans leur modération et dans ce travail lent qui détache incessamment de leur classe des sujets intelligens et laborieux pour les élever dans l'échelle sociale. Ils ont le titre de noblesse des sociétés modernes, le travail; soldats de l'armée industrielle, leur avancement est dans

leurs mains, et il n'est point de haut grade auquel ils ne puissent prétendre. Cette ambition légitime vaut mieux que tous les rêves qui prétendent faire de notre globe un palais d'Aladin, et de chaque homme un millionnaire.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer de nouveau à quelles contradictions se laissent aller les écrivains qui parlent au hasard des classes laborieuses. D'un côté, on représente ces classes comme en butte à toutes les misères, en proie à toutes les dégradations. Aucune couleur n'est assez sombre pour ces tableaux; les populations de truands n'habitaient pas, dit-on, des logemens plus infects, n'avaient pas des mœurs plus repoussantes. Quand la description est achevée, quand on a épuisé ce minutieux inventaire de la souffrance et de l'abjection, on élève un cri d'accusation contre la société au sein de laquelle de pareils symptômes se manifestent. Tel est le premier point de vue; maintenant, voici le second. Ces classes que l'on vient de voir si abaissées se relèvent le front ceint d'une divine auréole. A elles toute la vertu, tout l'honneur qui se rencontrent encore ici-bas! C'est chez elles qu'il faut chercher l'inspiration véritable, la science supérieure; les ouvriers seuls sont de grands philosophes et des poètes immortels. Veut-on sur les destinées à venir une révélation sûre et pertinente, c'est à un ébéniste qu'il faut la demander; désire-t-on entendre des vers où règne le sentiment exquis de l'art, où respirent les beautés de la nature, un tailleur de pierres a seul aujourd'hui la puissance d'enfanter ce chef-d'œuvre. Quels rapports n'a-t-on pas découverts entre la métaphysique sociale et la menuiserie? Le rabot conduit directement à une intuition merveilleuse de la marche de l'humanité, à une critique raisonnée du libre arbitre et de la prédestination. Voyez-vous d'ici un forgeron arrêtant son soufflet pour discuter sur l'objectif de Kant et sur la hiérarchie des capacités de Saint-Simon? C'est pourtant la prétention que l'on voudrait inspirer à la classe ouvrière; on en fait une tribu de docteurs et de rimeurs. Singuliers amis du peuple que ces écrivains qui, d'une part, le dégradent jusqu'à la calomnie afin de le rendre plus digne de pitié, et de l'autre, quand il a besoin de pain, l'invitent à se repaître de fumée!

On dirait qu'on ne peut parler aujourd'hui des classes laborieuses sans tomber dans l'un ou l'autre excès. C'est toujours et à propos de tout la même absence de mesure. Une pareille tendance ne saurait avoir que des résultats fort tristes. Il est dangereux d'inspirer aux hommes le dégoût de leur condition et de leur faire des promesses

qui ne seront pas tenues; on s'expose à les voir continuer l'utopie dans le sens de la passion et venger leurs mécomptes par des tentatives de bouleversement. Si l'ouvrier ne veut pas devenir le jouet d'une déception amère, il faut qu'il se méfie de ses flatteurs. Son rôle ici-bas n'est celui ni d'un héros de roman, ni d'un poète; il remplit des fonctions plus utiles et des devoirs plus réels. Pour roman, il a les soucis de la famille; pour poésie, il a le travail. Il y a plus d'honneur pour lui, plus de profit pour le pays dans l'accomplissement d'une tâche manuelle que dans des aspirations inquiètes vers les œuvres de l'esprit et la vie de l'intelligence. Le chapitre des vocations manquées est déjà long dans la carrière des lettres : que les ouvriers se gardent d'y ajouter une douloureuse page de plus. On ne peut pas servir deux maîtres, et les devoirs modestes de l'homme qui vit de ses bras sont incompatibles avec les ravages de l'orgueil littéraire.

Dans le domaine de la politique, l'ouvrier devrait également rompre avec les conseils qui l'entraînent à des prétentions excessives. Sans doute, les classes laborieuses comptent pour beaucoup dans l'ensemble de la population; on ne saurait, sans aveuglement, méconnaître l'influence et les droits du nombre. Ce serait en outre un triste gage de tranquillité que celui qui reposerait sur l'abdication complète des masses et sur l'abrutissement qui résulte des soucis et des plaisirs grossiers de l'existence matérielle. En France, ce rôle ne fut jamais celui des classes laborieuses. Qui plus vivement qu'elles s'intéressa à l'odyssée militaire de l'empire, aux rancunes contre l'invasion, au mouvement de juillet 1830? Où les bulletins de la grande armée trouvèrent-ils plus de lecteurs enthousiastes, et la victoire des trois jours plus d'énergiques coopérateurs? A toutes les époques, il en fut ainsi : toujours le peuple, dans notre patrie, se mêla à la vie publique; c'est là un de ses titres comme une de ses traditions. Mais il ne s'ensuit pas que tout ouvrier doive rédiger son plan de constitution et se retirer sur le mont Aventin, si on ne l'exécute pas à la lettre. Les destinées de la France ne peuvent pas être à la merci des systèmes politiques et sociaux issus des fumées du cabaret. L'avenir des ouvriers comme celui des maîtres, des pauvres comme des riches, est renfermé dans l'idée du devoir, d'où découlent des habitudes d'ordre et de discipline. Hors de là, on s'agite dans un cercle d'illusions, on court après des fantômes.

Les rêveries de ce genre sont devenues si contagieuses, si générales de notre temps, qu'elles ont mérité les honneurs d'un nom nouveau et désormais consacré : c'est celui de *socialisme*, en d'autres

termes l'art d'improviser des sociétés irréprochables. Plus d'un esprit qui se croit sérieux a payé tribut à cette chimère : il y a aujourd'hui des socialistes partout, dans le roman, dans la statistique, dans la philosophie, dans l'histoire, dans l'économie politique et industrielle. Le mot a fait des ravages, et la chose aussi : des sectes éphémères et bruyantes ont laissé cette empreinte avant de disparaître. C'est de là que sont venues les déclamations contre la société, les anathèmes tumultueux, les récriminations interminables. Il semble qu'on les entende encore. La société est sans cœur et sans entrailles; elle envoie les jeunes gens au canon, les jeunes filles à la prostitution; elle n'a ni soin, ni souci de la vie et de l'honneur des créatures. Toute institution est viciée en germe; comme dans le mauvais fruit, partout on découvre le ver. L'adultère souille le mariage, la fraude déshonore l'industrie, la haine et la jalousie enveniment les rapports, l'égoïsme plane sur le tout et couronne l'ensemble des relations humaines. Ainsi du reste. On devine ce qu'un pareil texte renferme d'amplifications et quelle masse de griefs on peut invoquer contre une société qui n'a pas la prétention d'être parfaite.

Il faut pourtant s'entendre : la civilisation, telle qu'elle existe, n'est pas un décor d'opéra que l'on fait disparaître d'un coup de baguette. Elle représente un ensemble de sentimens et d'intérêts qu'il est difficile d'ébranler. On peut, en y réfléchissant, s'expliquer les illusions des socialistes. Habitans d'un monde imaginaire où l'ame est affranchie de toute peine, le corps de toute infirmité, il n'est pas surprenant qu'ils regardent avec un profond mépris ce monde réel que la douleur tient asservi et que le besoin assiége sous mille formes. Mais c'est là un état particulier de l'esprit, une foi qui ne visite qu'un petit nombre d'ames. Le gros des intelligences ne croit ni aux systèmes infaillibles, ni aux transformations soudaines. De semblables déceptions ne sont d'ailleurs pas nouvelles. Il en est de la régénération sociale comme de la transmutation des métaux, que le moyen-âge regardait comme une découverte non-seulement possible, mais prochaine. Toutes les chimères se ressemblent, et le même sort les attend.

La société réelle a donc poursuivi tranquillement sa marche en dépit du socialisme et des nombreuses sectes qu'il a fait éclore. Les clameurs ne l'ont pas troublée, les injures ne l'ont pas atteinte. Au milieu du grand mouvement de passions et d'affaires qui accompagne la vie humaine, c'est à peine si cette petite turbulence a été remar-

quée. A tous les déchaînemens dont elle était l'objet, la société n'a répondu que par l'indifférence : c'est ainsi qu'elle s'est vengée. On eût mieux aimé ses colères que son dédain : elle n'a pas donné cette satisfaction aux hommes qui l'attaquaient par système. A quoi bon d'ailleurs se charger d'une justice qui se faisait toute seule? A peine éclos, les systèmes se fractionnaient pour se livrer bataille. Il s'agissait de renouveler la face du globe, et vingt procédés pour un étaient offerts. Jamais autant de recettes du parfait bonheur ne furent imaginées, livrées à l'essai. C'est peut-être l'embarras du choix qui a engagé la société à rester ce qu'elle est, mêlée de mauvais et de bon, s'appuyant sur le passé en regardant vers l'avenir. Quant aux écoles et aux églises nouvelles, il suffisait de les laisser aux prises entre elles pour les voir s'éteindre dans le choc des rivalités et les défaillances de l'isolement.

Le socialisme avoué est donc fini ou bien près de finir; mais il semble vouloir laisser une dernière trace dans les sciences et dans les lettres. Bien des travaux se ressentent de cette préoccupation, et obéissent à cet esprit. L'histoire, l'économie politique, la philosophie, la médecine même, en ont été atteintes, non pas, si l'on veut, dans les grandes écoles, mais par l'apparition de dissidens nombreux et résolus. Il serait trop long de récapituler ici ce qui a été fait sous l'empire de cette disposition : qu'il suffise de signaler trois catégories d'écrivains qui, plus ouvertement que les autres, ont sacrifié aux chimères et aux déclamations du socialisme. La première comprend les statisticiens que la passion des chiffres égare; la seconde, les aventuriers de la pensée, rhéteurs vaniteux ou philosophes empiriques; la troisième, certains romanciers toujours prêts à abuser de la couleur. De ces trois classes, la moins excusable est sans contredit celle des statisticiens. Personne n'a attaqué la société avec plus de violence qu'eux, ni intenté à la civilisation, au nom de chiffres fort équivoques, un procès plus opiniâtre et plus brutal. Si la statistique ne sait pas mieux se contenir, elle se fera, auprès des esprits sérieux, un tort irréparable. C'est une science qui renferme des calculs et des argumens pour toutes les causes, fussent-elles diamétralement opposées. Les chiffres sont complaisans; ils se prêtent aux désirs secrets de l'observateur et à la fortune des livres. On se propose de prouver une chose, et l'on voit tout dans le sens de cette démonstration.

C'est ce qui est arrivé pour l'étude des misères sociales. Les chiffres les plus affligeans, les tableaux les plus douloureux, sont devenus

l'accompagnement obligé de ce travail, et en ont composé, pour ainsi dire, la mise en scène. Il fallait frapper, émouvoir, et, comme l'intention semblait justifier les moyens, on a évidemment forcé la preuve et grossi l'effet. De longs cris d'alarme ont été poussés de vingt côtés; on a dressé des tables effrayantes de la misère et de la dépravation publique; on est allé fouiller dans toutes les sentines, afin d'arranger, par groupes symétriques, les crimes, les vices, les douleurs, et de présenter ensuite à la société cet effrayant et hyperbolique inventaire. La statistique sociale ne procède pas autrement : c'est une science d'étalage. On dirait qu'elle veut emprunter quelque chose à la tactique de ces mendians qui empirent l'état de leurs plaies pour mieux exciter la pitié de la foule.

Si l'on voulait chercher, dans des publications récentes, des exemples de ces écarts, le choix seul serait embarrassant. L'un de ces statisticiens, qu'une mort précoce a naguère enlevé, s'était fait un titre spécial de la description des misères de la société anglaise; il avait poussé ce travail jusqu'aux derniers confins de l'hyperbole. De la ville de Londres, il n'avait vu que les cloaques, et, en copiant les enquêtes du parlement, il s'était attaché à en reproduire la partie la plus sombre. On sait aujourd'hui que beaucoup de misères, ainsi décrites, n'ont existé que dans l'imagination de l'auteur ou dans celle des hommes qu'il a consultés. Il y a, de l'autre côté du détroit, une école de statisticiens coloristes qui a devancé et inspiré la nôtre; c'est elle qui, dans le parlement et hors du parlement, dessert les enquêtes rembrunies et fournit les calculs alarmans. Ordinairement le parti religieux y joue un grand rôle et y apporte un fanatisme qui trouble nécessairement le regard. En France, les imitateurs ajoutent à cela l'ardeur naturelle de notre caractère, et le désir de faire leur chemin par des descriptions originales et dramatiques. Ainsi s'engendrent et se multiplient les erreurs.

Quand la statistique française opère sur le terrain national, elle est sujette à d'autres illusions. Jamais on ne vit aligner des calculs avec cette candeur, et les interpréter avec cette naïveté. Ainsi, sur quelques renseignemens puisés à la préfecture de police, un auteur a dernièrement appris aux honnêtes gens de la capitale qu'ils doivent se défier de soixante-trois mille individus, vicieux ou criminels, vivant à leurs côtés. Soixante-trois mille! pas un de plus ni de moins, c'est-à-dire une personne sur quinze. Certes, il y a de quoi donner à réfléchir à ceux qui habitent une ville où tant de corruption fermente. L'auteur assure pourtant qu'il est discret, et qu'avec moins de ré-

serve il aurait pu élever à plus de cent mille le nombre de ces êtres dangereux. Ensuite il pose des chiffres, et quoi de plus concluant qu'un chiffre? Nous voici donc exposés à coudoyer 63,000 suspects dont 1,867 forçats réclusionnaires ou correctionnels, 3,500 escrocs, 7,000 protecteurs de prostituées, 1,500 vagabonds, 6,000 voleurs, 8,000 fraudeurs, 600 recéleurs et 33,000 ouvriers débauchés; le tout au plus juste, et sans que la statistique puisse nous faire un rabais sur ces tables de la perversité. C'est à ne pas y croire : à quelques unités près, on sait, par exemple, qu'il y a dans Paris 8,000 fraudeurs. Qui fournit les élémens de ce nombre? Les fraudeurs, avant d'exercer leur profession, viennent-ils prendre un numéro d'ordre et faire leur déclaration à la police? Sérieusement il n'y a rien dans tout cela qui ne soit hasardé et arbitraire. Il suffit pourtant que ces évaluations soient imprimées, qu'elles émanent d'un fonctionnaire public, pour qu'à l'instant même on s'en empare. L'auteur n'y aura vu sans doute qu'une distraction à des travaux administratifs, et une occasion de se signaler par deux volumes pleins de calme et de bonhomie; mais la déclamation s'armera de ces chiffres pour prouver que nous vivons dans un monde infâme, et la littérature se mettra sur-le-champ à l'unisson de cette clientelle de 63,000 scélérats.

Ce sont là de tristes déviations : l'écrivain qui aspire à un rôle scientifique devrait montrer plus de sang-froid et plus de discernement. Sa tâche ne consiste pas à ne voir qu'un côté des choses et à prendre des conclusions exclusives. Son devoir est d'oublier tout, même le succès, pour ne rechercher que la vérité. Il est l'homme de la raison, non de la passion. Voilà ce qui a manqué à divers statisticiens qui se sont occupés des misères sociales : ils n'ont pas su, ni peut-être voulu envisager complètement le problème et l'aborder avec modération. Les écarts du sentiment et les erreurs de la colère dominent leurs travaux et les laissent sans autorité. Ce sont tout au plus des peintures de fantaisie qui ne résistent pas à l'examen le plus superficiel. Aucun de ces écrivains, parmi les misères dont il faisait le dénombrement, ne s'est attaché à distinguer celles qui, provenant des vices et des folies des hommes, ont le caractère de châtimens mérités, de celles, en bien plus petit nombre, qui dérivent d'une fatalité invincible et ressemblent à des défis accablans qu'un sort ennemi envoie aux malheureux. C'est pourtant là une distinction très essentielle à établir et une réserve importante à faire. La compassion qui s'attache à des souffrances volontairement encourues ressemble à un brevet d'impunité accordé à la paresse, à la

débauche et à l'imprévoyance. Dans tous les cas, la société n'en saurait être responsable, et il serait puéril de vouloir mettre à sa charge les maux qui résultent des écarts personnels et des fautes privées.

Un autre travers dont la statistique aurait dû se défendre, c'est l'exagération; en toute chose, la mesure est inséparable de la vérité. On s'imagine trop facilement que, pour la défense de ceux qui souffrent, la déclamation est permise et l'enluminure légitime. S'il y a erreur, on croit que c'est une erreur qui honore, et que l'intention couvre et domine le fait. Il serait temps de renoncer à ce sophisme. L'un des principaux obstacles à toute amélioration, même de détail, est précisément cette absence de modération et ces prétentions excessives. Exagérer ce qu'il y a à faire, c'est offrir un prétexte aux hommes qui veulent que rien ne se fasse, c'est desservir ceux qu'on prétend secourir. Les tableaux trop rembrunis, loin d'avancer les réformes, les éloignent et les paralysent; personne ne se charge volontiers des entreprises hasardeuses et des cures désespérées.

Ces exagérations des statisticiens, certains philosophes les ont partagées, et par philosophes on entend ici ces rêveurs à la suite qui ont essayé de toutes les chimères sans pouvoir se fixer à aucune. Jouets d'une vanité maladive, ces hommes n'avaient ni assez de puissance pour professer l'erreur, ni assez de bon sens pour servir la vérité. Avec plus d'orgueil que de facultés, plus d'audace que de lumières, ils étaient condamnés à se vêtir des lambeaux de vingt systèmes disparates, et à s'agiter, sans jamais conclure, dans un cercle d'hallucinations. Les socialistes de première main, et les écoles qui en sont issues, ont eu du moins le sentiment d'une théorie complète, et l'ont développée avec une vigueur peu commune. Même en les combattant, on doit rendre justice aux qualités qui les distinguent. Chez les nouveaux socialistes, rien de pareil : les prétentions ont grandi, l'intelligence a disparu. L'emphase remplace l'inspiration, la médiocrité perce sous les airs de prophète. Les uns nuisent à la cause qu'ils veulent servir en substituant au langage de la raison les égaremens de la colère et en distillant sur les hommes plus de fiel que n'en devraient contenir des cœurs élevés. D'autres empruntent aux sectes et aux théories sociales des combinaisons qu'ils travestissent en y ajoutant des rêveries désormais vouées à un ridicule ineffaçable. Pour tromper les ames crédules, ces esprits fourvoyés poussent des découvertes dans tous les sens, tantôt vers le mysticisme, tantôt sur le terrain économique, heureux d'échapper ainsi à leurs incertitudes,

et de couvrir d'un vernis d'érudition les fluctuations et l'indigence de leur pensée.

C'est surtout dans cet état nouveau que le socialisme est devenu dangereux. Les véritables inventeurs, avec la foi qui les anime, appellent la discussion et ne font pas consister leur talent à la fuir. Ils confessent hardiment, clairement, leurs doctrines, et apportent dans le débat une sincérité qui les honore. Il n'en est pas de même des socialistes que nous avons en vue : ils aiment à s'escrimer dans l'ombre, et, quand on les presse trop vivement, ils s'enveloppent de leurs nuages. Leurs adeptes même ne réussissent pas à les tirer de ce silence prudent, lorsque leur impatience les somme enfin de formuler ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent. Que prétendent-ils donc? Réformer la société? Mais quelle est alors celle qu'ils espèrent mettre à la place? En prendraient-ils les élémens dans la sphère des médiocrités jalouses, des vanités implacables, des ambitions déréglées, des préventions sans limites? A la surface de toute civilisation flottent des illusions juvéniles et des éblouissemens de l'orgueil que l'on prend volontiers pour de la force : est-ce sur ces types exceptionnels que l'on se propose de modeler l'établissement humain? On aura alors un monde de docteurs indisciplinés et de sophistes intraitables. Livrer le gouvernement à des esprits qui ne savent pas se gouverner eux-mêmes, c'est une grave responsabilité et une entreprise pleine de périls. La singulière réforme que celle qui mettrait le vertige en haut de la hiérarchie et donnerait aux populations, comme inspirateurs et comme guides, des hommes ivres de leurs mérites et livrés à tous les écarts de l'amour-propre!

Dans la voie des invectives, les romanciers qui ont suivi le mouvement socialiste n'ont pas moins d'emportement et d'opiniâtreté. C'est là un singulier spectacle. Voici une nation qui se meut dans la sphère de ses droits et de ses devoirs, une nation affairée et attentive à ses intérêts, une nation passionnée et qui n'est étrangère à aucune noble inspiration. Cette nation pense et agit, fonctionne et travaille, obéit aux faits sans négliger les idées; elle assiste à son propre développement, se rend compte de sa vie; elle a un sentiment complet de ce que sont chez elle, de ce que valent les lois, les mœurs, les usages, les relations de famille; elle n'ignore ni les abus ni les inconvéniens de ce régime, et les déplore sans les exagérer. Acteur ou témoin, chacun, dans sa petite sphère, se crée ainsi une opinion suffisante et acquiert la conscience entière de l'ensemble des relations sociales. Eh bien! à côté de cette grande

famille, une tribu imperceptible d'écrivains prétend modifier complètement l'opinion que la société française doit se former d'elle-même, créer un monde de fantaisie et le lui imposer, imaginer des mœurs odieuses, et les lui faire accepter comme des mœurs réelles, composer un tableau repoussant et le présenter à la ronde comme un chef-d'œuvre d'exactitude. Telle est la comédie qui se joue et qui n'est pas couverte d'assez de sifflets. La société, dans des heures d'oubli, a eu la faiblesse de l'applaudir : c'est un tort dont on abuse aujourd'hui contre elle.

Que les écrivains et les romanciers surtout y prennent garde; le châtiment peut n'être que différé. Pour punir la calomnie et réprimer la déclamation, la société a un moyen énergique, une arme sûre : le délaissement. Si les romanciers font peu de cas de l'estime publique, ils ont un faible pour le succès. C'est de ce côté qu'ils seront frappés, s'ils ne s'amendent. Les paradoxes n'amusent pas long-temps, et le public sera bientôt saturé de peintures immorales ou grotesques. La caricature n'a jamais été de l'art, et les débauches de la plume ne sauraient suppléer ni à l'observation vraie, ni à l'exécution contenue.

Quel titre ont d'ailleurs ces romanciers à se dire les interprètes de la vie réelle, et où l'auraient-ils étudiée? Ils flétrissent la société! Serait-ce par hasard qu'ils s'y trouvent mal à l'aise? La société honore le respect des engagemens, la vie de famille, la fidélité aux devoirs, l'esprit de conduite, le désintéressement, la dignité d'état, la conscience : est-ce là ce qu'on ne peut lui pardonner? et faut-il y voir l'origine de toutes ces colères? L'insulte ne serait alors qu'une expression du dépit ou une formule du remords. Peut-être aussi, sous l'empire de l'enivrement littéraire, les romanciers ont-ils, comme les philosophes, rêvé les palmes de l'apostolat. Il en est aujourd'hui qui, après avoir prostitué leur plume à d'indécentes gravelures, aspirent aux honneurs d'un prix Monthyon et à la couronne du moraliste. Certes, c'est là une prétention étrange de la part de ces esprits qui ont abusé de tout, même du talent, et ont fait du commerce des lettres l'industrie la plus éhontée et la plus vulgaire.

Les romanciers de cet ordre devenir des moralistes, des réformateurs de la société! En vérité, la prétention est étrange, elle est digne de notre temps. Avant de regarder autour d'elle, cette littérature aurait mieux fait peut-être de s'interroger, de sonder ses reins, pour employer une expression biblique. Après avoir été sceptique, railleuse, blasée en toutes choses, avide et peu scrupuleuse, il ne lui manquerait plus que de devenir hypocrite, de prendre la morale

en guise de manteau et la réforme sociale comme un dernier expédient pour battre monnaie. Ce serait un scandale de plus ajouté à tant d'autres. Moraliste, celui qui a emprunté la langue de Rabelais pour infecter le public de récits indécens et de contes cyniques! Moraliste, celui qui s'est fait un jeu de conclure toujours au succès et à l'impunité du crime! Moraliste, celui qui, après avoir composé un chapelet de femmes adultères, déclare que la chute est obligée pour toutes les filles d'Ève, et que la chasteté, exception rare, est un mot qui peut toujours se traduire par le manque d'occasion! Oui, tous moralistes, moralistes de même trempe, qui reviendront à la vertu, si la vertu a du débit et fait mieux les choses que le vice!

La même cause a porté le roman vers la description des misères sociales : la vogue était acquise à de pareils tableaux. De là cette école de coloristes dont l'idéal consiste à outrer les difformités de la nature humaine. Autant les anciens recherchaient le beau en toutes choses, autant cette école recherche le monstrueux; elle nous traite en convives blasés dont le goût ne se réveille qu'aux ardeurs de l'alcool et au feu des épices. Les émotions violentes, les passions échevelées, les sentimens impossibles, les imprécations, les blasphèmes, entrent pour beaucoup dans l'art d'écrire tel qu'on le comprend aujourd'hui. La révolte contre la société anime les conceptions les plus applaudies. Le roman prend un caractère de protestation de plus en plus impérieux et universel; il proteste contre le mariage, il proteste contre la famille, il proteste contre la propriété, il ne lui reste plus qu'à protester contre lui-même. Partout se retrouve la prétention de rendre la civilisation responsable des fautes de l'individu et d'abolir le devoir personnel pour mettre tout à la charge du devoir social. Les romanciers appellent cela poser des problèmes au siècle. Problème singulier que celui d'organiser un monde où les passions seraient sans frein et es fantaisies sans contrainte! La société actuelle a le tort impardonnable de ne pas laisser aux instincts sensuels une entière liberté; aussi, se montre-t-on inflexible à l'égard d'un régime entaché de tant de rigorisme et d'intolérance.

Le roman ne s'en est pas tenu là; de l'élégie il est passé au drame. Désormais ce n'est plus sur la compassion qu'il s'appuie, mais sur l'horreur. Au lieu de parcourir les replis du cœur pour vérifier combien il renferme de sentimens dépravés et d'idées malsaines, le roman s'égare à la découverte des bouges les plus infects et des existences les plus immondes; il se propose de prouver, par la des-

cription des mauvais lieux et l'usage d'un cynique idiome, jusqu'à quel degré d'avilissement l'homme peut descendre, et de quel ignoble limon il est pétri. Il n'est sorte de corruption souterraine et d'obscénité mystérieuse dont il ne se fasse l'écho. Les régions où l'on parle la langue du bagne n'ont plus de secrets pour lui; il s'est chargé de diminuer la distance qui sépare le monde criminel du monde élégant. C'est presqu'un cours d'éducation à l'usage des lecteurs de livres frivoles; ils peuvent y apprendre l'art compliqué des effractions et des escalades. Les grands scélérats ont le droit d'être fiers de cette fortune qui leur arrive. Une tribune leur est ouverte, un auditoire de belles dames leur est acquis! La vogue est à eux, ils semblent l'avoir fixée et ils en abusent; ils ont des romanciers, ils auront des poètes. Bientôt il ne leur manquera plus qu'une Iliade où éclatent toutes les beautés de l'argot.

Voilà où nous en sommes, grace aux écarts du roman. Naguère il se contentait de tresser des couronnes au vice; aujourd'hui il élève un piédestal au crime. Qui peut dire où s'arrêtera cette étude des existences exceptionnelles, cette excursion dans les repaires du vol et de l'assassinat? Comme le meurtrier y devient intéressant! comme la prostituée y gagne du terrain dans l'opinion! Le meurtrier a l'instinct profond du devoir; la prostituée respire cette grace frêle et délicate qui n'échoit qu'aux races privilégiées. Le roman a si bien fait, que ces deux figures n'inspirent plus ni éloignement ni répugnance. On s'y habitue sans peine; le suffrage des boudoirs adopte une débauche si agréable et un attentat si charmant! De là aux sombres épisodes et aux expéditions sanglantes il n'y a plus que des nuances et des transitions. On les franchit, et les coups de poignard, le dévergondage hideux, la corruption la plus repoussante, celle de l'enfance, sont acceptés au même titre et accueillis avec la même faveur. L'assassin pose, et le beau monde applaudit; le malfaiteur a son jour de Capitole, et il y chante un hymne qui ne semble pas près de finir.

Sérieusement, c'est là un des plus douloureux spectacles auxquels une époque puisse assister et un genre de séduction plus dangereux qu'on ne le suppose. Il y a dans le crime on ne saurait dire quelle volupté dépravée dont il ne faut pas réveiller le goût, et la prudence la plus vulgaire conseille de jeter un voile sur les monstruosités exceptionnelles. Toute civilisation a des égouts; qui ne le sait? mais un peuple à part les habite, et personne n'est tenu d'en visiter les

immondes profondeurs. Croit-on inspirer à l'homme le désir du bien, la passion des grandes choses, en l'initiant à des turpitudes qui ne devraient jamais souiller son oreille ou sa vue? Est-ce là un enseignement qui puisse satisfaire autre chose qu'une misérable et futile curiosité? Que l'on ouvre le livre où sont inscrits les grands noms littéraires, et l'on verra si aucun d'eux a dérogé au point d'écrire une telle histoire et de tracer de pareils tableaux. Deux hommes seulement ont abordé cette tâche avec un succès que leurs plagiaires obtiendront difficilement : on les nomme Mercier et Rétif de la Bretonne. Qu'est-il resté de leurs œuvres? Qui se souvient du *Tableau de Paris*, livre pensé dans la rue et écrit sur la borne, comme le disait Rivarol? Qui connaît *les Nuits de Paris*, ce cauchemar en quatorze volumes, où l'auteur passe en revue les antres de la débauche et du crime, sans reculer devant aucun détail, sans faire grace au lecteur d'une seule impureté? Ces écrivains ont été aussi les héros de leur temps. Où sont-ils aujourd'hui, et qu'est devenue leur gloire? Ceux qui les suivent et les imitent auront le même sort; rien ne vit ici-bas que par l'idée morale. Le rôle d'un écrivain n'est pas de remuer la fange de la civilisation et de poursuivre en l'honneur du crime un idéal impossible et impie. C'est un soin qu'il faut laisser aux sténographes des cours d'assises chargés de rendre le forfait dramatique et l'échafaud intéressant.

Est-ce là d'ailleurs qu'est la société? Ne vivons-nous que dans un monde d'escrocs et de prostituées? N'y a-t-il ici-bas que des infamies et des guet-apens? Cette légion de mères de famille dont les joies ne dépassent pas l'enceinte du foyer domestique, ces ménages où le travail défraie à la fois les besoins de la semaine, les plaisirs du dimanche et l'épargne pour les vieux jours, ces millions d'hommes laborieux qui portent le poids du soleil avec une persévérance admirable, suffisent à tous leurs devoirs et meurent sans laisser la moindre tache sur leur nom : tout cela, on l'oublie, on le dédaigne; personne n'en tient compte, ni les romanciers, ni les philosophes, ni les statisticiens. Ce que l'on recherche, ce que l'on poursuit, ce sont les difformités, les exceptions. Il faut produire de l'effet, maîtriser la curiosité, frapper des coups qui portent. De là ce monde de fantaisie substitué au monde réel, de là cette importance excessive attribuée à quelques existences équivoques, à quelques misères de détail, au préjudice de l'intérêt que mérite l'ensemble et de l'opinion qu'on doit s'en former.

Il est donc temps de faire un retour sur soi-même et de cesser un

eu où l'honneur des lettres se perdrait tout entier. Le socialisme est fini : il faut en effacer les derniers vestiges. Assez long-temps on a eu l'exagération et l'injure à la bouche en parlant de notre régime social : revenons à un ton plus décent et à une appréciation plus saine. A l'envisager de sang-froid, ce régime n'est pas ce qu'on s'obstine à le faire; on le place trop bas ou l'on attend trop de lui, on méconnaît ce qu'il a de réel, on force ce qu'il renferme d'idéal. Ce monde, que le christianisme a bien jugé, sera éternellement le siége de la souffrance, et, quand on songe qu'aucune classe ne se dérobe à cette loi, que les plus puissans comme les plus humbles lui paient un égal tribut, on s'étonne de voir encore tant de cerveaux en quête de cette chimère que l'on nomme la perfection absolue. Sans doute, les sociétés se civilisent et les hommes s'améliorent, mais il n'en est pas moins évident qu'à côté d'une plaie qui se ferme, s'ouvre presque toujours une nouvelle blessure. La souffrance morale s'accroît partout où le mal physique diminue, et c'est ce phénomène seul qui rétablit une sorte d'équilibre artificiel dans la destinée humaine.

Par-dessus tout, il importe que l'homme ne s'habitue pas à l'attente d'un bonheur indépendant de ses efforts, et ne se berce pas de l'idée fausse, dangereuse, que la société lui doit tout, aisance, joie, sécurité, sans lui demander en retour la pratique de quelques vertus et le triomphe sur quelques passions. Ces sorties contre la civilisation et les misères qu'elle ne peut guérir sont autant d'excuses au relâchement, autant de prétextes dont les natures vicieuses s'emparent. On fait ainsi la partie belle aux penchans dépravés, on fournit des armes au désordre. C'est là l'intérêt le plus pressant, celui au secours duquel il faut se porter. Les sociétés ont sans doute encore du chemin à faire dans la voie des améliorations, mais ce qui a surtout besoin d'être fortifié de nos jours, c'est le sentiment du devoir et l'empire de la conscience.

Quand on réfléchit à la nature des publications qui se succèdent depuis un certain nombre d'années, on s'étonne que la société n'en ait pas été plus profondément atteinte. Autrefois, l'autorité morale émanait des écrivains, et les siècles passés ont tous obéi à l'initiative de quelques grands esprits. Les consciences trouvaient ainsi une règle; l'action s'exerçait de l'élite à la masse, du petit nombre à la multitude. De nos jours, au lieu de céder aux écrivains, la société leur résiste; elle les accepte comme une distraction frivole, elle ne subit pas leur influence. Les célébrités du paradoxe et de la déclamation, romanciers ou philosophes, ont eu beau l'éprouver de mille

manières, l'assiéger de visions grotesques ou sombres : elle n'a pas voulu prendre au sérieux ces débauches de l'imagination. Elle n'a vu dans ces tableaux que des fantaisies sans conséquence, elle n'a prêté à leurs auteurs que l'intention de la divertir en passant. Plus ils semblaient abonder dans le sentiment de leur importance, plus elle les trouvait plaisans et singuliers. Les écrivains en ont été pour leurs frais de mise en scène; à peine la société en a-t-elle été effleurée.

On dirait même que le dégoût issu de ces exagérations de la plume a déterminé une réaction dans un sens inverse. A mesure que les écarts de certains romanciers ou philosophes devenaient plus graves, la société se contenait, se surveillait davantage; elle eût rougi de ressembler au scandaleux portrait que l'on affichait pour le sien, elle voulait que l'erreur fût manifeste et la calomnie évidente. Dans les relations de famille, ce contraste s'est surtout fait sentir. Jamais cette longue accusation d'adultère qui remplit tant de volumes et défraie tant de fictions n'a été moins justifiée; la faute n'est que l'exception, la règle est le devoir. Il en est de même des autres douleurs, des autres plaies sociales : presque toujours la plainte porte aujourd'hui à faux ou s'entache d'une exagération flagrante. Ainsi la voix des écrivains résonne dans le vide et n'a plus d'échos.

Ce résultat est heureux; il prouve qu'en dehors de la vérité il peut y avoir un succès, mais pas d'ascendant, pas d'empire sur les esprits. Les auteurs des grandes époques ne défraient pas seulement une rapide lecture; ils sont des conseils, des amis; on les consulte souvent, on les cite, on les honore. Y a-t-il rien de pareil aujourd'hui, et où sont les livres qui durent? Ces romans nouveaux que la vogue adopte s'éteignent dans le bruit qu'ils font et ne laissent aucune trace; ces théories qui prétendent au gouvernement du monde s'éclipsent pour faire place à d'autres chimères. De tout cela il ne reste rien, si ce n'est le sentiment d'un oubli éternel et irrévocable. Rien ne se soutient ici-bas, ne traverse les siècles que protégé par l'estime. Or, on peut lire de pareils écrits; on ne saurait les estimer. Deux qualités pourraient seules sauver les auteurs de l'abandon, et ils ne les ont pas : l'une est le sentiment de l'art qu'ils sacrifient à la spéculation littéraire; l'autre est la sincérité des convictions, évidemment compromise par les démentis qu'ils se donnent.

L'influence de ces écrivains est donc en pleine décadence : leur plume expie une longue suite d'excès. Tandis que les livres se plaisaient à calomnier la société, elle prenait le parti de se gouverner

elle-même et de ne relever que de sa propre initiative. Aux reproches d'abaissement, elle opposait de grands sentimens instinctifs et des vertus pratiques. En vain le socialisme l'a-t-il violentée, injuriée; elle n'a pas cédé aux violences, elle a souri aux injures; elle avait la conscience de sa force et celle de la faiblesse de ses ennemis. Pour les réduire au silence, il eût fallu peu d'efforts; elle n'a pas daigné prendre cette peine; elle était trop haut, eux trop bas. Si les enfans perdus de la philosophie, du roman et de la statistique veulent continuer cette croisade insensée, la société les laissera achever leur suicide sans s'émouvoir, sans s'irriter. A une démence obstinée et volontaire, elle ne doit répondre que par la pitié et le dédain. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de souhaiter à ses détracteurs un peu de ce bon sens, présent du ciel, et dont il est plus avare qu'on ne se l'imagine. Le bon sens quitte toujours les hommes qui s'enivrent d'eux-mêmes et de leurs idées : c'est le premier châtiment de leur vanité et la cause d'une irrémédiable impuissance.

LOUIS REYBAUD.

LE MONDE
GRÉCO-SLAVE.

V.[1]

Les Serbes. — Histoire du prince Miloch.

I.

Limité à l'ouest par la Save et la Drina, au nord par le Danube, à l'est par le Timok, au sud par la Bosnie et la Macédoine, le petit état qui depuis 1830 s'appelle principauté de Serbie n'occupe qu'un territoire de treize cents lieues carrées, et ne compte que cinq ou six cent mille habitans au lieu d'un million, comme le prétendent les voyageurs. On ne peut guère voir, dans l'établissement de cette principauté, que la première concession faite par les maîtres déchus de l'empire turc aux plus impatiens d'entre ces cinq millions d'opprimés dont se compose aujourd'hui la race serbe. Enhardi par le succès et devenant de jour en jour plus dignes de la liberté, les

(1) Voyez les livraisons des 1er février, 1er juin, 1er août et 15 décembre 1842.

Serbes ne tarderont pas à arracher au sultan des concessions nouvelles. La principauté de Serbie ne forme donc que l'embryon d'un royaume destiné à devenir un jour vaste et puissant, s'il atteint les limites physiques qu'assignent à la race qui l'habite les montagnes grecques et la mer Adriatique.

Hors du pays proprement nommé Serbie vivent plusieurs millions d'hommes, les uns catholiques romains, les autres schismatiques, mais tous frères, et qui, après avoir eu long-temps un même gouvernement, font, depuis un demi-siècle, d'obscurs, mais héroïques efforts, pour reconquérir sinon une indépendance complète, au moins leur nationalité. Ces hommes qui tournent les yeux vers la principauté serbe comme sur un fanal de salut sont malheureusement dispersés sur un territoire fort étroit et démesurément long. La race serbe occupe le tiers de la Turquie d'Europe et tout le midi de la Hongrie. En Turquie, ses provinces sont la Bosnie, la Hertsegovine, une partie de la Macédoine, le nord-est de l'Albanie, le Tsernogore, et la principauté spécialement nommée Serbie; dans l'empire d'Autriche, le Serbe habite la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie, une partie de l'Istrie, les frontières militaires, le Banat, la Syrmie, et le littoral du Danube depuis la Batchka jusqu'à Saint-André, près Ofen. Toutes ces provinces composaient au moyen-âge une unité nationale si forte, que les *krals*, ou rois serbes, prirent quelque temps le titre d'empereurs d'Orient, et que, pour les abaisser, il fallut une coalition de leurs voisins, comme plus tard pour la Pologne. Puisque cette race ainsi décimée compte encore aujourd'hui cinq millions d'individus, n'est-il pas à croire que si jamais elle parvenait à renouer par une confédération ses membres dispersés et à obtenir une existence moins précaire, elle doublerait bientôt le nombre de ses enfans?

Sous la domination turque, la principauté de Serbie était divisée en douze pachaliks ou nahias, qui avaient pour chefs-lieux Belgrad, Chabats, Valiévo, Sokol, Oujitsa, Pojega, Roudnik, Kragouïevats, Iagodina, Grotska, Smederevo et Tjoupria (1). Ces douze villes, unies entre elles par un réseau de douze cent trente-un villages, relevaient toutes d'un visir suprême, qui siégeait dans la citadelle de Belgrad. Aujourd'hui des gouverneurs nationaux ont remplacé les pachas, et es Turcs n'occupent plus qu'au nombre de quelques milliers les for-

(1) Nous écrivons ces noms et tous les mots serbes comme ils sont écrits par les indigènes, sans nous conformer à l'orthographe vicieuse adoptée par nos journaux et nos voyageurs.

teresses de Belgrad, Smederevo et Sokol, ruines féodales à ponts-levis, à portes de fer, à murs minces et très hauts, flanqués de petites tourelles rondes qui surplombent au haut des remparts comme des nids d'hirondelles, et ne résisteraient pas aux boulets. Le fort même de Sokol, réputé imprenable parce que le rocher qui le porte se cache dans les nuages, serait canonné et réduit en poudre avant une heure par des batteries placées sur les pics calcaires qui le dominent. Aussi les garnisons turques de ces châteaux, se voyant tout-à-fait à la merci des Serbes, se gardent bien de les molester.

La Serbie actuelle se divise en dix-sept nahias ou départemens, qui sont ceux de Kragouïevats, Roudnik, Chabats, Valiévo, Tchatchak, Oujitsa, Belgrad, Pojarevats, Smederevo, Tjoupria, Alexinats, et les six nouveaux districts cédés par la Turquie, c'est-à-dire la Kraïna, la Tserna-Rieka, les deux cercles de Krouchevats ou de Parakine, le Stari-Vlah et le Podrinski, ou pays de la Drina. Si l'on excepte Belgrad, peuplée d'à peu près seize mille ames, Oujitsa, qui en contient cinq mille, et Iagodina, qui paraît en avoir autant, les autres chefs-lieux n'ont pas plus de deux mille habitans. En général, les villes serbes ne sont que des amas de huttes ou de boutiques en bois, ceintes d'un talus palissadé, et qu'aucune voie régulière n'unit entre elles, car les chemins de ce pays ne sont encore que des sentiers à peine tracés par monts et vallées. Cependant la grande route d'Autriche à Constantinople passe par Iagodina, Tjoupria, Deligrad, Alexinats et Nicha, et anime ces déserts, où le mouvement des voyageurs a développé quelque industrie. Il y a en outre des chaussées peu étendues, où les voitures pourraient passer, comme celle qui va de Belgrad à Smederevo, à Chabats, et par Valiévo jusqu'en Bosnie. Quant à l'intérieur du pays, il reste encore impénétrable pour tout étranger accoutumé au comfort européen. Les rives du Danube présentent plus de facilités pour la circulation; mais l'Autriche, qui a ouvert les nouvelles voies de communication par le Danube, est aussi la seule qui en profite, et la Serbie, n'ayant pas encore un seul bateau à vapeur, est forcée de livrer aux exploitateurs autrichiens tout ce beau littoral qui s'étend de Belgrad à Vidin, et dont la fécondité faisait dire, il y a quelques mois, à un voyageur : « On ne saurait trouver une contrée plus riche des dons de la nature, plus agréablement accidentée, plus heureusement mêlée de bois et de terres labourables, mieux arrosée, mieux partagée sous tous les rapports. Je me bornerai à citer la délicieuse vallée de l'Ipek, si mal indiquée sur

les cartes (1), et qui pourrait soutenir la comparaison avec la Limagne et le Grésivaudan. » Il eût fallu ajouter que cette Limagne et ce Grésivaudan de la Turquie sont encore couverts de forêts, et qu'on n'y rencontre guère que des pâtres. C'est pourquoi le commerce de la principauté ne consiste qu'en bestiaux, dont la plus grande partie s'exporte sur les marchés d'Allemagne.

Le seul entrepôt important du pays est Belgrad, qui, comme ville turque, n'offre plus que de lugubres ruines, et comme ville slave n'est encore qu'au berceau. Mais ce *nid d'aiglons blancs battus de l'orage*, comme disent les *piesmas*, semble destiné à jouer encore dans l'avenir un rôle non moins important que celui qu'il jouait il y a cent ans, alors qu'il était le rendez-vous des armées de l'Europe et de l'Asie. Si au contraire la paix subsiste, Pesth, Belgrad et Galats, foyers de trois nationalités renouvelées, pourront un jour, par la navigation à la vapeur, rivaliser avec les ports les plus florissans de l'Europe.

Une route à l'européenne censée large de seize toises, mais envahie par le gazon et pleine de fondrières dans les temps pluvieux, est à la rigueur praticable pour les voitures, et peut mener les touristes de Belgrad à Kragouïevats. Cette petite capitale de la dynastie déchue se compose à peine de trois cents maisons. Dominée par plusieurs collines, elle ne peut être défendue; mais ses habitans trouvent une forteresse naturelle dans le mont Roudnik, aux contreforts couverts d'immenses forêts, et entourés d'abîmes infranchissables pour l'ennemi. Le konak de Miloch et de ses enfans est maintenant désert; il a été peint à fresque par des artistes serbes qui y ont représenté des scènes bizarres de la vie militaire et domestique; la salle du divan a gardé ses tapis et ses riches tentures. De la cour, défendue par de hautes palissades, on entre dans la petite mosquée que Miloch fit construire pour ses chers Ottomans. L'église renferme toujours les trônes des deux représentans de l'église et de l'état : le *vladika* et le *kniaze;* le trône du kniaze ou prince temporel, richement décoré et surmonté des armoiries serbes, porte en slavon ces mots : *Ton zèle, ô Seigneur! me dévore tous les jours de ma vie*, formule sacramentelle écrite au diadème de chaque roi-pontife. Tous ces monumens ont été laissés, depuis la dernière révolution, dans un abandon complet. Le gymnase serbe continue seul imperturbablement ses cours de phi-

(1) M. Blanqui, que nous citons ici, paraît confondre la vallée du Pek avec celle d'Ipek, croyant rectifier ainsi une erreur des géographes.

losophie, de grec, de mathématiques, termes un peu ambitieux pour qui sait à quoi ces cours se réduisent; mais là du moins l'étude n'est pas mise, comme dans l'Europe civilisée, au nombre des jouissances coûteuses. Les pâtres quittent leurs troupeaux et viennent sur les bancs apprendre gratuitement les églogues de Virgile et les rapsodies d'Homère. Le pauvre, qui ne peut se nourrir lui-même, se met au service d'un marchand et soigne sa boutique ou bêche son jardin; cette tâche remplie, il peut, aux heures des leçons, siéger en classe quelquefois au-dessus des fils du sénateur. Le soir, on rencontre, dans les bois voisins ou sur les bords du torrent de la Lepenitsa, ces grossiers enfans des muses encore dans leurs haillons de bergers et souvent déjà vieux. Récitant à haute voix leurs leçons, ils s'épuisent à introduire dans leur dure cervelle les mystères de la science ou de la poésie classique. L'avenir n'aura-t-il pas une récompense pour ces obscurs et patiens efforts?

Les habitans des villes ont subi la double et fatale influence des mœurs turques et du luxe allemand; seuls les habitans des campagnes ont conservé dans toute sa force le type de la nationalité serbe, type éminemment oriental, par cela même qu'il est profondément slave. L'esprit de tribu, ce principe des sociétés asiatiques, n'est point encore éteint dans la Serbie; on y voit, dans certains districts, les familles alliées se grouper en confréries (*bratstva*). Chacune de ces confréries ou tribus a un président qui, sous le nom de *knèze* ou *hospodar*, est à la fois le juge-de-paix et le patriarche de toute la knéjine ou du district que possède la tribu. La dignité de knèze est dans certains lieux élective, dans d'autres héréditaire; mais cette hérédité ne constitue nullement une noblesse territoriale, puisque le même sang coule dans les veines de tous les enfans de la tribu, qui ne forment qu'une famille et sont tous également nobles : aussi voit-on les sociétés ainsi organisées tendre à la démocratie. En effet, si le système aristocratique est ordinairement le fruit de la conquête et de l'oppression exercée par une race guerrière, la vie de tribu semble l'état primitif des peuples encore libres du joug étranger. On retrouve cette organisation patriarcale chez toutes les races autochtones d'Europe, les Ibères, les Gaulois, et même chez les premiers citoyens de Rome, où les tribus, sous le nom de familles Tarquinia, Fabia, Appia, etc., formaient la base de l'organisation des curies et le rempart des libertés populaires. La vie de tribu développe, avec les progrès de la civilisation, un puissant élément municipal qui est la plus forte garantie des nationalités. Cette forme vénérable et naïve de nos pre-

mières sociétés ne se retrouve plus aujourd'hui qu'en Turquie, et ceux même qui l'ont conservée s'agitent dans un tel chaos moral, et sacrifient tellement, pour la plupart, aux théories sociales étrangères, qu'on ne peut guère s'attendre à voir l'esprit de tribu conserver long-temps son influence au sein du monde européen. Le pays où cet esprit se maintient le plus vivace est le Tsernogore; aussi la race serbe a-t-elle dans cette montagne un caractère particulier de force et d'audace. Sur le Danube, au contraire, l'énergie nationale est comme paralysée par l'influence prépondérante des idées allemandes. De là les luttes incessantes des Serbes danubiens contre leurs compatriotes des montagnes.

Néanmoins, comme jamais un peuple ne renie entièrement sa nature, des traces de la vie de tribu se retrouvent encore, nous le répétons, même dans la Serbie danubienne. La population champêtre s'y agglomère instinctivement par groupes de familles, dont chacun se choisit un représentant, un chef ou hospodar. Mais amenés par l'exemple des boyards valaques et des magnats hongrois à méconnaître les devoirs qui lient un père de tribu à ses fils adoptifs, les hospodars tendent à s'isoler du peuple. D'un autre côté, le pouvoir central du pays, frappé des avantages de la police européenne, cherche à établir l'égalité des pères et des enfans, ou, en d'autres termes, à gouverner par une administration uniforme le peuple et les hospodars. Il abolit les priviléges des chefs populaires, donnant aux villes et aux villages des knèzes et des employés choisis hors de leur sein; en un mot, il tranche de l'absolutisme, au lieu d'exercer l'autorité d'une pacifique présidence sur les chefs de tribus, sur ces pasteurs du peuple, groupés autour de l'hospodar suprême comme les rois de l'Iliade autour d'Agamemnon. Qu'un homme d'Occident sourie à l'idée de cette organisation homérique, rien de mieux; mais ce dédain superbe ne peut convenir au chef de la Serbie. Des exemples prouvent que le peuple ne laissera jamais impunément outrager ses vieilles coutumes. Miloch, à part ses nombreux actes de tyrannie, serait tombé, par cette seule cause qu'il combattait la vie de tribu, et ne sentait pas que les Serbes sont, comme l'a dit un auteur musulman, *les Arabes d'Europe*.

Ce peuple, qui a pour trait distinctif un amour exalté de l'indépendance, et que des publicistes slaves appellent la *nation la plus démocratique de l'Orient*, forme en effet une véritable république; seulement c'est une république orientale, qui n'exclut point, comme les démocraties européennes, la subordination de soi-même à la fa-

mille dont on est membre. L'égalité dont les Serbes sont avides ne consiste point à se ravaler tous au rang de *vilains*, mais à se croire tous *gentilshommes*. Je demandais à ces paysans s'il y a des nobles parmi eux : « Oui, me répondaient-ils, nous le sommes tous (*mi smo svi blagorodni*). » L'hospodar n'est pas plus illustre que ceux dont il gère les intérêts, et qui, s'il administre mal, élisent à sa place ou son fils ou un autre de ses parens. Le même droit qu'il exerce sur ses hospodars particuliers, ce peuple l'a toujours exercé à l'égard de l'hospodar suprême, tout en reconnaissant l'hérédité dynastique. Rebelle à tout joug, sans journaux, sans capitale qui lui serve de forum, il dicte la loi à ses maîtres. L'énergie du Serbe, comme celle du lion, ne se révèle pas au premier abord; c'est sans émotion et sans bruit qu'il accomplit les choses les plus difficiles. Une pensée nouvelle, un vœu populaire, volent, comme par des télégraphes invisibles, d'un village à l'autre. Alors commencent ces sourdes rumeurs si connues de ceux qui ont habité l'Orient, et si lentes à grandir avant d'éclater un jour comme la foudre. Une indomptable fierté, un grand amour de la patrie et de la gloire, une fougue qui n'exclut point la patience, telles sont en résumé les qualités du peuple serbe.

II.

L'histoire civile des contrées qui devinrent, en 1830, la principauté de Serbie, commence en 1804, immédiatement après la prise de Belgrad par Tserni-George et les haïdouks confédérés. La mission émancipatrice de ces généreux brigands venait de s'accomplir; et les propriétaires, auparavant humbles flatteurs des Turcs, s'élancèrent pour recueillir le fruit du sang versé par les *enfans nus* (prolétaires de l'Orient). C'eût été aux chefs de famille d'achever l'œuvre commencée par les haïdouks, il eût fallu réorganiser les vieilles tribus dissoutes par les Osmanlis; mais ces tribus étaient devenues des compagnies de soldats, obéissant chacune à son *voïevode* (chef de combat). Ce furent donc ces voïevodes qui, après la guerre, passèrent au rang de knèzes ou chefs civils. Ne reposant point sur le culte des aïeux, comme dans les tribus proprement dites, la puissance de ces knèzes improvisés n'avait d'autre base que la richesse, et, pour s'assurer ce moyen d'influence, la plupart d'entre eux commirent des atrocités dans leur patrie reconquise. Après avoir été emportée d'assaut, Belgrad resta plusieurs jours abandonnée au pillage; pour pouvoir s'ap-

proprier plus complètement tous les trésors entassés depuis des siècles dans les konaks des spahis, les hospodars excitaient le fanatisme de leurs bandes. Tout Turc qui refusait le baptême périssait dans les plus cruelles tortures; les enfans étaient coupés en morceaux, les femmes éventrées ou réduites en esclavage, au nom du Christ. Bientôt on ne vit plus dans toute la Serbie un seul Turc. Mais cette victoire ne profita qu'aux chefs, et quand il s'agit d'organiser le nouveau gouvernement, ce fut une oligarchie qui sortit de ce chaos.

Chaque voïevode conserva l'autorité civile sur le district qu'il avait conquis, et s'y fit obéir à l'aide de ses *momkes*, gardes qui, nourris par lui, le défendaient envers et contre tous, et le soutenaient comme les vassaux nobles de la féodalité défendaient leurs suzerains. Le peuple, qui avait fait la guerre à ses frais sans demander la moindre solde, restait indigent après comme avant le triomphe, se reposant avec confiance sur l'égalité de droits qui allait exister entre les riches et les pauvres, jusqu'alors réunis par l'égalité de l'oppression. En attendant, les chefs militaires accaparaient les spahiliks et les anciens biens nationaux confisqués sur les Turcs. Bientôt ces chefs grossiers en vinrent à menacer la liberté publique. Ils parurent armés aux assemblées nationales, et entravèrent par la violence les discussions des diètes; ils allèrent jusqu'à exiger des paysans dans quelques nahias la dîme et les *robotes* (corvées), comme sous les Turcs. La féodalité, qui naît ordinairement de la conquête, allait naître pour la Serbie de son émancipation même. Le peuple, indigné, se coalisa contre les hospodars, et après plus d'une lutte sanglante, il investit de la dictature le roi des haïdouks, le père des prolétaires, George le noir ou le proscrit.

Ce triomphe de la volonté populaire était un coup terrible porté à la souveraineté des hospodars. Mais le parti vaincu ne se laissa point abattre; il se hâta d'invoquer l'ordre légal, et du consentement même du nouveau dictateur, les hospodars envoyèrent, en 1805, demander secours et conseil au tsar russe. Leur député fut le *prota* (archipope) Mathieu Nenadovitj. Ce jeune homme possédait à la fois les sympathies du parti des hospodars et du parti populaire. Son père, Alexa, déserteur d'un des régimens iliriens que l'empereur Joseph envoyait contre la France, était passé dans la sauvage Serbie, où, sachant lire et écrire, il avait été reçu comme un grand homme. Devenu knèze de Valiévo, il s'était fait bénir dans toute sa nahia; aussi les Turcs, après avoir plusieurs fois tenté d'assassiner Alexa, l'avaient-ils enfin, lors de l'insurrection, choisi pour leur première victime. Le fils de

ce martyr de la patrie, adopté par son oncle, Jacob Nenadovitj, successeur d'Alexa à Valièvo, et le plus influent de tous les hospodars, partit donc pour Pétersbourg. Mathieu Nenadovitj se mit seul en route, ne sachant aucune langue étrangère, mais guidé par son bon sens à travers les nations. Arrivé devant l'autocrate, il lui remit ses lettres; on lui répondit de faire établir par les hospodars un sénat, et qu'à cette condition la Russie soutiendrait les Serbes. Le jeune *prota*, passant par Charkov pour regagner la Serbie, y rencontra un compatriote nommé Philippovitj, homme instruit, qui occupait la chaire de droit à l'université de cette ville. Il réussit à enflammer le patriotisme de Philippovitj, qu'il décida à le suivre en Serbie. Revenus dans leur pays, les deux Serbes obtinrent facilement de George l'institution d'un *soviet* (sénat) de douze membres, représentant les douze nahias ou départemens de la nouvelle république. Telle fut l'origine de l'assemblée qui était appelée à doter la Serbie d'une organisation politique. Chargés de défendre les droits de tous et de chacun contre la violence des chefs militaires, les *sovietniks* (sénateurs) avaient bien été élus par le peuple, mais sous l'influence des hospodars, dont ils étaient plus ou moins les créatures. Le peuple n'eut donc, comme par le passé, qu'un seul représentant, le dictateur qu'il avait intronisé de force, et contre qui les hospodars se tenaient ligués au nom de l'ordre civil. Ainsi, par une déplorable fiction, ce sénat, institué pour défendre les libertés du peuple, était sans cesse poussé à agir contre le plus sincère défenseur du peuple, George-le-Noir.

Cependant il faut rendre justice aux louables intentions des premiers sovietniks. Ils firent cesser le règne du glaive; ils établirent dans chacune des douze nahias un tribunal de première instance qu'ils surveillaient, et auquel on pouvait appeler du jugement des *kmètes* (juges de village); ils réglèrent l'impôt, les taxes pour les églises, et décrétèrent la vente des biens turcs des villes. Aucun d'eux ne savait écrire, si ce n'est leur président, le prota Nenadovitj; ces dépositaires du pouvoir suprême tenaient leurs séances au milieu des ruines du vieux monastère de Blagoviechtenié, dans la Choumadia. Assis en cercle et les jambes croisées sur des nattes, ces vieillards n'avaient ni gardes ni domestiques; on leur envoyait leur nourriture des villages voisins, et parfois, quand la guerre contre les Turcs absorbait toute l'activité du peuple, on laissait ces législateurs des semaines entières sans autre aliment que les fèves cuites et la slivovitsa. Chassé de ses ruines par des contremarches de troupes,

le sénat transportait dans les forêts son tribunal souverain et le siége légal de la liberté serbe.

Le secrétaire de ce corps avait d'abord été Philippovitj. Cet homme intègre, qui mourut trop tôt, fut remplacé dans la rédaction des actes par l'habile Iougovitj, que son dévouement au chef du peuple fit, à tort ou à raison, passer pour un intrigant. Au fond, chacun des sovietniks n'était guère que l'organe législatif d'un des chefs militaires, devenus, sous le nom de hospodars, gouverneurs civils, et qui régnaient en hauts justiciers, chacun dans la nahia délivrée par ses armes : Milenko à Pojarevats, Pierre Dobriniats à Poretch, Vouitsa à Smederevo, Ressavats à Iagodina, Milane Obrenovitj à Roudnik, George-le-Noir à Belgrad et à Kragouïevats, et enfin Jacob Nenadovitj à Valiévo et dans les nahias du sud. Ce dernier chef était le plus puissant de tous après George. Ces gouverneurs importunaient le sénat d'exigences sans cesse renaissantes, et aigrissaient le dictateur George au point qu'un jour il osa, comme Napoléon, assiéger ce *conseil des anciens*, et, en faisant appuyer aux barreaux des fenêtres de la salle les canons des carabines de ses soldats, il apprit au corps souverain à respecter la force.

Cependant il y avait une autorité devant laquelle s'inclinaient le dictateur, le sénat et tous les hospodars de la république : c'était la *skoupchtina* (assemblée nationale), qui venait tous les ans rétablir l'équilibre rompu entre la robe et l'épée, et prononcer en dernier ressort sur les débats que le sénat n'avait pas eu la puissance de terminer : s'il s'agissait d'un grand criminel, la nation le jugeait et l'exécutait sur l'heure, ou s'il s'était retranché dans quelque montagne, il était poursuivi et traqué avec les siens jusqu'à son extermination. Ainsi tout se décidait par la majorité, mais par la majorité armée.

L'assemblée générale de cette république militaire était souvent, comme celles de la vieille Pologne et des comitats hongrois actuels, obligée, pour se faire obéir, de tirer l'épée contre les récalcitrans. Tout Serbe quelconque avait le droit d'y venir voter, mais chacun se rangeait d'ordinaire sous le vote de son hospodar, et se battait même pour lui au besoin, comme les petits gentilshommes de Pologne ou de Hongrie pour leurs magnats. La *skoupchtina* ne présentait donc pas à la liberté individuelle des garanties beaucoup plus sûres que le *soviet :* une véritable représentation nationale était encore irréalisable en Serbie; il n'y avait de possible que la représentation des localités ou tribus près du pouvoir central par des

députés formant le sénat. Malheureusement les membres de ce sénat, d'accord sur les points généraux, étaient entraînés à des discussions violentes dès que les intérêts de leurs tribus se trouvaient en lutte. En outre, un hospodar dans son canton, entouré de ses nombreux cliens, ne devait pas se croire battu, parce que son représentant au sénat avait le dessous. Quant au dictateur, son autorité était toute militaire; il n'était vis-à-vis des citoyens qu'un hospodar au niveau des autres, et ne gardait sa prépondérance qu'en rattachant à sa cause les plus influens des sovietniks.

Parmi les amis de George-le-Noir se signalaient Miloïé et Mladen Milovanovitj de Kragouïevats, auxquels il avait affermé la douane et le monopole du commerce d'exportation. Ces deux haïdouks, enrichis au pillage de Belgrad, vivaient en *pobratims* (frères adoptifs), avaient mis en commun leur immense fortune, et l'augmentaient tous les jours par l'achat des meilleures maisons de Belgrad et des plus riches terres d'alentour, dont ils forçaient les propriétaires à se déposséder au plus bas prix. Mladen était en outre le plus éloquent de tous les Serbes. Ce puissant orateur avait acquis sur ses collègues un ascendant irrésistible, et dès 1807 il tenait tellement toutes les affaires entre ses mains, qu'on disait qu'il formait à lui seul le sénat. Mais ses deux rivaux de tribune, Avram Loukitj de Roudnik et Iovane Protitj de Pojarevats, l'attaquèrent un jour avec tant de violence, que le sénat ligué souscrivit un acte qui forçait Mladen à quitter Belgrad. Tserni-George dut céder, et chargea son ami disgracié de conduire à Deligrad le corps de troupes appelé les *bekiars*. Dès-lors le dictateur ne fut plus défendu au sénat que par le secrétaire Iougovitj, qui assuma sur lui toute la haine des chefs serbes.

Les hospodars songeaient avant tout à garder leurs richesses nouvellement acquises, et craignant qu'un gouvernement indigène ne leur en contestât la légitime possession, ils tendaient, peut-être sans se l'avouer clairement, à incorporer de nouveau la Serbie à une monarchie voisine. Ces hommes, qu'on pourrait appeler le *parti riche*, se divisaient en deux camps : l'un désirait le joug russe; l'autre, sous Léonti, le métropolite grec de Belgrad, voulait retourner au sultan, et lui demander pour gouverneur un Fanariote. Ces deux fractions du parti riche aspiraient également aux droits des boyards, et pour fonder une classe patricienne, ils allaient jusqu'à compromettre l'indépendance de leur patrie. Le parti des pauvres seul restait fermement attaché à la défense de sa nationalité, et, sans être ennemi de l'ordre civil, sentait la nécessité d'une dictature jusqu'à ce que le

peuple eût atteint ses frontières et sa constitution naturelles. Mais Tserni-George, l'idole du *parti pauvre*, avait le malheur de ne pas se préoccuper assez de l'existence de ces deux factions. Dans sa généreuse imprévoyance, il nommait aux premières dignités des individus du parti contraire au sien, et qui, une fois installés, ne voulaient plus s'entendre avec les hommes du dictateur. En outre la faction plébéienne, encore trop faiblement organisée pour se mouvoir elle-même, n'était défendue que par des riches, Mladen et autres, qui n'avaient que peu de zèle pour sa cause, et qui en mainte circonstance la sacrifiaient à leurs propres intérêts.

Dans l'impossibilité de s'entendre, les deux partis voulurent recourir à une intervention étrangère. Dosithée Obradovitj, qui avait fondé les écoles et la littérature nationale, qui par ses services avait acquis une grande influence au sénat, obtint qu'une députation partirait pour Trieste, chargée de remettre au gouverneur français des provinces illyriennes une lettre du gouvernement serbe. Cette lettre en serbe, avec traduction italienne, offrait à la France le protectorat des Slaves de Turquie. Préoccupé de choses plus grandes, Napoléon ne s'aperçut pas de l'importance de cette proposition, et ne fit pas, pour appuyer la Serbie, tout ce qu'une sage politique aurait dû se proposer; il se contenta d'envoyer un sabre d'honneur à Tserni-George, en lui exprimant son admiration pour ses exploits. D'un autre côté, l'Autriche traitait comme rebelles George et les siens, et refusait de négocier avec eux. Abandonnés de tout l'Occident, les Serbes n'étaient encouragés dans leur lutte que par le tsar; il était naturel qu'ils se montrassent reconnaissans pour la Russie. Toutefois, quand l'empereur Alexandre avait exigé des Serbes, pour prix de sa protection, qu'ils l'acceptassent pour souverain, George indigné avait répondu : « Nous nous sommes affranchis du joug turc sans le tsar, sans lui nous saurons nous défendre. » Plus tard, le cabinet de Pétersbourg déposa son arrogance; il offrit modestement de s'allier d'égal à égal avec ceux dont il avait voulu faire ses sujets. Alors le dictateur changea de langage; il accepta les offres d'Alexandre, et un corps de trois mille Russes passa le Danube à Kladovo pour se réunir à l'armée serbe.

Cette manifestation de la Russie était loin de satisfaire les hospodars, qui redoutaient le dictateur plus que les Turcs, et demandaient avant tout des garanties contre lui. Ils insistèrent pour que le tsar leur envoyât un diplomate capable de les soutenir de ses lumières, et le consul Rodophinikine, Grec de naissance, vint au nom du tsar

siéger à Belgrad près du *soviet* de Serbie. Le premier soin du consul russe fut de gagner à sa cause le chef du parti turc parmi les Serbes, le métropolite grec Léonti. Ce pontife démontrait aux paysans combien ils étaient insensés de se battre pour des hospodars avides uniquement de remplacer les spahis; il leur conseillait de demander plutôt à la Porte un prince pareil à ceux de Valachie et de Moldavie. Rodophinikine, en ralliant les partisans de Léonti aux hospodars *russophiles*, s'assura l'unanimité dans le sénat, où la nation n'eut plus aucun représentant. Dès-lors la question de l'indépendance absolue fut oubliée : à ce noble rêve de Tserni-George, on substitua le système d'une existence bâtarde, sous le double protectorat de la Porte et de la Russie.

N'entendant rien aux intrigues diplomatiques, le dictateur se contenta de rappeler à Belgrad ses deux soutiens, Mladen et Iougovitj, pour surveiller et diriger le sénat; puis, se mettant à la tête de l'armée, il marcha de nouveau contre les Turcs, les chassa une seconde fois des frontières qu'ils avaient franchies, et rentra simple paysan dans la Choumadia, où, comme Cincinnatus, il labourait à Topola le champ de ses pères, laissant aux troupes nationales la garde des citadelles qu'il avait conquises. A peine venait-il de délivrer son pays, que les hospodars, dominés par l'influence russe, l'accusèrent de l'avoir délivré seul, et d'avoir renvoyé des renforts considérables que la Russie lui offrait. A la diète armée de Losnitsa, Jacob Nenadovitj présenta son neveu le prota qui arrivait de Pétersbourg, et annonçait que le tsar avait daigné accepter la couronne de Serbie. Les deux partis, celui des *pauvres* et celui des *riches*, se divisèrent sur cette question. Les premiers rejetèrent cette proposition avec fureur, les seconds la couvrirent d'applaudissemens : les deux factions étaient près d'en venir aux mains, lorsque l'hospodar Jacob ajourna la discussion à la *skoupchtina* du nouvel an (1810). A cette assemblée, qui devait être décisive, il parut avec six cents cliens, *momkes* et *kmètes*, qui tous se mirent à crier dans les rues de Belgrad : « Nous voulons le tsar! » Après avoir entendu Jacob faire au milieu de la diète l'exposé véhément de toutes les concussions de Mladen, le dictateur lui répondit : « Si Mladen a mal fait, prends sa place et fais mieux; vous autres vous voulez l'empereur russe : essayons de l'empereur russe! » Mladen et Milofé durent quitter de nouveau Belgrad; Jacob, proclamé par l'assemblée souveraine président du sénat, prit possession de son siége, et éloigna tous les sénateurs qui lui étaient hostiles. Le parti russe triomphait pleinement;

Jacob, devenu plus puissant que le dictateur lui-même, en vint jusqu'à demander son expulsion. Milenko insurgea dans ce but les nahias du Danube; le terrible haïdouk Veliko vint le joindre à Poretch, indigné qu'à la dernière skoupchtina on lui eût reproché ses violences sur les jeunes filles, au lieu de le louer de ses blessures et de tant de chevaux tués sous lui. George-le-Noir sut gagner d'abord le haïdouk en le comblant de caresses et le déclarant son fils adoptif; mais il échoua vis-à-vis des hospodars, qui venaient d'envoyer en Russie leur collègue Milane Obrenovitj, pour prendre le tsar comme arbitre entre eux et le dictateur. Arrivé au camp russe de Valachie, Milane y trouva Peter Dobriniats, qui, se prétendant le véritable envoyé de la Serbie, demandait l'expulsion de Tserni-George par les troupes russes, et l'élévation du consul moscovite à sa place. Le voïevode Milane eut la faiblesse de se prêter momentanément aux plans du transfuge, et tous deux, par leurs émissaires, firent entrer dans leur complot les hospodars. George les avait laissé faire, tant qu'ils ne lui demandaient que de céder sa puissance et d'éloigner ses amis du sénat; mais quand il fut question de livrer sa chère Serbie aux Russes, il frémit de colère. N'osant plus, devant de telles discordes, méconnaître la nécessité d'un protecteur étranger pour sa patrie, il implora la France, qui ne daigna pas l'écouter; il envoya à l'empereur d'Autriche son ami Iougovitj, qui reçut un refus humiliant. Rejeté par tout le monde, menacé de l'exil, George fut enfin forcé d'accepter la garantie moscovite; il se résigna, et ne posa pour condition que d'être reconnu chef suprême de l'armée serbe. Le général Kamenski, dans sa proclamation de mai 1810, lui donna solennellement ce titre; ce qui confondit toutes les espérances des hospodars, et se résignant à leur tour, ils allèrent en bons citoyens décharger toute leur rage sur les Turcs.

La campagne de 1810 fut brillante; mais à peine était-elle terminée que les querelles intestines recommencèrent entre Jacob, qui prétendait être le knèze ou le chef civil du peuple, et George, qu'il voulait renvoyer au camp et réduire au simple rôle de voïevode, chef militaire. Les hospodars, allant plus loin, espérèrent, par leurs accusations, réussir à envelopper le dictateur dans la réprobation qui pesait sur Mladen et Iougovitj; ils crurent qu'ils ne pourraient autrement faire condamner par la skoupchtina George à l'exil avec ses principaux défenseurs. Mais la réussite de leur complot dépendait de l'appui d'un régiment russe dont Milane Obrenovitj fut chargé de hâter l'arrivée. Instruit de cette circonstance, George convoqua

la skoupchtina avant l'époque accoutumée : il l'ouvrit lui-même le premier jour de l'an 1811, et profitant de l'absence des voïevodes, qui ne voulaient point paraître à la diète sans le régiment russe, il fit voter qu'à l'avenir les voïevodes seraient entièrement arrachés à la suprématie des hospodars et gouverneurs locaux, qu'ils ne dépendraient plus du sénat que dans les affaires civiles, et relèveraient militairement du *grand chef*. Ensuite, pour que ce dernier pût efficacement protéger les petits chefs, George se fit investir par le peuple de tout le pouvoir exécutif de la république. Quant au sénat, il resta divisé en deux corps suprêmes, l'un rigoureusement législatif, l'autre formé par les ministres de la guerre, de la justice, des cultes, des finances, de l'intérieur et des affaires étrangères; ces six ministres furent Mladen, Sima Markovitj, Dosithée Obradovitj, tous trois pour George et le peuple, puis Jacob, Milenko et Peter Dobriniats, tous trois pour les hospodars. On gardait ainsi un équilibre apparent entre les deux partis, mais le ministère important, celui de la guerre, était donné à Mladen. Enfin, après avoir voté l'exil *ipso facto* contre ceux qui résisteraient à ce nouvel ordre de choses, l'assemblée se dispersa. Quand les hospodars arrivèrent avec le régiment russe, la diète avait terminé ses séances. Déjà ébranlés par la perte de leur député Milane, qui venait de mourir à Boukarest, ils furent déconcertés par les mesures de l'assemblée. Jacob, leur chef, lassé de ses longues luttes civiques, se soumit à l'ordre nouveau, maria son fils à la fille de Mladen, et s'assit tranquille au sénat.

Dobriniats et Milenko étaient seuls restés dans l'opposition; ils s'associèrent le plus riche citoyen de Belgrad, Stephane Jivkovitj, et on put craindre de les voir, avec leurs cliens, assaillir et tuer Mladen, dont Jivkovitj avait été autrefois le concurrent. Miloch, qui venait d'hériter du pouvoir de son frère défunt Milane, offrait de leur amener deux mille montagnards pour culbuter le nouveau gouvernement et assurer le triomphe du parti des hospodars; mais Dobriniats et Milenko découragés passèrent le rude hiver de 1811 tranquilles dans leur konak de Belgrad, prenant part, comme de bons patriotes, aux fêtes de leurs adversaires triomphans.

Les deux sénateurs dînaient un jour chez le ministre Mladen avec George-le-Noir et Balla, colonel du régiment russe amené à Belgrad par les hospodars. Désirant connaître les instructions données par la Russie à ses agens, George feignit d'être irrité contre Milenko, que la voix publique accusait d'aspirer à la dictature; il parla de le faire arrêter. Balla intercéda, George prit en main son bonnet, et

conjura le colonel, par le pain de son empereur, de lui dire s'il était venu pour soutenir son parti ou celui des hospodars. Balla répondit qu'il était venu prêter main forte à la nation dont Tserni-George était le chef suprême. « Laisse-moi donc baiser ta main à la place de celle du tsar, » répondit le paysan serbe ravi d'être reconnu souverain. Le lendemain, il envoya à Dobriniats et à Milenko les diplômes de ministres et de sénateurs; ils pouvaient, leur disait-il, entrer dans l'opposition parlementaire; la guerre entre les deux factions devait, dans l'intérêt même de la patrie, se retirer des camps pour ne plus se poursuivre que dans le sénat; il ne voulait pour lui qu'une chose, le bonheur de toujours mener comme autrefois les Serbes à la victoire. Les deux champions refusèrent leur place au soviet, et, d'après l'arrêt de la skoupchtina contre ceux qui refuseraient d'obéir, ils furent menés sous escorte hors des frontières et passèrent en Valachie. Leurs partisans s'insurgèrent bientôt, toutefois en si petit nombre, que quelques centaines de momkes suffirent pour les dompter. Le voïevode Miloch, qui avait pris part à la révolte, vint demander pardon à George, et le dictateur, après lui avoir fait jurer fidélité, le renvoya généreusement dans sa voïevodie de Roudnik. Quant au métropolite Léonti, on se contenta de le transférer à Kragouïevats, pour l'empêcher d'ourdir de nouvelles intrigues avec le consul russe de Belgrad, Nedoba, successeur de Rodophinikine.

Délivré de ses rivaux, Georgè exerça quelque temps une autorité toute royale. Ce héros, ami des lumières, de la liberté et de l'égalité civiles, était terrible dans sa justice; il tuait de sa propre main ceux qu'il croyait coupables : on le vit immoler le knèze Theodosi, son ancien protecteur; on le vit même faire pendre au seuil de sa demeure son propre frère qui, dans l'espoir de l'impunité, avait déshonoré une jeune fille. Il oubliait complètement une injure qui n'atteignait que lui seul, dès qu'il l'avait pardonnée; mais les ennemis de sa nation le trouvaient sans aucune pitié. En face des Turcs, ce lion ne se maîtrisait plus, il faisait massacrer même les prisonniers auxquels il avait promis leur grace. Dans cette nature sauvage, rien ne tempérait la fougue des instincts puissans, mais bruts, que l'éducation seule parvient à dominer. Tel était le prince, tel était aussi le peuple de la Serbie.

Affaiblie par les victoires des Serbes en 1810, la Porte fit, l'année suivante, proposer à Tserni-George de le reconnaître comme régent de son pays aux mêmes conditions que les deux hospodars de Moldavie et de Valachie. Le dictateur ne pouvait accepter une telle pro-

position ni désarmer sans qu'un cabinet européen se portât comme garant du traité qui allait se conclure. Le cabinet de Pétersbourg seul accepta de garantir aux Serbes les conditions qui leur seraient accordées. Mais tout à coup les plans du tsar et ceux de Napoléon se trouvèrent bouleversés. Au lieu d'attaquer Constantinople, le souverain français, voyant Alexandre s'allier avec l'Angleterre, son ennemie, dirigea vers la Russie toutes les forces de l'Occident. Le cabinet russe oublia les Serbes, ou plutôt usa de toute son influence pour les désarmer et les remettre en quelque sorte les mains liées au pouvoir du sultan, qui consentit enfin à signer, en mai 1812, le traité de Boukarest. Par le huitième article de ce traité, la Porte se réservait la possession des places fortes, accordait une entière amnistie aux Serbes, leur garantissait les mêmes avantages qu'à ses sujets des îles de l'Archipel, et leur remettait enfin l'administration intérieure du pays, ainsi que la faculté de lever eux-mêmes les impôts dus au sultan.

La Russie, amie du sultan, voulait alors, de concert avec les Anglais, attaquer par la Serbie et le Tsernogore les corps français de la Dalmatie. Les rives serbes de la Drina se couvraient déjà de magasins russes pour cette expédition; déjà l'avant-garde moscovite foulait les balkans bulgares, quand le divan se tourna subitement vers la France, et renvoya ses alliés russes au-delà du Danube. Le tsar, ayant fait évacuer la Serbie par ses troupes, dut feindre une inébranlable confiance dans le traité de Boukarest, et quoique la députation serbe de Stambol eût été congédiée avec mépris, il ne parut pas douter que les promesses faites au sujet des Serbes dans ce traité ne fussent près de s'accomplir.

Au printemps de 1813, la guerre sainte des Turcs contre les *giaours* de Serbie recommença, comme il était aisé de le prévoir. Tserni-George, qui avait déjà repoussé tant d'invasions, qui depuis neuf ans battait l'ennemi en toute rencontre, devait craindre moins que jamais; il avait cent cinquante canons en bon état, sept citadelles en pierre, quarante forteresses en terre; la population de la Serbie, par les émigrations des provinces voisines, s'était doublée. A l'appel de son héros, elle se leva tout entière avec enthousiasme : Mladen mena dix mille braves vers Nicha et la Morava, Sima dix mille autres vers la Bosnie et la Drina, et le dictateur réunit à Iagodina une armée de réserve. Mais à Belgrad, le consul russe Nedoba ayant protesté de toutes ses forces contre ces préparatifs militaires, le sénat, qui lui était tout dévoué, ordonna de licencier les troupes. Se fiant à la pro-

tection du tsar, les hospodars obéirent aux injonctions de Nedoba et congédièrent leurs bandes au moment même où l'ennemi envahissait de tous côtés les frontières. Les hordes musulmanes s'avançaient en éventrant les femmes et jetant les petits enfans dans l'eau bouillante, par une cruelle parodie du baptême. Les Serbes expiaient dans d'affreux supplices leur propre fanatisme; triomphans en 1804, ils avaient aussi martyrisé des milliers d'Ottomans et baptisé de force leurs enfans et leurs femmes. Alors les vieillards leur avaient dit : « Vous paierez vos cruautés un jour. » Ce jour était arrivé.

Le consul Nedoba, dont les créatures circonvenaient Tserni-George, avait bien soin de cacher ces horreurs au héros, qui restait encore ferme dans son refus de permettre à l'armée turque d'entrer en Serbie; il exigeait qu'elle n'y envoyât que de petits détachemens, trop faibles pour opprimer, suffisans comme garnisons. De cette manière, pensait-il, le peuple aurait échappé à la vengeance musulmane. Enfin l'armée entière des Ottomans parut, et Nedoba déclara officiellement qu'elle venait d'accord avec le tsar, qu'en cas de résistance la Russie s'unirait à la Porte contre les Serbes rebelles; qu'au contraire, s'ils se soumettaient, tous leurs droits seraient respectés. Rassuré par cette déclaration, George passa à Zemlin, croyant, par sa retraite, assurer une paix honorable à son pays et lui conserver son héroïque jeunesse pour des temps plus heureux. Alors, pour mettre fin à sa mission, le consul russe fit lui-même miner et sauter en l'air le palais du sénat, dont on voit encore aujourd'hui les ruines; il brûla de sa main toutes les archives de l'état serbe, annales de dix années d'une gloire étrangère à la Russie, et, après cet exploit, il alla rejoindre en Hongrie les hospodars émigrés, leur annonçant qu'en Serbie tout était pacifié. La Porte n'avait donné à la Serbie que la paix du tombeau. Dans le seul mois de décembre 1814, le visir de Belgrad, Soliman, fit empaler trois cents prisonniers serbes. Ces rangées de victimes, sur leurs pieux, vivaient quelquefois trois ou quatre jours, et leur cœur palpitait encore que déjà les bandes de chiens affamés leur rongeaient les jambes et faisaient fuir les mères qui avaient espéré recueillir le dernier soupir de leurs fils. Avides de vengeance, les fils des anciens spahis étaient revenus dans toutes les palankes serbes, où ils faisaient relever par les vaincus leurs forteresses et leurs konaks détruits. Menés à coups de fouet au travail comme des bêtes de somme, sans sommeil et presque sans nourriture, les rayas succombaient en foule aux maladies épidémiques qui naissaient de leurs affreuses corvées. Néanmoins il y avait alors parmi ce

peuple de martyrs un homme qui exploitait avec empressement cet état de choses. C'était Miloch.

Né en 1780 d'un valet de ferme, nommé Techo, et de Vichnia, veuve du fermier Obren, Miloch fut d'abord, comme son père, réduit à garder le bétail d'autrui dans son village natal de Dobrina, éloigné de trois lieues d'Oujitsa, et où le voyageur Pyrch, en 1832, trouva encore vivante la femme que le futur prince avait servie en qualité de porcher. En gravissant les rochers du mont Roudnik au sortir de Dobrinia, on arrive à des hauteurs presque inaccessibles : là s'élève, au milieu d'une forêt de pruniers, une ferme nommée *Tsernoutja* (retraite des noirs). Cette ferme fut construite par Miloch, quand il voulut mettre en sûreté l'énorme butin que lui légua en mourant son frère utérin Milane. Héritier de ce chef héroïque, auquel il avait dû son initiation dans l'art de la guerre, il lui emprunta même son nom d'Obrenovitj (fils d'Obren), que le fils de Techo, devenu voïevode, ne quitta plus. Les richesses qu'il avait commencé d'entasser dans sa sauvage retraite étaient pour l'avare Miloch l'objet d'une telle sollicitude, qu'il ne put se résoudre à émigrer en 1813 avec les hospodars dont il avait épousé la querelle. Jacob Nenadovitj, déjà en sûreté sur la terre autrichienne, s'exposa généreusement à repasser la Save pour décider Miloch à le suivre en Autriche. Miloch s'obstina dans son refus. Bientôt, avec ses momkes, il se retira à Brousnitsa. Là, il ne tarda pas à s'entendre avec les Turcs, et à se faire reconnaître par eux *obor-knèze* de Roudnik, à la condition qu'il les aiderait à *purifier* le pays de tous les *brouillons* qui voudraient l'agiter. Le village de Takovo le vit déposer ses armes aux pieds d'Ali Sertchesma, capitaine des *delis*, gardes-du-corps du visir. Mené à Belgrad comme un fidèle raya, il fut présenté par les beys, ses amis, au cruel pacha Soliman, qui l'appela son bien-aimé, son fils adoptif, et lui fit présent de beaux pistolets et d'un étalon arabe. Ces honneurs flattèrent la vanité de Miloch, qui jura de verser son sang pour rétablir en Serbie l'autorité musulmane. Désormais il ne s'écoulerait pas de semaine, ajoutait-il, qu'il n'envoyât quelque tête de rebelle serbe pour couronner les portes de Belgrad. L'obor-knèze tint parole, car il y trouvait un double avantage : d'une part, il retirait le prix du sang, le denier de Judas; de l'autre, grace au supplice des knèzes compromis, il devenait peu à peu le seul raya riche et puissant de sa nation.

La Serbie était donc retombée sous le joug turc à la même époque à peu près où la chute de l'empire français ébranlait l'Europe. Le

congrès de Vienne allait se réunir. On assurait qu'il redresserait tous les torts, qu'il rendrait à chacun ses droits. A cette nouvelle, un prêtre à longue barbe, le bâton de pasteur à la main, quitta la Serbie dévastée pour aller supplier, dans la capitale autrichienne, ceux qui se disaient les libérateurs des nations, d'accorder à la sienne, dans leur vaste protocole, l'aumône d'un article. Ce prêtre était l'intrépide Matthieu Nenadovitj de Valiévo. Déjà en 1814 il avait rédigé avec le voïevode Moler, fait signer par les autres chefs, puis porté lui-même à l'empereur François à Vienne, une supplique du peuple serbe et une demande de secours. Dans l'audience qu'il avait accordée à Nenadovitj, l'empereur avait promis qu'il intercéderait en faveur des Serbes près du divan, et tâcherait de les délivrer, ajoutant : « J'ai toujours été, suis et serai votre ami; je vous ai envoyé du blé, de la farine, du sel, de bons conseils, etc. » Toutefois, il avait fini par déclarer loyalement qu'il n'interviendrait point par les armes. Cette audience, qu'un écrivain serbe, Miloutinovitj, a racontée longuement dans son *Istoriia Serbie troegodichnia* (Histoire serbe des trois années 1813-14 et 15), avait encouragé Matthieu Nenadovitj à renouveler en 1815 ses tentatives auprès du congrès. Le prêtre présenta au prince de Metternich, aux plénipotentiaires de Prusse, d'Angleterre et des autres états, des pétitions rédigées par les écrivains serbes Davidovitj et Frouchitj. Il alla d'un souverain à l'autre, les conjurant avec larmes d'avoir pitié d'un million d'hommes. Les jeunes monarques, les élégans diplomates, riant de la naïveté de ce barbare, se le renvoyaient les uns aux autres; les plus sérieux lui demandaient avec étonnement : Qu'est-ce donc que la Serbie? Pendant ce temps, à Belgrad, on empalait des hommes; les knèzes, compromis, traqués comme des bêtes fauves par les suppôts de Miloch, étaient livrés à Soliman. En dépit de ces deux tyrans, l'héroïque milice des haïdouks se grossissait chaque jour; les bandes de ces libres guerriers interceptaient les routes, attaquaient les caravanes turques. Mieux vivre en brigand que de languir esclave! disait tout Serbe généreux, et il partait pour la montagne, n'emportant avec lui d'autre bien que sa carabine.

L'obor-knèze de Roudnik, qui avait une maison à Belgrad à l'endroit même où est aujourd'hui le palais du prince des Serbes, faisait une cour assidue au visir Soliman, et l'accompagnait souvent dans ses promenades à cheval. Quand il n'allait pas en personne présenter les têtes des anciens compagnons d'armes pris dans ses piéges, il les envoyait du moins par les plus recommandables de ses compatriotes.

Un jour, le capitaine Voutchitj, ancien soldat de Tserni-George, était auprès de Miloch, quand ses momkes arrivèrent des montagnes avec de nouvelles têtes de haïdouks, qu'ils se mirent à laver avant d'aller en faire hommage au visir. — Donnez cela à des Turcs, leur dit Voutchitj indigné, et rougissez d'aller porter de vos mains à l'oppresseur les têtes de vos frères! Miloch, au même instant, s'écria : — Tu vas les porter toi-même à la citadelle, et sans retard, entends-tu, Voutchitj? — Un non énergiquement accentué retentit dans le konak. Miloch ordonna aussitôt à ses gardes d'arrêter Voutchitj; mais le capitaine, armant ses pistolets, resta impassible, les yeux fixés sur les gardes de l'obor-knèze, dont aucun n'osait l'approcher, malgré les foudroyantes injonctions de Miloch. Suivi par les momkes, qui se glissaient derrière lui, et reculaient devant chacun de ses regards de lion, Voutchitj s'éloigna du konak, au milieu des bénédictions du peuple. Telle fut l'origine d'une rivalité qui ne s'est plus éteinte entre ces deux hommes, doués l'un et l'autre d'une grande finesse, d'une force de volonté et d'une vigueur de corps extraordinaires; mais tous deux unissant à ces qualités une extrême violence : on remarque d'ailleurs chez Voutchitj une noblesse de sentimens qui manque entièrement à Miloch.

Les haïdouks finirent par entraîner dans leur révolte jusqu'aux paisibles laboureurs, et l'insurrection devint générale. Alors Miloch marcha en tête des troupes turques contre les Serbes, qui le battirent à plusieurs reprises, mais durent bientôt céder au nombre et capituler avec leur ennemi. Cent cinquante des principaux chefs serbes furent envoyés par l'obor-knèze à Belgrad, où leurs têtes ne tardèrent pas à orner les poteaux des quatre portes de la ville. Trente-six des plus dignes staréchines, parmi lesquels figurait l'igoumène de Ternovo, furent empalés par Soliman. Ses *delis* embrochaient les femmes et les brûlaient; ils en étouffaient d'autres sous des amas de pierres, ou leur tenaient la tête plongée dans les sacs d'avoine qui s'attachent au cou des chevaux, jusqu'à ce que la cendre dont ces sacs étaient remplis eût suffoqué les malheureuses.

Malgré ces atrocités, Miloch demeurait ferme et prêtait appui aux Turcs, voulant à tout prix rester obor-knèze. Telle fut l'origine de la puissance de cet homme : chacun peut faire la comparaison de ces faits avec les prétendus commencemens de son règne racontés par l'historien allemand Ranke et par les Anglais Slade, Walsh, etc. Il ne tarda pas cependant à reconnaître avec douleur que, malgré son dévouement illimité pour les Osmanlis, il n'avait pas réussi à se faire

aimer d'eux, et même il dut bientôt craindre pour ses jours. Il était présent quand on apporta au visir la tête du terrible Stanoié Glavach, qui, gracié par les Turcs avant la dernière révolte, avait mieux aimé périr que de tourner ses armes contre ses compatriotes. Les *delis* lui dirent, en montrant cette tête : « Maintenant, Miloch, c'est à la tienne de tomber. — V'Allah! s'écria l'astucieux raya; le visir va donc perdre les cent bourses dont je lui suis débiteur pour les soixante esclaves et la jeune fille qu'il m'a cédés? » Et il persuada à Soliman de le laisser partir afin de chercher dans ses troupeaux un nombre de porcs suffisant pour couvrir cette dette. Revenu dans les montagnes sous cet étrange prétexte, Miloch alla trouver en secret les haïdouks, leur jura de cesser de les poursuivre, pourvu qu'ils le défendissent contre la haine musulmane, et, à cette condition, promit de leur obtenir bientôt des Turcs une complète amnistie. Les patriotes, convaincus qu'ils n'avaient pas de plus grand ennemi que Miloch, mais espérant convertir à leur cause ce rusé capitaine, lui pardonnèrent le passé. La conjuration se propageait, quand Miloch, craignant les recherches de la police turque, partit pour Belgrad et obtint du visir un passeport pour Trieste, en l'assurant qu'à son retour il pourrait le payer en argent comptant, au lieu de le payer en nature. Il remontait la Save avec ses porcs, lorsqu'il vit accourir vers lui des cavaliers : Soliman venait de découvrir le complot des haïdouks et leur coalition avec Miloch. L'obor-knèze se jeta dans une barque et passa en Autriche; mais son frère, le marchand Ephrem, qui était alors pour son commerce au village d'Otrouchnitsa, entre Belgrad et Palech, fut saisi, chargé de fers, et plongé dans les souterrains infects de la Neboïcha-koula, bastille de Belgrad. Il y resta trois mois, pendant lesquels le Danube, ayant débordé, inonda son cachot. Les geôliers ne s'inquiétaient pas de leur prisonnier, dont les jambes demeurèrent plongées dans l'eau pendant plusieurs semaines; enfin il fut échangé contre un riche Turc dont les haïdouks s'étaient emparés. Quant à Miloch, voyant que l'insurrection devenait générale, il quitta l'Autriche et rentra dans ses montagnes, où les knèzes, pour légaliser leur résistance aux yeux même de la Porte, le proclamèrent leur chef. Dès-lors la guerre commença dans les nahias du sud, tandis que Voutchitj, de son côté, insurgeait les nahias du nord. L'archimandrite Mileta Pavlovitj arma ses moines et marcha lui-même à leur tête; les popes garantissaient le paradis à tous les morts.

Si l'obor-knèze eût aimé la gloire, il pouvait s'en couvrir à sou-

hait dans cette lutte nationale; tous les Serbes, oubliant ses torts, accouraient à son appel. Personne ne lui contestait une grande bravoure; sa taille colossale imposait à tous, non moins que sa voix terrible, qui, dans le combat, s'entendait au milieu des plus vives fusillades. Sa femme Loubitsa, jeune et belle, l'accompagnait à cheval, des pistolets à la ceinture; l'archimandrite Pavlovitj le suivait partout, et chaque matin lui donnait sa bénédiction. L'heureux chef des haïdouks goûtait ainsi dans sa tente toutes les jouissances de la terre et du ciel; rien ne le pressait de traiter avec les Turcs. Appuyé par tout le peuple, il pouvait guerroyer hardiment jusqu'à ce qu'il eût rendu à son pays la glorieuse indépendance dont il avait joui sous George-le-Noir. Mais Miloch ne songeait qu'à son propre intérêt; aussi sa carrière militaire fut-elle courte. Après quatre ou cinq combats, il s'aboucha avec le nouveau visir de Belgrad, Marochli-Ali, pacha bulgare animé de dispositions conciliatrices, et qu'on envoyait à la place du cruel Soliman. Suivi des knèzes de son parti, il vint trouver Marochli, se prosterna à ses pieds en présence de plus de cinquante beys, et, le front dans la poussière, se reconnut par trois fois raya; après quoi l'honneur du café et du tchibouk lui fut accordé, et le visir le déclara son agent, son substitut parmi les Serbes. Dès-lors les deux peuples restèrent, l'un dans les forts, l'autre dans les monts et les villages; à la guerre succéda une paix armée. Dans chaque nahia, un knèze serbe siégeait près d'un moussèlim turc; on pouvait appeler de leurs jugemens au tribunal de Belgrad, appelé la *chancellerie serbe*, et composé de douze staréchines, députés des douze nahias, qui, unis à l'obor-knèze, jugeaient sans appel et remettaient les condamnés aux bourreaux turcs. Chaque année, la skoupchtina répartissait l'impôt qu'il fallait payer au pacha, et dont le taux ne changeait plus. Ce tribut était remis au chef turc par les douze anciens de Belgrad. Une telle situation toutefois n'était que provisoire, tant que la sanction du sultan ne l'avait pas consacrée; d'ailleurs les Serbes, avides d'une plus large existence politique, ne pouvaient long-temps s'en montrer satisfaits.

Du fond de la Bessarabie, où il s'était réfugié, Tserni-George avait suivi avec une vive sollicitude les évènemens dont la Serbie était le théâtre. Assuré que l'organisation provisoire était contraire aux vœux de la nation, il se dévoua encore une fois à la cause des Serbes et ourdit avec des patriotes grecs une conspiration dont le réseau devait embrasser toute la Turquie d'Europe. Quand il jugea le moment favorable, il quitta la Bessarabie et apparut tout à coup au

milieu des Serbes. Il avait étudié en Styrie la tactique autrichienne. « Si je puis, disait-il, discipliner à l'européenne vingt mille des miens, et me réunir aux Grecs, aucune armée ottomane ne nous résistera; il dépendra de nous d'aller chasser les Turcs même de Stambol. » George ne s'attendait pas à rencontrer dans les montagnes natales un rival dont l'égoïsme ne reculerait devant aucun attentat. Miloch avait intérêt à se débarrasser de George : il feignit de l'amitié pour lui, parvint à connaître le lieu où il se tenait caché, et une nuit les Turcs, guidés par les indications de l'obor-knèze, pénétrèrent dans la cabane où George dormait après avoir assisté à un banquet de haïdouks. George-le-Noir ne se réveilla plus; ses amis portèrent ses restes dans la petite église qu'il avait bâtie à Topola en 1811.

Ce nouveau crime de Miloch, que l'Europe regarde à tort comme son premier forfait, lui permit d'aspirer plus ouvertement au pouvoir suprême. Les knèzes alors s'effrayèrent, et, connaissant par expérience le caractère cruel de Miloch, pensèrent qu'il valait mieux se remettre aux mains du pacha Marochli, dont tous appréciaient la paternelle douceur; ils chargèrent donc Pierre Molar Nicolaïevitj, président de la chancellerie serbe, et le nouveau métropolite Nikchitj, de traiter cette affaire avec le visir. Pour rester obor-knèze, Miloch n'hésita point à faire assassiner le vieux et vénérable Nikchitj dans sa maison de Chabats; quant à Molar, il le fit traîner devant un tribunal de trente staréchines qu'il croyait de son parti; mais le prota Nenadovitj, membre de ce tribunal, dessilla les yeux de ses collègues, qui déclarèrent Molar innocent. Miloch n'eut plus que la ressource de le citer devant la justice turque : il suborna des traîtres qui accusèrent Molar de conspirer contre le sultan, et Marochli fut contraint de le faire décapiter. L'effroi imposa silence aux autres knèzes, et il n'y eut plus personne qui osât protester au nom du peuple contre l'administration prétendue nationale.

En 1820, le divan expédia enfin aux Serbes un plénipotentiaire chargé de leur lire le firman qui leur octroyait l'invariabilité de l'impôt et le droit de n'avoir que des juges de leur sang. Pour recevoir ce firman, Miloch se dirigea vers Belgrad; mais, instruit que les spahis lui dressaient une embuscade, il s'approcha avec un nombre de kmètes si considérable, que le pacha refusa de le recevoir dans la ville. Miloch et l'envoyé turc se rencontrèrent donc au village de Toptchider : la haine et la défiance régnèrent dans cette entrevue, et quand les Serbes en vinrent à rappeler les clauses du traité de Boukarest, le représentant de la Porte, indigné, remonta à cheval

et s'éloigna. Voyant qu'il n'était plus considéré que comme un rebelle appuyé par la Russie, Miloch, effrayé, envoya quelques mois après une députation à Stambol, pour se raccommoder avec le divan; mais l'insurrection d'Ipsilanti et des Grecs étant survenue, les députés serbes furent emprisonnés comme suspects. Une nouvelle guerre était imminente, les knèzes s'y préparaient : Miloch toutefois insista pour qu'ils continuassent de payer chaque année au sultan l'impôt convenu, et même les dîmes aux spahis; ils durent obéir.

Miloch poursuivit bientôt plus ouvertement le but qu'il s'était proposé, la centralisation du pouvoir. La tendance sociale des Serbes a toujours été de diviser leur pays en cantons fédérés sous de petits princes électifs ou héréditaires. La politique turque se garde bien, on peut le croire, de contrarier ce penchant. En 1821, le pacha Marochli promit à Marko Abdoula, knèze de Smederevo, et à Stephane Dobriniats, des bérats qui les établissaient chefs indépendans, chacun dans sa nahia. Les deux knèzes, saisis par les agens de Miloch, périrent sous leurs coups; mais il ne put se débarrasser aussi aisément de rivaux plus puissans : l'ancienne ligue des hospodars se renoua pour sauver Milosav Ressavats, ami d'Abdoula, qui, par l'achat d'immenses vignobles sur la Morava, était devenu le plus riche propriétaire de la nation. Au lieu de renoncer à réaliser une centralisation monarchique impossible dans ce pays nécessairement divisé par tribus et par cantons, l'obor-knèze s'obstina à renouveler en les outrepassant les anciennes mesures de Tserni-George contre les hospodars. Il essaya de séparer les knèzes d'avec le peuple, et de se les attacher en introduisant la coutume de les solder lui-même, pour qu'ils ne dépendissent plus de la nation, mais de lui seul; il eut soin aussi que le taux de la solde ne fût pas fixé, afin de pouvoir l'élever ou le diminuer selon le dévouement qu'on montrerait à sa personne. En dépit de ces mesures, il y eut en 1825 une nouvelle révolte; Miloch exigeait beaucoup plus d'impôts que les Turcs, il prélevait le haratch jusque sur les enfans de deux jours. Indignées de ces vexations, les nahias de Smederevo, de Pojarevats et même de Kragouïevats, s'insurgèrent. L'obor-knèze leur opposa les nahias du sud : les deux partis, celui du nord sous Miloïé Povovitj, surnommé *Djak*, ou le diacre, et celui du sud sous Voutchitj, se livrèrent bataille à Oplentsa, près Topola. Djak fut vaincu, pris et fusillé avec cent vingt autres Serbes à Hassan-Palanka; son armée, en capitulant, avait exigé, entre autres garanties, qu'un de ses chefs, Andreï, serait fait knèze de Topola. Miloch le jura; quelques semaines après, il fit assassiner

Andreï. Alors, craignant que tant d'insurrections successives ne produisissent un mauvais effet chez les peuples voisins, il envoya au divan de Constantinople des pièces où il essayait de prouver la rébellion de Djak contre le sultan; puis il écrivit au gouverneur autrichien de Zemlin, pour lui apprendre que, grace à ses efforts, la route commerciale entre l'Autriche et le Bosphore, purgée de brigands, présentait enfin la plus entière sécurité.

Cependant il sentait le besoin de se réhabiliter aux yeux des siens par quelque manifestation plus sérieuse : dans ce but, il convoqua pour le mois de janvier 1827 une grande skoupchtina, où il eut soin de n'appeler que ses créatures. Il en réunit mille dans l'église de Kragouïevast, et son ministre Davidovitj, récemment arrivé en Serbie, lut un discours où l'obor-knèze tâchait de se justifier des meurtres de ses rivaux, répondait aux reproches qu'on ne lui ménageait pas sur sa soif insatiable d'impôts, et développait les avantages assurés au pays par le traité d'Akerman. Miloch finissait en priant la skoupchtina de demander au sultan pour lui-même le titre de prince héréditaire. Aussitôt l'assemblée souscrivit un acte solennel où elle jurait de ne plus obéir qu'à lui et à sa postérité. L'obor-knèze reconnaissant mit cet écrit sur sa tête et le baisa, puis embrassa les assistans les uns après les autres. « Ne craignez plus rien, leur disait-il, je suis *l'enfant du peuple*, je n'oublierai pas mon origine. »

Les knèzes de l'opposition virent avec désespoir le succès qui accueillait la nouvelle démarche de Miloch. Décidés à chasser l'obor-knèze ou à mourir, ils tentèrent avec six mille combattans un coup de main sur Kragouïevats. L'obor-knèze dut s'enfuir; mais Voutchitj, qui faisait taire sa haine contre Miloch pour soutenir le pouvoir central, livra aux insurgés un combat acharné, où ils perdirent près de cinq cents hommes. De son côté, le visir de Belgrad, pour appuyer Miloch, avait fait venir cinq mille Bosniaques, qui bloquèrent le quartier serbe de cette ville, et ne se retirèrent que quand la paix eut été rétablie. Miloch crut alors pouvoir calmer les mécontens, en publiant et jurant ce qu'il appela la constitution serbe. Ce curieux document de mœurs gréco-slaves déclarait tous les Serbes nobles et égaux. Chaque commune restait solidaire devant la justice des actions de ses enfans, devait restituer l'équivalent des vols commis sur ses terres, et livrer le coupable à la police. Le condamné pouvait en appeler du tribunal de sa nahia au tribunal suprême qui siégeait à Belgrad ou à Kragouïevats. La police des chemins était confiée aux boulouk-bachi, dont chacun avait sous lui douze *mom-*

kes à cheval; le peuple devait se confier à cette milice et lui laisser exterminer les derniers haïdouks. La peine de mort ne pouvait être infligée que par le souverain, qui, seul investi de tous les droits du glaive, portait en ses mains la mort et la vie. L'assemblée générale du peuple devait veiller tous les ans à rectifier les abus, fixer l'impôt et répartir le tribut annuel dû à la Porte ottomane.

Cette constitution, dont nous ne citons ici que les principaux traits, prouvait, sous une apparence libérale, à quel point l'ancien champion de la liberté comprenait l'art du despotisme. On ne peut nier cependant qu'à force de couper des têtes, le *grand chef* ne fût parvenu à établir dans son pays une sécurité parfaite pour les voyageurs; les objets même qui se perdaient sur les routes étaient apportés aux tribunaux. Un jeune paysan de Verbovats, près Smederevo, ayant assassiné un riche marchand étranger pour s'emparer de son trésor, avoua, plusieurs années après, à son vieux père ce crime qui était resté entièrement ignoré. Aussitôt le vieillard saisit son fils et le mène à la skoupchtina, pour tenir le serment qu'il avait fait avec tous les siens de ne plus souffrir aucun criminel dans le pays. Ce nouveau Brutus se nommait Militj. L'obor-knèze, après l'avoir présenté comme un modèle à l'assemblée, lui rendit son fils. Miloch triomphait, car il venait, à force de meurtres, d'obtenir le monopole des rapines dans son malheureux pays.

Dans le but de se justifier des évènemens de 1813, la Russie avait, en 1826, inséré dans les conventions d'Akerman ce passage sur les Serbes : « La sublime Porte mettra immédiatement à exécution toutes les clauses de l'article 8 du traité de Boukarest relatives à la Serbie, laquelle est *ab antiquo* sujette et tributaire du sultan... Lesdites mesures seront réglées et arrêtées de concert avec la députation serbe de Constantinople dans un délai de dix-huit mois. » Ces conventions, après le délai fixé, ne se trouvant point exécutées, la Russie lança en 1828 une armée vers les Balkans. A cette nouvelle, tous les knèzes serbes se levèrent, demandant à Miloch qu'il les laissât profiter d'un moment aussi favorable pour chasser du pays les dernières garnisons turques. Mais la Russie défendit à l'obor-knèze de bouger, et appuya cette injonction des plus sévères menaces. On le sait, et l'exemple de la Grèce en 1831, celui de l'Égypte en 1840, l'ont trop bien prouvé, les plans d'agrandissement de la Russie s'opposent à ce qu'il s'élève en Turquie des états nouveaux qui, dans l'énergie de leur jeunesse, pourraient un jour lui disputer l'héritage du sultan, le commerce de la mer Noire, et entraîner peut-être dans le cercle de leur action

ses plus riches provinces méridionales. De tous les cabinets d'Europe, il n'en est donc pas un qui doive être en réalité plus opposé que celui de Pétersbourg à une régénération totale du peuple serbe. On s'explique parfaitement dès-lors que l'empereur Nicolas ait, en 1828, sommé Miloch de s'abstenir de toute démonstration guerrière vis-à-vis de la Porte, s'il ne voulait voir l'armée russe entrer sur le territoire serbe en ennemie. Cette menace, Nicolas aurait-il pu l'accomplir? Nous ne le pensons pas; l'opinion publique de l'Europe s'y fût opposée, et les Grecs, les Albanais, les Valaques, saisissant cette occasion de consommer leur propre émancipation, n'auraient pas tardé à courir aux armes. Miloch pouvait donc mépriser l'avertissement du tsar, tous les Serbes auraient applaudi à cette fière conduite avec enthousiasme; mais le tsar avait promis à Miloch de le reconnaître comme prince héréditaire en récompense de son immobilité, et Miloch sacrifia l'affranchissement définitif de sa patrie au plaisir de s'en faire le prince légitime. Il repoussa donc les Serbes insurgés de Bosnie et d'Hertsegovine qui lui tendaient les bras; il refusa d'être leur Washington : ce rôle était trop haut pour une ame vulgaire.

Enfin, le 29 novembre 1829, la Porte dut mettre à exécution la clause du traité de Boukarest pour laquelle la Russie avait pris les armes. La petite cour de Kragouïevats vit arriver un tatar de Stambol, porteur d'un diplôme qui remplit d'allégresse tout le konak du haïdouk; c'était le premier hati-cherif que la Porte eût daigné octroyer aux brigands de la Serbie. Cette pièce si importante, puisqu'elle consacre diplomatiquement la régénération civile de la Serbie, n'a point été publiée, pas même en serbe; je la traduis ici tout entière :

TRÈS SUBLIME ET PREMIER RESCRIT DU TSAR OTTOMAN AU PEUPLE SERBE.

« Avec la ferme assurance que le contenu de ce firman restera une vérité, ô toi, mon grand et puissant lion, administrateur de nombreuses affaires, qui donnes au monde le *nizam* (la loi), puisse ta pure intelligence, qui dirige si habilement les intérêts de notre race, arriver heureusement au but de toutes tes entreprises! Que ta domination et ton bonheur soient éternels! que personne n'ose contester tes droits! inébranlable gouverneur de Belgrad, Hussein-Pacha, que Dieu te garde! Et toi, ô cadi turc, qui es un haut savant, qui montres la route sacrée de la tradition que tu as apprise des saints, la suprême bénédiction impériale repose sur ta tête, cadi de Belgrad, interprète de la science.

« Or, quand vous arrivera de ma part ce firman, comprenez-le bien. Conformément au traité d'Akerman, notre gouvernement, prenant à témoin la cour russe, considère que les Serbes, nos rayas depuis des siècles, sont dignes de notre impériale clémence. Par conséquent, tout ce qui les concerne au huitième article du traité de Boukarest s'exécutera dans le terme de dix-huit mois. Cet intervalle de temps sera employé par mon conseil à discuter avec les envoyés du divan (sénat) de la Serbie, et en présence des représentans de la cour russe, les demandes faites par les knèzes serbes. Conformes au traité de Boukarest, ces demandes sont les suivantes : Que le peuple serbe puisse pratiquer librement les rites et cérémonies de son église; qu'il choisisse ses juges dans son sein; qu'il puisse administrer intérieurement son pays avec une entière indépendance; que tous les impôts se fondent dans un seul tribut; que toutes les propriétés turques de Serbie soient remises aux mains des Serbes et administrées par eux en séquestre; qu'ils puissent avec leurs propres passeports parcourir pour leur commerce toute la Turquie; qu'ils aient le droit de fonder chez eux des écoles, des hôpitaux, des imprimeries; qu'enfin aucun Turc, excepté ceux des citadelles, ne puisse vivre ou demeurer en Serbie.

« Avant que ces neuf demandes de nos fidèles et dociles rayas eussent pu être mûrement examinées par notre cour, et sanctionnées de concert avec la Russie, un concours de circonstances vint suspendre l'exécution du traité de Boukarest, et la guerre recommença. Maintenant que la paix vient d'être rétablie entre notre Porte et la cour russe, le sixième article du traité d'Andrinople stipule de nouveau les franchises de la Serbie, déjà stipulées dans les conventions d'Akerman, à l'exécution desquelles de trop grands obstacles s'étaient opposés jusqu'ici. En vertu de ce sixième article, le divan va donc faire droit aux réclamations de la Serbie; les six nahias qui lui avaient été enlevées lui seront rendues, et toutes ses libertés seront reconnues solennellement. C'est pourquoi, à la condition qu'ils me restent soumis, j'écris, revêts de ma signature et envoie ce firman à mes fidèles rayas serbes. Et maintenant, toi, visir, et toi, cadi, faites part au peuple serbe de ces décisions, et qu'il prie Dieu pour son tsar.

« Écrit le 1er reboul-akira 1245. »

Quelque avantageux qu'il fût aux Serbes, ce firman du tsar turc ne fixait rien en faveur de Miloch; aussi l'obor-knèze le tint-il secret,

et il demanda aux deux empereurs une récompense plus positive de sa neutralité. Trompée par ses protestations de dévouement, et le regardant comme sa créature, la Russie résolut de lui faire octroyer le rang qu'il sollicitait depuis quinze années. En août 1830, le bérat qui l'instituait prince héréditaire de Serbie arriva à Kragouïevats. On reçut en même temps un hati-cherif que Mahmoud avait signé de sa propre main, et qui mettait à exécution les promesses du premier firman, relatives aux neuf demandes des Serbes. Miloch, dans l'ivresse de la joie, envoya aussitôt des circulaires dans toutes les nahias, pour convoquer la skoupchtina. Des points les plus éloignés de la Serbie, tous les pères de famille arrivèrent, tous les guerriers accoururent. Une diète allait se célébrer avec toute la pompe traditionnelle de ces antiques solennités slaves. Le matin de la Saint-André, ces citoyens des forêts qui avaient dormi sous des tentes, autour de leur *ville blanche* (Belgrad), gravirent, au nombre de huit mille, les plateaux du Vratchar illuminés par le soleil levant. Toujours trompé, toujours confiant, ce peuple, à peine délivré du joug turc, allait donc s'imposer un autre joug, et reconnaître la suprématie de Miloch, jusqu'à ce que, las de cette nouvelle tyrannie, il la brisât comme la première, et prononçât, en 1839, sur ce même plateau du Vratchar, l'arrêt de l'exil contre le prince reconnu en 1830. Escorté de brillans cavaliers portant la lance à trois queues, le visir de Belgrad s'avança, salua d'un air protecteur le chef des rayas, qui se prosterna à ses pieds, et déroulant le hati-cherif, il le lut devant la diète. Le peuple, dans son imprévoyance, accueillit cette lecture avec une joie sans bornes; les voïevodes eux-mêmes et les capitaines des montagnes renoncèrent gaiement à leurs droits en faveur d'un compagnon d'armes. Plus de haïdouks ni de priviléges d'épée! s'écriait-on; mais une liberté égale pour tous, sous la direction du père commun de la grande famille serbe.

On était au jour anniversaire de la prise de Belgrad par Tserni-George en 1806; on se souvenait aussi que les spahis, chassés par le héros, étaient revenus en 1813, et qu'alors les églises en deuil avaient dû enfouir sous terre jusqu'à leurs cloches. Depuis ce temps, on n'employait plus que des marteaux de bois pour appeler les fidèles. Le nouveau hati-cherif, en accordant l'exercice public du culte, encouragea les Serbes à déterrer ces cloches pour les suspendre de nouveau. Hussein-Pacha s'y opposa avec menaces, mais les capitaines serbes répondirent respectueusement qu'ils repousseraient la force par la force, et le *très pur* visir dut céder. Toutes les cloches

convièrent donc le lendemain par leurs joyeux carillons le peuple au sacre de son kniaze. Au milieu des antiques cérémonies usitées pour cette circonstance dans l'église orientale, Miloch fut oint de l'huile du Seigneur par le métropolite. Ce n'était plus un chef populaire; d'élu de ses compagnons de péril, il devenait l'élu des puissances, l'élu d'en haut; il était sacré. Désormais il ne feindra plus d'offrir au peuple mécontent son abdication, comme il a fait quelques mois avant l'arrivée du hati-cherif; il prendra sur l'autel tous les droits qu'il lui plaira de conquérir et qu'il n'aura plus à demander aux diètes. Bien qu'il se passât au fond des forêts, cet évènement fit quelque bruit dans le monde. Après l'avoir raconté dans sa *Gazette serbe*, Davidovitj ajoute : « Maintenant, les journaux d'Europe parlent de la Serbie; on nous connaît, on nous sait redevenus un peuple. Ce qu'on écrit de nous est parfois vrai, parfois capable d'exciter le sourire chez nous autres Serbes; mais quoi qu'on dise, c'est toujours une preuve qu'enfin on s'occupe de nous (1). »

D'après la nouvelle organisation, le kniaze des Serbes pouvait traiter directement avec son suzerain Mahmoud par les députés qu'il envoyait à Stambol; mais le suzerain était loin, et ses réponses n'arrivaient qu'à de longs intervalles. En outre, les nombreuses réformes solennellement promises ne s'élaboraient qu'avec une extrême lenteur dans les bureaux du divan. Ces années 1831 et 1832 s'écoulèrent donc sans évènemens notables. Ce ne fut qu'en 1833 qu'un nouveau firman impérial apporta à tous les Turcs et aux pachas de la Serbie l'ordre d'évacuer les positions que le texte des traités leur interdisait désormais. « Ce firman libérateur fut salué, dit la *Gazette serbe de Belgrad*, par un cri de joie de tous les Serbes, du Danube à la Drina et du Timok à la Save; tous les fusils se déchargèrent, toutes les villes furent illuminées; il y eut partout des festins. Le bonheur de Miloch ne pouvait être décrit. » Ce qui très probablement rendait Miloch si heureux était la cession qui allait lui être faite par le visir de la douane de Belgrad. Cette cession, entraînant après elle le droit de taxer à volonté tout le commerce d'exportation de la Serbie, assurait indirectement au prince le monopole commercial de sa principauté. La prise de possession de ce précieux privilége par le chef de la Serbie ne se fit pas attendre. Miloch se rendit le 14 décembre 1833 à Belgrad, où il voulut faire une entrée triomphale; puis, après avoir prié et baisé les icones à la

(1) *Serbske novine*, 1834.

cathédrale, il se rendit chez le visir Vedchi-Pacha, qui, avec un pompeux cortége, le mena sur la Save à la *Djoumrouk* (édifice de la douane), et l'investit solennellement de ses nouvelles fonctions. Le prince nomma aussitôt consul de commerce Alexa Simitj, et afin d'élever la magnifique douane actuelle, il donna l'ordre d'abattre sans retard les boutiques en bois des pauvres marchands de la Save, qui se trouvèrent ainsi sans toit, et auxquels le souverain n'offrit pas même un dédommagement. Ceux qui voulurent absolument garder les terrains où étaient leurs cabanes, furent obligés de les racheter 1,000 francs par toise carrée. Si la douane serbe avait été déclarée édifice national, on aurait au moins pu se dire : Les souffrances de quelques-uns achètent le bien de tous; mais Miloch avait reçu de la Porte cette douane comme sa propriété privée, et il se garda bien de réparer envers ses compatriotes l'injustice du divan.

Bientôt tout le commerce d'exportation de la Serbie se trouva frappé d'impôts bien plus forts que sous la domination ottomane. Ces entraves inaccoutumées provoquèrent des protestations énergiques. Lésé dans ses droits les plus chers, le peuple réclamait à grands cris une assemblée nationale. Forcé de céder au vœu populaire, Miloch restreignit du moins le plus possible le nombre des députés, et les convoqua dans la ville où il avait le plus de partisans, à Kragouïevats. Il n'y eut d'appelés que dix kmètes par nahia; quant aux capitaines, il y en eut un sur chaque district qui dut rester pour maintenir l'ordre. Ces députés, réunis le 1er février 1834, vinrent à la file baiser la main du kniaze, baiser que le gracieux souverain rendait à chacun sur le front. Puis le cortége se dirigea vers l'église où devait s'ouvrir la diète. Ne se reposant pas sur le respect que doit inspirer le saint lieu aux plus fougueux tribuns, Miloch l'avait fait entourer par ses canonniers et toute sa garde à pied et à cheval, chargée de surveiller les orateurs. Autour du prince, assis dans la nef avec sa famille sur un tribunal élevé, figuraient les évêques, les archimandrites, les archipopes, les hauts dignitaires civils. « Suivant l'usage des kniazes serbes parlant à la nation, Miloch se tenait debout, dit le journal de Belgrad, où le représentant des idées françaises, Davidovitj, commençait à s'exprimer de plus en plus librement. De même qu'en France et en Angleterre tout le peuple recueille avidement les paroles du monarque ouvrant la session parlementaire, de même ici la multitude qui se pressait dans l'intérieur et autour de l'église écouta avec une attention profonde le discours du trône serbe. Nous citerons textuellement cette pièce curieuse.

« Frères, depuis qu'en 1830, le jour de Saint-André, premier élu, nous reçûmes sur le Vratchar le hati-cherif de notre clément empereur, et le bérat de succession, depuis lors jusqu'à ce moment, nous n'avions point eu l'occasion de nous trouver ainsi réunis tous ensemble. Il m'est donc bien doux de me voir aujourd'hui entouré de ma très chère famille, de nos vénérables évêques, des membres du grand tribunal et autres juges nationaux, des capitaines de nahia et des principaux kmètes. Les nouvelles conventions avec la Porte vous étant connues, je me borne à vous exposer comment elles ont été exécutées. La démolition des forteresses construites par nos devanciers, et notamment de celle de Tjoupria, était nécessaire pour obtenir le repos. Maintenant, nous n'aurons plus de querelles avec ces pillards albanais, qui rarement laissaient passer une année sans frapper de mort quelque paysan serbe. Il est décidé que les Turcs évacueront la Serbie dans le laps de cinq années. J'avoue qu'il m'a été impossible d'obtenir qu'ils quittent aussi Belgrad. Notre impérial protecteur, Nicolas, juge nécessaire que le sultan, son allié, garde cette place forte, située à la frontière d'un autre empire. Il pense que ce serait un outrage à la majesté des sultans, si les étrangers ne rencontraient de Turcs dans aucune ville serbe. Du moins, à l'exception des soldats du visir, ces Turcs ne pourront plus porter d'armes. En outre, les étrangers de viennent inhabiles à posséder aucun bien immeuble dans notre pays, comme les pachas le leur permettaient auparavant, pour augmenter encore notre oppression. Tels sont les droits conquis par le nouveau hati-cherif.... Remercions donc l'Être suprême, et prions pour notre sultan Mahmoud, pour l'empereur russe Nicolas Pavlovitj; qu'à jamais vivent dans notre mémoire les comtes Nesselrode et Strogonof, qui ont les premiers fait connaître les affaires serbes au cabinet de Pétersbourg! N'oublions pas non plus Ribeaupierre, ni surtout l'ambassadeur Boutenief, dont l'énergie, en nous procurant le dernier hati-cherif, a mis fin à nos démêlés avec la Porte.

« Maintenant que l'indépendance de notre patrie est un fait diplomatiquement reconnu, l'organisation régulière de l'état doit être le plus ardent de nos vœux. Voyons comment sont constitués les peuples civilisés, cherchons à nous organiser de la même manière. L'importance d'une pareille affaire m'a fait désirer de convoquer à cette skoupchtina dix fois plus de monde que je n'en vois ici; mais il eût été impossible, au milieu de l'hiver, de loger un aussi grand nombre d'hommes, et leurs chevaux, vu la mauvaise récolte de l'année pré-

cédente, n'auraient pu trouver de fourrage. Pour ces causes, j'ai ajourné la grande réunion nationale à la Saint-George prochaine : alors nous nous rassemblerons dans quelque belle plaine, où nous aurons de l'espace pour nos tentes et des prairies pour nos chevaux. Frères et seigneurs, je vous convoque pour ce jour, où je vous prouverai combien j'ai à cœur votre prospérité future. Dans l'impossibilité de fixer d'avance par quels moyens elle se consolidera, je me bornerai à vous dire que nous discuterons principalement les points suivans : organisation du pouvoir législatif, répartition de l'impôt, paiement de l'ancienne dette épiscopale contractée par les six districts réunis à nous l'été dernier. Pour éclairer chacun de ces points, nous élirons un conseil d'état divisé en six ministères, de l'intérieur, des affaires étrangères, de la police, des finances, de la justice et de la propagation nationale des lumières. Quant aux 147,000 piastres, dues par nos anciens évêques à la *sainte et grande église* (celle de Constantinople), il vaudra mieux la payer en une seule fois, pour n'en plus perdre les intérêts. Sur tous ces points, seigneurs, il me faut votre avis et votre approbation. De retour dans vos foyers, communiquez donc à tout le peuple mes plans; vous et la nation aurez jusqu'à la Saint-George assez de temps pour délibérer et méditer votre réponse. Alors nous recueillerons les voix et adopterons le meilleur parti. J'ai rempli mon devoir; remplissez le vôtre, staréchines, en allant dire à vos jeunes gens que tout ce qu'ils pensent, ils peuvent le dire librement, sans plus se permettre des murmures à l'écart. Maintenant il s'agit de conserver intact ce que nous avons obtenu, en paraissant, aux yeux des deux empereurs, dignes de la clémence de l'un et de la protection de l'autre; sans quoi nous pourrons vite nous les aliéner de nouveau, transformer la clémence en colère et la protection en hostilité. Pour détruire tout notre bonheur présent et tout le travail de mes mains, il suffirait d'une seule chose, se laisser entraîner à de vils complots insurrectionnels. Que Dieu nous en préserve! »

Ces dernières paroles, qu'on n'entendit pas sans surprise, faisaient trait à la dernière révolte des rayas serbes de Bosnie, pour la répression de laquelle Miloch avait prêté son appui à la Porte; il y avait, dans cette hautaine ingratitude d'un conspirateur heureux appelant l'insurrection *vile*, dès qu'il en a recueilli les avantages, quelque chose d'odieux que les fallacieuses promesses du prince ne pouvaient faire disparaître. Les kmètes, les staréchines, les knèzes des districts, les capitaines de frontière, tous ces fiers guerriers, naguère

les égaux de leur chef, s'entre-regardaient avec étonnement, la tête nue, silencieux, comme si le discours durait encore. Promenant sur la foule ses regards satisfaits, Miloch, après avoir joui quelque temps du sentiment de crainte qu'il inspirait, daigna sourire à ses sujets, et disposant en pontife du lieu saint où il siégeait, leur permit de se couvrir; puis prenant le ton d'un père : « Soyez les bien-venus, mes amis, reprit-il; êtes-vous tous en santé, tous en paix? » La paix ne devait plus durer long-temps, car la rage couvait au fond des cœurs. Seuls, dans leur aplomb imperturbable, les courtisans criaient : Hourra à l'hospodar, au père du peuple, qui se sacrifie pour nous et que Dieu seul peut récompenser! Et l'héritier des pachas descendait de son trône, se mêlait aux députés, leur serrait la main. « Allons, frères, à l'œuvre! il faut répartir l'impôt selon la propriété; n'ayons plus de *soubachi* (collecteur des redevances en nature), mais rassemblons nous-mêmes nos dîmes, et leur vente produira la moitié de la *porèse* (impôt foncier). — Tes plans, ô maître, sont admirables, disaient les kmètes résignés. » Les salves de mousqueterie de la garde accompagnèrent le cortége du prince retournant à son konak, où le lendemain, 2 février, la skoupchtina se rendit *pour baiser le pan de l'habit de son altesse* (*svetlost*), et lui remettre par les mains de George Protitj l'adresse des représentans du pays, en réponse au discours du trône. Cette timide adresse osait à peine rappeler au prince la promesse de donner un code et de ne plus juger d'après son divin bon plaisir.

Le lendemain, la skoupchtina se rassembla de nouveau, mais à part et en plein champ, pour soumettre les projets de loi à un premier examen. La discussion fut vive et dura jusqu'à la nuit. Le prince soutint en personne le choc de la délibération; mais, le jour suivant, il se plaignit, devant l'assemblée, d'avoir été mal compris, et ajourna les débats à la Saint-George prochaine. Le seul but de cette petite skoupchtina avait été de sonder le terrain et de préparer la grande usurpation de tous les pouvoirs sociaux par celui qui n'en devait être que le protecteur. Miloch avait voulu donner à ses kmètes une première leçon de la manière dont ils auraient à se conduire à l'avenir vis-à-vis du prince héréditaire. L'impossibilité de la résistance leur était prouvée par les canons et les baïonnettes qui désormais surveilleraient la skoupchtina. Après avoir ainsi formé les knèzes, Miloch lança cette meute docile parmi le peuple qu'elle devait plus tard amener à ses pieds comme une proie résignée à la mort.

Le kniaze, qui ne regardait son pays que comme une grande ferme dont il avait l'exploitation, parcourait chaque année les nahias pour son commerce de bestiaux, choisissant parmi les troupeaux de ses sujets les plus belles pièces qu'il payait à vil prix. Ces porcs, bœufs et moutons d'élite, étaient conduits à Belgrad et enfermés dans les vastes écuries de la douane, jusqu'à ce qu'il les envoyât vendre pour son compte sur les marchés d'Autriche. Pour s'exempter, pendant cet intervalle, des frais de la nourriture, il les faisait paître dans les pacages communaux de Belgrad. Ces vastes pâturages, qui s'étendent le long de la Save, appartenaient depuis des siècles à la classe indigente; chaque famille pauvre y entretenait une vache et quelques chèvres dont le lait l'aidait à vivre. Miloch trouva que cette liberté de pâture portait préjudice à son trésor; il ceignit les pacages communs de haies, et les déclara prairies du souverain. La *Sava-Mahala* (faubourg de la Save), enclavée dans ce nouveau domaine, dut disparaître, et ses habitans eurent ordre d'évacuer leurs maisons. Ces malheureux, espérant obtenir un dédommagement, temporisèrent jusqu'à l'année suivante. Alors Miloch, étant venu visiter ses nouvelles acquisitions, et furieux de ce que la Mahala subsistait encore, appela ses momkes, rassembla des paysans, et fit mettre le feu aux deux cents cabanes dont se composait ce faubourg. Femmes et vieillards, surpris par les flammes, prirent la fuite en s'efforçant de sauver quelque débris de leur pauvre ménage; ce fut en vain : le feu, excité par le vent, roula ses langues ardentes, qui léchèrent la colline comme pour la purifier de toutes ces immondices de la misère humaine et la rendre digne de recevoir la voluptueuse villa d'un prince. Miloch, présent à cette horrible scène, excitait ses momkes du geste et de la voix. Davidovitj ne pouvait l'arrêter. — Que vont dire, répétait-il à Miloch, nos frères, les Serbes de la rive autrichienne, en voyant ces longues rangées de maisons en flammes? — En effet on crut, à Zemlin, que l'armée turque était revenue, et on envoya prendre sur-le-champ des informations. Dans leur douleur, les habitans de Belgrad se disaient entre eux : Cachons bien ces crimes, que l'Allemagne les ignore; car que penserait-on de nous, d'avoir pris pour maître un tel homme?

Ayant ainsi *nettoyé* les bords de la Save, le kniaze y fit bâtir son palais d'été et y établit des magasins pour le sel de Valachie et de Hongrie, dont il avait acheté une énorme quantité. Peu de temps après, comme par un avertissement céleste, la Save débordée envahit ces magasins et emporta les provisions de l'avare. Miloch, impatient

de réparer ses pertes, n'en fut que plus ardent à la rapine. Il savait trouver des torts et intenter à tous les riches des procès qui entraînaient la confiscation de leurs biens au profit de l'état. Or, l'état serbe, c'était Miloch; rien ne distinguait plus sa caisse privée de la caisse nationale; l'une et l'autre étaient gardées dans la même chambre et confiées au même intendant. C'est alors que le voyageur prussien Pyrch s'extasiait sur ce prince, qui, selon lui, levait proportionnellement moins d'impositions qu'aucun autre souverain d'Europe, et qui parvenait cependant à doter le trésor public d'une épargne considérable, « tant il comprend à un haut degré, ajoutait Pyrch, *l'art de lever des impôts indirects.* » Triste vérité! Quelques patriotes firent insérer vers la même époque, dans la *Gazette d'Augsbourg*, des plaintes de ce que Miloch ne donnait aux Serbes ni les tribunaux, ni les lois, ni le sénat, ni les ministères promis, et de ce que leur pays était réduit à voir d'un œil jaloux la brave nation grecque s'ouvrir, au milieu de tant d'abîmes, le chemin du progrès. La gazette officielle de Belgrad, fort scandalisée de ces paroles, répondit que le prince serbe montrait depuis long-temps des tendances très *européennes*. Bientôt, pour consoler le *civilisateur* des Serbes, si odieusement calomnié, la *Gazette d'État de Prusse*, donnant le signal aux feuilles allemandes, se mit à faire un emphatique éloge de son gouvernement.

Cependant la grande skoupchtina de la Saint-George, si solennellement promise, n'avait point eu lieu, le peuple murmurait de plus en plus. Pour faire accepter les nouveaux impôts, Miloch se vit forcé de réunir au moins un simulacre de diète; il la convoqua pour le jour de la transfiguration du Sauveur, annonçant dans sa circulaire qu'on verrait alors la Serbie se *transfigurer comme le phénix* et recevoir enfin son organisation législative. Le 1er juin, cette petite skoupchtina, composée des employés, serdars, knèzes, capitaines et kmètes dévoués à Miloch, s'ouvrit à Kragouïevats par une messe solennelle où le métropolite prêcha sur les douceurs de la paix, les avantages de l'ordre et de l'obéissance. Puis Miloch, entouré de sa garde, exposa à l'assemblée qu'il la réunissait pour fixer l'impôt de l'année et régler l'affaire des *koulouks*, corvées dues par les paysans aux capitaines et employés champêtres. Le peuple demandait qu'on abolît entièrement la *kouloutchenié*, et qu'en place de ce droit on payât aux employés un dédommagement annuel; mais la plupart des députés durent s'associer aux sympathies de Miloch pour les institutions du bon vieux temps des pachas, et décidèrent que le *haratch*, la *porèse* et tous les

impôts se lèveraient isolément comme par le passé. Quant au droit du *koulouk*, les serdars furent chargés de veiller à ce que les capitaines n'exigeassent pas des paysans plus de jours de corvée qu'il ne leur en était dû, et ces corvées furent restreintes aux travaux champêtres, sans pouvoir s'étendre à la construction des moulins, *hanes* et boutiques. Pour l'administration, rien ne fut réglé, pas même les appointemens des administrateurs. Le lendemain l'assemblée envoya au prince sa lettre de remerciemens ainsi conçue : « Très gracieux hospodar, nous avons entendu de la bouche de votre grandeur et parfaitement compris les raisons pour lesquelles il ne vous a pas été possible de convoquer à la Saint-George la grande skoupchtina que vous nous aviez promise... Nous voyons bien nous-mêmes que le temps n'est pas propice, et qu'il faut remettre à un avenir plus heureux la réforme de notre patrie. Nous consentons donc, au nom du peuple, à payer les impôts comme par le passé jusqu'à la grande skoupchtina prochaine. » Le kniaze, satisfait, daigna se faire voir encore à l'assemblée, qui, congédiée le troisième jour, partit en bénissant le père de la patrie!

Deux diplomates français, le baron de Bois-le-Comte revenant d'Egypte, et le comte de Lanoue, secrétaire d'ambassade à Constantinople, avaient assisté aux séances de cette prétendue diète. A en croire la *Gazette de Belgrad*, ils admiraient surtout la prestesse des délibérations, qu'ils comparaient aux lenteurs des chambres françaises, où un mois entier se passe souvent à vérifier les pouvoirs des députés. Ces deux diplomates, chargés par leur gouvernement d'étudier la cour de Miloch, son pays et ses ressources, avaient parcouru plusieurs nahias, escortés d'une garde d'honneur et surveillés à leur insu par le drogman du prince, Tsvetko Raïovitj, le même qui avait accompagné partout l'officier prussien Pyrch. On conçoit que, voyageant sous de tels auspices, ils n'aient entendu qu'un concert de louanges en faveur du kniaze. Leurs entretiens avec Miloch eurent lieu par l'intermédiaire de M. Zoritj, ancien gouverneur des enfans du prince, et le seul homme en Serbie qui parlât passablement le français. Pour faire sa cour au tsar russe, Miloch s'exprimait sur Louis-Philippe et son *usurpation* en termes tellement grossiers, que l'interprète, craignant un scandale, se voyait forcé de traduire ces insultes en complimens auxquels les deux diplomates répondaient par de profonds saluts. Cette mystification se reproduisit pour plusieurs pachas et visirs ottomans : auprès d'eux, Miloch prenait pour drogman Alexa Simitj, Serbe lettré, qui, en interprétant

les rudes paroles de son maître, les polissait de son mieux et quelquefois leur donnait un sens tout contraire. Un jour, mécontent d'Alexa et voulant le lui faire sentir, il alla voir le visir de Belgrad avec un autre drogman qui se crut naïvement obligé à rendre le sens littéral. Le visir ne revenait pas de son étonnement; c'était un langage si trivial, si inaccoutumé chez le héros qui auparavant s'exprimait toujours avec tant d'élévation. Enfin Miloch lui-même s'aperçut de l'effet produit par cette traduction trop fidèle de ses paroles : « Maladroit qui répète ce que je dis! s'écria-t-il en repoussant son interprète; frères, courez vite me chercher Alexa. » Des anecdotes pareilles se présentent en foule dans la vie de Miloch; mais ce n'est pas une chronique scandaleuse que nous voulons écrire ici.

Le kniaze avait deux frères, ses dignes émules, Ephrem et Iovane. Les membres de cette *trinité infernale*, comme disait le peuple, s'étaient fait de la Serbie trois parts pour ne pas se gêner mutuellement. Miloch exploitait le nord, il était l'unique marchand, le seul propriétaire des bords du Danube; le domaine d'Ephrem s'étendait sur la Save, de Belgrad à Chabats, et Iovane, homme grossier et sans intelligence, tenait sous son joug les montagnards du sud. Un seul trait peindra Iovane : amoureux de la nièce d'un pope, il voulut la faire enlever par ses gardes. Le pope, armé de ses pistolets, parvint à chasser les satellites de Iovane. L'hospodar, furieux, intenta aussitôt au prêtre un double procès; il le fit d'abord condamner par l'évêque diocésain à avoir la barbe coupée (c'est la forme de dégradation ecclésiastique), pour avoir oublié ses devoirs de prêtre en se servant d'armes temporelles. Le malheureux pope fut convaincu ensuite d'avoir également oublié ses devoirs de citoyen en repoussant violemment la force publique. On le pendit et on le roua.

Laid, boiteux, disgracié de la nature et d'une santé frêle, Ephrem ne pouvait comme Iovane se plonger dans les orgies. Sa vie solitaire lui avait permis d'apprendre à lire et à écrire, il connaissait même la langue russe et avait des manières polies; c'était, en un mot, malgré sa nullité, l'*Européen* de la famille. Cependant il n'en poursuivait pas avec moins d'âpreté l'accroissement de sa fortune. Son administration était une concussion perpétuelle : une grande partie des maisons de Chabats et de Belgrad lui appartenait, il en avait forcé les propriétaires à les lui céder à vil prix; à ceux qui osaient refuser, il suscitait des procès et des avanies de tout genre qui amenaient peu à peu leur ruine. Chacun des trois frères avait un certain nombre de bourreaux d'élite, dont le plus célèbre était Mitjitj, gardien de la

frontière du Stari-Vlah. Tous les knèzes dont on voulait se défaire et qu'on n'osait décapiter publiquement, étaient envoyés en mission dans ce district, où ils périssaient dans les défilés sous les coups des momkes de Mitjitj, déguisés en haïdouks bosniaques. C'est ainsi que fut assassiné l'opulent Mladen, dont Miloch convoitait les richesses. Ces victimes étaient ensuite inhumées avec de grands honneurs dans les couvens du Stari-Vlah et du mont Roudnik.

Avec une merveilleuse astuce, Miloch parvenait à faire croire au bas peuple qu'il agissait dans son intérêt; c'était le bonheur du pauvre que ce terroriste fondait en persécutant les grands, les *aristocrates*, qui rêvaient la féodalité; lui, au contraire, en butte à leurs calomnies, était le père des opprimés, le démocrate, le niveleur. Fantasque toutefois comme tous les tyrans, Miloch s'amusait souvent à effrayer le pauvre peuple. Tantôt, après l'avoir invité à une fête et à un feu d'artifice, il dirigeait les fusées contre lui; tantôt, comme à Pojarevats, il défendait avec des menaces terribles que personne, autour du konak, fît le moindre bruit pendant ses siestes d'été, et alors, disent les Serbes, on eût entendu une mouche voler sur la ville. Plus d'une fois il voulut exiger de ses sujets admis en audience, qu'ils se prosternassent devant lui et lui baisassent le pied, honneur qu'on ne rend qu'au sultan. La loi turque défendant au raya de passer à cheval devant la demeure d'un pacha, le kniaze s'autorisait de cet usage musulman pour faire infliger la bastonnade à tout chrétien qui ne descendait pas de sa monture en passant devant son konak, et les fiers montagnards étaient contraints à prendre un long détour afin d'éviter le palais fatal. Sa luxure égalait son avarice et sa férocité : pour se débarrasser plus aisément des maîtresses qu'il répudiait, il avait interdit à tous les jeunes gens de sa garde de recevoir leurs femmes d'autre main que la sienne; l'oukase de 1834 sur ce sujet est formel. Son pourvoyeur de débauche, Abraham, parcourait périodiquement les villages afin de choisir les plus belles jeunes filles, qu'il amenait ensuite à la cour, où Miloch voulait bien, comme il le disait, *se charger de leur éducation*; puis, quand il était las de l'une d'elles, il la faisait *dame d'honneur*. Heureuses encore les familles quand Miloch ne prétendait pas se satisfaire sur-le-champ, comme dans un voyage le long de la Morava, où il fit arracher une fille des bras de sa mère désespérée pour l'entraîner dans sa tente! L'usage de l'*otmitsa* (enlèvement de l'amante par son amant), enraciné chez les Serbes, ne pouvait se détruire subitement, d'autant plus qu'il était la ressource du pauvre dont une famille riche dédai-

gnait l'alliance. Un paysan qui avait enlevé ainsi sa femme fut cité devant le kniaze qui, après une vive remontrance, le renvoya gracié. Peu de jours après, il voit la jeune femme objet du procès; cette femme était belle. Le tyran débauché révoque aussitôt la grace accordée au mari, le fait revenir, mettre à genoux devant lui, et d'un coup de hache lui fend le crâne.

On le voyait souvent, après avoir jugé, prendre part lui-même à l'œuvre des bourreaux. Amené devant le kniaze, à Kragouïevats, un malheureux, accusé de vol, subissait la question; Miloch, qui le frappait sans réussir à lui arracher l'aveu du délit, perdit patience et le décapita de ses mains. Un jour, sur la place de Belgrad, il vit un Serbe quereller un marchand turc; furieux de ce qu'un de ses sujets oubliait à ce point les devoirs de l'hospitalité, il s'élança sur lui, le foula aux pieds, et sous ses bottes ferrées lui écrasa la tête. Malgré son accueil, d'ordinaire si gracieux pour les étrangers, Miloch ne se contenait pas toujours à leur égard, et, avant l'arrivée du consul d'Autriche, plus d'un Serbe autrichien avait dû repasser en Hongrie avec la langue ou les bras coupés. Son ministre des affaires étrangères, le loyal Davidovitj lui-même, n'était pas à l'abri des violences de cet étrange souverain. Un jour que ce ministre lui adressait quelques remontrances, Miloch, furieux, faillit le tuer, et, revenu à lui-même, se contenta, comme par clémence, de le faire jeter dans un cachot, d'où il ne le tira ensuite que parce qu'il avait un absolu besoin de ses services. Il haïssait surtout son ministre de l'intérieur, George Protitj, et son ministre de la guerre, Voutchitj Perichitj : le premier à cause de ses richesses, que l'avare tyran disait être mal acquises, le second à cause de l'amour que lui portait le peuple entier, et de la gloire militaire dont il s'était couvert. Mainte fois il avait essayé de le faire périr, mais le héros ne quittait jamais ses armes, et, tant qu'ils lui voyaient des pistolets dans sa ceinture, les plus hardis sicaires n'osaient approcher de Voutchitj. Miloch le raillait souvent de ce que, devenu ministre, il continuait à marcher vêtu et armé comme un haïdouk : « Pardonnez-moi, altesse, c'est que je suis naturellement peureux, » répondait en riant le terrible Voutchitj. Tous ces faits et bien d'autres se racontent encore dans les réunions publiques et privées des Serbes. C'est sur les lieux que nous avons recueilli ces étranges récits de témoins dont la sincérité ne nous paraît pas douteuse.

Aux excès de la vie privée succédaient les tristes comédies de la vie politique. La nahia de Smederevo s'était insurgée en 1825; Mi-

loch, ayant réprimé la révolte, détermina les kmètes de Kousodol, Selevane et autres villages de cette nahia, à venir, en supplians, à sa cour, reconnaître que, depuis cette fatale révolte contre leur père chéri, ils étaient maudits de Dieu, et que leurs champs ne produisaient plus rien. Ils conjurèrent publiquement le kniaze aimé du ciel d'obtenir leur pardon de l'être suprême en les bénissant de nouveau; ce qu'il fit en présence du métropolite à Pachina-Palanka. Le reste de la nahia ayant imploré la même grace pour faire cesser les fléaux que le ciel, obéissant à une colère de prince, versait sur ces régions, Miloch, nouvel Osiris, descendit lentement la Morava dans une barque pavoisée d'emblèmes religieux. Toute la population de Smederevo et des districts environnans l'attendait au village d'Oseronitsa, où le prince aborda le 29 avril 1834. Sa barque, non encore amarrée au rivage, fut saisie par ceux qui avaient préparé cette honteuse scène et portée triomphalement sur leurs épaules jusqu'à l'église, à travers des prairies inondées, où ils enfonçaient jusqu'aux genoux. Des jeunes filles, dans leurs plus beaux atours, jetaient des fleurs sur les pas du kniaze, que précédait le métropolite Peter avec croix et bannières. Ce même prélat, après la messe, prononça un long sermon sur le droit divin des princes et sur le devoir d'obéir à leurs inévitables décrets. Puis, Miloch se leva et dit : *Je vous pardonne à vous tous qui avez offensé et la patrie et moi; désormais, aimons-nous comme des frères! — Et tout le peuple de pleurer de joie et d'amour*, dit la *Gazette d'État*.

La fête de la Transfiguration avait eu lieu sans que la Serbie se transfigurât, comme le kniaze l'avait promis. Toutes les questions de réformes étaient oubliées, les employés n'étaient plus occupés qu'à maintenir à tout prix le *statu quo* et à prêcher au peuple la patience et l'horreur des conspirations, que Dieu maudit d'une manière si évidente, en frappant de stérilité les champs des conspirateurs. Mais l'extinction successive des différentes branches de commerce sous le monopole universel du prince marchand rendait toujours plus difficile l'acquittement des impôts. Les murmures des victimes se changeaient en rugissemens; Miloch commençait à craindre. Il défendit donc par oukase aux citoyens de porter désormais des armes en public, et le droit de vendre de la poudre ne fut plus accordé qu'à quelques négocians dont il était sûr. La colère du peuple aurait éclaté en dépit de ces faibles précautions, si elle n'avait fait place tout d'un coup à l'attendrissement. On venait d'apprendre la maladie de Milane, fils aîné de Miloch, et le seul de toute la famille princière

qui eût obtenu par ses aimables qualités la sympathie générale. Ce jeune homme, reçu avec tant de joie, quelques mois auparavant, à son retour de Hongrie, avait rapporté des bals et des fêtes maghyars une maladie de poitrine qui menaçait ses jours; le docteur Steitj fut appelé de Zemlin à Pojarevats pour le soigner, et, tant qu'on craignit pour sa vie, le peuple, dont il était la seule espérance, tint les mains levées au ciel, et resta pieusement sous le joug. Protégé par l'amour qu'inspirait son héritier présomptif, Miloch put, comme par le passé, s'abandonner à tous ses caprices, accabler de coups sa propre femme, déshonorer les filles de ses plus fidèles serviteurs, et faire jeter dans les rivières ceux de ses favoris dont il était las. Toutes ces atrocités n'empêchaient pas le despote serbe de prier Dieu chaque jour aussi long-temps qu'un prêtre.

L'héritier de la couronne ayant recouvré la santé, le peuple reprit son attitude menaçante; on l'entendit encore parler de réformes, on voulait contraindre le vieux kniaze à donner les lois promises. Tous les Serbes influens se coalisèrent dans ce but. Le docteur Steitj, qui possédait la confiance des knèzes coalisés, les dissuada de recourir à la violence; ils présentèrent donc au prince une pétition collective, qui fut rejetée avec dédain. Les knèzes, à qui cette démonstration patriotique pouvait coûter la vie, songèrent alors à prévenir leur ruine, et, quoiqu'on fût au milieu de l'hiver, ils se répandirent dans les nahias pour armer leurs familles et leurs cliens. Les citoyens d'Iagodina, au nombre de mille, coururent les premiers aux armes à la voix de leur knèze Mileta Radoïkovitj et du sénateur Avram Petronievitj. En même temps, Milosar Ressavats marchait avec une nombreuse division sur Kragouïevats, où tous les autres chefs, chacun de son côté, arrivèrent le même jour, 7 janvier 1835. Le lendemain à l'aurore, quinze mille citoyens armés et vainqueurs faisaient tranquillement leur entrée dans cette petite capitale, abandonnée par la cour et par Miloch, qui fuyait éperdu vers la Valachie. Un corps de troupes, expédié contre les rebelles, sous la conduite de Iovantché Spasitj, gouverneur de Smederevo, passa, en dépit de son commandant, sous le drapeau des patriotes. Voutchitj, qui, en sa qualité de ministre de la guerre, gardait le palais du prince et les caisses de l'état pour les préserver du pillage, se rendit le 9 janvier dans le camp du peuple, qui l'attendait pour le proclamer dictateur. Le capitaine des gardes du prince, Pierre Toutsakovitj, avec son artillerie et quinze cents soldats d'élite, voulut alors marcher contre Voutchitj; mais ses canonniers eux-mêmes refusèrent de faire feu sur le peuple.

Les deux partis conclurent donc un armistice, et la grande skoupchtina fut déclarée ouverte. La presque unanimité des voix demandait la déposition de Miloch. George Protitj, dans des discours furibonds, excitait même l'assemblée à expulser la famille entière des Obrenovitj; mais les vieillards, qui savaient combien il en coûte pour fonder une dynastie, voulaient conserver celle qu'ils avaient si chèrement achetée.

Ce fut dans ces circonstances, et le 19 janvier, que le ministre Davidovitj quitta la résidence de Miloch, Pojarevats, pour se rendre au sein de l'assemblée. Arrivé au camp national, il présenta des lettres que Miloch assurait être venues de la Russie, et où le tsar exprimait son intention de soutenir le kniaze par une armée. Mais un acte que lut aussi le ministre garantissait aux Serbes une amnistie entière et toutes les libertés civiles demandées par les knèzes. Ces concessions du prince commencèrent à calmer les insurgés, et la crainte des Russes acheva de les déterminer au rappel de Miloch. Après avoir stipulé des garanties pour sa sûreté, le kniaze rentra, le 14 janvier, dans Kragouïevats, non pas triomphalement, comme l'annoncèrent les journaux d'Allemagne, mais l'oreille basse, sans canons et sans baïonnettes. Voutchitj, président de la diète, l'accueillit par d'amers reproches, auxquels Miloch répondait en sanglotant : « Frère, je sais bien que le peuple me déteste; tâche donc de l'apaiser, et je ferai tout ce qu'il demandera. » Le peuple, attendri par tant de preuves de repentir, se borna à demander une charte, et déclara qu'il viendrait la chercher le 2 février prochain, puis il se dispersa. La gazette officielle rapporte que tant de milliers d'hommes ne commirent pas le plus petit désordre dans leur marche et leur retraite, quoiqu'ils fussent tous livrés à eux-mêmes, n'ayant pas d'autres chefs que ceux qu'ils s'imposaient. « Oui, nous disaient les paysans que nous interrogions sur cet évènement, nous avons campé dans les jardins, et n'avons pas pris un oignon, quoique nous fussions affamés et sans vivres. »

Il est curieux de voir comment la feuille officielle raconte cette victoire populaire. « Miloch, dit-elle, voulant se rendre aux désirs exprimés par le sultan, s'était embarqué sur le Danube pour aller visiter sa hautesse à Constantinople. Mais les staréchines, effrayés du départ de leur père, avaient assemblé le peuple et étaient accourus en tumulte à Kragouïevats, le 7 janvier, en criant : « Nous ne laisserons pas partir notre prince bien-aimé, il se doit à la patrie! » Et le kniaze avait daigné assurer qu'il resterait pour présider la grande

skoupchtina régénératrice. » C'est ainsi que les cours écrivent leur histoire. La relation de la *Gazette d'Augsbourg*, quoique également infidèle, était plus habilement conçue. A en croire ce journal, l'insurrection serbe aurait été l'œuvre des grands qui espéraient obtenir les priviléges des boyards valaques, en héritant de tous les droits féodaux des spahis, et qui, frustrés dans leurs prétentions aristocratiques, se révoltèrent pour arracher par la force ce qu'on ne leur accordait pas de plein gré; mais le peuple prit le parti du prince; après avoir subi de paternelles réprimandes, les *magnats* serbes prêtèrent de nouveau serment de fidélité au souverain, et tout fut oublié; pas un cheveu ne tomba de ces têtes coupables. Osez encore blâmer Miloch!

Cependant la grande skoupchtina, ajournée au 2 février, s'était réunie de nouveau pour exiger du prince un acte qui garantît la vie et les propriétés de chacun. Du milieu de l'assemblée, réunie dans une vaste prairie, sous Kragouïevats, le métropolite et les évêques entonnèrent en slavon le *Veni, sancte Spiritus*, auquel dix mille voix répondirent; et le kniaze, qui occupait avec sa cour un *tchardak* (pavillon élevé), ouvrit la séance par cette insidieuse harangue :

« Frères et seigneurs, je vous avais promis de vous réunir à la Saint-George en une grande assemblée, mais le manque de pâturages pour vos chevaux me contraignit de réduire les députés à un petit nombre; puis vint la sécheresse de l'été et de l'automne qui nous priva de foin et d'eau, et restreignit encore le nombre des députés aux skoupchtinas suivantes. En outre, malgré nos efforts, nous ne pouvions venir à bout de rédiger les propositions de loi, ni mettre au clair le nombre des sujets, la quotité des dîmes et autres impôts. Pour toutes ces affaires, il faut du temps. L'état serbe ne fait que naître, et un état qui commence ne doit rien précipiter, ne pas laisser échapper devant le monde une seule syllabe dont il pourrait avoir à se repentir. Il a fallu des siècles à tous les états pour s'organiser comme ils le sont aujourd'hui. La nation serbe ne peut marcher ni plus vite ni autrement que les autres; elle doit d'abord s'approprier la civilisation européenne, avant de prendre en Europe la place qui lui est due; d'où je ne conclus nullement que le jour ne soit venu, frères, où vous devez enfin décréter votre organisation... Depuis une longue année, je travaille moi-même assiduement, de concert avec le grand tribunal, à la confection de nos lois. J'ai revu et corrigé notre code civil et criminel, qui soumettra désormais le Serbe accusé aux décrets invariables de la loi écrite, et non plus à l'arbitraire ni à la conscience du juge... Abolissant le haratch, le tchibouk, les

taxes des mariages, des moulins, de l'eau-de-vie, de la cueillette de glands, les dîmes de *koukourouts* (maïs), d'avoine, de miel, de vin, et toutes les corvées, je crois pouvoir réduire l'impôt à la somme unique de trois thalers par tête pour chaque demi-année. Quant à la répartition de cet impôt, elle cesse d'être mon affaire et devient celle des staréchines de chaque localité. Ni mon gouvernement, ni qui que ce soit, n'aliéneront plus les forêts et pacages communaux, dont le peuple doit reprendre l'entière jouissance, puisqu'il en paie les impositions; et nul village désormais n'interdira ses biens communaux aux frères d'un autre village... Pour assurer la liberté des personnes et l'inviolabilité des biens, pour régler les droits et devoirs du prince, les droits et devoirs des employés et ceux de chaque citoyen, je publie l'*oustav* (la charte), qui va vous être lu. Nous jurerons tous les uns aux autres, le kniaze aux employés et au peuple, le peuple aux employés et au kniaze, de maintenir cette charte aussi sacrée que si c'était le saint Évangile, et de ne laisser personne en altérer une syllabe sans le consentement de toute la nation rassemblée, devant laquelle mes ministres seront responsables de leurs actes. »

Après ce discours, Davidovitj se leva, le visage rayonnant, et déroula la charte serbe, ouvrage de ses mains et première implantation française dans les forêts de la Turquie. Cette constitution n'avait qu'un seul défaut, celui d'essayer une transaction impossible entre les formes gouvernementales de l'Europe moderne et le vieux génie de l'Orient. C'est le 3 février 1835 que la charte serbe fut souscrite par Ephrem Obrenovitj, au nom de l'altesse princière, qui ne sait pas écrire, puis par le soviet, les chefs du clergé et tous les députés de la skoupchtina. Miloch, les yeux tournés vers l'orient et la main sur la croix, jura, au nom de la sainte Trinité, d'obéir à la loi nouvelle et de respecter désormais la liberté des personnes et l'inviolabilité des biens. Tout le peuple, versant des larmes de joie et levant au ciel les trois doigts de la main, jura à son exemple fidélité à la constitution. Alors la diète, les évêques en tête, se rendit à l'église pour assister à une messe d'action de graces, durant laquelle l'oustav resta déposé sur le *nalone* (table des offrandes), au pied de la croix et de l'iconostase; la charte était censée recevoir un sceau divin et sortir, comme la loi de Moïse, comme toute loi orientale, du fond du sanctuaire. Dans son sermon sur ce texte : *le passé est passé, tout va devenir nouveau*, le métropolite Peter, habile flatteur des deux partis, célébra la Serbie changée par l'oustav dû au kniaze *élu de Dieu*, et montra

l'église, qu'il confondait avec la patrie, guérie enfin de ses longues douleurs par une constitution telle que bien des nations civilisées l'envieraient.

Ce peuple qui quelques jours auparavant bondissait comme un lion échappé de l'arène, était redevenu doux comme un agneau. Le lendemain à l'aurore, toute la skoupchtina, précédée de la bannière nationale, alla porter au kniaze trois présens symboliques de la part des trois classes de la société : les agriculteurs et marchands, les prêtres et savans ou hommes de loi, les guerriers et employés de l'état. La première classe, correspondant à ce qu'on appelait en France le tiers ou le troisième état, était précédée d'un kmète portant un plat d'or sur un coussin blanc, avec le *hleb-sol* (pain et sel), emblème qui chez les Slaves désigne à la fois la soumission et l'hospitalité. Puis venait le sénateur Mileta Radoïkovitj, portant au nom des *iounaks* (braves), qui le suivaient, un magnifique sabre enrichi de brillans, du prix de 10,000 thalers, avec l'exergue : *A son kniaze Miloch Ier la Serbie reconnaissante*. Enfin le métropolite, entouré des évêques et de tout le clergé, s'avançait avec une superbe coupe d'or, symbole de la joie et du salut procurés par la charte; derrière lui se pressaient dix mille députés, ivres de bonheur. En présence de ces manifestations chaleureuses, Miloch, attendri, pleura : il coupa une tranche du pain qui lui était offert, la plongea dans le sel et la mangea; puis, prenant des mains du métropolite la coupe pleine d'un vin doré, il porta la santé de son peuple, et vida cette coupe d'un seul trait, *la renversant en l'air pour n'en pas laisser échapper une goutte*, comme s'il eût eu soif de ce breuvage, qui signifiait l'amour du peuple.

Ainsi la nation entière paraissait sortir du tombeau; elle était appelée à revivre; ses représentans, délivrés de la terreur, et par conséquent rendus à toutes les idées généreuses, ne craignaient plus les empereurs; ils se sentaient capables de repousser la force par la force, et déjà parlaient de protéger les rayas de Turquie. Jamais la nationalité serbe ne s'était montrée si ardente et si fière. Mais l'homme qui l'avait ainsi réveillée, Davidovitj, devait bientôt porter la peine de son audace.

Né à Zemlin, Davidovitj avait, de 1810 à 1820, rédigé seul à Vienne la première de toutes les gazettes en langue serbe. Cette feuille, remplie de faits curieux sur l'état ancien et présent, littéraire et politique de la nation, était autorisée par le gouvernement autrichien, qui espérait alors obtenir par ses services le protectorat de la Serbie, aux dépens des Russes, encore faibles sur le Danube. A force

de lire les journaux de Paris, le publiciste serbe était devenu tout français par ses sympathies et ses idées. Mal récompensé, après la guerre d'émancipation des énormes sacrifices d'argent qu'il avait dû faire à sa patrie, pour continuer la publication de cette gazette dont il envoyait les numéros en Slavonie et jusqu'en Turquie; chargé de dettes, il dut s'enfuir d'Autriche comme banqueroutier, et, malgré l'ingratitude du gouvernement serbe, il vint lui offrir ses services. Pour le malheureux Davidovitj, il ne s'agissait plus de carrière littéraire; il se devait à ses trois enfans et à leur mère, Grecque aimable et spirituelle dont l'affection avait plus d'une fois relevé son courage. Désormais il lui fallait exercer une profession pour vivre; il se fit écrivain public à Belgrad. Le peu d'hommes instruits qui se trouvaient en Serbie ne tardèrent pas à reconnaître la supériorité de son esprit, et à le consulter en tout; il devint l'oracle de la nation. Mais cet ardent réformateur n'osait pas toujours se raidir contre le despote. Davidovitj était époux et père; il voulait assurer l'avenir de ses enfans. Cherchant à tenir le milieu entre Miloch et le peuple serbe, il travaillait à son émancipation, tout en ménageant le souverain. D'ailleurs son attitude austère et résignée imposait à Miloch, et mainte fois d'un de ses calmes regards il parvint à arrêter les emportemens du tyran. Pyrch, dans son voyage, remarque que tous les autres ministres habitaient le konak du prince comme s'ils n'eussent été que ses premiers domestiques; Davidovitj seul avait sa demeure à lui; seul, par l'ascendant de son caractère, il avait su gagner une position indépendante. Aussi, quand la nation, redevenue momentanément souveraine, voulut une constitution écrite, elle ne confia à nul autre qu'à ce loyal patriote le soin de la rédiger. Mais les agens russes de Stambol et de la Valachie comprirent bien vite la secrète pensée de l'homme qui avait écrit la charte serbe; ils excitèrent Miloch à le maltraiter. De la présidence des ministres, Davidovitj tomba bientôt au rang de simple sénateur. Un jour que, pour assouvir sa rancune personnelle contre son ex-ministre George Protitj, le tyran lui faisait administrer, sans autre forme de procès, soixante-dix coups de bâton, Davidovitj, à la vue des lambeaux de chair arrachés des épaules de son collègue, apostropha le prince, présent à cette exécution, et lui rappela la charte qu'il avait jurée. Miloch, indigné, le fit mettre aux fers pour la troisième fois, et lorsqu'au bout de trois mois il sortit de son cachot, un oukase l'exclut du sénat et le relégua à Smederevo. Là, retiré dans une cabane qu'il éleva de ses mains, Davidovitj eut la douleur de voir Miloch détruire successivement

toutes les libertés de la Serbie. Il avait constamment désiré faire un voyage en France, pour enrichir son pays des lumières qu'il y aurait pu recueillir. Cette consolation lui fut refusée. Dès-lors sa vie ne fut plus qu'une longue lutte contre la mort. Il forma encore le projet de s'enfuir au Montenegro; mais l'argent manquait, même pour ce court voyage, à l'homme qui avait eu en main durant tant d'années toutes les caisses du gouvernement. Lorsqu'en 1838, la Russie se déclara enfin contre Miloch et en faveur du peuple, Davidovitj parut se ranimer : prévoyant qu'il allait en être de la Serbie comme des principautés moldo-valaques, il n'avait plus qu'un désir, c'était d'aller à Stambol et de parler à l'ambassadeur de France, pour lui découvrir le véritable état des choses. Il était trop tard, les souffrances morales avaient lentement détruit cette forte organisation. Dans son délire, Davidovitj prononçait encore d'une voix éteinte les noms de l'amiral Roussin et de Louis-Philippe qu'il mêlait à ceux de Boutenief et de Nicolas; il mourut en avril 1838, à l'âge de quarante-huit ans. Ayant poursuivi avec trop d'ardeur l'accomplissement de réformes prématurées pour son pays, il finit par se trouver écrasé sous le poids de sa tâche, et mourut de douleur, les yeux tournés vers cette France où tout lui paraissait si beau.

Un jeune homme, Jivanovitj, fils d'un pope de Syrmie, plein de talent, mais aussi d'ambition, avait supplanté Davidovitj. Devenu secrétaire intime du kniaze, il écrivit pour Miloch aux cours de Russie, de Constantinople et de Vienne, afin de leur prouver le danger moral qui les menaçait si elles laissaient subsister aux frontières de leurs états un *volcan révolutionnaire*, une *petite France*, à laquelle leurs sujets ne tarderaient pas à porter envie. Les cours se laissèrent aisément convaincre, et promirent aide à Miloch pour abolir la charte jurée. En vain le terrible Voutchitj menaçait-il le kniase de la colère du peuple s'il ne tenait pas son serment. A peine six mois s'étaient écoulés depuis la diète constituante, que déjà les envoyés de Miloch parcouraient les villages, pour obliger les habitans à leur remettre tous les exemplaires imprimés de la constitution. De toutes parts, ces exemplaires étaient apportés au kniaze, qui les brûlait comme une œuvre des Latins ou des athées. On avait beau les enfouir, la police princière les poursuivait avec tant de persévérance, qu'on crut enfin avoir réduit en cendres jusqu'au dernier exemplaire.

Dès le commencement de l'année 1836, les chefs de l'opposition ne figuraient plus dans le sénat, on les avait remplacés par de pacifiques et dévoués courtisans. Jivanovitj, voulant enlever à son pré-

décesseur même sa gloire passée, se plaignait amèrement dans la *Gazette de Belgrad* de ce que les feuilles allemandes eussent regardé Davidovitj comme l'ame du gouvernement serbe. Il poussa ses outrages envers l'ancien ministre jusqu'à le forcer dans sa retraite à signer une lettre officielle où il exprimait au kniaze sa reconnaissance pour les généreux secours accordés par lui à sa famille, séparait sa cause de celle des rebelles de 1835, surtout de celle du *Lelevel serbe*, de George Protitj, dont il condamnait les plans destructeurs et l'audace républicaine. George Protitj venait alors de s'enfuir à Zemlin : tant qu'il n'avait eu à affronter que les coups de bâton des valets de Miloch, il avait tenu bon, espérant toujours faire triompher son idée. Mais Miloch, malgré l'amnistie jurée et le baiser de paix donné à tous les chefs de la dernière insurrection, ne cachait plus son dessein de les faire tous exterminer; le bruit courait même qu'il avait fait distribuer 500,000 piastres dans le divan pour faire approuver cet attentat par le cabinet turc. Invité bientôt à venir se justifier à Pojarevats, Protitj craignit d'être fusillé sur la route dans le défilé de Grotska, le long du Danube, où les momkes apostés par le prince avaient déjà fait rouler dans la rivière, sous le feu de leurs carabines, plus d'un knèze suspect à l'hospodar. Se réservant donc de revoir la Serbie dans des temps plus heureux, il donna à tous les autres chefs le signal de l'émigration.

La nation était retombée dans le silence de l'esclavage; cette année 1836 est lugubre pour elle. Le nom de la Serbie n'est pas même prononcé dans plus de la moitié des numéros du journal officiel, On ne fait mention du pays gouverné par Miloch que pour décrire des villes illuminées et des fêtes célébrées sur le passage du kniaze. Le prince de Metternich lui envoie des décorations de la part de Ferdinand; c'est l'occasion de nouvelles *réjouissances nationales*. Puis six pièces de canon avec leur train, présent de la sublime Porte, arrivent par le Danube à Kladovo, et de là à Kragouïevats, où, accueillies par mille hourras, elles sont placées devant le konak du prince pour en défendre l'entrée. Tous les anciens abus reparaissaient. Miloch considérait l'état comme une grande ferme et le peuple comme un troupeau dont il était le berger et le propriétaire. Les millions que lui rapportait ce qu'on pourrait nommer la tonte annuelle de ses sujets étaient envoyés à la banque de Vienne, et placés à intérêt en son nom, comme si c'eût été son propre argent. Il tenait dans ses mains tout le commerce de transit, et avait le droit presque exclusif de l'exportation des bestiaux. Sans traitement réglé et révocables

d'un jour à l'autre, les fonctionnaires étaient descendus au rang de simples domestiques. Miloch ne voyait dans ses dignitaires que des jouets de son caprice; il nommait un jeune officier, Tsvetko Raïovitj, général en chef de l'artillerie, puis le destituait aussitôt en lui faisant donner vingt-cinq coups de bâton; il transformait le colonel en juge, le simple soldat en aide-de-camp, le valet en capitaine, et le capitaine en valet. Il trouvait son plaisir à ces changemens subits de fortune. La même inconstance régnait dans ses amours. Sa favorite Stanka, qu'il aimait tant en 1835, que, chassé par le peuple, il l'eût emportée dans ses bras, disait-il, jusqu'aux extrémités du monde, cette rustique beauté n'était plus la reine du konak; après l'avoir livrée à un marchand de Belgrad, Miloch l'avait remplacée par trois favorites qui régnaient à la fois sur son cœur. Celle des trois qu'il préférait était une superbe esclave qu'il venait d'acheter à Stambol, sous prétexte de la convertir au christianisme, et qui avait reçu avec le baptême le nom mystique de Danitsa (étoile du matin). Pour Miloch, c'était plutôt l'étoile du soir, car sa chute approchait.

La tentative du kniaze auprès de la Porte pour en obtenir un firman qui l'autorisât à châtier les rebelles de 1835, avait complètement échoué. M. de Boutenief, qui, seul de tous les ambassadeurs, connaissait le véritable état de la Serbie, et ne croyait pas possible de soutenir plus long-temps Miloch contre la haine de tout le peuple, força le divan de retirer à l'hospodar ses faveurs et de lui écrire une note menaçante où on le sommait de régner avec plus de justice. Miloch se garda bien de publier ce nouveau firman, qui est encore inédit; mais le bruit du mécontentement de la Porte se répandit parmi les Serbes, qui élevèrent plus hardiment la voix contre leur tyran. Toutefois ces plaintes ne passaient pas la frontière. Les marchands serbes allaient à Vienne, à Trieste, à Leipzig, sans dire un seul mot de Miloch. Ils craignaient sans doute l'intervention étrangère; sans doute aussi chez ce peuple nouveau, qui brûlait de vivre de sa vie propre, on sentait le besoin de vider ses querelles en famille. La situation de Miloch n'en était pas moins critique. Les deux essais d'assassinat tentés dans les bois par ses momkes sur le sénateur Petronievitj avaient tourné à la honte du prince; ses coups n'abattaient plus que des victimes obscures; les plus redoutables vivaient, réfugiées en Turquie et à Constantinople. Lorsqu'il reconnut enfin son impuissance, le cœur faillit à Miloch, qui se mit à trembler comme une femme. Non content de faire veiller chaque nuit dans son antichambre deux momkes avec carabines chargées, il gardait

constamment près de son lit le fidèle major Anastase. Souvent, malgré ces précautions, il était pris de terreurs paniques. On le voyait se lever en sursaut, et on l'entendait crier au secours.

Tel était le prince dont la plupart des Européens qui ont traversé la Serbie ont fait un grand homme. L'Allemagne aurait dû être mieux informée que l'Angleterre et la France. Cependant l'ingénieur Richter, dans une brochure intitulée *Serbiens Zustande*, défendait encore Miloch en 1839, tout en avouant que « c'est un caractère vindicatif et cruel; que par des motifs de haine privée, il a fait périr des personnages héroïques, dévoués au bien général, chers à toute la nation, et dont il était jaloux; qu'il n'a enfin acquis que très tard la douceur et les vertus de prince qui embellissent aujourd'hui son ame. » — « On a souvent peint Miloch comme un tyran, dit un autre Allemand, M. Possart, auteur d'un tableau géographique et statistique de la Serbie en 1835. Un tyran n'obtiendrait pas de son peuple des témoignages de confiance et d'amour tels que peu de souverains au monde peuvent se flatter d'en recevoir de semblables. La preuve de son patriotisme se trouve dans son administration économe, et la bonté avec laquelle il se préoccupe du moindre de ses sujets. Il est, on peut le dire, un des plus illustres et des plus grands monarques de notre époque. Heureux le peuple qui possède un tel père ! »

Ces rapports officieux étaient publiés sous les auspices de l'Autriche. Cependant le cabinet de Vienne répondait mal aux espérances de Miloch, qui avait compté obtenir de son nouvel allié la sanction de ses tyrannies. L'Autriche était trop faible, trop circonvenue par l'influence russe, pour disputer à Nicolas le protectorat des principautés gréco-slaves. De son côté, l'empereur russe, éclairé par ses agens, ne regardait plus la cause de Miloch comme digne de son appui, quelque zèle que le tyran affectât encore pour son protecteur du Nord. L'impuissance de l'Autriche une fois reconnue par Miloch, et la France lui étant particulièrement odieuse, il ne restait au kniaze d'autre refuge que l'Angleterre. La légation anglaise de Stambol fut donc priée d'envoyer un consul à Belgrad. Miloch désirait que ce fût un homme énergique, un homme d'épée, qui pût parler aux mutins le haut langage des canons britanniques. Le colonel Hodges fut chargé de cette mission. Ayant gagné ses épaulettes avec les terribles guerilleros d'Espagne, qu'étaient devant lui les pauvres rayas de la Serbie? Marchant dans les rues avec ses pandours aux pistolets chargés, l'inviolable consul, représentant

d'une nation constitutionnelle, essaya de mille manières de prouver aux Serbes qu'ils ne pouvaient être régis que militairement. Il leur parlait lui-même en toute circonstance comme à des esclaves. Un homme qui s'est acquis par ses travaux sur l'Orient une réputation légitime, M. Urquhart, revenant de Turquie vers cette époque, s'arrêta quelques mois à Belgrad. Il se fit fournir par M. Tirol, employé à la chancellerie de Kragouïevats, les renseignemens les plus détaillés sur les produits et ressources de la principauté, et envoya ces documens à lord Ponsonby, sans se douter de l'usage qu'en ferait la diplomatie anglaise, préoccupée là comme partout d'un intérêt d'argent. Armé de ses pièces, Hodges dressa les bases d'un traité de commerce qui devait être conclu avec le seul marchand libre de la Serbie, Miloch. Les métaux, les pelleteries, le charbon de terre, le bois de construction, tout allait être livré aux Anglais, qui paieraient avec des calicots, des indiennes, des draps de Birmingham, déposés dans des comptoirs sur le Danube et la Save. En retour, on assurait à Miloch la puissance la plus absolue sur ses sujets, même le droit de les ensevelir en foule dans les mines nouvellement ouvertes, sans autre salaire que leur ration de pain noir. Pour récompenser le zèle de son agent, le cabinet de Londres érigea le consulat de Serbie en consulat-général vers la fin de l'année 1837. Ce fut l'occasion d'une fête pour le gouvernement serbe. Le kniaze se rendit avec sa femme, ses enfans, son frère Ephrem, le métropolite Peter, l'avocat Hadchitj, de Neusats, et une foule d'employés, à un grand banquet chez le consul-général. Mille toasts furent portés à l'absolutisme. — Surtout, point de lois, disait Hodges; après le diable, rien n'est aussi funeste que les législateurs. Le kniaze ne pouvait cacher son orgueil et sa joie. Au festin succéda un bal magnifique, où, après quelques contredanses anglaises, on vit Miloch et les siens exécuter un sauvage *kolo*.

La Russie, qui, l'année précédente, avait aidé Miloch à détruire la charte serbe, et garanti au kniaze la complète possession de son pouvoir, venait d'adopter une nouvelle politique vis-à-vis des Serbes. Voyant leur prince invoquer l'Angleterre, et tout le peuple sur le point de s'insurger, elle abandonna le kniaze à la vengeance nationale. Devenu libéral par nécessité, le cabinet de Pétersbourg rejeta le statut organique que Miloch lui avait soumis. Tout, dans cet acte, était laissé à l'arbitraire; on y définissait le sénat *un corps exécuteur des volontés du kniaze*, et le trésor de l'état *une caisse où entraient tous les impôts pour couvrir les dépenses, dans la mesure, le*

temps et le mode fixés par le kniaze. La Russie rejetait soudain tous les plans qu'elle avait approuvés, un an auparavant, dans une dépêche secrète dont quelques employés de la chancellerie serbe avaient eu connaissance. Depuis que Miloch appelait les Anglais, on ne doutait plus à Pétersbourg que ce ne fût décidément un monstre indigne de pardon. Profitant de ces dispositions de la Russie et de la présence de Nicolas au camp de Vosnesensk, les chefs de l'opposition, Stoïane Simitj, Voutchitj, et avec eux une foule de knèzes appuyés par le frère même du prince, Ephrem, passèrent à Orchova, d'où ils envoyèrent leurs plaintes à l'empereur par l'intermédiaire de Protitj, réfugié alors à Boukarest. Nicolas n'eut garde de laisser échapper cette occasion d'augmenter son influence en Turquie; il dépêcha aussitôt le prince Dolgorouki pour aller constater les griefs des Serbes. Le 13 octobre 1837, l'envoyé de Nicolas entrait à Kragouïevats, salué par l'artillerie. Le prince russe n'épargna point au kniaze les reproches sur son ingratitude envers le tsar, et le menaça de toute la colère impériale s'il continuait de refuser des lois justes à son pays. Ce diplomate était un trop haut personnage pour que Miloch ne fût pas devant lui souple jusqu'à la bassesse. Il lui fit les plus magnifiques promesses, lui accorda le retour et l'amnistie de tous les exilés et émigrés volontaires, publia le 16 octobre un oukase qui déclarait qu'à l'avenir les propriétés seraient inviolables, sans toutefois garantir cette inviolabilité autrement que par sa parole de prince. Deux jours après, dans un grand banquet, dans une réunion prétendue *populaire*, Miloch portait la santé de Nicolas, et Dolgorouki celle de Miloch. En même temps des hommes à gages remplissaient l'air de leurs cris en l'honneur du kniaze, qui se confondait en protestations d'amour pour la Russie. Convaincu que désormais Miloch gouvernerait mieux, c'est-à-dire qu'il serait plus dévoué au tsar, Dolgorouki repartit le 20 octobre pour Boukarest, avec l'intention d'engager son maître à laisser au kniaze la puissance suprême. Miloch l'escorta jusqu'à la frontière, en le comblant d'honneurs et en réitérant les assurances de sa complète conversion. Mais à peine s'étaient-ils donné, selon la coutume slave, le baiser d'adieu, que Miloch, se retournant vers ses favoris, se mit à rire à gorge déployée de la simplicité du *bon Russe.*

Miloch avait appelé à Belgrad, en février 1837, deux légistes serbes de Hongrie, Lazarevitj, bourguemestre de Zemlin, et l'avocat Hadchitj, de Neusats, gentilhomme riche et très aimé en Syrmie. Laissant intact le code criminel, emprunté aux lois autrichiennes, ils

devaient refondre tout le code civil, rédigé par Davidovitj conformément à la procédure française, et qui avait été reconnu inapplicable à l'état social des Serbes. Miloch, qui, pour tranquilliser Nicolas, avait dû remettre à Dolgorouki un écrit signé où il s'engageait à donner à son pays une constitution avant trois mois, pensait qu'il trouverait dans les deux légistes des agens dociles, tout prêts à couvrir ses illégalités de leur nom. Il présenta donc à leur approbation un statut organique dressé par Jivanovitj. Après avoir lu cet oustav, qui faisait des sovietniks autant de valets du prince, Lazarevitj, absolutiste par principes, n'y trouva rien à changer; mais son collègue Hadchitj refusa de le souscrire. La commission constituante, qui était formée de sept membres sous la présidence d'Ephrem, se scinda alors en deux partis, l'un qui voulait les amendemens proposés par Hadchitj, l'autre qui flétrissait ces amendemens comme démagogiques, et se contentait d'un semblant de constitution. Raditjevitj, citoyen estimé de tous, vint se jeter entre les deux partis, et proposa un oustav conciliateur, sur lequel la commission fut appelée à voter en février 1838. Tout à coup le consul Hodges, s'apercevant que les plans commerciaux de l'Angleterre allaient échouer, détermina Miloch, dont il était devenu le principal appui, à porter la question devant son suzerain Mahmoud. Ainsi la Russie fut jouée par l'Angleterre dans l'espérance qu'elle avait conçue de s'attribuer à elle seule la ratification du nouvel oustav serbe, sans l'intervention de la Porte. Miloch déclara la commission dissoute, et les différens projets de constitution furent tous envoyés à Stambol, du consentement même du consul russe Vachtchenko, qui s'était enfin installé le 10 février à Belgrad. En transportant le débat devant le cabinet de Stambol, sur lequel l'or a une action si sûre, Hodges et Miloch espéraient arriver plus aisément à leurs fins. Douze mille ducats furent, dit-on, offerts à Mahmoud pour qu'il voulût bien ratifier le choix des trois commissaires chargés d'exposer devant lui les désirs des Serbes; mais le sultan, qui avait une confiance toute particulière dans Petronievitj, chef des réfugiés serbes, exigea qu'il fût du nombre des commissaires, et Miloch fut forcé de le nommer. Seulement, pour paralyser l'action du commissaire désigné par Mahmoud, il lui adjoignit Jivanovitj, homme de puissante intrigue et l'ame de son gouvernement. Le troisième député fut Spasitj, gouverneur de Smederevo, soldat grossier, qui, sentant sa nullité intellectuelle, riait lui-même fort librement avec Miloch de sa mission constituante.

Jivanovitj était parti en jurant à son cher maître et au consul

Hodges qu'il leur rapporterait une charte telle qu'ils n'auraient pas à s'en plaindre. Les Serbes tremblaient, sachant combien l'or est puissant, et Miloch, avec un rire sardonique, disait aux siens : « Frères, qu'y a-t-il besoin d'une charte? nous avons déjà celle de 1835, que j'ai jurée. » Vainement la fureur du peuple montait comme une mer; à chaque nouvelle pétition des knèzes, le prince montrait *son poirier*, grand arbre qui se trouvait devant son konak, sur la place de Kragouïevats, et aux branches duquel il faisait pendre les conspirateurs. Cet arbre, qu'on regardait comme le symbole du tyran, était devenu le sujet de récits qui font frémir. Bientôt les branches de ce poirier, comme celles des chênes vénérés par les druides, revêtirent aux yeux du peuple un caractère prophétique; dans le dessèchement progressif de l'arbre de Miloch, on vit comme une approbation céleste donnée aux projets d'émancipation. Enfin, durant l'automne de 1838, un ouragan terrible déracina l'arbre maudit. — Vive la patrie libre! cria le peuple. Depuis long-temps l'insurrection se trouvait prête, mais Voutchitj la retint de sa main puissante. — Attendons encore, dit-il, l'issue des conférences de Stambol, — et les chefs patriotes, entourés de leurs iounaks armés, se préparèrent en silence au combat, jurant, si l'égoïste diplomatie de l'Europe soutenait encore Miloch, de le chasser par la force ou de périr. Toutefois, ils crurent prudent de recevoir dans leurs rangs le frère du prince, Ephrem, qui, s'abusant encore sur la haine si méritée dont il était l'objet, espérait pouvoir succéder au souverain détrôné. Ephrem, qui avait de nombreux griefs contre Miloch, signa même avec plusieurs autres chefs, le 12 novembre 1838, un acte secret où tous s'engageaient à unir leurs efforts pour l'expulsion du tyran. Depuis qu'il était soutenu par les *luthériens* d'Angleterre, le kniaze, aux yeux même du clergé, n'était plus qu'un impie. N'osant sortir de son konak, il faisait chaque nuit barricader les rues voisines par les soldats de sa garde. « Je meurs de peur, disait-il aux siens; il faut qu'un tel état cesse, réconciliez-moi avec le pays, vidons en famille nos querelles de famille, reprenons sincèrement la charte de Davidovitj, qui m'avait tant fait chérir. » Il était trop tard; l'exaspération populaire était au comble. Le consul Hodges lui-même tremblait d'être chassé; il n'osait plus aller voir publiquement Miloch : le mépris que cet Anglais avait montré pour des barbares indignes, selon lui, d'être libres, lui avait enlevé toute sympathie et toute influence. Il n'avait plus qu'une espérance : Miloch, en se jetant dans les bras du sultan, en se refaisant raya, pouvait regagner le pouvoir et se

dégager de l'influence du cabinet russe, qui appuyait le parti constitutionnel. Le seul homme que craignît Miloch dans le comité serbe de Stambol, Petronievitj, était gardé nuit et jour par ses deux collègues. Heureusement ce patriote avait l'affection de Mahmoud, qui voulut l'entretenir en secret. Petronievitj parle turc avec une grande élégance; le sultan l'écouta long-temps, la vérité perça tout entière, et une nouvelle guerre civile fut épargnée à la Serbie. Jivanovitj, convaincu d'avoir distribué parmi les membres du divan cent mille ducats de la part de Miloch pour obtenir un oustav favorable, essaya en vain de plaider la cause de son maître. Dans cette lutte, où l'avenir de la Serbie était en jeu, Petronievitj fut décidément le vainqueur.

C'est sur ces entrefaites qu'à l'exemple du cabinet de Londres, le gouvernement français envoya un agent diplomatique en Serbie. M. Duclos, chargé de cette mission, reçut de l'amiral Roussin l'ordre de se déclarer pour Miloch, et de n'agir en tout que de concert avec le consul anglais. Lié ainsi par ses instructions, il se voyait dépouillé de toute influence avant même son arrivée en Serbie. Les commissaires serbes se préparant à quitter Constantinople, Petronievitj offrit à M. Duclos d'être son compagnon de voyage, et ils partirent ensemble pour Belgrad. La charte nouvelle les y avait précédés, avec le drapeau tricolore serbe, rouge, blanc et bleu. A la place du croissant, on avait brodé sur cet étendard national la couronne fermée et quatre étoiles. Obligé de se rendre à Belgrad pour y régler avec le consul russe et le visir ottoman le mode de publication de l'oustav, Miloch entra le 11 janvier 1839 dans cette ville toute remplie de ses ennemis, qui, rangés sur son passage, jouissaient de son humiliation et du silence réprobateur gardé par la foule. Quelques jours après, le dimanche de Saint-Théodore, patron des Obrenovitj, un feu d'artifice eut lieu sur la promenade du Kalemeïdan; des réjouissances populaires célébraient l'abolition de la tyrannie. Miloch était fêté, mais à l'instar de ces taureaux antiques, auxquels on dorait les cornes, et que l'on parait de fleurs pour les mener à l'autel. On était à la veille de la *skoupchtina* que Miloch n'avait réunie que contraint par la nécessité. Le lendemain 10 février, dès l'aurore, les députés serbes traversaient en foule les rues de Belgrad. Le visir, à la tête des troupes ottomanes, sortit bientôt de la citadelle, apportant aux représentans de la Serbie la charte des deux tsars, décrétée vers le milieu de la lune de Chevala 1254 (décembre 1838). Miloch se prosterna devant le diplôme impérial, le baisa et le mit sur sa tête; alors

le bey envoyé de Mahmoud prit la charte, dont on fit lecture, d'abord en turc, puis en serbe :

« A mon visir Ioussouf-Moukhliss-Pacha (puisse-t-il être glorifié!) et au kniaze de la nation serbe (que sa fin soit heureuse!) — Considérant les droits et franchises accordés aux habitans de ma province de Serbie, en récompense de leur fidèle dévouement, et attendu que, d'après les hati-cherifs antérieurs, ils jouissent d'une régence séparée, j'ai trouvé nécessaire de leur octroyer encore une constitution nationale particulière, irrévocable tant que la Serbie observera ses devoirs d'obéissance à ma très haute Porte, et paiera les redevances convenues. J'envoie donc à la nation serbe le statut organique suivant :

« 1° La dignité de kniaze te reste à toi, Miloch, et à ta famille, à cause de ta fidélité, et par suite du bérat impérial que je t'avais précédemment accordé. 2° Tu dirigeras avec loyauté l'administration intérieure du pays, et quatre mille bourses devront couvrir chaque année ta dépense particulière. 3° Je te soumets la nomination aux divers emplois de la province, le mode d'exécution des lois, l'application des peines prononcées par les tribunaux; je t'accorde le droit de grace, le commandement en chef des postes militaires, la police du pays, le soin de fixer et de prélever les taxes particulières et l'impôt général, dont tu déclareras auparavant la quotité aux représentans de la nation. 4° Comme tous ces droits te suffisent pour faire le bonheur de ton peuple, j'exige que tu te choisisses, pour gouverner ta province, trois ministres qui, placés sous toi, dirigeront l'intérieur, les finances et la justice. 5° Ta chancellerie privée, sous la surveillance de ton lieutenant ou procureur, n'aura qu'à délivrer les passeports et à veiller sur les relations de la principauté avec les puissances étrangères. 6° Le sénat national sera composé de staréchines les plus considérés du pays, au nombre de dix-sept, y compris le président. Pour être membre du sénat, il faut être Serbe de naissance ou naturalisé Serbe, avoir atteint l'âge de trente-cinq ans, et posséder des biens immeubles. Tu gardes le droit de choisir les sénateurs et leur président, pourvu que ton choix n'appelle que des citoyens généralement estimés par leur capacité, leur probité intègre et des services rendus au pays. Avant son entrée en fonctions, chacun d'eux, en présence du métropolite, prêtera serment de ne jamais agir contre les intérêts de la nation, les devoirs de sa charge, ou contre ma volonté impériale. L'unique tâche du sénat est de discuter les intérêts

nationaux et de te prêter assistance. 7° Les sénateurs auront des appointemens convenables, que tu fixeras d'accord avec eux; aucun règlement ne pourra être adopté, aucune nouvelle imposition prélevée sans leur approbation; le cercle de leur activité embrassera les sujets suivans : décider en matière de justice, d'impôt et de législation du pays, fixer les rétributions de tous les employés, et créer de nouveaux emplois, si le besoin s'en fait sentir; évaluer les dépenses annuelles de l'administration, et chercher la manière la plus avantageuse de répartir et de percevoir les contributions; déterminer le nombre, la paie, le service des troupes de garnison chargées de maintenir la paix dans le pays; exiger des trois ministres un compte annuel détaillé de leur administration; enfin rédiger, adopter à la majorité des voix, et présenter à ta ratification toute ordonnance quelconque qui leur semblera utile, à condition qu'elle ne porte aucune atteinte aux droits de suzeraineté de ma Porte, à qui le pays appartient. 8° Les sénateurs ne pourront être destitués qu'en cas d'infraction aux lois du pays, et en vertu d'un jugement ratifié par ma Porte. Les trois hauts dignitaires du gouvernement et le directeur de la chancellerie princière font de droit partie du sénat. Un *kapou-kihaia* de la Serbie, envoyé par ses concitoyens, résidera en permanence auprès de ma resplendissante Porte, pour gérer les affaires de sa nation et mettre mes volontés souveraines d'accord avec les institutions et immunités de son pays... »

Miloch avait écouté, tête baissée, cette constitution décrétée par deux souverains absolus qui, républicains hors de chez eux, le dépouillaient de son autocratie et faisaient entrer le sénat dans la participation de ses droits. « Je ne serais plus Miloch, dit-il tout bas à ses favoris, si je souffrais un tel outrage; nous verrons! » Les émigrés, revenus en foule, serraient la main de Vachtchenko et s'embrassaient entre eux. Le peuple ne pouvait oublier cependant que cette charte lui venait des tsars étrangers, des oppresseurs de l'Orient; il n'y avait pris aucune part, et il n'osait s'y fier. La présence de Vachtchenko à cette lecture n'avait-elle pas une menaçante signification? Aussi, malgré les efforts du sénat pour convoquer tous les guerriers ou citoyens de la Serbie, et quoiqu'on eût écrit dans les dix-sept nahias que tout Serbe élu ou non élu par sa commune pouvait assister à la skoupchtina, il n'en était venu que deux ou trois mille. Réunis sur le vaste glacis du Kalémeïdan, les députés accueillirent la lecture de l'oustav par de sourds murmures. — Est-ce donc pour

obtenir une charte turco-russe que nous avons combattu tant d'années? Est-ce pour cette œuvre de l'étranger qu'en 1835 nous avons marché sur Kragouïevats, et que, depuis une année, nous aiguisons nos sabres? Nous aurions bien su nous venger; qu'était-il besoin d'invoquer Mahmoud ou Nicolas, et de faire venir un consul russe? C'étaient nous seuls qu'il fallait appeler contre le tyran. — En même temps, leurs regards se tournaient pleins de mépris vers Miloch, qui avait attiré à son pays la honte d'une intervention étrangère; le prince lui-même se sentait humilié, et la rage, plutôt que le repentir, lui arrachait des larmes.

Laissant le visir et les beys turcs sous leurs tentes aux brillantes couleurs, le peuple rentra dans Belgrad, s'attroupa spontanément autour de la cathédrale, et demanda qu'on mît la charte des tsars en délibération : lui, peuple indépendant, voulait s'assurer si sa conscience lui permettait de la ratifier. Ce fier langage effraya les knèzes, qui accoururent haranguer les paysans, s'efforçant de leur prouver combien la charte était libérale. Voulant s'en convaincre par lui-même, le peuple exigea qu'on lui en distribuât des exemplaires; puis, se disséminant en divers groupes, il se fit relire toute la constitution, article par article, approuvant celui-ci, rejetant celui-là et demandant qu'il fût effacé. « Mais les tsars! criaient les sénateurs. — Ils n'ont rien à faire ici, » répondaient les généreux montagnards. Évidemment les sénateurs n'étaient pas à la hauteur d'un tel peuple : la plupart des sovietniks, vieillards ou riches propriétaires, lassés d'une lutte de tant d'années, ne demandaient plus qu'à mourir en paix, heureux de pouvoir léguer à leurs fils les espérances d'une plus complète émancipation. D'un autre côté, les représentans du peuple étaient en trop petit nombre pour l'emporter; malgré leurs protestations, on regarda la charte comme approuvée, et les amis du sénat firent insérer dans la *Gazette d'Augsbourg* que l'âge d'or commençait en Serbie, que quinze mille Serbes armés avaient écouté et couvert d'applaudissemens la charte des empereurs, que la loi avait tout réglé, la quotité de l'impôt, les appointemens de chaque employé depuis le ministre jusqu'au dernier secrétaire, enfin que l'assemblée nationale reprenait ses droits méconnus, etc. Or rien de tout cela n'était vrai, la skoupchtina de quinze mille Serbes se composait en réalité de douze ou quinze cents hommes du peuple fort mécontens; les appointemens des fonctionnaires restaient soumis à l'arbitraire des ministres, et la charte nou-

velle ne prononçait pas même le nom d'assemblée nationale. Ainsi aux duperies officielles des absolutistes succédaient les mystifications du parti appelé constitutionnel.

Ephrem, pour calmer le peuple, se mêlait à la foule, et criait : « Amis, jurez de soutenir à jamais, vous et vos enfans, la constitution libératrice. » Mais le peuple, qui, avec son merveilleux instinct, voyait dans cet oustav le prélude de son asservissement à l'étranger, lui répondait : « Nous avons juré d'obéir à une autre charte, et nous tenons notre serment. Ce n'est pas à nous de jurer, c'est à vous autres de nous prouver que vous êtes fidèles. » L'idée encore vivace en Orient de l'infaillibilité du peuple, en ce qui touche ses intérêts civils, donnait ce jour-là à l'attitude des paysans serbes un caractère imposant. Les sénateurs et les nouveaux ministres allèrent donc en secret et sans pompe prêter dans l'église leur nouveau serment; quant au peuple, il s'en tint à celui qu'il avait prêté en 1835.

La charte des tsars n'avait contenté ni Miloch, qu'elle humiliait devant l'Europe, ni la nation, qui s'indignait de voir des influences étrangères dominer le sénat. S'apercevant du mécontentement général, le consul anglais en concluait que le régime despotique était le seul qui convînt à la Serbie; le consul russe au contraire en tirait cette conséquence, que le despote n'avait pas encore été assez abaissé. Pour les agens autrichiens, ils assuraient que la nationalité serbe était un vain rêve des slavistes. En réalité, ce qui empêchait la nation de se développer, c'étaient les intrigues de ces trois consuls, que le peuple aurait voulu embarquer sur le Danube, avec la race entière des Obrenovitj, pour se choisir une nouvelle dynastie et se donner des lois conformes à ses besoins; il était surtout blessé de l'abolition de la skoupchtina. L'avocat Hadchitj, qui avait posé les bases du nouvel oustav, se plaignait hautement qu'on eût dénaturé son plan : on n'avait point opposé, comme il l'eût désiré, le pouvoir d'une chambre des députés à celui du sénat; on n'avait point prévu le cas où le prince se refuserait à souscrire les lois votées par le sénat et les députés, cas dans lequel Hadchitj réclamait la convocation *ipso facto* de la grande skoupchtina. Cette diète populaire était une institution profondément nationale; aucun des anciens rois n'avait osé l'abolir. Sous Tserni-George, elle était le fondement de l'état; Miloch même, tout en éludant l'action de cette assemblée, en avait reconnu la légitimité. De quel droit donc les empereurs gardaient-ils sur cette vénérable institution un dédaigneux silence? Alarmé de ces murmures, le consul Vachtchenko écrivit aux cours de l'Ermitage

et du Bosphore; on l'autorisa aussitôt à faire déclarer par le sénat au peuple serbe que l'intention des bons empereurs n'était pas de gêner en quoi que ce fût la liberté de la Serbie, que dans l'oustav ils n'avaient point parlé de skoupchtina, parce qu'évidemment une institution aussi antique ne pouvait être abolie. Un oukase fut même rédigé pour promettre vaguement au peuple qu'il conserverait ses assemblées, et qu'elles seraient convoquées *quand le sénat le jugerait convenable*. Cette singulière ordonnance du 18 avril 1839 n'avait d'autre signature que celle de George Protitj, ministre de l'intérieur.

Malgré la haine du peuple contre Ephrem, le consul russe avait insisté pour qu'il fût nommé président du sénat, et un oukase de Miloch du 14 février 1839 avait placé *son cher frère* au premier rang de l'état. En effet, bien que dans ce même oukase le prince déclarât encore les sénateurs *soumis à sa suprématie directe*, néanmoins, depuis la publication du nouvel oustav, cette suprématie était illusoire; la force exécutive, aussi bien que législative, était réellement passée aux mains du sénat. Un homme supérieur à la tête de ce corps pouvait devenir tout puissant; mais la nullité morale et le silence absolu d'Ephrem forcèrent ses collègues à choisir un vice-président qui dirigeât au moins les séances; leur choix tomba sur Stoïane Simitj. Le premier acte que décrétèrent les sénateurs inamovibles fut la déclaration des droits que leur assurait le hati-cherif. Cet acte (*oustroïenié sovieta*), d'une haute importance, constate l'inviolabilité des sovietniks, qui, affranchis de la surveillance du prince, ne peuvent être accusés et jugés que par ordre du sultan. Ces knèzes, tout patriotes qu'ils sont, consentaient donc, en 1839, à remettre dans les mains de la Porte la défense de leurs droits qui, en 1830, avait été confiée à un chef de leur propre race; mais ils obtenaient aussi du divan des garanties nouvelles. Le même acte, qui reconnaît au kniaze le droit de nommer aux places vacantes du sénat, met pour condition à l'exercice de ce droit, que le peuple confirmera par ses suffrages le choix du prince, et il ajoute : « C'est pourquoi tout candidat élevé par le prince au rang de sovietnik doit avoir été auparavant proposé ou approuvé par le soviet. » Ainsi le soviet et le peuple sont pris ici comme synonymes, ou plutôt l'un est à l'autre ce que la tête est au corps. « Comme le sénat, est-il dit plus loin, renferme les hommes les plus méritans de la nation, le kniaze ne peut choisir que parmi eux ses ministres. En outre il ne peut les forcer à déposer leurs portefeuilles, ni exiger d'eux la publication d'une ordonnance quelconque avant qu'elle ait été ratifiée par le sénat. Ce

corps peut choisir qui bon lui semble pour rédiger les projets de lois jugées par lui nécessaires, et les met en délibération sans que le kniaze puisse s'y opposer. » N'accordant au prince que le seul pouvoir exécutif, le soviet pouvait donc lui interdire, comme contraire à la charte, toute tentative d'empiètement sur les attributions du pouvoir législatif, *qui lui est entièrement étranger*. Voilà ce que les diplomates russes autorisaient après avoir fait anéantir, comme trop républicaine, la charte de Davidovitj!

Miloch ne pouvait donc plus faire un acte de souveraineté sans avoir obtenu d'abord l'assentiment du sénat, son tuteur. Le sénat, il est vrai, ne pouvait publier aucune ordonnance qui eût force de loi sans la signature du kniaze. Armé de son *veto*, Miloch pouvait encore suspendre la marche du gouvernement; il pouvait en appeler des arrêts du sénat aux deux cours protectrices. Le prince exploita largement son droit de protestation : pendant les premiers mois du nouveau gouvernement, il ne permit pas la publication d'un seul acte officiel; de concert avec Jivanovitj, il soumit le corps législatif à une espèce de blocus. Enfin les sénateurs, sous prétexte que Kragouïevats manquait de logemens nécessaires pour tous les employés, quittèrent cette petite capitale créée par Miloch et toute dévouée à son fondateur. Le kniaze eut l'imprudence de les suivre à Belgrad avec toute sa cour. L'accueil que lui firent les habitans fut significatif : pas un citoyen ne se porta au-devant de lui pour le complimenter; une trentaine de cavaliers sauvages, aux longs poignards, aux carabines chargées, aux vieux manteaux déchirés, environnaient le prince. Un sombre silence planait sur la foule et n'était interrompu que par le souffle des chevaux qui gravissaient la colline. C'était bien l'entrée d'un tyran.

Bientôt un grave incident ramena l'attention publique sur la question la plus importante du moment, la lutte du prince et des sénateurs. Le nouveau sénat, lors de son installation, avait trouvé le trésor de l'état presque vide; il rendit Miloch responsable du déficit. Sommé de rendre ses comptes, le prince répondit qu'avant la publication de l'oustav il avait été le maître absolu de la Serbie, qu'il avait représenté le peuple, et qu'à ce titre il ne pouvait être accusé de concussion. Les sénateurs opposaient à cette justification de Miloch une dénégation formelle; ils prouvaient que son usurpation n'avait jamais été sanctionnée par les libres suffrages du peuple. Voyant le sénat persister ainsi dans son projet d'enquête, Miloch vendit secrètement à ses amis une partie considérable des biens

nationaux qu'il s'était appropriés; le sénat fut instruit de la fraude et déclara ces ventes non valides. Il ne restait plus à Miloch qu'à accuser le sénat de rébellion; c'est ce qu'il fit, et, ne voulant pas, disait-il, rester le prisonnier du soviet, il s'enfuit à Zemlin. Représentant d'une cour qui avait appuyé la dynastie des Obrenovitj, et tremblant que le peuple ne la déclarât déchue du trône, Vachtchenko se rendit alors près du prince fugitif et réussit, en prodiguant les promesses, à le ramener en Serbie. Revenu à Belgrad, Miloch se hâta d'exploiter les bonnes dispositons du consul russe. Il obtint de Vachtchenko qu'il appuyât un manifeste adressé à son souverain. Dans cette pièce, Miloch priait le tsar de lui accorder un asile en Russie, et soumettait à sa décision suprême le différend qui s'était élevé entre lui et le sénat. Nicolas, flatté de cette marque de confiance, répondit en invitant Miloch à venir à Pétersbourg. Aussitôt le kniaze fit entamer des négociations analogues auprès de la cour d'Autriche, et, dès qu'il les crut assez avancées, il repassa à Zemlin, annonçant qu'il allait se plaindre à Vienne. Par cette conduite habile, Miloch compromettait le consul russe, qui, après avoir décidé le tsar à protéger le kniaze, avait le plus grand intérêt à empêcher l'Autriche d'intervenir dans cette affaire. Vachtchenko visitait chaque jour le kniaze au lazaret; Petronievitj et les autres sénateurs du parti national, tremblant que l'Autriche n'intervînt en faveur de Miloch, allaient jusqu'à deux fois par jour le supplier de revenir. Grace à l'ignorance où était l'Europe du véritable état des choses, Miloch avait pris tout d'un coup une position très forte. En Hongrie, on était près de le regarder comme un autre Louis XVI, qui veut échapper à ses bourreaux. En Serbie, beaucoup de patriotes penchaient à croire que le protectorat autrichien ne serait pas aussi écrasant que celui de l'empereur russe, et tendaient la main aux Serbes de Hongrie, tous favorables à Miloch, par suite des faux rapports publiés dans les feuilles allemandes. C'est alors que deux chefs du parti de Miloch, l'habile Jivanovitj et le médecin piémontais Cunibert, voyant leur maître ébranlé par les supplications du sénat, dont ils avaient personnellement à redouter la colère, s'évadèrent la nuit de Belgrad, et rejoignirent à Zemlin le prince fugitif, pour l'engager à persister dans ses refus. Mais la princesse Loubitsa arriva presque en même temps de Temesvar avec ses fils; pour se rendre populaire, elle accabla de reproches son mari en présence des sénateurs et lui peignit la honte qui le suivrait dans les cours où il irait porter ses plaintes. Alors Miloch, versant des larmes, jura de régner désormais en kniaze citoyen, soumis à la

constitution, ratifia la sentence d'exil perpétuel prononcée par le haut tribunal contre Cunibert et Jivanovitj; puis, escorté par une députation du sénat, il rentra dans Belgrad.

Évidemment, malgré tout ce qu'a pu dire la presse européenne, la Russie n'avait plus qu'un bien faible intérêt à détrôner Miloch, car elle tenait en ses mains le sénat, qui était devenu le seul pouvoir effectif de la principauté. Aussi Vachtchenko mettait-il en œuvre toute son éloquence pour persuader au kniaze de se tenir en paix. Il lui vantait le bonheur d'un prince constitutionnel, qui n'a rien à faire qu'à savourer les joies du rang suprême, qui a toute puissance pour le bien et nulle puissance pour le mal, et qui recueille toute la gloire de la prospérité publique, sans qu'on puisse lui attribuer aucun des maux du pays. Ce langage ne faisait qu'indigner le vieux tyran, et le consul était mieux écouté quand il rappelait au prince les terribles effets de la colère du peuple. « Mon influence et la crainte qu'inspire le tsar te maintiendront malgré la nation, disait-il, tant que tu respecteras l'oustav; mais si tu le foules aux pieds, tu te retrouveras seul en présence d'un peuple avide de vengeance. » Ces remontrances furent cependant vite oubliées : le sénat avait insisté pour que Miloch rendît compte de sa gestion des deniers publics depuis dix ans; il exigeait qu'il restituât les biens confisqués et réparât tous les dommages causés par ses intendans aux particuliers. Il y avait là de quoi pousser à bout un avare moins endurci que Miloch; plutôt que de rendre les millions demandés, il accepta la guerre civile. Sachant combien le peuple voyait de mauvais œil une charte imposée par les puissances étrangères, et dans laquelle il n'avait pu introduire aucune modification, Miloch tout à coup proclama l'abolition de l'oustav; il envoya son frère Iovane dans le mont Roudnik, pour soulever les paysans de ses domaines, et invita les troupes régulières à venir briser les chaînes dont les sénateurs l'avaient chargé. Le malheureux ne se doutait pas que ces vieillards, objets de sa haine, étaient désormais ses seuls protecteurs, et qu'en brisant ce dernier appui, il se livrait lui-même sans défense à toute la colère du peuple.

L'armée, provoquée par les agens de Miloch et sans attendre que les paysans d'Iovane prissent les armes de leur côté, se souleva bientôt aux cris de : *A bas la charte, vive le prince absolu!* Après avoir forcé l'arsenal, la garnison de Kragouïevats se joignit à celle de Tjoupria, et toutes ces troupes marchèrent sur Belgrad, entraînant garrottés leurs propres officiers qui refusaient de violer la charte, et ceux des employés qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir dans

les forêts voisines. A cette nouvelle, les sénateurs, profondément surpris, forcèrent Miloch à les suivre chez le visir de la citadelle pour lui annoncer ce qui se passait. Ils voulaient le laisser comme otage aux mains des Turcs; mais le visir et le consul russe se refusèrent également à prendre sur eux une telle responsabilité. Comme le prince protestait de sa complète innocence, on feignit d'y croire; seulement on exigea de lui qu'il envoyât aux rebelles deux de ses aides-de-camp avec une lettre où il leur conseillait d'abandonner leur folle entreprise. Miloch dut céder à la force; mais pour détruire l'effet de sa lettre, il fit donner secrètement aux siens l'ordre de n'écouter aucun avis, et de marcher toujours en avant jusqu'à ce qu'ils eussent arraché leur maître aux mains des constitutionnels. Conduits par un sous-officier nommé Taditj, les soldats révoltés poursuivirent donc leur marche, musique en tête, étendards déployés, excitant sur la route tous les paysans à les suivre contre les impies qui avaient incarcéré le knîaze et voulaient le tuer.

Réduit aux expédiens extrêmes, le sénat dut investir Voutchitj de la dictature militaire pour tout le temps que durerait l'insurrection; déjà, en 1835, ce héros, l'idole du peuple, avait noblement soutenu le rôle difficile qu'on lui confiait de nouveau. A la tête des volontaires qui, au bout de quelques jours, s'élevèrent au nombre de quinze mille, le dictateur eut bientôt cerné les troupes du prince, es réduisit à se rendre prisonnières, dispersa les bandes que l'or de Miloch avait soulevées, et prit Kragouïevats. Alors réunissant sur la prairie de cette ville toute l'armée civique, il enjoignit à chaque capitaine de nahia, à chaque knèze de district de tenir dans sa tente registre ouvert, pour que tout membre de la nation pût y inscrire ses griefs et constater les dommages causés par Miloch, soit à sa personne, soit à ses biens. Il engagea en même temps les chefs serbes à lui exposer librement leurs vœux. Les guerriers de toutes les nahias s'accordaient pour demander une grande skoupchtina. Les sénateurs seuls s'y opposaient. — Le peuple imprévoyant, disaient-ils, chasserait la dynastie maudite; alors la Russie, qui l'a appuyée de sa garantie, enverrait chez nous un plénipotentiaire; son joug s'appesantirait sur la Serbie. Mieux vaut garder, en le contenant, un tyran national. Ces sénateurs avaient raison; mais quel triste sort pour un peuple avide d'indépendance! Aussi l'enthousiasme patriotique qui s'était d'abord réveillé avec tant d'éclat, faisait-il place à une froide résignation; la plupart cependant persistaient encore à demander la skoupchtina. « Que sommes-nous,

s'écriaient-ils, si nous ne pouvons rien faire sans la permission des tsars? » Et les iounaks formaient dans la plaine de vastes groupes autour des plus ardens tribuns, qui les poussaient à des actes d'indépendance. Les staréchines aux cheveux blanchis contemplaient avec attendrissement ces nobles scènes, ils s'associaient à ces généreux élans. « Où est le temps qui nous a vus rayas? s'écriaient-ils. Comme notre peuple a grandi en intelligence et en dignité! » Et l'ardeur des jeunes gens se communiquait même à ces vieillards, qui refusaient de se retirer avant qu'on eût promis la skoupchtina. Voutchitj dut céder, et jura qu'elle aurait lieu, quoi qu'en pussent dire le sénat et la Russie.

Aussitôt l'armée des citoyens se dirigea sur Belgrad, où elle voulait tenir debout et en armes une assemblée générale. Elle s'arrêta à une demi-lieue de la ville, pour recevoir sur le Vratchar le salut du sénat, et le remercier, au nom de la patrie, du zèle qu'il avait déployé. Un homme d'une taille colossale et dont le vaste front pâle décelait un caractère inflexible, présidait ce conseil de vieillards : c'était l'ardent patriote Stoïane Simitj. On eût dit une vivante personnification de la fermeté, de l'énergie civiques. Tout le temps que dura la délibération, il conserva la même attitude, la même impassibilité. Enfin, les paysans demandèrent que le sénat déclarât la diète ouverte, et qu'elle fût appelée à juger son prince parjure. Le soviet, effrayé, allégua que Miloch ne pouvait être jugé que par les empereurs; mais les citoyens s'emportèrent, et menacèrent, si on déclinait leur compétence, de prendre chacun une pierre pour aller de leurs mains lapider le tyran. Nikiphore, évêque d'Oujitsa, qui était venu remercier, au nom de l'église, les sauveurs de l'oustav, ne put les ramener à des dispositions plus calmes qu'en opposant à leurs plaintes toute l'autorité de sa parole évangélique. En même temps, Voutchitj, parcourant ces groupes en tumulte, s'efforçait de leur faire entendre un langage pacifique. « Frères, calmez-vous, criait-il; il vous sera fait pleine justice, la charte vous en est garant. Mais songez que d'esclaves que vous étiez, la loi vous a rendus hommes; qu'il y a maintenant une nation serbe dont il faut ménager l'avenir. Ne compromettez pas votre dignité de citoyens : que dirait l'Europe en apprenant que vous n'avez pu attendre le cours de la justice contre votre oppresseur, et que vous vous êtes vengés en rayas? » Les kmètes ne répondirent à ces exhortations qu'en demandant de nouveau une instruction judiciaire. Les sénateurs cédèrent sur ce point, tout en faisant entendre qu'un tel procès exigeait du temps, et

Stoïane Simitj pressa vivement les citoyens de retourner chez eux jusqu'à ce que la commission d'examen pût présenter son travail, promettant qu'alors on les convoquerait de nouveau. Mais les insurgés se refusèrent à quitter Belgrad avant que le violateur de l'oustav eût évacué le pays, et Voutchitj leur objectant que, sans la permission des empereurs qui l'avaient établi, on ne pouvait chasser Miloch, tous les kmètes s'élancèrent vers le dictateur en criant : « Sers notre cause, frère ancien! ne nous demande pas une faiblesse. Nos droits sont désormais sacrés, les tsars eux-mêmes les ont solennellement reconnus; qu'importe après cela leur blâme, si le bon droit et le ciel sont pour nous? Quoi qu'il arrive, il faut que justice soit faite; jusqu'alors nous resterons à Belgrad. » De tant d'orateurs rustiques qui prenaient successivement la parole, rarement l'un interrompait l'autre; tous ces hommes qu'agitaient des passions si vives portaient dans l'expression de leurs griefs et de leurs vœux une logique et une netteté singulières. Cette naïve éloquence finit par l'emporter. Les sénateurs déclarèrent la skoupchtina ouverte, et ainsi constitué en diète souveraine, le peuple signifia au sénat qu'il avait à répondre devant lui de la personne du prince confié à sa surveillance. Une heure après cette déclaration, deux officiers de garde, envoyés par le sénat, croisaient leurs épées devant la porte de Miloch prisonnier.

Le triomphe du parti national était si complet, que le sénat, après avoir gratifié d'un ducat chacun des six cents soldats réguliers qui lui étaient restés fidèles, les licencia le jour même de leur entrée dans Belgrad. Cette entrée triomphale de tous les chefs du peuple avec Voutchitj à leur tête eut lieu par la porte de Stambol. Groupés sur les murailles, les Turcs voyaient avec stupéfaction la fête civique dont leurs anciens rayas étaient les héros. Faisant un peu tard une démonstration patriotique, les dames de la maison régnante s'étaient rassemblées au palais d'Ephrem, pour voir du balcon passer le cortége.

Cependant Miloch captif poussait des cris de rage, assurant qu'il était étranger à la révolte de ses troupes contre l'oustav. Il demandait qu'on fît venir le métropolite et les évêques pour qu'il pût, la main sur la sainte croix, protester de son innocence. Tant d'hypocrisie ne pouvait qu'exciter le dégoût dans les ames loyales des guerriers serbes, et confirmer le peuple dans sa résolution de mettre fin à un règne abhorré. Le consul Vachtchenko espérait encore détourner le sénat de céder au vœu de ce petit peuple qui, selon lui, voulait se donner des airs de grande nation. Tout ce qu'il put obtenir fut qu'on limiterait le nombre des membres de la diète, et que la masse du

peuple ne serait point admise à prendre part aux délibérations. Quand l'assemblée sortit de Belgrad pour aller tenir en plein champ, sous des platanes, sa séance décisive, il fallut fermer les portes de la ville pour empêcher le reste du peuple de s'élancer à la suite de ses députés. Voutchitj, à leur tête, redevenu simple citoyen, traversait les rues obstruées par la foule, comme un dictateur romain après son abdication. Sa large tunique blanche, son caleçon turc, sa ceinture rouge garnie de pistolets, et surtout sa fière attitude, le faisaient distinguer sans peine au milieu des autres sénateurs. La séance commença par un discours du métropolite Peter, qui déclarait que le kniaze, chargé d'accusations auxquelles il ne pouvait pas répondre, avait résolu d'abdiquer et de se retirer pour le reste de ses jours dans ses biens de la Valachie. L'assemblée nationale accueillit par un long murmure cette déclaration inattendue. — Quoi! s'écriait-on, sans restituer les sommes enlevées au pays, Miloch se retirerait dans les terres qui sont le fruit de ses brigandages! Il irait jouir de sa colossale fortune, amassée en vingt années de meurtres et de rapines, et, tranquille à l'étranger, il emploierait une partie de ses richesses à soudoyer chez nous des espions et des traîtres! Non, il ne doit pas nous échapper avant d'avoir rendu ses comptes. Il faut qu'il subisse son jugement, ou bien que, s'avouant lui-même par écrit coupable et digne de l'exil, il restitue l'or qu'il doit à ses concussions. — Quelques voix s'élevèrent faiblement pour demander qu'on laissât Miloch emporter ses trésors, à condition qu'il délivrerait à jamais la Serbie de sa présence; mais ces timides propositions se perdirent au milieu de clameurs furieuses. Effrayés de ce tumulte, les vieux sénateurs, même ceux que Miloch avait le plus maltraités, protestèrent contre toute violence faite à la personne du kniaze; ces vieillards en cheveux blancs voulaient descendre au tombeau en paix avec tout le monde.

Quelques partisans de Miloch, comme le colonel Raïovitj, profitèrent de ces dispositions du sénat pour inviter le peuple à la douceur; personne ne daigna leur répondre. « Frères! s'écria enfin Stoiane Simitj, le kniaze se reconnaît l'auteur de la révolte, il avoue ses tyrannies, il désire seulement qu'on lui en épargne l'aveu public, et qu'on le laisse se retirer en paix. Il se soumet d'avance à ce que décideront les tribunaux par rapport aux restitutions; il rendra sur ses biens privés tout ce qu'il a, par violence, confisqué aux particuliers. — Restituer tout est impossible, répondirent les orateurs du peuple un peu calmés par ces aveux; qu'il rende seulement ce qu'il a extor-

qué depuis le jour où il jura, en 1835, la charte serbe. Depuis ce jour, seulement nous avons des droits, et ce qu'on nous a enlevé nous est légitimement dû. Quant aux crimes antérieurs de Miloch, nous remettons à Dieu le soin de notre vengeance. » Reconnaissant la modération de ces demandes, Voutchitj les appuya contre ses collègues; il fit remarquer aux sénateurs qu'étant seulement les représentans de la nation, ils ne pouvaient pas, sans le consentement de la nation même, délivrer le tyran de ses dettes, qu'il fallait en dresser un relevé exact et le présenter à la diète, seule compétente en ce qui concerne les aliénations de biens privés et publics. Le soviet céda sur tous ces points, et il fut convenu que Miloch rendrait ses comptes depuis 1835.

Pendant cette longue séance, le frère du prince, Ephrem, président du sénat, caché derrière les sièges de ses collègues et appuyé au tronc d'un acacia, avait feint d'abord une dédaigneuse indifférence. Jouant avec son chapelet turc, il se tournait en souriant vers un Français qui se trouvait près de lui, chaque fois que les orateurs populaires commettaient quelque gaucherie. Mais quand il vit le sénat entraîné et l'assemblée nationale s'ériger décidément en jury, il commença à trembler de tous ses membres et sembla près de défaillir; il fallut que ses momkes le transportassent sur son cheval pour le ramener en ville.

Le consul russe Vachtchenko apprit avec une surprise mêlée d'effroi les conclusions de la diète; qu'allait dire l'empereur son maître, quand il connaîtrait les désordres qui se passaient dans un pays protégé par ses aigles? Il se hâta d'appeler Voutchitj, lui reprocha les excès barbares qu'il autorisait par sa présence, lui rappela les égards que les nations civilisées vouent à leurs princes, et le pressa d'user de son influence pour obtenir une rétractation de la skoupchtina. Le généralissime était arrivé chez le consul escorté de toute une cour de brillans capitaines : d'un signe de tête, il pouvait chasser du pays et Vachtchenko et la dynastie qu'il défendait; mais alors le temps des haïdouks serait revenu, il aurait fallu s'enfuir dans les montagnes, dormir au bois, la main sur la carabine, près d'un cheval toujours sellé. Voutchitj aimait trop sa patrie pour céder en un tel moment à ses passions; il se montra donc prêt à faire ce que désirait Vachtchenko. Aussitôt on invita la princesse Loubitsa à venir chez le consul russe pour s'entendre avec Voutchitj sur les moyens d'effectuer l'évasion de son mari. La princesse, feignant d'être affaissée sous l'excès de sa douleur, se fit porter chez le consul,

et à peine eut-elle aperçu Voutchitj qu'elle accabla d'injures cet ancien ennemi de sa famille. Déjà le général cédait comme un enfant au premier mouvement de sa colère, quand, voyant la princesse fondre en larmes, il jura de faire évader Miloch. En effet, déterminé par ses instances, le sénat se rendit, dès le lendemain matin, près du prince captif pour lui annoncer que, conformément aux désirs de Voutchitj et du consul russe, on voulait bien le laisser partir sans exiger de lui aucune restitution. Pendant ce temps, toute la diète, réunie autour de la cathédrale, après avoir entendu la messe de l'aurore, écoutait un pathétique discours du métropolite, qui exhortait l'assemblée au pardon et la suppliait de se contenter de l'abdication du prince en faveur de son fils aîné Milane. Long-temps les kmètes ne répondirent que par des refus obstinés : furieux de voir le tyran leur échapper sans avoir rien restitué à tant de malheureux plongés dans la misère, les députés exigeaient qu'au moins la dynastie fût abolie; mais on leur rappela que le texte du bérat était formel : les empereurs avaient garanti l'ordre de succession. D'ailleurs l'héritier de Miloch était généralement aimé. Une députation de la diète avec les évêques, les juges, l'état-major de l'armée et les sénateurs, se rendit donc au konak pour recevoir des mains du prince l'acte de sa démission. A la deuxième heure du jour (dix heures du matin), Miloch descendit vers les députés jusqu'au bas de l'escalier, et leur remit, sous le titre d'*otretchenié* (abdication), l'acte que nous traduisons ici :

« Au sénat, aux différentes autorités, au clergé et à toute la nation serbe, je déclare que, ma santé détruite par les soucis de tant d'années consacrées au gouvernement de mon pays ne me permettant plus de prolonger mes travaux, j'ai résolu de me décharger volontairement de ma dignité de kniaze et des devoirs qui y sont attachés. C'est pourquoi j'abdique aujourd'hui solennellement et pour toujours en faveur de mon fils aîné Milane, mon héritier et successeur au pouvoir, d'après les termes même du hati-cherif concédé à la nation et du bérat octroyé à ma personne par le très clément sultan. Le repos et la tranquillité m'étant devenus indispensables après de si pénibles années, je quitte la Serbie à jamais, et n'emporte dans mon cœur qu'une seule consolation, celle de laisser ma patrie libre, calme, unie et prospère à l'ombre d'une puissante protection. Ne sachant pas signer, j'ai fait souscrire par mon plus jeune fils Mi-

khaïl mon nom et prénom, et apposer mon sceau à cet acte, afin de prouver qu'il émane de mon libre et plein consentement.

« Donné à Belgrad, 1er juin 1839.

« MILOCH OBRENOVITJ,
« Kniaze des Serbes. »

Un second acte, contenant la cession du pouvoir au *nasledniik* (successeur) Milane, fut également lu à l'assemblée. Le prince y donnait à son fils toutes ses bénédictions, l'engageait à ne régner qu'avec clémence, à consacrer toute sa vie au bonheur de ses sujets; par là seulement, ajoutait Miloch, il pourrait adoucir les souffrances et les regrets de son vieux père. Ces deux actes furent présentés à la diète, qui en accueillit la lecture par un morne silence; les députés étaient sous la pénible impression de la résistance opposée au vœu populaire. Ils demandèrent seulement que Miloch partît sans délai, et son départ fut fixé au lendemain.

Toute la nuit, le prince fit entendre des lamentations déchirantes. « Ma chère Serbie, ma douce terre natale, je ne te verrai donc plus! Je ne serai plus ton *clément*, ton fils *béni!* » (Le mot *miloch* en serbe a cette double signification.) N'avait-il pas ses raisons pour regretter cette patrie qui l'avait vu passer de l'état de valet de ferme, gagnant trois sous par jour, au rang de prince assez riche pour pouvoir mettre en sûreté, dans la banque de Vienne, un million six cent mille ducats?

A neuf heures du matin, le sénat et les évêques escortèrent Miloch jusqu'à la Save, où l'attendaient une goëlette armée et deux barques remplies de soldats, chargés de le garder jusqu'à son arrivée en Valachie, pour l'empêcher de fuir en Autriche. Au milieu de la foule épaisse rassemblée sur les quais, Miloch était aisément reconnaissable à sa taille gigantesque, à sa tête énorme et à sa grosse loupe sur la joue gauche. Il marchait d'un pas ferme; mais, sur le point d'entrer dans la goëlette, il s'attendrit de nouveau, pria tous ceux qu'il avait persécutés de lui pardonner ses violences, et s'avoua l'instigateur de la dernière révolte contre une charte qu'il croyait pernicieuse. Puis il jura un éternel amour à sa patrie, et rappela que, malgré ses fautes, il avait néanmoins fait beaucoup pour la régénération de la Serbie. Enfin, il embrassa les sénateurs, ses ennemis, leur souhaita une vieillesse plus tranquille que la sienne. « Quittons-nous sans haine, dit-il; séparons-nous comme il convient à

des hommes, à de vieux compagnons des guerres de la liberté. Au nom de la gloire de notre pays, sacrifions nos mutuelles inimitiés; qu'il n'y ait point de scandales, que le reste de l'Europe ignore ce que fut mon règne! Ne faites rien écrire dans les journaux contre moi; que l'oubli me couvre désormais comme si j'étais dans la tombe. Dites que j'ai abdiqué de plein gré, et, puisque je ne peux plus vous nuire, laissez Dieu seul me juger : je retournerai bientôt à lui. Frères, adieu pour toujours! Que le ciel soit avec vous! »

Il y avait de la dignité dans un tel langage. Miloch avait durant vingt ans représenté un peuple, et l'ame la plus vulgaire s'élève dans l'exercice d'une telle mission. Les nations, que Dieu a créées toutes inviolables et saintes, impriment un caractère auguste au front qu'elles couvrent du diadème. C'est ce que sentirent les Serbes, et, quand leur prince monta dans son caïque, ils se précipitèrent pour lui baiser la main. Loubitsa, qui n'avait jamais reçu de son époux que des outrages, poussa des cris perçans en le voyant s'éloigner. Les employés allemands, toujours dévoués au pouvoir, furent cependant les seuls qui osèrent exprimer publiquement leurs regrets. L'un d'eux, Richter, dans une courte brochure publiée sur la Serbie (1), n'a pas craint de dire : « Miloch est digne de vénération pour ses magnifiques qualités. Comme il était plein d'amour! Quelle prévenance envers les plus pauvres! Avec quelle reconnaissance il se découvrait devant le salut du dernier de ses sujets! Il ne succomba que dans une série d'intrigues dont son ame ouverte et franche ne sut point se défendre.... » Les voyageurs français n'ont pas moins contribué que les Allemands à égarer l'opinion de l'Europe au sujet des Obrenovitj. Mais, quelque éloge qu'ils aient pu faire du caractère et des intentions de Miloch, il est un fait démontré aujourd'hui jusqu'à l'évidence : c'est que le prince serbe n'est pas tombé devant de lâches intrigues, mais devant la colère d'une nation appauvrie par ses rapines et révoltée de ses excès.

Depuis son abdication, Miloch a fait pour ressaisir le pouvoir plusieurs tentatives qui ont toutes échoué; ses cabales n'ont abouti qu'à empoisonner les jours de ses deux fils, Milane et Mikhaïl, et à rendre impossible la franche réconciliation des Serbes avec sa postérité. Les règnes si courts des deux jeunes princes ont d'ailleurs été remplis de tant d'intrigues étrangères, qu'ils appartiennent moins à l'histoire de la Serbie qu'à celle de l'Orient même considéré dans

(1) *Serbiens Zustände*, 1840.

ses rapports avec la diplomatie européenne. Ces règnes forment pour ainsi dire un drame à part qui n'est rien moins que terminé. En 1842, le peuple serbe a chassé les derniers restes de la famille Obrenovitj. Un fils de Tserni-George gouverne aujourd'hui la principauté. Toutefois, les Obrenovitj ne se tiennent pas pour battus, et peut-être ont-ils quelque raison de ne pas désespérer encore. En effet si, au commencement de 1843, le cabinet britannique, reniant la dynastie déchue, qu'il voit soutenue par la Russie, a pu entraîner notre diplomatie dans sa politique nouvelle; si notre consul-général, M. Kodrika, poussé en avant par l'Angleterre comme une sentinelle perdue, a le premier de tous les consuls reconnu la légitimité du prince Alexandre Georgevitj, cette vague démonstration, que n'appuiera sans doute aucune mesure ultérieure, sera d'un bien faible poids dans les conseils de l'Europe, et l'Autriche et la Russie n'en demanderont pas avec moins d'instances l'éloignement volontaire ou forcé du *fils de l'émancipateur*. Il faut donc attendre encore avant de juger dans son ensemble une crise politique dont le dénouement intéresse non seulement les Serbes, mais l'Orient tout entier.

III

Trois partis s'agitent dans la principauté serbe : il y a le parti national, composé d'hospodars à mœurs orientales, qui, appuyé sur la population des montagnes, conservent un culte pieux pour les antiques souvenirs et la vie de tribu. Il y a le parti allemand, que les relations commerciales de la Serbie avec l'Autriche ont formé dans les contrées qui bordent le Danube et la Save. Ce parti combat au nom de la civilisation européenne la tendance orientale de la nation. Enfin, il y a le parti *mixte*, composé des employés qui ne croient qu'à leur solde, soutenu par les cours protectrices, qui ne croient qu'à elles-mêmes, et la diplomatie européenne, qui approuve tout aveuglément. Cette dernière fraction politique n'a aucune chance de vitalité dans le pays; elle ne pourrait se maintenir au pouvoir qu'en se reniant elle-même pour s'appuyer sur l'un ou l'autre des deux partis vraiment sérieux de la Serbie. La question reste ainsi entre ceux qui appellent l'organisation allemande, et ceux qui soutiennent et veulent régulariser les institutions orientales.

Il est clair, pour qui a étudié la race slave, que les institutions germaniques répugnent profondément à son génie; à plus forte raison,

cette race ne pourrait-elle accepter des institutions autrichiennes. Ce sont cependant les formes gouvernementales de l'Autriche que le parti allemand voudrait acclimater en Serbie; par cette prétention même il est jugé.

Reste le parti des hospodars, le seul qui ait vraiment les sympathies de la nation. Ce parti, hostile à la monarchie absolue, appelle cependant de tous ses vœux un gouvernement fort et régulier; seulement, il désire que le pouvoir s'appuie, non sur des protecteurs étrangers, mais sur les antiques institutions du pays. Ces institutions ont, comme les mœurs mêmes du peuple, un grand caractère de noblesse et de simplicité. Chaque village est régi par ses kmètes, ou anciens, qui, réunis en conseil, choisissent les knèzes, divisés en trois ordres : 1° les knèzes des bourgades (*ceoski-knezovi*), qui remplacent nos maires et nos juges de paix; 2° les knèzes des districts, dont l'autorité, plus étendue, est quelquefois héréditaire; 3° les knèzes des nahias, dont chacun est élu par toutes les communes du département et siége en leur nom auprès de l'*ispravnik*, lieutenant du prince, afin de contrôler ses actes. De son côté l'*ispravnik*, à l'aide de ses *kapetani*, distribués dans les différentes knéjines de son ressort, contrôle les actes du peuple ou des pères de famille, et s'attache à concilier les plans et les intérêts généraux de l'état avec ceux des communes et des nahias. Chaque localité administre elle-même ses biens; chaque confrérie ou commune possède le sol de son territoire et peut affermer ou laisser en pacage ses terres, dont les revenus se versent à la caisse communale pour être employés aux travaux publics ou au soulagement des pauvres. La répartition des impôts devant toujours être discutée par les kmètes, le riche ne peut échapper aux charges publiques comme il arrive trop souvent dans les états dont les revenus sont perçus d'après les données si incomplètes du cadastre. En Serbie, nul ne peut cacher sa fortune réelle, toujours connue des voisins; l'impôt n'écrase pas le pauvre à l'avantage du riche, et souvent même les lois de la solidarité orientale obligent le grand propriétaire à payer pour ses voisins ou parens ruinés.

Tel est le système pour lequel le parti national de la Serbie combat depuis trente ans contre la mauvaise volonté des princes. Les hospodars, qui, au temps de Tserni-George, n'avaient pensé qu'à se liguer entre eux pour former une faction aristocratique, sont entrés depuis très long-temps dans une voie plus libérale. Éclairés sur les tendances de leur pays, ces hospodars, que les journaux d'Allemagne, fidèlement copiés par les journaux de France, appellent si ridicule-

ment les *boyards* serbes, sont en réalité les plus sincères amis du peuple, les pères des tribus qui les ont choisis comme leurs représentans; c'est à ce seul titre qu'ils conservent de l'influence.

Les Obrenovitj voulurent neutraliser au profit de leur despotisme ces institutions des ancêtres; ils avaient établi une administration centrale, ou plutôt une servile bureaucratie, dans un pays où chaque village aspire à se gouverner lui-même, et, les nationaux ne sachant pas lire, ils avaient dû confier l'administration à des étrangers, la plupart pleins de mépris pour le culte et les usages du pays. La charte des empereurs, malgré ses restrictions tyranniques, eut au moins pour résultat d'abaisser cette naissante aristocratie d'hommes de plume devant les knèzes, qui sont les vrais représentans du pays. Chacun des dix-sept membres du corps législatif ne pouvant être choisi, d'après la nouvelle charte, que dans les rangs des knèzes et par leur concours, ils se retrouvèrent ainsi associés au pouvoir souverain. Le kniaze ou prince ne fut plus que le président de ces chefs nationaux. Les journaux d'Occident ont donc prétendu à tort que les deux cours auxquelles est due cette charte imposèrent les formes constitutionnelles à un peuple encore trop ignorant pour les comprendre. Cette constitution est loin sans doute de satisfaire aux légitimes exigences des Serbes, mais on y chercherait vainement des analogies avec la charte française; on ne lui trouve de terme de comparaison que dans le système administratif des anciens Grecs, dont l'Orient conserve encore la précieuse tradition. L'Europe devrait s'apercevoir enfin que les peuples gréco-slaves aspirent surtout à des institutions démocratiques; seulement ils comprennent la liberté autrement et plus profondément peut-être que les Occidentaux. La seule force des baïonnettes pourrait imposer à des peuples animés encore de l'esprit de tribu cette centralisation, ce despotisme de la majorité, qui caractérisent la démocratie française.

Parmi les innovations européennes introduites par Miloch pour soutenir son despotisme, il faut signaler l'installation d'une police princière dans les communes rurales, qui avaient eu jusqu'alors la surveillance exclusive et la responsabilité des actes de leurs habitans. Foulant aux pieds ces traditions de solidarité orientale, Miloch établit, et ses successeurs ont laissé subsister, des bureaux d'enquête placés dans chaque nahia sous la direction immédiate du *natchalnik* (gouverneur-militaire), et chargés de surveiller la conduite des citoyens. Ces chefs de police et ces gouverneurs ont pour conseillers des secrétaires instruits en Europe dans l'art d'opprimer au nom de la loi.

Ce sont ces serviles agens qui prétendent civiliser les Serbes, et qui, étonnés de soulever la défiance des populations, écrivent aux journaux d'Europe pour décrier le pays où ils ont reçu l'hospitalité. A les en croire, les dix-sept paysans qu'on appelle sénateurs devraient être envoyés comme écoliers en Allemagne, pour y étudier l'administration. Heureusement ces simples vieillards ont sous leurs yeux l'exemple des ridicules effets d'une importation prématurée des lois occidentales en Serbie : Davidovitj avait fait rédiger le code serbe en le modelant sur le code Napoléon. Après douze années de constans efforts, les traducteurs avaient terminé leur tâche, et le nouveau code put être enfin communiqué au sénat et à la diète. Ces pieux enfans de la nature furent indignés des articles relatifs aux cultes, au mariage, à la dot des femmes, à l'organisation des familles; ils s'effrayèrent des germes d'aristocratie cachés dans les titres et les attributions dévolus à la propriété, et ils n'en crurent pas leurs oreilles lorsqu'ils entendirent mentionner, parmi les obligations imposées aux possesseurs de maisons, celle des servitudes. — Quoi! s'écrièrent ces naïfs vieillards, même à Paris, chez la nation la plus libre du monde, encore tant de servitude! — Beaucoup de travail avait été fait en vain; il demeura prouvé que le code français resterait long-temps encore incompréhensible aux Serbes. En effet la politique, science purement expérimentale, doit toujours procéder des élémens simples aux élémens complexes; la France, quand elle s'élança du chaos féodal, n'arriva pas du premier bond à la centralisation monarchique; elle dut traverser lentement la période des grands vassaux et des grandes communes, dont chacune était comme une république à part dans l'état. Les tribus serbes actuelles aspirent au même genre de liberté que nos pères du XIIIe siècle. Il faut savoir concilier l'établissement d'un pouvoir unitaire avec leur légitime besoin d'une large existence municipale. Bien des germes d'une organisation factice ont déjà été implantés dans ce pays; il faut qu'il sache s'en délivrer, ou qu'il craigne pour sa vie propre. Si la Serbie ne peut, à l'exemple de la Grèce, secouer l'influence occidentale, la sève de sa nationalité se retirera dans les montagnes, en Hertsegovine et au Monténégro. Déjà ce dernier pays se trouve dans une voie de développement bien plus normale, bien plus réellement *serbe*, que la principauté danubienne.

L'organisation militaire de la Serbie ne présente pas moins d'anomalies que son état civil. En se contentant d'exercer la jeunesse dans les villages, sans l'arracher de ses foyers en temps de paix, ce

peuple fournirait aisément soixante mille hommes bien disciplinés; mais il s'obstine à créer, au moyen de la conscription, une armée permanente à l'européenne, une garde du prince, au lieu d'une garde nationale, et le gouvernement n'a pu jusqu'ici obtenir plus de trois mille hommes de troupes régulières. Les soldats font l'exercice à la russe, portent l'uniforme vert à paremens rouges, et reçoivent chacun 5 francs de gratification par mois. Quelque restreinte que soit cette conscription, et quoique le temps de service n'excède pas six années, le gouvernement n'ose lever lui-même les recrues; il se décharge de cette tâche sur les knèzes : chaque knéjine, suivant les usages orientaux, choisit elle-même ses conscrits, ou leur achète à volonté des remplaçans. Une autre mesure non moins conforme au génie oriental est l'élection des officiers par les soldats, qui, rassemblés périodiquement, présentent leurs candidats à la ratification de l'état-major. Parmi les troupes d'élite, il faut signaler la cavalerie, qui, montée sur ses petits chevaux slaves, manœuvre admirablement. Quant à l'artillerie, elle ne se compose que d'une trentaine de pièces mal servies. Les soldats employés comme musiciens reçoivent leur congé au bout de trois ans, et, en quittant le drapeau, emportent leur instrument, afin de répandre dans les campagnes le goût de la musique européenne. Dans le cas d'une levée en masse des citoyens, chaque knèze marche à la tête des gens de son district, et les grades civils deviennent des grades militaires. Cette levée de la masse a lieu spontanément chaque fois que la patrie est en danger; mais, dans aucun cas, elle ne pourrait être destinée à soutenir le sultan. Le seul et dernier signe de dépendance qui rattache, depuis 1833, les Serbes à la Porte, est le tribut annuel de 2,300,000 piastres, formant à peu près le quart du budget total de la principauté.

Le commerce entre ce pays et la Turquie est entièrement libre; les Serbes n'ont pas un centime à payer pour écouler leurs produits dans l'empire, tandis qu'au contraire les objets importés de Turquie chez eux paient un droit à la frontière, comme les marchandises européennes. Aussi la douane seule de Belgrad rapporte-t-elle plus d'un demi-million de francs par année; ses tarifs, décrétés par le premier oukase de Miloch, du 20 décembre 1833, établissent que le bois envoyé de Serbie à *Césaria* (Vienne) doit payer 20 paras par toise, que les produits d'Europe destinés à la Romélie paient par chaque *teskéré* (bolette et plombage) 10 paras, et autant pour l'emmagasinage, droit élevé à deux piastres pour les marchandises qui

vont directement et sans plus rien payer jusqu'à Constantinople. Ces dispositions si favorables au développement du commerce indigène, se complètent par la défense faite à tout étranger d'acquérir en son nom des biens immeubles dans le pays avant d'avoir reçu l'*indigénat*. Des consuls serbes sont déjà accrédités à Boukarest, à Constantinople, à Vienne et dans d'autres villes allemandes, pour y veiller aux intérêts commerciaux de leur pays.

Quant aux agens diplomatiques des quatre grandes puissances, anglaise, russe, française et autrichienne en Serbie, ils se tiennent tous, excepté le consul moscovite, tellement en dehors du mouvement social des Serbes, que la plupart gèrent de la ville hongroise de Zemlin leur consulat de Serbie. C'est ainsi qu'on abandonne aux sourdes intrigues de ses ennemis une population généreuse et intelligente. Heureusement pour la Serbie, l'égoïste indifférence des grands états ne l'a pas encore ruinée sans retour. Sa position internationale est forte; l'Autriche, qui fera tout au monde pour empêcher la Russie de s'incorporer ce pays, n'oserait de son côté y toucher elle-même par crainte de la Russie. On peut dire que la plus sûre garantie de l'indépendance des Serbes se trouve dans la jalousie mutuelle des empires autrichien et russe. La nature a d'ailleurs assuré aux Autrichiens, maîtres de la Hongrie, une action puissante sur tous les pays traversés par le Danube, où leurs bateaux à vapeur versent sans cesse l'excédant de leurs fabriques. Aussi long-temps qu'un tel débouché leur sera garanti, ils ne convoiteront que médiocrement la Serbie. Il faut, disent les diplomates autrichiens, qu'un peuple aussi turbulent que les Serbes reste démembré : nous en avons déjà la moitié sous nos lois; si le reste nous arrivait, tous réunis nous donneraient trop à faire; sous un même sceptre, ils s'émanciperaient, ils deviendraient forts et menaçans. Laissons-les donc se diviser de plus en plus comme les Polonais; soutenons chez eux les prétendans; que Mikhaïl ou Alexandre règnent, comme Poniatovski régnait à Varsovie, en attendant le dernier partage. *Divide et impera.*

S'il y a en Europe une puissance à qui ces partages de peuples soient odieux, elle peut agir; la Serbie est encore un champ ouvert à tous; quiconque voudra y conquérir de l'influence n'a qu'à s'assurer par des services réels l'amitié des chefs les plus populaires. Si le cabinet français craint d'agir publiquement, pourquoi n'essaierait-il pas au moins de provoquer par la presse les sympathies de l'Europe pour cinq millions d'hommes qui ne méritent pas sans

doute un moindre intérêt que la petite peuplade des Maronites? Au cas d'une rupture de la paix en Orient, les Serbes joueraient, après les Grecs, le rôle le plus important dans le grand drame du Bosphore. En intéressant l'opinion européenne au sort de ce peuple, notre cabinet se préparerait une intervention aisée pour le jour où l'Angleterre et la Russie voudront enfin se partager ce vieux monde oriental qu'elles couvent depuis si long-temps. Il est vrai que, pour intervenir avec autorité, il faut connaître la cause qu'on veut défendre, et la France, préoccupée d'autres soins, a trouvé commode jusqu'à ce jour d'adopter sans discussion, dans tous les débats gréco-slaves, l'opinion de l'Angleterre! Par suite de leurs instructions, nos consuls en Serbie ont dû constamment soutenir le parti anti-national, ce qui les a nécessairement placés en état d'hostilité vis-à-vis des indigènes. Ces diplomates auraient un plus beau rôle à jouer, ils pourraient reprendre, en la modifiant, l'œuvre de Davidovitj, et enlever à l'agent du tsar la dictature civile qu'il prétend exercer en Serbie. Mais pour se faire les organes du peuple serbe vis-à-vis de l'Orient et de l'Europe, pour protester contre les envahissemens russes dans un pays auquel des traités solennels reconnaissent le droit de se régir librement, il faudrait que nos agens connussent la langue des indigènes, qu'ils eussent pénétré par leurs études et une longue expérience dans ce qu'on pourrait appeler le *mystère organique* de ces peuples : à cette condition seulement ils pourraient s'aventurer dans le dédale politique du monde gréco-slave, sans craindre d'en heurter les tendances, sûrs au contraire d'obtenir des populations un concours efficace.

Pour n'avoir point agi ainsi, on a laissé les diplomates russes, autrichiens et anglais, plonger la Serbie dans un triste chaos. Grace à notre ignorance, ces agens ont pu entraîner dans une voie de faiblesse et de ruine une nation qui marchait rapidement à sa régénération. Ainsi nous laissons briser peu à peu en Orient tout ce qui se relève, tout ce qui pourrait contribuer à sauver l'Europe des envahissemens de la Russie, en opposant une digue à ses interventions multipliées. La Russie ne reculera en effet que devant des intérêts indigènes fortement organisés, et elle se réjouit de voir l'Occident ne songer qu'à l'exploitation commerciale de ces peuples dont elle devient peu à peu la seule protectrice politique.

CYPRIEN ROBERT.

LES ESCLAVES.

FRAGMENT D'UNE TRAGÉDIE.[1]

TOUSSAINT.

Avancez,
Mes enfans, mes amis, frères d'ignominie!
Vous que hait la nature et que l'homme renie;
A qui le lait d'un sein par les chaînes meurtri
N'a fait qu'un cœur de fiel dans un corps amaigri;
Vous, semblables en tout à ce qui fait la bête;
Reptiles, dont je suis et la main et la tête!
Le moment est venu de piquer aux talons
La race d'oppresseurs qui nous écrase... Allons!
Ils s'avancent; ils vont, dans leur dédain superbe,
Poser imprudemment leurs pieds blancs sur notre herbe;
Le jour du jugement se lève entre eux et nous!
Entassez tous les maux qu'ils ont versés sur vous :

(1) M. de Lamartine a bien voulu nous communiquer le fragment qu'on va lire d'une tragédie intitulée *les Esclaves*, composée il y a quelques années, et que sa position politique ne lui a pas permis de donner encore au Théâtre-Français. C'est le discours de Toussaint-Louverture aux noirs de Saint-Domingue pour les encourager à reconquérir leur liberté.

Les haines, les mépris, les hontes, les injures,
La nudité, la faim, les sueurs, les tortures,
Le fouet et le bambou marqués sur votre peau,
Les alimens souillés, vils rebuts du troupeau;
Vos enfans nus suçant des mamelles séchées,
Aux mères, aux époux, les vierges arrachées,
Comme pour assouvir ses brutaux appétits
Le tigre à la mamelle arrache les petits;
Vos membres, dévorés par d'immondes insectes,
Pourrissant au cachot sur des pailles infectes;
Sans épouse et sans fils vos vils accouplemens,
Et le sol refusé même à vos ossemens,
Pour que le noir, partout proscrit et solitaire,
Fût sans frère au soleil et sans dieu sur la terre.
Rappelez tous les noms dont ils vous ont flétris,
Titres d'abjection, de dégoût, de mépris;
Comptez-les! dites-les! et dans notre mémoire,
De ces affronts des blancs faisons-nous notre gloire!
C'est l'aiguillon saignant qui, planté dans la peau,
Fait contre le bouvier regimber le taureau;
Il détourne à la fin son front stupide et morne,
Et frappe le tyran au ventre avec sa corne.

Vous avez vu piler la poussière à canon,
Avec le sel de pierre et le noir de charbon;
Sur une pierre creuse on les pétrit ensemble;
On charge, on bourre, et feu! le coup part, le sol tremble.
Avec ces vils rebuts de la terre et du feu,
On a pour se tuer le tonnerre de Dieu!
Eh bien! bourrez vos cœurs comme on fait cette poudre,
Vous êtes le charbon, le salpêtre et la foudre.
Moi, je serai le feu, les blancs seront le but.
De la terre et du ciel méprisable rebut,
Montrez en éclatant, race à la fin vengée,
De quelle explosion le temps vous a chargée!

(Il se penche et écoute un moment à terre.)

Ils sont là! — là, tout près, — vos lâches oppresseurs!
Du pauvre gibier noir exécrables chasseurs,
Vers le piége caché que ma main va leur tendre
Ils montent à pas sourds et pensent nous surprendre.
Mais j'ai l'oreille fine, et bien qu'ils parlent bas,
Depuis le bord des mers j'entends monter leurs pas.
Chut!... Leurs chevaux déjà boivent l'eau des cascades,
Ils séparent leur troupe en fortes embuscades,
Ils montent un à un nos âpres escaliers.
Ils les redescendront avant peu par milliers!
Que de temps pour monter ce rocher sur la butte!
Pour le rouler en bas combien? Une minute!

. . . . . .

. . . . . .

Avez-vous peur des blancs? Vous, peur d'eux! Et pourquoi?
J'en eus moi-même aussi peur; mais écoutez-moi.
Au temps où m'enfuyant chez les marrons de l'île,
Il n'était pas pour moi d'assez obscur asile,
Je me réfugiai, pour m'endormir, un soir,
Dans le champ où la mort met le blanc près du noir,
Cimetière éloigné des cases du village,
Où la lune en tremblant glissait dans le feuillage.
Sous les rameaux d'un cèdre au long bras étendu,
A peine mon hamac était-il suspendu,
Qu'un grand tigre, aiguisant ses dents dont il nous broie,
De fosse en fosse errant vint flairer une proie.
De sa griffe acérée ouvrant le lit des morts,
Deux cadavres humains m'apparurent dehors;
L'un était un esclave et l'autre était un maître;
Mon oreille des deux l'entendit se repaître,
Et quand il eut fini ce lugubre repas,
En se léchant la lèvre il sortit à longs pas.
Plus tremblant que la feuille et plus froid que le marbre,
Quand l'aurore blanchit, je descendis de l'arbre,
Je voulus recouvrir d'un peu du sol pieux

Ces os de notre frère exhumés sous mes yeux.
Vain désir! vains efforts! de l'un, l'autre squelette
Le tigre avait laissé la charpente complète,
Et rongeant les deux corps de la tête aux orteils,
En leur ôtant la peau les avait faits pareils.
Surmontant mon horreur, voyons, dis-je en moi-même,
Où Dieu mit entre eux deux la limite suprême?
Par quel organe à part, par quel faisceau de nerfs
La nature les fit semblables et divers?
D'où vient entre leur sort la distance si grande?
Pourquoi l'un obéit, pourquoi l'autre commande?...
A loisir je plongeai dans ce mystère humain,
De la plante des pieds jusqu'aux doigts de la main;
En vain je comparai membrane par membrane :
C'étaient les mêmes jours perçant les murs du crâne;
Mêmes os, mêmes sens, tout pareil, tout égal,
Me disais-je; et le tigre en fait même régal,
Et le ver du sépulcre et de la pourriture
Avec même mépris en fait sa nourriture!
Où donc la différence entre eux deux? — Dans la peur;
Le plus lâche des deux est l'être inférieur!
Lâches? Sera-ce nous? et craindrez-vous encore
Celui qu'un ver dissèque et qu'un chakal dévore?
Alors tendez les mains et marchez à genoux,
Brutes et vermisseaux sont plus hommes que nous!
Ou si du cœur du blanc Dieu nous a fait les fibres,
Conquérez aujourd'hui le ciel des hommes libres;
L'arme est dans votre main; égalisez les sorts!

LES NOIRS, avec acclamation.

Liberté pour nos fils et pour nous mille morts!

TOUSSAINT.

Mille morts pour les blancs et pour nous mille vies!...

Les voici; je les tiens. Leurs cohortes impies
Sur nos postes cachés vont surgir tout à coup.
Silence jusque-là, puis d'un seul bond debout!
Qu'au signal attendu du premier cri de guerre
Un peuple sous leurs pieds semble sortir de terre!
Chargez bien vos fusils, enfans, et visez bien :
Chacun tient aujourd'hui son sort au bout du sien.
A vos postes! Allez!

(Ils s'éloignent. Toussaint rappelle les principaux chefs, et leur serre la main tour à tour.)

A revoir; demain, frères,
Ou martyres au ciel, ou libres sur la terre!

(Après un moment de silence.)

Mais il faut vous laisser conduire par un fil,
Sans demander : Pourquoi? Que veut-il? Que fait-il?
Que chaque ame de noir aboutisse à mon ame;
Toute grande pensée est une seule trame
Dont les milliers de fils, se plaçant à leur rang,
Répondent comme un seul au doigt du tisserand;
Mais si chacun résiste et de son côté tire,
Le dessein est manqué, la toile se déchire.
Ainsi d'un peuple, enfans! Je pense, obéissez!
Pour des milliers de bras, une ame, c'est assez.

LES NOIRS.

Oui, nous t'obéirons! toi le vent, et nous l'onde!
Toussaint sur Haïti, comme Dieu sur le monde!

TOUSSAINT.

Eh bien! si vous suivez mon inspiration,
Vous étiez un troupeau, je vous fais nation!
. . . . . .
. . . . . .

(Ils tombent à ses pieds.)

A. DE LAMARTINE.

LETTRES

SUR LA SESSION.

QUESTION DE CABINET.

Au Directeur de la Revue des Deux Mondes.

Depuis ma dernière lettre, la question de cabinet a été posée dans les bureaux de la chambre avec franchise et netteté, à l'occasion de la loi des fonds secrets. Cette question, de l'aveu de tous, n'avait pas été résolue dans la discussion de l'adresse : enveloppée dans l'unanimité du vote sur le droit de visite, supérieure aux débats de l'affaire de Syrie, étrangère aux autres paragraphes, elle était restée indécise. Il semblait que le ministère ne pût s'y méprendre et dût provoquer lui-même un prompt débat sur sa politique et ses actes; c'était, dit-on, sa première impression. Le lendemain de l'adresse, on avait annoncé que la loi des fonds secrets serait apportée immédiatement et la chambre appelée à s'expliquer. La réflexion a changé ces dispositions; la chambre semblait moins favorable qu'on ne l'avait espéré : on a voulu gagner du temps. Ce n'est qu'après un assez long retard que le ministère a pris enfin son parti et a demandé le million accordé depuis quelques années aux dépenses de la police; mais, en faisant cette demande, il s'est borné à insister sur les nécessités du service public, sur le besoin de surveiller les

factions, ranimées par la catastrophe du 12 juillet, et il n'a pas dit un mot de la question de confiance, qu'on avait toujours considérée, depuis 1830, comme étroitement liée au vote des fonds secrets. Peut-être espérait-il éviter un nouveau débat et pensait-il aussi à se prévaloir du vote de l'adresse comme d'une adhésion de la chambre. De pareilles illusions égarent souvent les ministères, et on en a vu de plus forts succomber au moment où ils s'y attendaient le moins. On assure que le cabinet croyait obtenir huit commissaires sur les neuf que la chambre devait nommer : l'organisation des bureaux avait paru autoriser cet espoir, et déjà, dans la commission de l'adresse, l'opposition n'avait eu qu'un seul représentant. Le résultat a trompé cette attente. La commission s'est trouvée composée de quatre opposans contre cinq partisans du ministère, et le compte fidèle des suffrages divers a constaté en faveur du cabinet une majorité de dix-huit voix seulement, majorité bien faible et bien insuffisante, si l'on songe que dans tous les bureaux l'opposition s'est livrée aux attaques les plus vives et les plus directes, que dans plusieurs ses candidats avaient été pris dans des nuances trop prononcées pour ne pas donner ombrage aux députés les plus rapprochés des centres, qu'en général dans les bureaux les considérations de personne exercent beaucoup d'empire, et qu'enfin des députés de la gauche en assez grand nombre manquaient à leur poste.

Ce résultat a jeté l'alarme dans le camp ministériel; on dit que rien n'a été oublié pour raffermir les convictions ébranlées, pour réveiller les amitiés qui sommeillent, pour intéresser les dévouemens qui se plaignaient d'être négligés. Le télégraphe agite ses longs bras et va chercher dans leurs postes lointains ou dans leurs paisibles demeures ceux que le devoir des fonctions publiques ou le charme de la vie privée retenaient loin du parlement. La presse ministérielle discute, défend, attaque, injurie; des listes de ministres sont livrées à la naïve crédulité du public. On épie les moindres démarches des personnages importans; on leur attribue les résolutions les plus opposées; on les montre tantôt à l'assaut du pouvoir, résolus et animés, tantôt découragés et quittant la partie; on se sert de leurs noms pour favoriser d'obscures intrigues. Chacun s'apprête pour une discussion prochaine et s'attend à un de ces événemens qui marquent la vie des gouvernemens constitutionnels.

Il semble que le parti le plus sage et le plus simple en ce moment soit de laisser les affaires suivre leur cours naturel, et, pour ceux qui sont destinés à croiser le fer dans la lutte, d'aiguiser leurs armes. Cependant la polémique ministérielle a répandu certains argumens qu'il peut être bon d'examiner en dehors de la tribune. Dans les conversations du monde, dans les couloirs de la chambre, s'engagent parfois des discussions qui ne sont pas de nature à être portées devant la chambre elle-même, et dont il appartient à la presse de dire quelques mots.

J'ai déjà assisté à de nombreuses luttes parlementaires et à plus d'une crise ministérielle; mais un phénomène nouveau et singulier distingue la situation

actuelle. Le cabinet pour lui-même n'a pas, je l'affirme, cent voix dans la chambre; s'il n'existait point et qu'il s'agît de le former, il serait impossible. Presque tous ses adhérens sont prêts à reconnaître sa faiblesse et ses inconvéniens, ils ne prennent pas même la peine de le défendre; mais après les plus vives critiques, ils se déclarent résignés à voter pour lui. Le même langage est dans toutes les bouches, on dirait un mot d'ordre : à quels hommes, à quels principes passerait le pouvoir, si le cabinet du 29 octobre le perdait? Il faut les connaître, dit-on, avant qu'il soit renversé, et savoir quel profit le pays retirerait d'un changement dans le personnel et dans le système du gouvernement; il ne faut pas s'exposer à une politique plus déplorable encore, selon la formule de M. Leseigneur. D'ailleurs, le cabinet dure depuis plus de deux ans, c'est presque un miracle de longévité; il est bon de le conserver comme un gage de stabilité. Enfin, une crise ministérielle cause toujours au pays et aux affaires un dommage que les hommes désintéressés et étrangers aux querelles de parti doivent éviter. Toutes ces raisons, comme vous le voyez, monsieur, se concilient parfaitement avec la censure du cabinet; elles sont présentées avec d'autant plus d'assurance, que ceux qui les invoquent se donnent en même temps les honneurs de l'indépendance et peuvent à la fois flatter l'opposition en faisant bon marché du cabinet, et le cabinet en lui promettant leur appui. Situation commode dans un temps, comme le nôtre, de convictions molles, d'indifférence politique et de ménagemens universels, où beaucoup d'hommes, fort honorables du reste, aiment le repos, craignent la lutte et ne veulent pas se faire d'ennemis.

Quelle est la valeur des raisons que je viens de reproduire? c'est ce que je me propose d'examiner.

On demande en premier lieu quels hommes remplaceraient les ministres actuels. Vous comprenez parfaitement, monsieur, que mon projet n'est point de discuter ici les titres et l'aptitude des personnages politiques que désigne l'opinion. Je laisse à M. Desmousseaux de Givré, qui s'est fait une spécialité de l'injure, le soin de discuter des noms propres et de remplacer les argumens par des personnalités, et la logique par le sarcasme; mais je nie que les adversaires du cabinet aient à composer à l'avance un ministère pour le substituer à celui qu'ils combatent. Il faudrait entendre les cris de ceux qui demandent à l'opposition ses candidats, si elle avait l'imprudence d'en dresser la liste! Que d'attaques contre les hommes qui y seraient inscrits! que de propos amers sur leur ambition et leur outrecuidance! Les plus empressés à provoquer aujourd'hui la composition prématurée d'un cabinet se montreraient demain les plus violens à la condamner et ne trouveraient pas d'expressions assez vives pour flétrir cette usurpation des droits de la couronne. Qui ne voit d'ailleurs que, pendant la durée du cabinet actuel, il est impossible de concerter aucune combinaison? Parmi ceux qui pourraient plus tard être appelés à jouer un rôle, les uns n'écouteraient qu'une honorable défiance d'eux-mêmes, les autres refuseraient de s'engager pour une pure éven-

tualité, d'autres enfin craindraient de contracter des alliances que les évènemens ultérieurs seraient susceptibles de rompre. Il est des combinaisons que la nécessité pourrait prescrire et rendrait légitimes, et qui seraient mal comprises, si elles s'opéraient avant d'être commandées par les circonstances et conseillées par la politique.

Pour moi, toute la question sur ce point se réduit à ceci : les hommes de talent, de patriotisme et d'expérience manquent-ils? Si le ministère était renversé, les chambres ne renferment-elles point, dans la sphère des opinions qui pourraient hériter du pouvoir, les élémens d'une administration capable de diriger les affaires du pays? Qui oserait le nier? Les personnages éminens qui peuvent entrer au ministère ne sont que trop nombreux; on s'en plaint quelquefois, on condamne leurs rivalités, on soupçonne leur ambition : on doit au moins accorder qu'il y a là pour le pays une véritable richesse. Je sais, et je le déplore, que de cruelles dissensions séparent des hommes d'état dont l'alliance, autrefois projetée, ferait disparaître de graves difficultés; mais, malgré ces divisions, une administration nouvelle est encore aisée à former. Le ministère actuel a eu, sans le vouloir, le mérite d'amener des rapprochemens long-temps désirés et de réunir dans une opposition commune ceux qu'avaient séparés des circonstances qui ne sont plus. Les souvenirs irritans sont éteints; les incompatibilités entre les personnes ont cessé, et quand les opinions et les vœux s'accordent, les alliances se font d'elles-mêmes.

Les hommes ne manquent donc point; les causes de désunion disparaîtraient nécessairement, et l'on n'a pas à craindre une longue interruption dans les pouvoirs. Cette assurance doit suffire.

Mais au moins, dit-on, si les hommes ne sont pas désignés à l'avance, que les principes soient proclamés, et que ceux qui se portent les héritiers du cabinet produisent le programme qu'ils comptent adopter.

A qui s'adresse cette demande? Quels sont les prétendans sur qui l'on entend faire peser l'obligation de dresser ainsi tout un plan de gouvernement? Ceux qui répondraient à un tel appel se montreraient bien présomptueux et bien téméraires. L'opposition ne gouverne point et n'a pas la responsabilité du pouvoir; un seul devoir lui est imposé : juger le ministère. Elle prononce sur la conduite qu'il a tenue, approuve ou condamne sa politique, le maintient ou le renverse. C'est là son unique programme. Son blâme ou sa louange indique ses opinions et engage son avenir : elle s'oblige à suivre ce qu'elle adopte, à s'écarter de ce qu'elle censure; elle expose ainsi implicitement sa propre politique, ses doctrines, ses maximes de gouvernement. On ne saurait exiger d'aucune de ses fractions, même les plus voisines du pouvoir, qu'elles se prononcent sur toutes les questions actuelles ou à venir; elles n'en possèdent point les élémens, et ne peuvent les résoudre. Parlera-t-on des affaires extérieures? Quel est l'état des négociations? Quels sont les engagemens pris, les concessions faites ou refusées? Un ministère nouveau ne rompt point avec ce qui l'a précédé; les traditions du passé pèsent sur lui, non qu'il y soit

lié, mais parce qu'il doit les étudier, les approfondir, en rechercher l'esprit, et ne s'en écarter, s'il le juge nécessaire, qu'avec prudence et ménagement. S'agit-il de l'intérieur, chaque mesure est soumise à des lois d'opportunité, de convenance personnelle, qui doivent en hâter ou en retarder l'adoption : un pouvoir sage consulte sans cesse l'état de l'opinion, les vœux des chambres, les besoins de la politique, et y conforme tous ses actes. Bien imprudente serait l'administration, non-seulement en projet, mais même maîtresse du pouvoir, qui dresserait la formule générale de ses plans et de ses résolutions.

On comprendrait l'insistance avec laquelle on demande leur programme à ceux qu'on désigne comme des prétendans, s'il était question d'introduire dans le gouvernement une politique nouvelle et inconnue, et de substituer un autre ordre de principes à celui qui prévaut aujourd'hui. Si la gauche était près d'obtenir la majorité, le parti qui lui est opposé pourrait l'interpeller et donner cours à son inquiète curiosité; mais tel n'est point l'état de la question. Le pouvoir n'est pas destiné à passer en ce moment du centre à la gauche; il est seulement revendiqué par les opinions intermédiaires qui ne poursuivent aucune réforme radicale. Derrière ces débats ne se trouvent point des questions susceptibles d'inquiéter les amis de l'ordre et d'exposer le pays à des expériences périlleuses.

Mais s'il s'agit de si peu, quel sera le profit d'un changement? Ne voulez-vous, s'écrie-t-on, que substituer certains hommes à d'autres? Est-ce purement une question de portefeuilles et d'ambitions privées, et ces querelles valent-elles que les hommes impartiaux s'en mêlent?

N'admirez-vous point la position commode que se font les défenseurs du ministère? Ont-ils des adversaires dont les principes ne puissent se concilier avec les leurs, ils se récrient contre l'esprit révolutionnaire, exagèrent le péril, enflent leurs poumons pour pousser de bruyantes clameurs, et vous montrent Catilina aux portes du sénat. Au contraire, l'opposition se produit-elle modérée et conciliante, ils s'attachent à réduire le désaccord aux plus minces proportions, et, à la faveur de cette dissimulation, ils prétendent dépouiller de tout intérêt un changement d'administration.

Pour n'être pas radicale et révolutionnaire, l'opposition des partis modérés contre le cabinet n'en est pas moins réelle et sérieuse, et les efforts même prodigués pour l'écarter en attestent l'importance. J'en appelle au besoin à tous les esprits sincères. La politique qui avait consenti à l'extension du droit de visite est-elle la même que celle qui veut parvenir à le supprimer? La politique qui se proclame « modeste et tranquille, » et qui sur tous les points isole la France, est-elle la même que celle qui veut la dignité sans forfanterie, la fermeté sans imprudence, qui recherche les alliances, et, sans vouloir les payer par d'injurieuses concessions, accepterait, pour les obtenir, toutes les conditions honorables et légitimes? La politique qui se cramponne au *statu quo* comme au dernier terme du progrès, et qui refuse toute réforme, est-elle la même que celle qui fait la part du temps, des idées, des mœurs, des

lumières, et, sans risquer aucune innovation téméraire, ne se refuse point aux améliorations que l'opinion réclame et que l'état du pays comporte? Peut-on confondre ensemble ceux qui exercent le pouvoir dans des vues égoïstes, qui concentrent l'influence et toute l'action politique dans les mains d'une coterie, et ceux qui considèrent le gouvernement comme le dispensateur équitable et impartial des innombrables ressources dont les lois l'ont constitué dépositaire? Non : ces choses-là ne sont pas identiques; un changement d'administration qui substituerait l'un de ces systèmes à l'autre présenterait une grande et heureuse signification, et l'on ne peut consciencieusement le déclarer illusoire et sans portée.

Je crois donc que l'opposition ne peut être obligée de formuler son système, et à ce sujet je citerai les paroles d'un orateur que le parti conservateur ne désavouera pas. Lorsqu'en 1841 M. Peel attaquait le cabinet de lord John Russel, on lui reprochait aussi de ne point faire connaître ses projets. Voici ce qu'il répondit devant ses électeurs : « Messieurs, on ne cesse pas de me demander ce que je compte faire, si je suis chargé de la direction des affaires publiques; c'est une question à laquelle je ne veux répondre que lorsque je m'y verrai appelé. Tout ce que je veux aujourd'hui, c'est éloigner les hommes qui occupent ces positions officielles : ils n'ont pas eu la confiance du parlement, ils n'ont pas la confiance du peuple. Changez le médecin, le malade n'a pas confiance en lui. Et puis ces gens viennent me demander : « Qu'avez-vous à prescrire? » Je vois autour de moi plusieurs de mes amis exerçant la profession de médecin; de bon compte, ces docteurs voudraient-ils prescrire un traitement quand un malade en suit déjà un autre? Donc, ne voulant pas passer pour un empirique, j'attendrai pour donner mes conseils, pour prescrire mes potions, que le malade m'ait fait appeler en consultation. »

Le maintien du ministère dans sa situation actuelle serait, dit-on, un gage de stabilité. C'est la seconde proposition des adversaires d'un changement.

On veut un cabinet qui parcoure une longue carrière, on désire éviter à l'avenir cette mobilité qui compromet dans l'opinion du pays et du monde entier notre forme de gouvernement. J'admets ce vœu et je le forme à mon tour, mais je demande qu'on s'explique. Quand on souhaite au cabinet une existence durable, ce n'est pas apparemment pour le simple plaisir de lui en faire honneur dans les statistiques ministérielles ou dans la biographie des honorables membres qui l'auront composé; ce serait chose puérile. Si l'on cherche la durée, c'est moins, ce me semble, pour elle-même que pour l'autorité, la prépondérance et la vigueur qu'elle communiquerait au pouvoir. Autrement les cabinets n'inspirent confiance ni à l'étranger ni à la nation; ils ne peuvent point négocier au dehors, point commander au dedans. Mais, pour leur donner ce pouvoir, il ne suffit pas que matériellement, pour ainsi dire, ils vivent long-temps; il faut encore qu'ils aient puissance et vigueur : c'est la force plutôt que la durée qui leur est nécessaire. Un cabinet ébranlé qui

vivrait au jour le jour, qui ne se soutiendrait qu'à force de complaisances et de faiblesses, et contre lequel s'élèveraient incessamment des questions menaçantes, ne parviendrait point, quand il traînerait pendant dix ans sa chétive existence, à satisfaire aux conditions de la stabilité; il serait placé dans une dépendance constante : au-dessus de lui, au-dessous, des exigences chaque jour renaissantes le priveraient d'initiative et de liberté; il serait faible tout à la fois dans la diplomatie, dans le gouvernement intérieur et dans les chambres. Comment les puissances étrangères entameraient-elles avec lui des négociations quand chaque courrier peut leur apporter la nouvelle de son renversement? Comment prépareraient-elles par des arrangemens préliminaires des traités ou des alliances quand elles le voient si vivement attaqué, sans lendemain, obligé de céder à tout et à tous? Croyez-vous, par exemple, que M. Guizot, contraint, par un vote unanime qu'il n'a pu conjurer, de refuser la ratification du traité du droit de visite, ait encore la faculté de parler haut avec les ambassadeurs des grandes puissances et trouve grand crédit auprès d'eux? La diplomatie n'aime point à livrer ses secrets, elle ne veut faire connaître ses conditions suprêmes que quand elle peut leur obtenir une consécration certaine et définitive; elle s'éloigne des négociateurs impuissans qui parlent et n'agissent point, qui traitent et sont désavoués, de ceux surtout qui se font obstacle à eux-mêmes, tant ils inspirent peu de confiance au pays. A l'intérieur, les agens divers qui représentent le gouvernement et distribuent ses ordres sur tous les points du territoire, les préfets, les procureurs-généraux, ne s'attachent pas à un ministère sans cesse en lutte avec une minorité puissante et nombreuse à qui le pouvoir peut échoir tous les jours. Ils se ménagent, louvoient, ne se livrent point, s'enferment dans la réticence ou l'équivoque, cherchent à ne se point compromettre, et, s'ils ne trahissent pas, du moins ils servent sans goût et sans zèle. Dans les chambres enfin, combien le rôle d'un ministère sans appui solide, fût-il ancien, est pénible et faux! Il ne commande point et vit dans une perpétuelle servitude; il n'a plus de souci que pour sa propre existence, et néglige les affaires publiques; il ne peut faire passer aucune loi telle qu'il l'a présentée. La minorité, excitée par sa force, irritée devant des ministres que blâment ceux même qui les appuient, ne leur épargne aucune attaque, ne leur passe aucune faute. La majorité, embarrassée de son rôle ingrat, cherche à se le faire pardonner par sa raideur dans toutes les questions qui ne touchent point à la politique. Le gouvernement et l'administration se trouvent également affaiblis et paralysés. Ce n'est pas tout encore : on initie le public aux secrets les plus délicats du gouvernement; on met à nu tous les rouages; on discrédite la constitution en détruisant tout prestige. Quand le peuple aperçoit un ministère dont le maintien est subordonné au télégraphe qui convoque ses agens, à une malle-poste en retard, à un rhume qui retiendra quelqu'un de ses partisans; quand, après avoir compté la majorité sortie du scrutin, il peut se dire quels hasards l'ont formée et pouvaient la détruire, il ne prend plus au sérieux un

pouvoir livré à de tels accidens, et qui paraît soumis aux caprices du sort bien plus qu'à des lois rationnelles et morales. L'humeur, l'intrigue, l'ambition des places, mettent sans cesse en doute une majorité si étroite que quelques voix de moins la font disparaître : les hommes les moins capables acquièrent une importance particulière; le ministère est tenu de compter avec tout le monde, et, par une fatale conséquence, c'est entre les mains des moins fermes, des moins incorruptibles, que tombe le pouvoir, c'est de leur concours, toujours douteux, parfois mis à l'enchère, que dépend le gouvernement tout entier. Est-ce là, je le demande à ceux qui de très bonne foi se proposent de soutenir le cabinet dans un intérêt de stabilité, est-ce là une situation normale, régulière, utile au pays? Convient-il qu'elle dure long-temps?

Mais on veut éviter une crise ministérielle : toutes ont des conséquences dommageables pour le pays; elles suspendent les affaires, paralysent les transactions et répandent l'inquiétude. J'en conviens, quoiqu'on exagère beaucoup ces inconvéniens. Qu'on me dise néanmoins s'il est plus avantageux d'ajourner péniblement une crise toujours menaçante que de la traverser sur-le-champ. Avec un cabinet battu en brèche, que la majorité tolère sans l'aimer, supporte sans le défendre, les intérêts de tous genres, que sa chute peut compromettre, souffrent à la fois de l'incertitude du jour et de celle du lendemain. La crise est déclarée du moment que le cabinet manque d'espace et d'air, et ceux qui veulent en retarder le dénouement la prolongent et ne l'évitent point. Je suppose que le ministère obtienne la majorité sur les fonds secrets; sera-t-il consolidé par ce vote? Nullement; il n'aura pas été renversé, voilà tout. Mais la session amènera vingt autres embarras, et l'enquête électorale, et les ministres d'état, et les sucres, et les patentes, et le roulage, et le budget; tout sera question ministérielle et se ressentira de la situation du cabinet. Il ne se retirera point, dit-on; il est d'humeur douce et facile, ne s'irrite pas aisément, et se dévouera à la chose publique aux dépens de son propre repos. Ces projets sont fort beaux, et d'autres cabinets déjà les avaient formés; seulement ils ne sont pas de facile exécution. Quelque dose d'humilité que donne l'amour du portefeuille, le jour vient où la mesure est comblée; il se trouve quelque ame fière qui se révolte, quelque ami sincère du pouvoir qui ne veut pas l'amoindrir; le malheur aigrit, la solidarité inquiète, et, malgré de solennelles résolutions, les divisions intérieures achèvent l'œuvre commencée par les luttes de la tribune. Le sentiment public avertit chacun de ce danger, et ceux qui croient éviter la crise en l'ajournant ne font que la rendre plus profonde et plus alarmante.

Je ne partage donc point les scrupules des honorables membres qui, tout en blâmant le ministère, se proposent de lui donner leurs voix, soit par l'incertitude des hommes et des principes qu'une crise ferait triompher, soit par amour de la stabilité ou effroi d'une crise ministérielle. Mais je veux examiner la situation sous un autre point de vue. Ce ne serait pas assez d'avoir discuté des objections qui touchent, pour ainsi dire, à la forme plus qu'au fond, si

l'on ne se rendait pas exactement compte du but que doit se proposer un cabinet nouveau et des moyens que lui offrirait la chambre pour l'atteindre.

Quiconque aspire à consolider le gouvernement fondé en juillet s'afflige de la vie précaire et contestée de la plupart des cabinets depuis 1830. Ces embarras ont tenu à l'instabilité de la majorité. Les combinaisons qui ont prévalu ne réunissaient que le nombre de voix rigoureusement nécessaire pour garder le pouvoir. Il semble que, repoussant toutes les conditions qui pouvaient leur donner une plus large assiette, on n'ait jamais voulu faire que la somme de concessions indispensable à la réunion d'une étroite majorité. Tous les cabinets à leur origine obtiennent de nombreuses adhésions. La fatigue, l'espoir, la tolérance des mœurs politiques, leur offrent d'abord des appuis suffisans et leur donnent quelques mois d'une vie concédée par grace. Mais après ce sursis ordinaire, quand on pèse leurs forces, on les trouve dépourvus de puissance réelle, et la chambre, coupée en deux, ne les soutient plus qu'avec déplaisir et presque à contre-cœur.

Les inconvéniens de cet état de choses ont frappé tous les bons esprits, et les véritables conservateurs, ceux qui méritent ce nom, s'accordent à reconnaître que le premier besoin de la France en ce moment est de constituer dans la chambre une majorité. Je n'appelle point ainsi le partage presque égal des voix, source de contestations perpétuelles et de luttes sans terme, mais ce qui mérite réellement le nom de majorité dans un gouvernement constitutionnel, c'est-à-dire un parti puissant, dévoué au cabinet, vivant de sa vie, s'animant de ses inspirations, et disposé à le soutenir en toute occasion. Depuis treize ans, ou plutôt depuis bientôt trente ans, pour être vrai, on poursuit ce but en France. M. de Villèle l'atteignit, chacun sait par quels moyens; le cabinet du 11 octobre le toucha aussi un instant, grace aux difficultés de la politique intérieure : les autres administrations l'ont poursuivi à leur tour sans y parvenir. C'était l'espoir du 29 octobre. M. Guizot l'exprimait dans la séance du 26 février 1841. « Depuis l'origine de la session, disait-il, une idée dominante a préoccupé le cabinet : reconstituer dans cette chambre une majorité de gouvernement, depuis trop long-temps désunie ou flottante. Le cabinet est convaincu, et il l'a dit dès les premiers jours, que la réorganisation d'une vraie majorité de gouvernement était en ce moment le plus pressant intérêt du pays, de la chambre, de la couronne, de l'honneur de nos institutions.... Y a-t-il quelqu'un dans cette chambre, sur quelque banc que ce soit, qui pense que la réorganisation d'une majorité de gouvernement, la constitution des deux grands élémens de discussion dans la chambre, la majorité et l'opposition, ne soient pas très désirables? Y a-t-il quelqu'un qui croie que la confusion, la désunion, l'éparpillement des opinions et des partis, soient une bonne chose pour le gouvernement, pour l'honneur de la chambre, pour la dignité de nos institutions? Personne ne le pense. »

De bonne foi, le but honorable que se proposait le cabinet et que son chef par le talent exprimait en ces termes, ce but est-il réalisé? A l'époque où

M. Guizot tenait ce langage, il se félicitait de posséder la majorité, et il avait raison; mais quelle était la situation du cabinet? Pour les combats de la tribune, il comptait dans ses rangs M. de Lamartine et M. Dufaure; pour les scrutins, M. Dufaure et M. Passy lui avaient attiré un certain nombre de membres du centre gauche; il en trouvait encore, comme je l'ai déjà dit, dans toutes les fractions de la chambre. Son propre parti était uni et marchait derrière lui comme un seul homme. Ces combinaisons n'étaient pas très solides, à dire vrai, et M. Guizot ne contenait cette majorité qu'à force d'adresse, de ménagement, et en éludant presque toutes les difficultés; mais enfin elle existait. Les voix sont-elles encore partagées de la même façon? Partis extrêmes, gauche, centre gauche, tout est aujourd'hui réuni contre le cabinet; la division est entrée dans les rangs de ses amis. M. de Lamartine et M. Dufaure, dans des conditions et à des titres divers, l'attaquent à la tribune; les affaires extérieures, qui, au 29 octobre, lui donnaient le plus de voix, sont celles qui lui en retirent le plus aujourd'hui. Alors il trouvait des appuis dans les partis opposés; en ce moment il en a perdu, et des plus notables, dans son propre sein. La chambre est partagée par moitié; plusieurs votes importans ont déjà ébranlé le cabinet. Est-ce là, je le demande à M. Guizot lui-même, une vraie majorité de gouvernement? Celle que le cabinet espère ne sera-t-elle point, en supposant qu'il l'obtienne, « désunie et flottante? » Ne trouvera-t-on plus « la confusion, la désunion, l'éparpillement des partis et des opinions, » que M. Guizot déclarait une mauvaise chose pour le gouvernement, pour l'honneur de la chambre, pour la dignité de nos institutions?

Le cabinet du 29 octobre n'a donc point fondé une majorité constitutionnelle, et chacun sent qu'il est hors d'état de la composer aujourd'hui. C'est une œuvre laborieuse et que ne peut pas accomplir la main qui y a échoué une première fois. Un ministère qui sait se créer une majorité voit chaque jour s'accroître le nombre de ses adhérens; c'est la marche opposée qu'a suivie le 29 octobre. Comment croire que son armée fasse des recrues quand les défections l'ont presque dispersée? Ce n'est donc plus à lui que peut être confié le soin de reconstituer la majorité. Mais s'il était renversé, la chambre actuelle offrirait-elle les élémens de cette majorité, et un cabinet nouveau pourrait-il les rassembler et toucher enfin à ce terme de tant d'efforts successifs? Je le crois, et je me bornerai à indiquer les raisons qui me donnent cette opinion.

Je n'ai pas besoin de dire que je repousse le système qui consiste à former une majorité par les conquêtes individuelles : honteuse ressource des pouvoirs qui, à défaut des principes, sollicitent et aiguisent les appétits cupides. Ce système n'a pas même le triste mérite du succès. L'intérêt retire bientôt les appuis qu'il a donnés. On sert un jour le ministère pour mériter ses faveurs, on le quitte le lendemain pour ressaisir une popularité perdue; l'appât d'une place attire une voix, la jalousie et le dégoût en repoussent plusieurs. Par une heureuse combinaison, la politique des intérêts privés n'est pas seulement immorale, elle est encore vaine et inefficace.

Quelques personnes songent à n'appuyer le pouvoir que sur le centre droit, le seul parti qui soit, selon elles, compact et uni, le plus nombreux de tous, puisqu'il balance les autres, et elles prétendent qu'une administration qui reposerait sur cette base serait encore la plus solide qui se puisse former.

Je ne saurais adopter cette pensée. Je ne conteste ni la force, ni l'union de ceux qui sont devenus les soutiens exclusifs du cabinet : je crois qu'aucune administration puissante et durable ne pourrait se former sans eux et les avoir tous pour adversaires, mais je suis également convaincu qu'à eux seuls ils ne peuvent constituer non plus une administration puissante et durable. M. Guizot l'avait senti autrefois quand il recherchait l'appui d'une partie du centre gauche, et quand il lui avait, si l'on m'a dit vrai, promis en échange certaines mesures de réforme; il le sentait quand, après la coalition, il était prêt à entrer dans un cabinet qui aurait représenté toutes les opinions modérées de la chambre.

Les députés qui se sont érigés en conservateurs et s'attribuent exclusivement ce titre possèdent des qualités incontestables : avec le sentiment des nécessités du pouvoir, ils ont de la discipline et de la fermeté; leur tort est de se croire les seuls, les derniers dépositaires des bonnes doctrines de gouvernement. Je proteste, pour mon compte, contre cette prétention. L'esprit conservateur qui ne veut rien accorder au temps et à l'opinion a perdu plus de gouvernemens que la politique modérée qui sait déférer à propos et dans une juste mesure aux vœux et aux besoins publics. C'est l'esprit conservateur qui poussait sous la restauration le cri de « plus de concessions; » c'est la politique modérée qu'avait inaugurée le ministère Martignac, dont le brusque renversement préluda aux ordonnances de juillet; c'est la politique modérée que souhaite le pays et qui a triomphé dans les dernières élections. Elle n'est point représentée par le centre droit seul, par le parti conservateur actuel; ce parti s'est montré trop ardent parce qu'il était convaincu, trop exclusif parce qu'il se voyait menacé dans la possession du pouvoir. Il ne comprend pas assez les concessions que commande une politique impartiale et conciliante; il s'effraie outre mesure de la moindre réforme. Sa raideur peu traitable a besoin d'être adoucie : elle le serait par une alliance avec les nuances modérées de l'opposition. Cette alliance peut seule, à mon avis, établir l'accord entre l'esprit conservateur et l'esprit de progrès, entre les idées libérales et les idées de consolidation. C'est, si je ne me trompe, le vœu de la France et le besoin de la chambre nouvelle.

Une alliance entre toutes les opinions sages et constitutionnelles ne rencontrerait point de difficultés réelles. Le centre droit obtiendrait un gouvernement puissant et respecté. La portion de la chambre qu'on appelle encore la majorité ne renferme pas quarante députés qui se refusassent à cette transaction, et ceux même qui n'y seraient point portés par goût s'y soumettraient par raison; imbus, plus que les autres, des idées de conservation, ils ne voudraient point sans doute créer des embarras à l'administration nouvelle; à moins de se liguer avec les partis extrêmes, ils demeureraient isolés, et s'ils

formaient une telle ligue, elle serait misérable et vaine. Le centre gauche entier adhérerait sans réserve à un ministère formé sous ces auspices. La gauche, sans accorder peut-être à ce cabinet une adhésion explicite, ne le poursuivrait point de son ardente hostilité. Le ministère, s'il ne l'avait pas pour appui, ne s'attacherait pas du moins à l'aigrir et à la blesser; il ne l'exclurait pas systématiquement des affaires, seulement il conserverait avec elle toute son indépendance; il ne serait jamais condamné à subir sa loi, et, sans la prendre pour alliée, il pourrait espérer de ne point trouver dans ses rangs des adversaires violens et irrités.

La chambre va choisir entre cette combinaison qui sortirait nécessairement d'une crise ministérielle et le maintien du cabinet. Si la question est bien posée, comment des hommes qui ont vraiment à cœur la force et la dignité de notre gouvernement se prêteraient-ils à perpétuer un malaise qui compromet nos institutions et inquiète les bons citoyens? Le scrutin s'ouvrira dans quelques jours; que chacun y suive son inspiration et se dégage des liens de parti qui paralysent tant de bons sentimens. Les rangs ministériels contiennent des membres qui souhaitent une autre administration, qui veulent étendre la sphère de la majorité et calmer des ressentimens fâcheux. Pourquoi ne céderaient-ils pas à ces impressions et seraient-ils sourds à la voix de leur libre conscience? Ils ne doivent pas se préoccuper des injures que dirige contre eux une polémique passionnée jusqu'à la maladresse; les intrigans ne sont pas ceux qui servent leurs convictions et ont le courage de rompre avec leur parti quand il se trompe. Il en est qui prononcent ces séparations avec éclat et exposent leurs griefs au grand jour; d'autres ne veulent point faire retentir leurs dissentimens dans le public, se refusent à attaquer des amis de la veille et se contentent d'apporter à l'heure du jugement leur muet suffrage : ce ne sont pas les moins honnêtes ni les moins fermes. Permis aux feuilles ministérielles d'attaquer les hommes qui se proposent de suivre cette ligne; ces hommes sauront se contenter de la satisfaction d'un devoir accompli et de l'honneur d'une conduite loyale, simple et énergique.

Il importe surtout que chaque vote conserve son caractère et que la source en soit connue. Dans les partis extrêmes, la politique pessimiste doit, dit-on, procurer des appuis au ministère : je le regrette, et pour la pensée blâmable qui dirigera ces suffrages, et pour la force d'emprunt qu'elle prêtera au 29 octobre; mais si ce projet s'exécute, si des voix légitimistes ou ultra-radicales se donnent à un cabinet qui semble avoir leur prédilection, je demande qu'elles s'avouent et ne se cachent point dans un hypocrite désaveu. Il ne faut pas que, par une dissimulation coupable, ceux qui voteront pour M. Guizot se réservent de déclarer plus tard qu'ils l'ont combattu; il ne faut point que le cabinet soit impunément appuyé par des hommes qui, selon la formule de l'un d'entre eux, sont à la fois pour lui et contre la dynastie, et, ennemis déclarés de nos institutions, ne passeraient sous le drapeau ministériel que pour les pervertir; il ne faut pas qu'on puisse attribuer aux opinions constitu-

tionnelles des voix qui leur seraient complètement étrangères. Ne serait-il pas étrange et intolérable que le cabinet le plus étroitement lié au parti conservateur ne se soutînt que par le concours des suffrages les plus hostiles, et qu'il trouvât sa force dans les fautes qui le font considérer par nos ennemis politiques comme le plus propre à soutenir et à faire triompher leur cause?

Depuis quelque temps, il s'est accrédité une opinion que le maintien du ministère fortifie malheureusement chaque jour, et qui menace notre avenir. C'est celle qui attribue toutes les fautes de notre gouvernement, non à des ministères passagers, mais à ce qu'on est convenu d'appeler le système. M. de Lamartine lui a porté l'appui de sa redoutable éloquence. Il est des hommes que leur dévouement égare au point de leur fermer les yeux sur les périls d'une pareille doctrine. On entend même des conservateurs répéter sans cesse qu'ils ne veulent point de changement de ministère, parce qu'il n'en résulterait aucune modification réelle dans la marche du gouvernement. Eux aussi semblent placer ailleurs la pensée qui régit nos affaires, et cette opinion, bien que fausse, prévaut dans l'esprit de certains députés inexpérimentés. Je désire vivement qu'elle soit démentie et convaincue d'imposture, car je n'en connais pas de plus dangereuse; elle tend à déplacer la responsabilité, à prêter aux fautes du ministère une origine qu'elles n'ont point, et à porter les esprits logiques à chercher le remède dans les plus extrêmes mesures. La chambre doit s'empresser d'ôter tout prétexte à ces funestes imputations : en refusant au cabinet un vote d'adhésion, elle prouverait qu'à ses yeux lui seul répond de sa politique, et qu'elle compte sur ses successeurs pour rétablir à l'extérieur des relations compromises, à l'intérieur la confiance et l'harmonie si désirables entre les grands pouvoirs.

UN DÉPUTÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

28 février 1843.

C'est demain que commence la lutte parlementaire qui doit décider de l'avenir du cabinet. Aussi cette *chronique* paraît-elle dans le moment le moins propre à captiver l'attention du lecteur. De quoi parler en effet? Des préparatifs du combat? Ils n'ont plus d'intérêt en présence du combat lui-même. Des combattans dont on vient de proclamer les noms? Mais paraîtront-ils tous dans l'arène? N'y a-t-il pas parmi eux de modestes écuyers dont la présence annonce seulement l'arrivée de chevaliers encore inconnus? Enfin, de plusieurs des orateurs inscrits, comment en parler? Qu'en dire? Qui les connaît?

Nos pronostics seraient également sans intérêt pour le lecteur. L'évènement est trop prochain. Les péripéties du combat captiveront toute l'attention du public. Le temps des conjectures est passé : on ne peut aujourd'hui que regarder, qu'attendre avec anxiété. Qui se soucie de la voix d'un prophète au milieu du bruit des fers qui se croisent et des cris de victoire ou d'alarme?

Le combat sera acharné, car il est décisif. Les vaincus ne mourront pas, il est vrai; nul ne meurt aujourd'hui. Nous combattons comme des armées de *condottieri*. On se renverse, on se meurtrit, on se dépouille, on se rançonne; on ne se tue pas. On a mille fois raison; cela ne vaut pas la mort d'un homme. Le public approuve fort la prudence des combattans; il ne prend pas plus les choses au sérieux qu'eux-mêmes. Assis au cirque, il ne lève pas un doigt impitoyable; cela était bon pour des femmes romaines; cela paraîtrait horrible pour des hommes de notre temps. Nous ne sommes pas sanguinaires; toute notre cruauté s'épuise dans les romans et les drames. Le

public veut que ses hommes politiques vivent, qu'ils puissent se racheter, se convertir, aller à gauche, aller à droite, s'allier, se séparer, se combattre, s'allier de nouveau, et lui donner long-temps le spectacle de leur habileté, de leur souplesse, de leurs tours de force. Le public a raison, car si ces hommes disparaissaient de la scène politique, par qui seraient-ils remplacés? Où sont-ils ces débutans de brillantes espérances, ces hommes nouveaux pouvant faire oublier le talent des anciens et en rendre la perte indifférente au pays? Encore une fois, le public a raison. Que nos hommes d'état vivent, dussent-ils ne pas se convertir. Ils vivront; le combat qui va se livrer ne sera mortel pour personne. Il ne sera pas moins décisif dans le sens que ce mot peut avoir de nos jours, c'est-à-dire que les vaincus se trouveront pour un temps assez long éloignés du pouvoir. Qu'ils le perdent ou qu'ils ne parviennent pas à le conquérir, la défaite ne sera pas réparée d'un jour. Il y aura de douloureuses meurtrissures qui rendront nécessaire un repos assez prolongé.

Ce résultat est prévu. De là, pour les uns, une grande retenue, pour les autres un redoublement d'efforts et d'activité. De là aussi un spectacle plaisant. Un esprit morose, un moraliste austère emploierait peut-être une épithète plus significative et plus vraie. Nous voulons parler des accusations incessantes que les deux partis se jettent à la tête depuis long-temps. — Vous intriguez, disent les uns, et vous séduisez par des promesses. — Vous intriguez, répondent les autres, et vous corrompez par des moyens plus positifs que des promesses. — Certes, nous ne répéterons pas toutes les anecdotes dont chacun cherche à étayer son affirmation. Paix, messieurs, paix. Probablement personne de vous ne ment. On connaît l'amour de nos hommes politiques pour la vérité. Nous voudrions bien que quelqu'un eût le droit de répéter ces mots latins dont Pascal accablait ses adversaires. Mais ce sont là des armes dangereuses; elles ne sont pas de notre temps. Le public lui-même trouverait étrange que quelqu'un eût le droit et la prétention de s'en servir. Il aime mieux croire ce qu'on lui dit, ce qu'on lui dit des uns et des autres, en rire, s'en amuser. Une qualité seule le frappe et lui plaît aujourd'hui; l'adresse, l'habileté. Soyez le plus habile, réussissez, il applaudit. Le public n'a pas perdu le sens moral. Ce serait une calomnie que de l'affirmer. Mais c'est là une faculté qu'il laisse chômer pour le moment. Il n'y a pas de père de famille à qui il n'arrive parfois de préférer les libertés un peu vives des petits théâtres aux graves enseignemens de la scène française.

Quelques personnes paraissaient craindre un combat sans coups, une guerre silencieuse, sournoise, qui se passerait tout entière dans les profondeurs de l'urne, dans les mystères du vote individuel. On rappelait le ministère du 12 mai, mort comme la république de Venise, mais après une vie toute différente, mort sans bruit et sans gloire. Cette crainte était chimérique. Ce n'est pas ainsi que peut tomber un ministère qui a des amis et des ennemis également ardens, acharnés, impétueux. Le 12 mai n'avait qu'un tort, le tort d'être et d'occuper la place qu'on convoitait. Il suffisait de l'en chasser. On ne voulait rien de plus. Il n'y avait contre lui ni haine, ni rancune. Les

rancunes, les haines politiques existent à l'endroit du 29 octobre. On ne veut pas seulement l'éloigner, on veut l'abattre. Sans doute il en est plus d'un, parmi ses adversaires, qui se contenterait fort de pouvoir l'éloigner sans bruit, sans combat, par un vote silencieux, caché. Ce sont là les hommes que le ministère a le plus à redouter. Combien sont-ils? Qu'oseront-ils? *That is the question*. Mais à côté de ces hommes prudens, à paroles d'oracle, à figure impassible, grands maîtres en diplomatie parlementaire, le ministère rencontre des adversaires ardens, imprudens même, pour qui la réserve serait un supplice, et le silence est impossible. Ajoutons que M. Guizot n'est pas homme à se laisser étrangler entre deux portes; il est capable de faire parler, de faire crier même des muets.

Nous aurons donc un grand combat, ou, si l'on veut, un tournoi magnifique; car probablement une fois la lutte engagée, nous verrons successivement paraître dans l'arène plus d'un combattant de grand renom. Il est bien difficile de rester sous la tente au bruit des armes, bien difficile de ne pas décider la victoire de ses amis s'ils avancent, de n'en pas couvrir la retraite s'ils succombent.

Quoi qu'il en soit, la question de confiance est nettement posée dans le rapport de la commission. On est entré franchement dans les conditions de notre gouvernement. Nous désirons, dans l'intérêt du pays, qu'on n'en sorte pas. Que la chambre juge le système politique du cabinet, qu'elle se prononce. Le repousse-t-elle? Qu'une nouvelle administration se forme et nous dise, non tout ce qu'elle fera (ce serait vouloir disposer des circonstances et commander à l'avenir), mais quels sont les points sur lesquels elle s'éloignera des principes et des tendances du 29 octobre. La chambre, au contraire, adopte-t-elle le système actuel? Qu'il soit alors entendu que c'est le système non-seulement du ministère, mais de la majorité, c'est dire le système de la chambre, le système dont on ne pourrait sortir que par la dissolution, au moyen d'une chambre nouvelle.

C'est ainsi, et ainsi seulement, que le pays pourra enfin être sérieusement gouverné. La chambre des députés commence sa carrière politique. Si elle se coupe en deux, si tout se réduit, de part ou d'autre, à cinq ou six voix de majorité, la chambre s'annule et frappe en même temps d'impuissance tout cabinet, quel qu'il soit. Elle pourra alors tout faire, hormis le bien du pays. Le pays comprendra l'impuissance de la chambre, et si les dernières élections ont amené près de cent députés nouveaux, les élections prochaines pourraient bien en amener deux cents. Le débat qui va s'ouvrir décidera donc de l'avenir politique de l'assemblée. Ce que nous désirons avant tout, c'est une majorité incontestable; c'est que la chambre brise ou consolide, sans équivoque, sans incertitude, son alliance avec le ministère. Qu'il ait pour lui 30 voix au moins de majorité, ou qu'il succombe. Sans cela, la lutte recommencera demain; la question ministérielle reparaîtra dans tout débat de quelque gravité. Nul ne désespérant du succès, les partis seront toujours sous les armes; il n'y aura ni paix ni trève. Aux dépens de qui? Du pays. Nous au-

rons, non plus pendant quelques jours, mais pendant des sessions entières, des combinaisons adroites, nous ne voulons pas répéter le mot à la mode, des combinaisons dans tous les sens, ministérielles et anti-ministérielles. Quels sont les hommes réservés, pudiques, qui reculent devant ces moyens et s'abstiennent? Où sont-ils ces candidats à la robe sans tache? *Rara avis.*

Après le débat sur les fonds secrets, ou, à mieux dire, sur la question de confiance, la chambre des députés rencontrera deux autres discussions qui ne seront pas, dit-on, ni moins délicates ni moins sérieuses : le rapport de la commission d'enquête et le projet de loi sur les sucres.

Si le cabinet, tout en ne succombant pas cette semaine, ne remporte qu'une victoire peu décisive, c'est à l'occasion de l'enquête que le combat sera de nouveau engagé, que la question ministérielle agitera derechef l'assemblée. C'est ainsi que, comme nous le disions à la fin de décembre, la meilleure partie de la session se passera en luttes personnelles; la France devra se contenter de savoir, non comment, mais par qui elle sera gouvernée.

La question des sucres est des plus importantes et des plus difficiles au point de vue politique, car la question économique n'en est pas une pour quiconque connaît ces matières et n'a point d'intérêt à dissimuler la vérité. Nous avons plus d'une fois abordé cette question; il est superflu d'y revenir. La question politique est toute de convenances et de circonstances. Il ne s'agit plus de savoir ce qu'il serait bon en soi de faire; il ne peut y avoir de doute sérieux à cet égard; il s'agit de savoir ce que permettent au gouvernement les circonstances actuelles. Le cabinet a, dit-on, pris son courage à deux mains, et déclaré formellement qu'il soutient en tout et pour tout le projet présenté et repousse tout amendement. C'est bien, et nous ne voulons pas demander pourquoi tout à coup tant de résolution et de bravoure. Nous savons seulement que les députés des ports n'entendent pas raillerie à l'endroit des sucres. La mort de la betterave d'abord, les questions ministérielles après; c'est là leur *credo* politique. Or, parmi les députés d'un *ministérialisme* fort douteux se trouvent précisément plusieurs de ces députés des ports, hommes de valeur, d'influence, gardant *in petto* les souvenirs rancuniers des victimes de la coalition. En passant à l'ennemi, par leur nombre, mais surtout par leur exemple, ils auraient porté un coup funeste au ministère. Le ministère n'a sans doute pas hésité. Restez, il a pu leur dire, suivez-moi, et vous aurez la loi des sucres. Si vous travaillez à me renverser, vous compromettrez les intérêts des colonies, car une crise ministérielle va s'ouvrir; elle sera longue, difficile, pleine de vicissitudes et de péripéties. La session peut alors s'écouler sans que le projet soit discuté dans les deux chambres, et, le fût-il, croyez-vous qu'un ministère nouveau mette un grand zèle à défendre et faire adopter les projets de ses prédécesseurs? Vous avez besoin de moi, j'ai besoin de vous; pourquoi nous séparer? Ce pacte a pu exister sans être explicite, on a pu s'entendre sans se parler. *Intelligenti pauca.* Toujours est-il que le cabinet soutient son projet *unguibus et rostro,* et que les députés des ports veulent, avant tout, que ce projet devienne loi.

Le parlement anglais, qui n'a été convoqué qu'en février, en est déjà à la discussion du budget. Sir Robert Peel a prononcé en plusieurs occasions d'admirables discours, admirables de tact, de bon sens, de simplicité et de grandeur. Ajoutons que toutes les fois qu'il a été amené par son sujet à parler de la France au point de vue de ses rapports avec l'Angleterre, son langage a été plein de justice, de noblesse, de courtoisie. « J'ai pleine confiance, disait-il dernièrement encore, dans la raison et le bon sens de la nation française, et je sais qu'en Angleterre il n'existe qu'un désir, celui de rester dans de bons termes d'amitié avec la France. » Ces paroles étaient prononcées aux applaudissemens universels et bruyans de la chambre des communes. Il est possible que dans les débats de la chambre des députés il soit question de l'Angleterre et de ses rapports avec la France. Nous aimons à croire que nous n'entendrons à ce sujet ni vaines déclamations ni vieux quolibets. La tribune doit avoir sa grandeur et sa dignité, car la tribune c'est la France, la France légale, la France officielle, la voix de l'élite du pays.

Genève a été le théâtre d'une émeute sanglante, d'une émeute scandaleuse et d'autant plus criminelle, que le prétexte en était parfaitement ridicule. Lorsqu'on entreprend d'arracher son pays au joug étranger ou d'y briser le despotisme, ou d'en sauver les libertés sérieusement attaquées, les conspirations, les commotions populaires, les insurrections, trouvent leur excuse dans la grandeur du but et la légitimité du motif. Ceux-là même qui redoutent le plus ces terribles manifestations de la force irrégulière sentent leurs passions généreuses s'émouvoir, lorsque cette force se met évidemment au service du droit, du droit méconnu, trahi, foulé aux pieds; s'ils ne justifient pas, ils pardonnent du moins ces entreprises, fussent-elles trop hardies, imprudentes, téméraires. Mais à Genève, où la révolution la plus démocratique s'est accomplie hier; à Genève, pays de suffrage universel, de nul cens électoral; à Genève, où le principe électif est poussé jusqu'à ses dernières limites, que veut l'insurrection? que peut-elle vouloir? Le conseil représentatif, l'élu de la nation, discutait paisiblement un projet de loi, et parce qu'il se trouvait dans ce projet une disposition qui déplaisait à la minorité, parce que la majorité ne voulait pas d'un amendement, on crie aux armes! on élève des barricades, on organise la guerre civile, et on fait feu sur ses concitoyens! Il faudra donc, pour ne pas recevoir des coups de poignard, des coups de bâton, des coups de fusil, que dorénavant la majorité demande à la minorité si elle daigne lui permettre d'adopter tel ou tel article de loi. A-t-on jamais imaginé une tyrannie à la fois plus coupable et plus ridicule? C'est ainsi qu'on respecte la liberté, la volonté du peuple! Encore une fois, Genève est un pays de suffrage universel; le canton de Vaud aussi, et certes on a adopté à Lausanne plus d'un article de loi qui ne satisfait point la minorité, la partie la plus avancée, la plus ardente du pays. A-t-elle pour cela couru aux armes, blessé et tué ses concitoyens? Elle attend le triomphe de ses idées du temps, des lumières, d'une nouvelle élection. Ce triomphe se réalisera ou ne se réalisera pas, peu importe ici; toujours est-il qu'il faut respecter le principe dont on

émane. Si, après avoir proclamé la souveraineté du nombre, on ne veut pas s'y soumettre, il faut, ou reconnaître la supériorité des principes qu'on a combattus, ou avoir le courage de soutenir tout haut que la société ne doit être que désordre, qu'un assemblage fortuit de bêtes féroces.

Aussi apprenons-nous que l'émeute genevoise a fort déplu à tout ce qu'il y a de plus considérable dans le parti démocratique en Suisse. Ce parti n'a pas fait les nombreuses révolutions de 1830 et 1831 pour offrir à l'Europe un spectacle permanent d'agitations et de désordre. Il tenait à prouver, et il a prouvé que, si populaire que fût la forme de leur gouvernement, les Suisses aimaient l'ordre public autant que la liberté. Les cantons révolutionnés jouissent depuis long-temps d'une paix profonde, et, chose remarquable, même les discordes et les dissentimens fédéraux, même les débats quelquefois très ardens de la diète, n'ont pu troubler essentiellement la paix publique en Suisse. Sans cet esprit d'ordre qui est général dans cette population à la fois si courageuse, si prudente et si grave, la Suisse, avec tous les levains qui fermentent dans son sein, avec ses divergences de mœurs, d'intérêts, de langue, d'industrie, de religion, ne serait que le vaste foyer d'un terrible incendie. La minorité genevoise déshonore, aux yeux des patriotes suisses, la cause de la liberté et de la démocratie. Ils n'acceptent point la responsabilité de ses faits et gestes; ils ne voient rien là d'helvétique. Du désordre pour le désordre, ou pour satisfaire des convoitises et des vanités personnelles, il n'y a rien là en effet qui puisse mériter le respect ou l'indulgence de la Suisse.

Une amnistie générale a mis fin à cette déplorable équipée. Espérons que Genève n'achèvera pas de se perdre dans l'opinion publique par le renouvellement de ces scandales. Au surplus, nous sommes convaincus que, si le désordre venait à recommencer, les confédérés viendraient au secours du droit et de la constitution. Entre autres, Berne et Vaud tiendraient à prouver qu'ils ne confondent pas, eux, la liberté avec l'anarchie, et la souveraineté du peuple avec les violences d'une minorité.

Ajoutons que si le fait qui vient de se passer à Genève était autre chose qu'un accident, s'il était le symptôme d'une maladie endémique, il soulèverait une question grave et digne de toute l'attention des publicistes. C'est la question de savoir si la démocratie, si la démocratie pleine, absolue, peut exister régulièrement dans un pays qui n'a pas une forte organisation politique, des pouvoirs publics solidement constitués. La démocratie est de sa nature vive, mobile, agitée. Dans les démocraties, il y a peu de grandeur individuelle, d'influence personnelle; mais en revanche chacun peut se faire l'interprète des masses, leur organe, leur chef: s'il sait épier le moment favorable, pressentir une opinion, exalter un sentiment, il n'a pas besoin d'antécédens glorieux, de clientelle laborieusement acquise, soigneusement conservée. C'est le flot populaire qui élève les hommes et les abaisse. Le héros d'aujourd'hui peut être oublié demain, mais, pour briller aujourd'hui, il n'est pas nécessaire d'avoir existé hier. Comme dans toutes les formes de

société, il y a là des inconvéniens et des avantages, de la puissance et de la faiblesse, du bien et du mal. Mais ce qui est évident, c'est qu'en règle générale un gouvernement faible, désarmé, ne peut résister aux orages de la démocratie. Autant vaudrait renfermer une liqueur en fermentation dans un vase dont les cercles seraient en carton peint. On peut sans doute citer des exceptions, précisément en Suisse. Il est des cantons pleinement démocratiques et dont néanmoins le gouvernement, bien que faiblement organisé, n'est nullement menacé et ne court aucun danger. Le fait est vrai, seulemènt il trouve son explication dans la nature même de la population de ces cantons. Ce sont des populations essentiellement agricoles, des hommes sédentaires, laborieux, qui ne sont point agglomérés dans une ville. Il n'y a pas de ville considérable en Suisse. Il n'y en a pas une qui approche de Genève pour la population, et cependant Genève ne compte pas trente mille ames. La Suisse est couverte de petits propriétaires fonciers. Une grande partie de ses ouvriers sont en même temps des cultivateurs. Qui ne connaît les mœurs graves, les habitudes réfléchies des Suisses, dont la majorité est de race allemande, et apporte dans ses résolutions la lenteur quelquefois excessive des hommes d'outre-Rhin? Genève, au contraire, est une ville essentiellement manufacturière, pleine d'ouvriers, d'ouvriers intelligens, mais dont il est facile d'exciter le mécontentement et d'irriter la vanité. Genève, d'ailleurs, se trouve par ses antécédens et par sa gloire dans une position difficile. Il y a à Genève un grand développement intellectuel, mais nulle autre carrière que le commerce. De là un grand nombre d'esprits inquiets, mécontens, ne sachant pas trop ce qu'ils veulent, mais voulant toujours autre chose que ce qui est. Bref, Genève est moralement une grande ville et en fait un tout petit état. L'individu s'y développe comme il se développerait à Paris, à Londres, à Berlin, et ensuite l'état ne peut rien pour lui. Ainsi la Suisse porte en elle-même les correctifs de la démocratie; Genève se trouve, au contraire, dans les conditions qui aggravent les inconvéniens de la démocratie. Et cependant le gouvernement est plus faiblement constitué à Genève qu'il ne l'est à Berne, à Lausanne, à Soleure. L'avenir nous apprendra si les Genevois corrigeront par leur bon sens et leur patriotisme les défauts inhérens à leur constitution sociale et politique.

Le canton directeur s'est aperçu un peu tard que sa circulaire relative aux couvens d'Argovie n'était pas destinée à trouver un accueil favorable dans les cantons les plus considérables de la Suisse. Il bat en retraite comme il peut, et il prend surtout soin d'assurer ses confédérés, et notamment tout bon catholique, que sa circulaire ne lui a pas été inspirée par le nonce du pape ou par l'ambassadeur d'Autriche. Soit. Mais s'il est malheureux de faire naître certains soupçons, il est peu digne pour un gouvernement de les démentir. D'ailleurs, à quoi cela sert-il? Ceux qui seraient convaincus du fait ne manqueraient pas de dire que tout mauvais cas est niable. Quoi qu'il en soit, le *vorort* ne convoquera pas, à ce qu'on dit, de diète extraordinaire. L'affaire sera renvoyée à la diète ordinaire de juillet. C'est dire que la tentative est manquée.

— L'histoire de la stratégie chez les anciens a été, depuis trois siècles, l'objet de travaux savans et estimés. A l'heure qu'il est, ce serait même un sujet à peu près épuisé pour l'érudition, si l'érudition ne ressemblait à ce serpent symbolique des mythologies qui mordait sa propre queue : n'ayant plus guère de ressources au dehors, l'érudition, en effet, a pris le parti de se servir de substance à elle-même, et de recommencer toujours. Il n'y a pas de raison pour que cela finisse, et c'est une façon comme une autre, une façon assez innocente de dépenser le temps. Dans le vaste domaine de la science, quelques petits recoins se trouvent pourtant çà et là qui ont échappé aux investigations de la critique, ou que la critique n'a fait qu'entrevoir à la légère. C'est d'un de ces champs restreints et peu connus que s'est emparé M. le colonel Armandi dans son *Histoire militaire des Éléphans* (1), livre étendu et consciencieux où une connaissance approfondie des faits est mise au service d'un esprit lumineux et sain. On regrette seulement que M. Armandi ne se soit pas plus rigoureusement enfermé dans les strictes limites de son sujet. C'est là le danger de ces programmes étroits, de ces dissertations spéciales : tout y est objet à épisodes, on grapille dans le voisinage, on se trouve induit à dérober de côté et d'autre des textes piquans, des détails étrangers. En un mot, trouvant son royaume trop petit, on l'agrandit par la conquête. Par malheur, si c'est là en politique la vraie manière de fonder les grands empires, ce n'est peut-être pas en érudition le moyen le plus sûr de créer des monumens durables. Les éléphans furent un élément très secondaire de la stratégie des anciens. Importés d'Orient en Occident, ils jouèrent, il est vrai, un certain rôle dans l'histoire militaire depuis Alexandre jusqu'à César; mais cependant il y eut peu de rencontres importantes, il y eut peu de grandes expéditions où ils décidèrent du résultat. On est donc surpris de voir M. Armandi prendre à chaque instant occasion de décrire au long les batailles, et d'expliquer les conquêtes. Ce penchant, très louable chez un militaire, l'est moins chez un érudit; le savant colonel a un peu oublié ses nouveaux devoirs d'écrivain pour ses anciens devoirs d'officier. C'est là l'unique reproche qu'on puisse, en bonne conscience, adresser à son curieux et intéressant volume. Le principal y disparaît trop souvent dans l'accessoire. A part cette critique sur la méthode même, sur la composition du livre, les amis de l'érudition sérieuse applaudiront aux très estimables recherches de M. Armandi. Ce travail intéresse non-seulement l'histoire de la stratégie ancienne, mais encore l'histoire naturelle; bien des anecdotes, bien des faits singuliers s'y mêlent, qui soutiennent l'attention du lecteur et piquent sa curiosité. C'est là une façon vraiment digne d'achever une carrière honorable, et on ne saurait trop féliciter M. Armandi de se si bien souvenir dans les lettres de ce qu'il a pratiqué autrefois dans les camps. Ce genre d'érudition appartient de droit aux soldats, et leur est une noble retraite.

(1) Un vol. in-8°, chez M. Amyot, rue de la Paix, 6.

V. DE MARS.